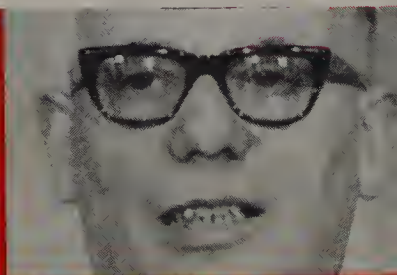
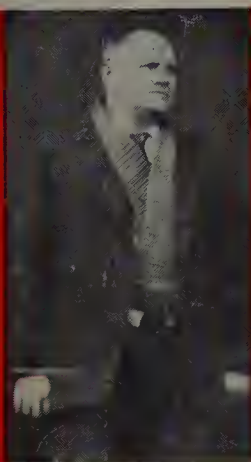


ANNIE KRIEGEL



# les Communistes français



**Une contre-société : le P.C.F.**

**Les effectifs - l'appareil**

**Secret et secrets**

**Le P. C. et la crise de mai**

**Le P. C. a-t-il changé ?**

**SEUIL**

NUNC COGNOSCO EX PARTE



TRENT UNIVERSITY  
LIBRARY

PRESENTED BY

PROF. P. EANDYOPADHYAY

Annie Kriegel

# Les communistes français

essai d'ethnographie politique

Éditions du Seuil

JN 3007 C6 K68  
1968

*Sur la couverture :*

Maurice Thorez et Waldeck Rochet (photos Keystone).

© Éditions du Seuil, 1968.



A la mémoire de Charles Wolmarck

Né à Varsovie le 24 janvier 1921  
Fusillé à Charnècles (Isère) le 30 juillet 1944.

Thomas J. Bata Libr.  
TRENT UNIVERSITY  
PETERBOROUGH, ONTARIO

Il m'avait enseigné tout ce qu'il savait : la classe ouvrière, le communisme, le Parti, Staline, la France, le courage, le malheur.

Fidèlement, sans lui et contre lui, j'ai dû continuer à apprendre. « Ce n'est pas gai », dirait-il en riant, car il riait toujours. Du moins, je crois. Ou peut-être était-ce moi en ce temps-là ?

## Sigles

A.E.A.R.	Association des écrivains et artistes révolutionnaires.
A.R.A.C.	Association républicaine des anciens combattants.
B.P.	Bureau politique.
C.C.	Comité central.
C.C.C.P.	Commission centrale de contrôle politique.
C.D.H.	Comité de défense de <i>l'Humanité</i> .
C.E.	Comité exécutif.
C.G.T.	Confédération générale du travail.
C.G.T.U.	Confédération générale du travail unifiée.
F.D.I.F.	Fédération démocratique internationale des femmes.
F.I.S.E.	Fédération internationale syndicale de l'Enseignement.
F.M.J.D.	Fédération mondiale de la jeunesse démocratique.
F.S.M.	Fédération syndicale mondiale.
I.C.	Internationale communiste.
I.C.J.	Internationale communiste des Jeunes (K.I.M.).
I.S.R.	Internationale syndicale rouge.
J.C.	Jeunesse communiste.
O.M.S.	Otdiel Mejdounarodnoï Sviasi (section de liaison internationale).
P.C. (S.F.I.C.)	Parti communiste (section française de l'I. C.).
P.C. (b)	Parti communiste bolchevik.
P.C.U.S.	Parti communiste de l'Union soviétique.
S.R.I.	Secours rouge international.
U.D.	Union départementale (des syndicats).
U.F.F.	Union des femmes françaises.
U.I.E.	Union internationale des étudiants.
U.J.R.E.	Union des Juifs pour la résistance et l'entraide.
U.J.R.F.	Union de la jeunesse républicaine de France.
U.S.T.I.C.A.	Union syndicale des techniciens, ingénieurs et cadres.
U.S.T.M.	Union syndicale des travailleurs de la métallurgie.
W.E.B.	Antenne du Komintern établie à Berlin avant 1933. <i>Ce bureau pour l'Europe occidentale</i> contrôlait, pour le compte de l'I.C., les partis communistes d'Europe occidentale.

Quand mon ami Jacques Julliard m'a demandé, il y a deux ans, d'écrire pour sa collection « Politique » un livre sur les communistes français, qui fût le pendant de celui d'André Philip sur les socialistes, mon premier mouvement fut de refuser. Je ne voulais point m'enfermer dans un thème dont l'étude m'avait déjà retenue de nombreuses années et je souhaitais essayer mes forces sur un problème éloigné de celui qui avait fait l'objet de mes thèses; de surcroît, la réputation des soviétologues et spécialistes du communisme, dans un monde où le communisme et ses variantes conservent une teneur passionnelle élevée, est douteuse, à bon ou à mauvais droit; enfin, et c'était une raison tout à fait suffisante, mes amis m'invitaient à parler d'autre chose!

Néanmoins j'acceptai.

D'abord pour une raison qui tient au type de chercheur auquel j'appartiens — il semble malheureusement qu'on ne change pas de catégorie dans ce domaine, plus que les boxeurs dans le leur.

Il est en effet des chercheurs qui aiment sillonner entre deux eaux les vastes mers et décrire les merveilles diversement étranges qu'ils repèrent dans leur course. Ils sont les explorateurs des infinis horizontaux. Ce n'est pas mon cas.

Il en est d'autres qui, comme le plongeur s'enfonce en tournoyant autour de l'objet qu'il convoite, s'enfoncent dans une réalité dont le noyau leur échappe durablement. Certes, ils ont l'illusion, au départ, d'accéder très vite au cœur de leur sujet mais celui-ci se dérobe et il leur faut entre-temps reprendre haleine en surface. Aussi doivent-ils se livrer à de nombreuses plongées successives avant d'espérer triompher. Ce qui les contraint à repasser en des endroits déjà connus : on verra dans ce livre que je n'ai pas tenté de le dissimuler, en rafraîchissant par exemple la forme de développements auxquels j'avais été déjà amenée ailleurs et, pour être certaine que mes étudiants et mes enfants

ne puissent suggérer que je me répète inconsciemment, je me suis carrément recopiée.

Si pourtant je crois que, pour l'essentiel, ce livre n'est pas qu'une resucée, c'est qu'il est fondé — et le mérite en revient initialement au directeur de la collection — sur une problématique qui n'est pas celle de mes travaux antérieurs.

On ne trouvera pas ici en effet, même à l'état d'esquisse, d'histoire en forme de récit chronologique. Non qu'on possède déjà, sous cet angle, un ouvrage de référence : mais, dans l'état actuel des choses, il semble qu'on ne puisse faire vraiment mieux que ce qui a été fait il n'y a pas si longtemps <sup>1</sup>.

Mon dessein est donc autre et a pris corps dans la chaleur des débats qui, ces dernières années, ont porté sur le point de savoir si le parti communiste français avait, ou non, « changé ». Il m'est très vite apparu que la discussion était tout à fait faussée de ce qu'elle masquait une équivoque essentielle : fallait-il entendre, quand on s'exclamait que le parti communiste avait évidemment changé, qu'il l'avait fait, à la manière de toute créature qui vieillit, en persévérant dans son être; ou bien qu'il l'avait fait, en devenant, de lapin, carpe, c'est-à-dire en brisant sa primitive appartenance à un ordre pour entrer dans un autre?

Cette incertitude m'a poussée alors à rechercher non plus tant *si* le parti communiste avait changé, mais *comment* il pouvait changer : par quels mécanismes, grâce à quel jeu et dans quelles limites le phénomène communiste pouvait évoluer en demeurant fidèle à lui-même mais où pouvait commencer l'aventure qui le ferait briser ses amarres avec sa nature originelle.

Encore fallait-il prendre l'exacte mesure de cette nature : J'ai, pour ce faire, pris le parti de l'ethnographe et décidé d'observer les communistes français comme on le ferait de n'importe quelle microsociété close, définie par une dominante en l'occurrence politique, qui permette de distinguer sans risque d'erreur possible ceux qui lui appartiennent et ceux qui ne lui appartiennent pas.

Que les communistes français constituent une telle société close ne signifie d'ailleurs pas qu'ils n'entretiennent aucun lien avec la société dans son ensemble et que, sur la frange, n'existe

1. Cf. Annexes, *L'Historiographie du communisme français*.

aucune zone indécise : bien au contraire, toute société minoritaire, pour ne pas s'étioler et abdiquer, doit être capable de se refermer sur elle-même, d'interdire ainsi aux influences étrangères de la pénétrer et en même temps être suffisamment ouverte, suffisamment agressive pour puiser à l'extérieur ce qu'elle ne fabrique pas elle-même et poursuivre le rêve de devenir à son tour majoritaire. C'est cette situation de contre-société minoritaire qui explique en somme la double et contradictoire aspiration de faire, aux termes mêmes du traditionnel chant de ses luttes et de ses espoirs, « table rase » de la vieille société et d'en être « l'héritière ». Tout le drame qui déchire le monde communiste dans ses diverses variantes est contenu entre ces deux pôles : celui de la destruction radicale et celui de la sauvegarde, serait-ce en vue d'un usage radicalement original, de ce qui serait ainsi sauvé.

Il ne convient pas de lire ce travail par référence aux journées du dernier printemps. Certes, il ne serait pas juste de dire que celles-ci lui sont restées totalement étrangères : il aurait pu se faire, si les choses avaient tourné autrement, ou que ce livre ne puisse plus être publié du tout ou qu'il fût absolument hors de saison de le publier.

Mais puisque les choses ont ainsi tourné cette fois, il faut que le lecteur consente à l'effort de ne pas s'inquiéter seulement de classer l'auteur en fonction des plus récentes polémiques issues des événements de mai.

Bien qu'il soit actuellement à la mode d'écrire et de publier un livre dans la semaine, je dois avouer que celui-ci est en chantier depuis deux ans, qu'il repose sur une information et une réflexion accumulées depuis plus longtemps encore : cela ne signifie nullement que le temps fait à l'affaire davantage dans un sens que dans l'autre, mais qu'il ne saurait *refléter* une actualité postérieure à son élaboration.

Enfin, et c'est décidément gageure que de terminer un livre sur les communistes français en 1968, la « surprise et la réprobation » du bureau politique devant l'intervention militaire soviétique en Tchécoslovaquie ne sauraient être interprétées ni comme une tactique ni comme une péripétie : c'est le résultat

d'un long processus, c'est le point de départ d'une nouvelle étape dont nul ne sait encore par quels délais, par quelles ruptures, par quels compromis, par quels arrangements et combinaisons théoriques inédits elle sera marquée.

Punta Sardegna, août 1968.

# 1. Les couronnes extérieures



Le parti communiste français est, au sens strict, constitué par la communauté de ses adhérents. Mais il est comme entouré, protégé, préservé des regards, des pressions, des contagions, des débauchages et en même temps nourri, vivifié, aéré, animé, débordé par plusieurs couronnes intermédiaires qui le relie au monde extérieur, au monde des « autres » : si l'on néglige le groupe pittoresque des *compagnons de route* — un groupe pourtant bien savoureux d'habiles, de naïfs, de prudents, de modestes et de désintéressés, de vrais communistes et de faux radicaux, d'ex-n'importe quoi, de redoutables experts et de dilettantes, d'amateurs d'estrade et d'amateurs d'ombre, de discrets intermédiaires chargés ou non de bons offices et de voyants porteurs de noms, de titres, de décorations, de charges, d'honneurs, de science, de cheveux blancs et de respectabilité —, il est deux couronnes dont l'épaisseur variable, la composition et la nature spécifique permettent une première approche du phénomène communiste : la couronne des électeurs communistes et celle des lecteurs de la presse communiste. C'est par cette double couronne que le corps tout entier communique et s'interpénètre avec d'autres ensembles, constellations ou communautés plus vastes ou d'un autre type, comme par exemple la classe ouvrière, la constellation de la gauche et la communauté nationale.



Fille d'une pratique politique qui, depuis près de deux siècles, a pour terrain solide celui d'élections à tous les niveaux, la science politique française a consacré beaucoup d'elle-même à l'étude des électorats. Aussi ne faut-il pas, dans ce domaine, espérer du nouveau : je n'entends ici que résumer fidèlement les analyses et les conclusions des spécialistes les plus qualifiés de l'électorat communiste, au premier rang desquels Jean Ranger <sup>1</sup>. Qu'on lise donc ce chapitre pour l'essentiel comme on lirait l'honnête compte rendu d'un travail qui n'est pas le mien.

#### DANS L'ENTRE-DEUX GUERRES

Les quatre consultations législatives — 1924, 1928, 1932, 1936 — qui se déroulèrent dans l'entre-deux guerres après la fondation d'un parti communiste français ont dégagé un électorat communiste à vrai dire fort étroit : ce n'est qu'en 1936 qu'il dépasse, avec 12,7 %, le niveau fatidique des 10 % d'inscrits du corps électoral français ; deux fois sur quatre seulement, il réussit un score supérieur à 10 % des suffrages exprimés.

Aucun travail de synthèse n'existe qui pourrait éclairer les mécanismes par lesquels s'est faite la distribution du vieil électorat socialiste unifié de 1919 entre les deux électorats rivaux de la S.F.I.O. et du P.C. (S.F.I.C.). La seule certitude est qu'une fois achevée, celle-ci se maintint durablement et que les zones respectives d'implantation initiale — parfois d'un village à l'autre voisin, d'une ville de banlieue à l'autre toute proche — engendrèrent une solide *tradition* qui, si les causes nous en échappent, s'imposa par la suite comme une force autonome, souvent comme la seule clef d'explication satisfaisante à la résistance différentielle du vote communiste : en 1958, par exemple, l'indice d'évolution relative témoigne que les régions où l'implantation électorale

1. Les notes sont à la fin du volume.

communiste remontait à 1924 — la région parisienne, le Nord et le Pas-de-Calais, les zones rurales au nord et à l'ouest du Massif central — ont mieux tenu que les régions d'implantation postérieures à 1945 comme le Bassin lorrain.

Il est de même assuré que les variations des dimensions globales de l'électorat, pour peu importantes qu'elles aient été — même en 1936 les progrès proprement communistes au premier tour ont été somme toute modestes <sup>2</sup> — ne sont pas dans un rapport direct et immédiat avec l'évolution, à la même époque, de la communauté partisane ni même avec sa politique. D'une part, en effet, la courbe des résultats électoraux n'épouse nullement la courbe des effectifs du Parti. Tandis que celle-ci décline de 1924 à 1932 avec une parfaite obstination, les élections de 1928 se soldent par un gain au premier tour de 190 000 voix sur 1924. En revanche, les élections de 1932 sont fort mauvaises : en moyenne plus de 30 % des voix de 1928 sont perdues. D'autre part la politique communiste n'est pas en cause puisque, de 1928 à 1932, la tactique électorale n'a pas changé. Une tactique qui a fait scandale en 1928, car elle rompait avec la « tradition républicaine », le Parti invitant ses électeurs du premier tour à ne pas reporter leur voix au second sur le candidat du bloc des gauches même au risque de faire passer le candidat réactionnaire. Cette tactique — « classe contre classe » — a pour objectif de contraindre les candidats S.F.I.O. à choisir nettement entre le *bloc des gauches* (considéré comme un bloc sans principes de collaboration de classes) et le *bloc ouvrier et paysan* d'unité prolétarienne. En fait, mal comprise, mal admise dans un pays de lutte classique entre bleus et blancs, républicains et modérés, gauche et droite, laïcs et cléricaux, elle aboutit à ce qu'au deuxième tour les électeurs communistes désobéissent massivement aux consignes : au jugement même de la direction du Parti, en 1928, « dans 81 cas la tactique fut *bien* appliquée (le Parti garde 80 % des voix du 1<sup>er</sup> tour); dans 71 cas, elle le fut d'une façon *médiocre* (le P.C. garde 47 %); dans 61 cas, elle fut appliquée d'une façon *mauvaise* (le P.C. ne garde que 24 %); dans 52 cas, elle fut littéralement *sabotée* (le P.C. ne garde que 6 %) ». On voit ici combien la fameuse *discipline* de l'électorat communiste n'est pas de source, mais qu'elle fut une conquête qui exigea sans doute au préalable une révision de la tactique électorale mais qui surtout fut fondée par la suite sur une réelle communauté de vue. On ne

saurait l'oublier dans une période où, comme nous allons le voir, le parti se trouve confronté à une nouvelle crise de confiance se traduisant par une rupture sensible des liens qui l'unissent à son électorat.

Mais si la relation n'est pas directe entre clientèle électorale et structure partisane, elle existe néanmoins bel et bien : en 1932, le recul fut surtout marqué là où d'anciens députés communistes exclus pour avoir refusé d'appliquer, en ce qui les concernait, la ruineuse tactique « classe contre classe » avaient formé un éphémère *parti d'unité prolétarienne*—d'où leur nom de *pupistes*. Dans la Loire, l'Aube, à Paris, dans le Bas-Rhin, en Moselle, dans l'Indre, les candidats orthodoxes reçurent un nombre ridicule de voix tandis que les candidats pupistes étaient élus.

De même, on ne saurait réduire l'expansion de l'électorat communiste en 1936 au simple produit mécanique d'un meilleur enracinement et d'un meilleur « travail » du Parti : c'est déjà une première réponse aux initiatives politiques prises depuis 1934. Mais l'expérience de 1936 montre aussi que la corrélation entre électorat et communauté partisane n'est pas à sens unique : si les modifications intervenues dans la politique communiste ont donné au Parti un *appréciable succès* électoral, en revanche la *victoire* électorale qu'apporte la tactique électorale de front populaire déclenche, elle, un raz de marée d'adhésions. On soupçonne donc déjà que les échanges entre le Parti et sa clientèle électorale sont de nature complexe.

## LES PERMANENCES DU VOTE COMMUNISTE

Étudiant l'électorat communiste depuis 1945, Jean Ranger insiste d'abord sur les *permanences* du vote communiste, permanences qui s'observent à la fois dans les *dimensions* et dans les *conditions* de ce vote.

L'électorat communiste est en effet, depuis 1945, plus stable que n'importe quel autre électorat : dans son nombre et dans son implantation.

La *stabilité globale* est attestée par le fait que les variations des pourcentages de voix communistes sont plus réduites que celles affectant les autres partis, formations ou même, en négligeant les changements superficiels d'étiquettes, les grandes familles politiques <sup>2</sup>.

Sa *stabilité géographique* est telle que l'on peut toujours observer les « trois bastions » signalés au début des années 50 par François Goguel : « Celui de la France du Nord, de la frontière belge à la région parisienne; celui du Centre, du Berry à l'Agenais; celui du Midi, surtout méridional et rhodanien <sup>4</sup>. » Comme on peut toujours observer les trois zones de faiblesse de l'Ouest, de l'Est et d'une partie du Massif central. Il est d'ailleurs fort instructif de noter que les variations globales de l'électorat ont sur son implantation les mêmes conséquences et jouent selon les mêmes mécanismes que les variations globales du *membership* sur l'implantation des organisations proprement communistes. En période d'expansion, l'augmentation du nombre des électeurs, comme celle du nombre des adhérents, tend à *atténuer* les contrastes entre « bastions et déserts » : les zones faibles ou médiocres *se gonflent* relativement plus que les zones de force. En revanche, en période de retrait, les électeurs communistes sont, comme les adhérents, d'autant plus fidèles et sourds aux invites extérieures qu'ils sont groupés dans des secteurs homogènes et d'enracinement ancien : les zones faibles ou médiocres, dispersées, de tradition récente, enregistrent relativement plus de défaillances que les zones fortes. On retrouve ici les thèmes de l'étalement et du repli autour et sous l'influence de *noyaux* actifs, stables, serrés, qui ont été mis en évidence dans les processus de croissance du mouvement syndical <sup>5</sup>.

La stabilité du corps électoral communiste est enfin confirmée à *l'échelle individuelle* : de 1944 à 1958, son taux de mobilité — il n'y a jamais plus d'un électeur communiste sur cinq à exprimer l'intention de changer son vote — est, avec le taux de mobilité socialiste, celui qui est le plus bas. Il faut retenir à cet égard, parce que c'est déjà une indication qui touche à la *signification* du vote communiste, que les transferts se font « principalement avec l'abstention et accessoirement avec le vote socialiste <sup>6</sup> ». Il y a ici une première ébauche d'un thème qui va faire l'objet d'amples analyses et réflexions ultérieures : le thème de l'étrangeté du phénomène communiste, de sa non-communication foncière ou, au moins de son étanchéité par rapport à l'autre monde — le monde établi, séculier, profane — et pour tout dire de son solipsisme. Ce que confirme une autre curieuse indication : quand il y a « rupture de fidélité », les électeurs infidèles *se dispersent* dans tous les électorsats comme si aucun d'eux n'avait de raison privilégiée de séduire d'anciens communistes déliés de leur allégeance.



De quoi est faite d'abord la fidélité de l'électeur communiste? Pour l'essentiel, semble-t-il, de trois éléments qui concourent à donner au vote communiste un *contenu social*, « le sentiment d'appartenance à une classe sociale, l'importance accordée aux motivations économiques et sociales dans la décision de vote, l'image du parti communiste en terme de représentation et d'action économique et sociale <sup>7</sup> ». Tandis que 61 % d'électeurs de toutes opinions déclarent avoir le sentiment d'appartenir à une classe sociale, c'est le fait de 75 % d'électeurs communistes. Le caractère valorisant que revêt, du point de vue du code social communiste, l'appartenance à la classe ouvrière se trahit d'ailleurs à ce que la moitié exactement des électeurs communistes se voient comme des membres de cette classe alors qu'objectivement on ne compte que 46 % d'ouvriers dans la clientèle électorale communiste. En revanche, un sur cinq des électeurs centristes doit être objectivement rangé dans la classe ouvrière mais un sur huit seulement se qualifie comme tel. Le P.C. est d'ailleurs caractérisé, bien au-delà de son électorat, comme le « parti des ouvriers » : plus d'un électeur ouvrier sur deux (53 %) le considère ainsi alors que moins d'un électeur ouvrier sur quatre (24 %) vote communiste.

Ces observations permettent une première conclusion bien intéressante :

« Quels qu'aient été, depuis vingt ans et surtout dans les dix dernières années, les changements du système politique français, l'évolution des relations internationales et les difficultés du mouvement communiste, les racines sociales du vote communiste assuraient pour l'essentiel la fidélité d'un électorat que les événements proprement politiques n'entamaient que marginalement <sup>8</sup>. »

Par contre, le *contenu politique* de la réponse électorale communiste est relativement hétérogène. Hors un intérêt général élevé pour ce qu'il est convenu d'appeler la politique — les électeurs communistes sont massivement des électeurs « participants <sup>9</sup> » — il semble que les électeurs communistes se situent, quant à leurs positions et leur comportement sur les problèmes politiques concrets, à l'intérieur d'un assez large éventail déployé entre deux pôles dont l'un est très proche des positions et comportements politiques de l'électorat socialiste voisin et dont l'autre est probablement plus radical encore que ne le sont les positions et comportements des militants du Parti.

## MUTATIONS ET RUPTURES DE FIDÉLITÉ

Quelles que soient les constances du vote communiste, on ne saurait réduire à rien les mouvements, certains lents, d'autres brutaux qui en affectent les dimensions et la structure.

Les mouvements lents n'ont pas de quoi surprendre : ils correspondent en gros aux changements d'ensemble de la société française. C'est ainsi que, en fonction de l'évolution de la *structure d'âge* de la population française, l'électorat communiste, où les *jeunes* classes d'âge sont mieux représentées que les plus âgées <sup>10</sup>, tend cependant à vieillir : d'un côté en effet « les catégories jeunes sont celles où la tendance à voter communiste est la plus marquée » ; mais de l'autre, les électeurs communistes ayant moins de 50 ans sont, proportionnellement à l'électorat communiste, moins nombreux qu'ils n'étaient — recul du même ordre que celui des moins de 50 ans dans l'ensemble de la population française <sup>11</sup>.

C'est ainsi encore que la composition sociale de l'électorat communiste évolue dans le même sens que la société française tout entière, encore qu'elle accentue certains traits. Si, par exemple, la France urbaine gagne sur la France rurale — de 1954 à 1962, la place des paysans, exploitants ou salariés, dans la population française, a diminué environ du quart —, les électeurs communistes paysans ont dans le même temps diminué de moitié par rapport à leur place antérieure dans l'électorat communiste : ils ne formaient plus en 1966 que 9 % de l'électorat communiste alors qu'en 1948 ils en constituaient encore plus du cinquième (22 %) <sup>12</sup>. De même, à l'intérieur de la France urbaine, si la place des employés et cadres moyens, de 1954 à 1962, a augmenté dans la population française d'un quart, elle a, des années 48-52 aux années 65-66, augmenté de moitié dans l'électorat communiste.

Mais à côté de ces mutations lentes, deux graves ruptures de fidélité à dix ans d'intervalle, en 1958 et en 1968, font de la V<sup>e</sup> République une période où l'électorat communiste a été sévèrement secoué.

Chacune de ces secousses appelle une étude en elle-même pour en préciser les origines et les mécanismes.

La secousse de 1958 par exemple a été, on a pu l'établir, semble-

t-il, de façon péremptoire, le corollaire exclusif du retour au pouvoir du général de Gaulle : elle intervient entre mai et septembre 1958. Elle est donc à peu près totalement étrangère aux drames que le mouvement communiste international a traversés en 1956 <sup>13</sup>.

Cette secousse a cristallisé, d'après les calculs de Jean Ranger, quatre comportements : 60 % de l'électorat de 1956 environ est resté pleinement fidèle ; 20 % environ a totalement rompu. Entre ces deux groupes inégaux, il s'en est constitué deux autres intermédiaires : un groupe d'électeurs a continué à voter fidèlement communiste aux élections locales (municipales et cantonales) mais, lors des referenda et des élections générales, il votait dans le sens demandé par le général de Gaulle ; un second groupe d'électeurs a témoigné d'une fidélité plus affirmée puisqu'il votait communiste à toutes les élections mais, lors des referenda, se prononçait dans le sens gaulliste.

Mais peut-être chacune de ces secousses donne aussi l'occasion de réfléchir plus avant à la nature des liens qui relient le Parti à son électorat. Il faut d'abord remarquer que le rapport numérique entre électeurs et adhérents communistes est sans doute à peu près le même aujourd'hui qu'avant-guerre : aux alentours d'un adhérent pour 15 électeurs. Mais compte tenu que depuis 1945 le corps électoral est mixte alors que la proportion de femmes dans le Parti ne dépasse pas le quart, on peut penser que les liens entre les deux populations sont plutôt plus lâches que par le passé. Faut-il en déduire que le moment où ils furent les plus étroits se situe nécessairement dans les deux années d'après la Libération où on peut estimer qu'il y avait un adhérent communiste pour 6 à 7 électeurs ? Ce n'est pas certain : il est plus probable en effet qu'à cette date la communauté partisane tendait à croître au point de se confondre avec l'électorat. En effet, étant admis que gonflement électoral et gonflement des structures partisans sont en réaction réciproque, le gonflement électoral n'est-il pas néanmoins davantage, dans un pays comme le nôtre, un encouragement à l'expansion des structures partisans que l'inverse ? Il faut bien tenir pour paradoxal que ce soit la masse normalement la plus hétérogène — la clientèle électorale — qui soit, de 1945 à 1958, relativement stable tandis que le groupe plus restreint, plus homogène par principe — la communauté partisane — subit des à-coups brutaux et une perte de plus de moitié de sa substance initiale. La solution du paradoxe réside partiellement sans doute dans le

fait que ces anciens adhérents, même s'ils ont quitté le Parti, sont demeurés de ses électeurs : n'est-ce pas parce qu'ils avaient, même comme adhérents, connu le Parti surtout sous l'angle d'une puissante machine électorale?

En revanche, en admettant que l'expansion du corps électoral constitue un moteur plus puissant de l'expansion de la communauté partisane que l'inverse, le noyau des militants joue néanmoins un rôle certain d'encadrement qui assure la stabilité de l'acquis électoral. Non que ce rôle d'encadrement soit facile à mesurer : les différences qui tiennent à la qualité du « travail » des organisations du Parti, de la campagne électorale qu'elles ont conduite, du parlementaire communiste sortant sont en effet très discutables. On sait d'ailleurs combien la personnalisation du vote communiste est relativement plus faible que celle de tout autre vote. Le député communiste n'est que bien rarement, au moins aux yeux de son parti, un *notable* pour qui l'attachement que lui portent ses électeurs justifierait l'indulgence en cas de désaccord ou de faute. C'est d'ailleurs cette dépersonnalisation du vote communiste qui assure, même en cas de reflux général, la stabilité relative de l'implantation électorale.

Tandis que sous la IV<sup>e</sup> République, la stabilité du corps électoral contrastait avec l'instabilité de la communauté partisane, sous la V<sup>e</sup> République l'instabilité du corps électoral contraste avec la relative stabilité de la communauté partisane. C'est là un constat qu'il faudrait d'abord peut-être nuancer dans le détail mais sur lequel il faudrait surtout s'interroger. Faut-il penser que les fluctuations électorales sont avant tout commandées par les données de la politique française tandis que les fluctuations du *membership* sont plutôt commandées par la situation et les affaires du mouvement communiste international? A coup sûr, il y a là une formulation trop brutale et tranchée : le mouvement communiste international a traversé tant de phases et connu tant de péripéties depuis 1945 qu'il est difficile de juger comment il pouvait être un facteur d'instabilité jusqu'en 1958 et de stabilité par la suite. Mais il est plausible que les communistes réagissent dans une combinaison complexe aux problèmes qui résultent de la double insertion du Parti dans les affaires françaises et dans celles du mouvement communiste international tandis que les électeurs communistes (même membres du Parti) forment leur décision de vote dans le seul cadre des affaires françaises. Nous aurons l'occasion d'aborder encore et encore ce thème de la double insertion...



Les lecteurs de la presse  
communiste

Le cercle des lecteurs de la presse communiste est beaucoup plus étroit que celui des électeurs. *L'Humanité*, par exemple, dans la Loire-Atlantique où il est le seul quotidien communiste, ne touche que 3,5 % des électeurs communistes <sup>1</sup>. Pourcentage, il est vrai, particulièrement bas : *Le Patriote*, dans les Alpes-Maritimes, était lu par 25 % <sup>2</sup>. La moyenne, en tout cas, semble aller davantage dans le sens de *l'Humanité* : en 1954, le tirage des journaux de province d'inspiration communiste ne représentait que 7,93 % de la presse totale correspondante alors que l'électorat communiste représentait à la même époque 22 % de l'électorat français <sup>3</sup>.

## UN CERCLE ORIGINAL

En vérité, la question préjudicielle est celle-ci : convient-il bien de définir le cercle des lecteurs de la presse communiste comme un cercle « extérieur », c'est-à-dire plus large et entourant à la manière d'un anneau le noyau du Parti proprement dit ? On constate en effet que les membres du Parti eux-mêmes, s'ils sont aussi, sauf aberration, des électeurs communistes, ne sont pas avec la même infaillibilité des lecteurs de la presse de leur parti : sur 21 lecteurs gagnés à *l'Humanité* en Haute-Marne au cours d'une tournée de propagande, 20 sont déjà membres du Parti. A Saint-Dizier où la section compte 200 adhérents, on vend seulement 80 exemplaires du quotidien communiste <sup>4</sup>. Ces exemples illustrent un état de fait si général qu'il fut proposé en 1965 d'ajouter à l'article 7 des statuts l'obligation pour le militant communiste de lire la presse du Parti <sup>5</sup>.

Mais, d'un autre côté, une enquête menée sur les « duplications », c'est-à-dire sur les journaux que lisent par ailleurs les lecteurs habituels d'un journal donné, fournit des indications

curieuses qui laissent à penser que, si la presse communiste n'est pas lue par tous les adhérents du Parti, elle est lue par contre par des gens qui ne sont pas même nécessairement des électeurs.

C'est ainsi que, sur 1 212 lecteurs de *l'Humanité-dimanche*, 45 lisent aussi *le Pèlerin* et 75 *la Vie catholique*. On trouve encore parmi eux des lecteurs de *Confidences* (130), d'*Intimité* (165), de *Nous deux* (283). Sans compter les 48 lecteurs d'*Horoscope* et les 169 du *Chasseur français*.

Il apparaît donc que les lecteurs de la presse communiste constituent une population qui n'est l'homologue ni de l'électorat, ni de la communauté des adhérents du Parti. C'est une population originale.

### COMBIEN DE LECTEURS ?

La réponse n'est pas facile. Faut-il faire entrer en compte les lecteurs occasionnels de ces journaux de cellule dont la périodicité est irrégulière, le format réduit le plus souvent à une feuille volante, les thèmes limités aux revendications locales et l'objet final de marquer opportunément la présence vivante et agissante du Parti dans l'entreprise ou le quartier <sup>6</sup> ? Faut-il y adjoindre les lecteurs de ces périodiques vendus dans les kiosques ou de ces bulletins intérieurs, hebdomadaires ou mensuels, que toute organisation ou association, animée ou contrôlée par le Parti, se doit de faire vivre afin d'y traduire pour ses adhérents, ne serait-ce qu'à faible dose, le point de la politique communiste qui correspond à son objet spécifique <sup>7</sup> ? Faut-il surtout dresser l'important bilan des hebdomadaires et revues spécialisées qui, pour une part, élaborent et, pour une autre, défendent les positions du Parti dans des secteurs très différenciés et pour des catégories précises de lecteurs qualifiés ? Encore exclut-on de cette revue l'ensemble des publications destinées à la consommation intérieure et à la formation des cadres <sup>8</sup>.

Pour ne pas compliquer les choses outre-mesure, nous nous bornerons donc à tenter une estimation quantitative des lecteurs de la presse communiste quotidienne.

*L'Humanité* est le quotidien d'audience nationale <sup>9</sup>. En 1955 son tirage moyen était de 169 000 <sup>10</sup>. Tirage qui atteignait 192 000 au cours du 1<sup>er</sup> semestre 1960 <sup>11</sup> et, après une légère décrue en

janvier 1964 (182 000), il s'établissait en février 1965 à 205 000 <sup>12</sup>. Donc tirage en augmentation. Mais, de l'aveu même de son directeur, Étienne Fajon, le progrès, du point de vue du nombre de lecteurs de la presse communiste, n'est qu'apparent. Il faut en effet tenir compte que, dans la même décennie, ont disparu 7 quotidiens communistes de province, tirant ensemble à 250 000 exemplaires, et le quotidien parisien *Libération* dont un tiers des 122 000 lecteurs s'est reporté sur *l'Humanité* <sup>13</sup>.

Cette perte d'audience se marque incontestablement au fait que, dans les zones où *l'Humanité* a été de façon constante le seul quotidien communiste, c'est-à-dire à Paris et dans le Bassin parisien, sa diffusion est en recul.

Ce déclin est d'ailleurs un phénomène ancien. A la Libération, la presse communiste se plaçait en seconde position derrière la presse d'obédience socialiste : ses 34 titres provinciaux représentaient 20,12 % de l'ensemble des lecteurs de la presse provinciale. En 1954, ses 12 titres ne représentaient plus que 7,93 % <sup>14</sup>. En 1947, on estimait à 2 770 000 exemplaires la diffusion de la presse quotidienne d'obédience communiste <sup>15</sup>. Le chiffre tombait à 900 000 en 1953 <sup>16</sup>, à 800 000 en 1955 <sup>17</sup>, à 400 000 en 1965 <sup>18</sup>.

Une telle chute est d'abord le résultat d'une concentration qui s'est traduite par la disparition de nombreux titres. Disparition progressive dans les années qui ont suivi la Libération ou disparition plus brutale : en 1955 on comptait encore 14 quotidiens communistes ; en juin 1956, 5 quotidiens de province étaient d'un coup supprimés. Il ne reste aujourd'hui, outre *l'Humanité*, que 3 quotidiens couvrant 15 départements <sup>19</sup>.

La tendance à la concentration s'inscrit dans une évolution qui intéresse tout le secteur de la presse quotidienne, surtout celui de la presse d'opinion <sup>20</sup>. Mais elle a des effets nettement plus fâcheux pour la presse communiste puisque le rapport de celle-ci à l'ensemble de la presse quotidienne s'est considérablement dégradé :

Années	Ensemble de la presse quotidienne	Presse communiste
—	—	—
1947	11 millions	2 770 000
1952	11 —	900 000
1955	10 —	800 000
1965	11 —	400 000

Dégradation sans aucune mesure avec, par exemple, le recul de l'électorat communiste dans le même temps. Ce que constatait à juste titre en septembre 1960 une résolution du comité central :

« Le comité central considère comme excessif l'écart entre la diffusion de *l'Humanité* et l'influence réelle du Parti dans les masses. Il souligne la nécessité de mettre un terme à cette situation anormale <sup>21</sup>. »

Encore fallait-il savoir comment. Et par conséquent pourquoi : le diagnostic sur les causes pouvant suggérer les remèdes.

Ce fut l'objet de la conférence nationale sur « les problèmes de *l'Humanité* et de la presse quotidienne du Parti » qui se réunit au début de 1965. Fajon y dénonça « l'attaque des monopoles contre la presse démocratique » sous ses différentes formes : la concurrence que faisaient au journal les moyens audio-visuels d'information sur lesquels le Parti n'avait aucune prise <sup>22</sup>; l'action gouvernementale qui tendait, en fixant trop bas le prix de vente au numéro sous prétexte de blocage des prix, à empêcher une « presse libre » d'être rentable; le calcul des grands annonceurs qui privait *l'Humanité* des ressources d'une publicité où *le Figaro* puisait 70 % de son chiffre d'affaires <sup>23</sup>.

Cette analyse, à usage externe, visait donc à présenter les difficultés particulières de la presse communiste comme une conséquence des mesures discriminatoires prises à son encontre en régime capitaliste : analyse classique qui ne débouchait que sur le rappel des mesures classiques de rétorsion comme, par exemple, celui des vertus de la diffusion « militante ».

Mais ces lecteurs de la presse communiste dont il s'agit d'accroître le nombre, est-il possible d'en faire un portrait-robot ?

## PORTRAIT DU LECTEUR

### Le lecteur de *l'Humanité* ?

D'abord c'est bien *un* lecteur : en 1949, les 4/5<sup>e</sup> des acheteurs de *l'Humanité* étaient des hommes, en 1963 seulement (mais encore) les 2/3. Cette primauté masculine est vraiment un signe distinctif : on ne la retrouve nullement dans la clientèle de *France-Soir* (51 % d'hommes, 49 % de femmes).

Ce lecteur, il est plutôt jeune : plus d'un acheteur sur trois



(38 %) a entre 20 et 35 ans ; moins d'un sur trois (31 %) entre 35 et 49 ans ; un sur cinq (22 %) entre 50 et 64 ans ; enfin moins d'un sur dix (9 %) a dépassé l'âge de la retraite. Mais, à vrai dire, cette prépondérance des gens de moins de 50 ans caractérise la clientèle de tous les quotidiens : on retrouve *grosso modo* les mêmes chiffres pour *France-Soir* (34 ; 29 ; 23 ; 14) et même pour *le Figaro* (34 ; 27 ; 25 ; 14). Un peu plus de jeunes, un peu moins de vieux dans la clientèle de *l'Humanité* : la marge est faible.

Par contre, que *l'Humanité* se vende surtout à l'heure du premier métro, on le comprend : plus de la moitié en 1949 (51 %), quasiment encore la moitié (49 %) en 1963 de la clientèle du journal est composée d'ouvriers. Ce qui n'est même pas le cas d'un journal populaire comme *France-Soir* dont 1/3 seulement de la clientèle est ouvrière. Quant à l'autre moitié de sa clientèle, *l'Humanité* la trouve en bonne partie chez les employés et fonctionnaires (25 % en 1949, 22 % en 1963). Il est intéressant de relever que la diffusion du journal progresse légèrement de 1949 à 1963 chez les cadres et membres des professions libérales (7 et 11 %), plus nettement chez les retraités (4 et 11 %) mais qu'il est de plus en plus une expression de la « société industrielle » : le pourcentage des cultivateurs passe dans la même période de 13 à 2 %. Ce qui est un demi-mal : l'hebdomadaire communiste *la Terre* est, lui, un grand succès <sup>24</sup>. En outre, cette absence de lecteurs paysans n'affecte pas seulement *l'Humanité*, qui d'ailleurs n'est pas toujours vendue dans les villages : la clientèle de *France-Soir* aussi ne compte que 2 % d'exploitants agricoles.

Homme de la ville, mais la ville en question est souvent une banlieue : moins d'un lecteur sur deux (46 %) habite Paris contre plus d'un lecteur de *France-Soir* sur deux (58 %). Aussi un lecteur de *l'Humanité* sur deux (48 %) habite-t-il une maison plutôt qu'un appartement — contre à peine plus d'un lecteur de *France-Soir* sur trois (36 %). Une maison dont il est assez fréquemment propriétaire puisqu'un lecteur de *l'Humanité* sur quatre (27 %) déclare l'être de son logement.

Ce qui nous amène déjà à considérer qu'ouvrière certes, la clientèle de *l'Humanité* n'est pas pour autant démunie. C'est qu'en son sein les ouvriers qualifiés sont sans doute nombreux : un lecteur sur quatre s'enorgueillit d'avoir une instruction de niveau technique ou primaire supérieur. Aussi, en 1963, la clientèle de *l'Humanité* a-t-elle pris des vacances dans une proportion

comparable à celle qu'a connue la clientèle de *France-Soir* (58 contre 63 %); elle a dans sa quasi-totalité un poste de radio (95 %); plus du tiers possède télévision (36 %), voiture (35 %), machine à laver (31 %), près de la moitié un réfrigérateur (43 %), ce qui est un peu, mais, tous comptes faits, très peu inférieur à ce que possède la clientèle de *France-Soir* (respectivement 39, 48, 33 et 57 %). On notera cependant — et c'est assez significatif de la persistance d'une mentalité anciennement enracinée dans le peuple ouvrier — que seulement un lecteur sur dix de *l'Humanité* a le téléphone, contre plus d'un lecteur sur quatre de *France-Soir*.

Ce portrait-robot du lecteur de *l'Humanité* est-il valable pour le lecteur de la presse quotidienne communiste dans son ensemble? C'est probable, à considérer les résultats similaires que donne l'analyse de la clientèle d'un quotidien communiste de province, *la Marseillaise* : sans doute cette clientèle-ci est-elle moins ouvrière (12 % de lecteurs de *la Marseillaise* sont des exploitants agricoles), un peu plus âgée (59 % seulement ont moins de 50 ans); pour le reste, les caractéristiques sont très voisines.

On en vient par là à soupçonner où réside, pour élargir le recrutement de ses lecteurs, la difficulté majeure d'un quotidien communiste : c'est d'être le journal des « cadres » du Parti (et de ses intellectuels).

Qu'il en soit ainsi explique d'abord le progressif et profond déclin de la diffusion de la presse quotidienne communiste : ce recul, dont on a déjà noté qu'il était, pour la même période, beaucoup plus important que celui de l'électorat, correspond dans son rythme et dans sa courbe au progressif et profond déclin des effectifs du Parti.

Que *l'Humanité* soit le journal des cadres du Parti, un indice en donne aussi confirmation : sur 456 lecteurs de *l'Humanité*, près des 2/3 lisent un journal du soir, bien que, depuis la disparition de *Ce soir*, il n'y ait plus de quotidien communiste du soir. Or, 107 d'entre eux seulement achètent *France-Soir*, tandis que 25 achètent *Paris-Presse* et 48 *le Monde*.

Mais on s'en apercevra mieux encore quand, au présent portrait-robot du lecteur de *l'Humanité* — un ouvrier dans la trentaine, ordinairement qualifié et jouissant d'un niveau de vie décent — on confrontera le portrait-robot du secrétaire de section. Cela ne signifie pas, assurément, que la clientèle de *l'Humanité* soit restreinte à ce type de lecteur, mais que ce type de lecteur pèse

sur le journal dans son esprit, sa présentation et sa tenue, c'est bien probable.

Au demeurant, l'analyse de la clientèle de l'*Humanité-dimanche* fournit toutes précisions sur la distance qui sépare le tout-venant du peuple ouvrier et la catégorie des cadres du Parti. On sait que, dans son genre, le supplément dominical de l'*Humanité* est une réussite journalistique : c'est un magazine populaire dont l'ambition avouée est de rapprocher le Parti de ses électeurs. Or, cette fois, le lecteur est aussi une lectrice (57 et 43 %). Si la clientèle de l'*Humanité-dimanche* est encore plus « ouvrière » que celle de l'*Humanité* quotidienne, c'est une clientèle ouvrière un peu moins instruite, un peu moins parisienne, un peu plus banlieusarde, partant beaucoup moins en vacances (51 % déclarant n'y pas aller), un peu moins propriétaire, encore qu'elle jouisse d'un équipement ménager un peu supérieur.

De toutes ces observations, il résulte que le cercle des lecteurs de la presse communiste est « à cheval » : celui des lecteurs de la presse quotidienne est en fait déjà un cercle intérieur; il introduit en tous cas directement au monde proprement communiste. Au contraire, celui des lecteurs de l'*Humanité-dimanche* est bien un cercle extérieur : à peine moins distant que ne l'est le cercle des électeurs.

## LE PROBLÈME DE LA PRESSE COMMUNISTE

Cette conclusion permet de comprendre les difficultés que rencontrent les responsables de l'*Humanité*. Elles ne tiennent pas, du moins dans ce qu'elles ont de spécifique, aux problèmes techniques que pose la mutation qui, sous l'aiguillon de la concurrence des moyens audio-visuels, affecte l'ensemble de la presse : ces problèmes techniques, plusieurs équipes de rédacteurs dans différentes publications contrôlées par le Parti ont montré qu'elles pouvaient y faire face.

Les vraies difficultés tiennent au fait que l'*Humanité* qui, dans sa vocation (qu'exalte à intervalle régulier le rappel de la définition léniniste d'un journal de parti) et dans son public, est bien le journal des cadres du combat communiste en France, est miné par les incertitudes essentielles du P.C.F. Son mal ne vient pas d'être un journal de cadres : le *Monde*, journal prospère s'il en fut,

est aussi un journal de cadres, au sens social comme au sens politique du terme. Mais *l'Humanité* est le journal des cadres d'un parti dont l'orthodoxie, certes, peut évoluer dans sa substance mais où l'essentiel, l'existence d'une orthodoxie, persiste inaltérable.

Or, là où il y a orthodoxie, il n'y a pas encore journal, mais bulletin officiel d'information : c'est d'ailleurs bien comme tel qu'on lit, cite et commente *l'Humanité*. Encore, pour combattre la raideur et le compassé qui en résultent, la marge sur laquelle on demande aux rédacteurs d'exercer leur talent est-elle d'empêcher le journal de virer complètement à la circulaire intérieure. De là, la petite guerre classique livrée aux organisations et associations qui, volontiers, du moins pour ce qui les concerne, transformeraient *l'Humanité* en panneau d'affichage pour leurs communiqués et convocations.

De cette petite guerre, dirigeants et rédacteurs communistes, quand ils en sortent vainqueurs, concluent que le journal n'est pas assez « populaire », qu'il faut y introduire plus de fantaisie, ou de légèreté, ou de mordant. Mais, dans cette direction, ils sont rapidement bloqués : puisque c'est une direction contraire à la nature même d'un journal de parti.

C'est pourquoi, en définitive, *l'Humanité* est condamnée à rester le miroir quotidien des cercles intérieurs dans lesquels nous allons maintenant pénétrer.



## 2. Le peuple communiste.

Un parti communiste, c'est l'enfer de Dante : une série de cercles concentriques. Car l'image de la pyramide dont le sommet pointe orgueilleusement vers le ciel est trop formelle pour rendre compte du type de structure qui enserme adhérents, cadres et dirigeants. La vérité profonde, c'est qu'au sein du peuple multiple des laïcs — des *militants*, selon la lettre du Parti — se dissimule le noyau dur et homogène des clercs qu'on désigne ici d'un qualificatif modeste : les *permanents*.

Les laïcs : les camarades.

« C'est un copain. » Il fut un temps, bien avant celui de « Salut les copains! », où cette simple formule, appelant le tutoiement, constituait un sésame international qui déclenchait toutes les formes d'une solidarité *de jure*, matérielles et morales. Un camarade : un homme « qui a sa carte », symbole de l'appartenance et titre de reconnaissance. Il faut admettre que la tendance actuelle est au déclin de cette mystique : la distinction se fait moins rigoureuse, en droit et surtout dans les mœurs, entre « les nôtres » et les « autres ». La foule a grossi de ceux qui ne tiennent plus pour une affaire d'honneur, une fois refait leur examen de conscience politique, de « régulariser » leur situation : soit que, par distraction, indifférence ou fatigue, ils continuent à prendre la carte qu'on leur tend aux alentours du 1<sup>er</sup> janvier sans que cela leur crée plus de charges que le calendrier des postes distribué dans la même période; soit au contraire que, par économie, modestie ou étourderie, ils continuent à ne pas la prendre bien qu'ils se considèrent et se comportent tout comme s'ils l'avaient.

L'avoir ou pas est donc aujourd'hui une affaire plus subtile que naguère, qui appelle l'anecdote biographique et qui, en fin de compte, révèle tant une plus grande capillarité entre le monde communiste et le monde extérieur qu'une plus grande hétérogénéité à l'intérieur même du monde communiste.

C'est ce qu'on constate aussitôt en pénétrant dans le premier cercle : celui des simples membres du Parti, celui du *peuple communiste*.

Il est curieux de constater qu'à un moment où tout historien tente de chiffrer même ce qui n'est pas commodément chiffrable — états d'âme collectifs, sensibilités de groupes etc. —, trois *Histoires du P.C.F.* aient pu coup sur coup paraître sans qu'aucune d'elles ne parle chiffres, c'est-à-dire ne traite autrement qu'en passant la question des effectifs <sup>1</sup>.

Pourtant la science politique ne saurait élucider ni la question du pouvoir à l'intérieur des partis, ni celle de leur rôle dans les mécanismes de la décision politique sans s'interroger sur l'étendue du « membership » : quelle idée le parti communiste se fait-il de l'intérêt qu'il y a pour lui à disposer ou non de beaucoup d'adhérents ? Dans quelle mesure ses déterminations sont-elles prises en tenant compte de l'incidence qu'elles pourraient avoir sur l'évolution de ses effectifs ? Dans quelle mesure enfin sa croissance numérique favorise-t-elle l'élargissement de son audience et augmente-t-elle sa capacité d'intervention dans une démocratie parlementaire ?

### UN SECRET DE PARTI

Il est vrai que, contrairement à la pratique libérale du parti socialiste d'avant 1914, le parti communiste fait de la question de ses effectifs un « secret de parti » <sup>2</sup> : depuis vingt ans les statistiques officielles en la matière sont rarissimes, du moins en chiffres absolus. Mais ce « secret » ne tient-il pas davantage aux circonstances qu'à la doctrine ?

En doctrine en effet, le Parti considère le mouvement du nombre de ses adhérents comme un indicatif, entre d'autres, de la manière dont sa politique est reçue dans les masses ouvrières : cet indicatif ne saurait à lui seul constituer un signal d'alarme dont la sonnerie contraindrait impérieusement à modifier la « ligne ».

« Contre le courant » : à ce titre général sous lequel furent publiés les écrits que Lénine rédigea de 1914 à 1917, les communistes font souvent référence quand ils veulent souligner que la seule opinion du plus grand nombre n'est pas un critère valable pour vérifier la qualité d'une stratégie; un parti se juge non à la foule de ses cotisants, mais à l'homogénéité de son idéologie, de sa direction, de son organisation. Il serait donc illogique qu'ils faussent ce qui n'est qu'un baromètre : au pire, ils en taisent les informations quand ces informations sont de nature à suggérer des doutes sur l'étendue de leur autorité.

En fait, au début des années 20, le parti communiste ne se préoccupait guère d'établir des statistiques précises : il n'était encore que le fidèle continuateur de la tradition socialiste française, toute pétrie d'insouciance en matière d'affaires domestiques et d'effectifs. Il fallut, pour que les choses changent, que la tradition bolchevique prît le dessus : elle contraignit les communistes français à porter une attention soutenue aux problèmes d'organisation puisque aussi bien Lénine faisait de l'existence d'un certain type de parti la rigoureuse condition préalable à tout projet de conquête révolutionnaire du pouvoir. Deux traits secondaires allaient encore accentuer cette tendance. D'une part, quand les premiers essais de planification, dans la jeune Russie soviétique, mettent à la mode les chiffres et les bilans, l'*Internationale communiste* participe au goût général du moment pour les tableaux, les courbes et les graphiques : aussi chacune des sections, dont la section française, était-elle pressée de fournir de quoi alimenter ces calculs, lesquels étaient rendus publics après qu'ils eurent été gonflés à l'usage extérieur d'un pourcentage convenu. D'autre part, au fur et à mesure qu'il apparaît plus nettement que l'élaboration de la ligne politique du mouvement communiste international n'est pas le fait de l'Internationale elle-même, les communistes transfèrent leur volonté de servir, leur goût de la discussion et de l'initiative dans les questions d'organisation dont ils deviennent des spécialistes passionnés.

Aussi dispose-t-on pour les années d'avant-guerre d'informations assez étendues. Sans doute sur le moment, pour les périodes où elles ne donnaient pas du Parti une image prospère, furent-elles assez discrètes. Mais quand les choses allaient mieux, comme en 1936-37, on comblait d'un coup les lacunes en révélant

## LES EFFECTIFS DE 1921 A 1966

		<i>Cartes placées</i>	<i>Cartes délivrées</i>
1921		109 391 <sup>3</sup>	
22		78 828	
23		55 598	
24	~	60 000	
25	~	60 000	
26		55 000	
27	~	53 000	
28	entre 45 et	52 000	
29	— 40 et	45 000	
30		39 000	
31	— 30 et	35 000	
32	— 25 et	30 000	
33	~	28 000	
34	>	40 000	
35		86 902	
36 (déc.)		280 000	
37 (sept.)		328 647 <sup>4</sup>	
38 (sept.)		320 000 <sup>5</sup>	
39 (août?)	<	300 000	
45 (janv.)		387 098	
45 (juin)		544 989 <sup>6</sup>	
46 (déc.)		775 352	
46		804 229	
47 (janv.)			809 030 <sup>7</sup>
47 (juin)			895 130
47 (déc.)			907 785
48			788 459
49 (mai)			786 855
54 (mai)			506 250 <sup>8</sup>
55			389 000
56			429 653 <sup>9</sup>
59			425 150
60 (avr.)			414 100
61 (avr.)			407 000
63 (janv.)			405 492
64 (mai)			420 000
66			425 800 <sup>10</sup>

comment les choses avaient été mal : probablement donc les choses ne vont-elles pas encore assez bien aujourd'hui puisque nous ne pouvons nous faire, du déclin qui a marqué les années 50, qu'une idée approximative.

## VARIATIONS STRUCTURELLES

Deux types de variation, dont la signification et les conséquences jouent sur des registres très différents, affectent au demeurant les effectifs communistes.

D'abord des variations structurelles. Toute formation sociale où l'appartenance est le produit d'une adhésion volontaire connaît une certaine fluctuation des effectifs qui ne doit rien aux circonstances mais au jeu naturel de ses rouages : l'adhésion à un parti quel qu'il soit n'a pas la rigueur d'un enregistrement à l'état civil ou d'une entrée dans les Ordres. Sans même faire état des négligences dans la tenue des livres — nombreuses et tenaces si l'on en croit les récriminations et les recommandations périodiquement adressées aux organisations de base par les services du comité central —, on peut comprendre que les adhésions données dans l'enthousiasme d'une lutte victorieuse n'aient pas été, pour certaines d'entre elles, assez réfléchies et que leurs auteurs ne songent pas à les renouveler, le moment venu et l'émotion passée. On peut comprendre aussi qu'un nouvel adhérent s'étant fait une certaine idée de la cause pour le triomphe de laquelle il entendait se dévouer, ne trouve pas nécessairement dans le parti où il entre ce qu'il venait y chercher. Légèreté ou erreur : tels sont les deux motifs les plus fréquents de beaucoup d'adhésions éphémères, quel que soit l'objet de l'adhésion.

La fluctuation des effectifs, non seulement d'une année sur l'autre, mais d'un mois sur l'autre, est cependant particulièrement forte dans le parti communiste. C'est Pierre Séward qui, probablement le premier, a en 1926 employé la formule de « parti-passoire », formule qui fit fortune et qu'on retrouve souvent par la suite dans la bouche de militants responsables pour regretter le pourcentage des adhésions de courte durée, le grand nombre des adhérents qui, « entrés au Parti », y militent un temps puis le quittent, en général sans bruit et sans ostentation.

On a avancé du phénomène diverses explications. La plus



fréquemment donnée, il y a trente ans, était que la répression qui sévissait dans les usines contre les militants communistes, s'ajoutant au chômage, décourageait les vocations. Mais si ce facteur a effectivement joué à plein autour des années 1930, il devint par la suite secondaire sans que le phénomène lui-même s'atténue. On mit alors l'accent sur un autre type d'explication : les exigences du Parti à l'égard de ses militants étaient si contraignantes que les moins trempés se refusaient à poursuivre une existence où ils ne disposaient plus d'aucun loisir. On retrouve un écho insistant de ces préoccupations dans la polémique conduite en 1937, au nom du comité central, contre la formule rigide : « On est communiste 24 heures sur 24. »

En fait, on peut se demander si on ne touche pas ici à la contradiction qui mine et pourtant renouvelle sans cesse l'indestructible espérance millénariste. D'une part le Parti, se voulant radicalement négatif à l'égard de la société établie, tend à conférer une signification quasi initiatique à la possession de la carte et à l'état de communiste. Il tend en conséquence à disqualifier les multiples modes sur lesquels on peut vivre, dans une démocratie occidentale, son adhésion à une doctrine politique, pour en privilégier un seul : le mode absolu de l'engagement militant. Il ignore en principe ces marges incertaines, ces frontières brouillées qui, dans les partis classiques, séparent et unissent le sympathisant, le cotisant, le militant. Ici, ce qu'on appelle « l'actif », c'est, ce devrait être tout le Parti. Mais d'autre part, cette tension devient artificielle quand la conjoncture est grise et plate, quand il n'y a pas de révolution à faire, du moins à échéance prévisible.

La fluctuation des effectifs pourrait donc résulter d'un processus qui s'est jusqu'ici constamment répété : la praxis faisant inéluctablement mûrir la conscience de l'inadéquation entre le projet révolutionnaire — à l'échelle mondiale — qui détermina l'adhésion au Parti et la conjoncture — nationale — qui exclut toute perspective de bouleversement social à court terme.

Quel qu'en soit le moteur, les conséquences du phénomène sont en tous cas considérables.

Il permet d'abord de comprendre cette capacité d'adaptation et de retournement qui a si souvent laissés perplexes les observateurs de la réalité communiste française. Comment en effet s'étonner de l'invraisemblable ignorance des militants communistes de base en matière d'histoire de leur propre Parti, comment s'étonner

du succès des procédés répétitifs en matière de formation des cadres ou d'organisation, comment s'étonner enfin de l'efficacité des mécanismes de l'oubli et parler d'ingratitude à l'égard des vieux chefs désavoués puisque les soldats d'aujourd'hui n'ont guère blanchi sous le harnais <sup>11</sup>? Dès 1930 une enquête faite dans le sous-rayon du XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris montrait que sur 83 adhérents, 12 seulement (14 %) avaient plus de dix ans d'ancienneté et venaient donc du vieux parti socialiste d'avant le congrès de Tours. Mais 41 — dont 13 avaient moins d'un an de Parti —, soit la moitié exactement des effectifs considérés, avaient adhéré depuis la « bolchevisation » (1925) et n'avaient donc aucune expérience de ce qu'avait été le socialisme français au temps de Jaurès puis de Lénine. Dix ans plus tard, en 1939, on estimait que 3 à 4 % des adhérents seulement avaient connu la période antérieure à celle du Front populaire. Aujourd'hui enfin, près d'un adhérent sur deux est venu au Parti depuis 1959 : après Staline, le XX<sup>e</sup> congrès, Budapest, et depuis de Gaulle <sup>12</sup>...

Mais la fluctuation des effectifs comporte un second corollaire : le nombre considérable (qu'il serait d'ailleurs intéressant de calculer avec précision, calcul complexe pour lequel il faudrait dresser l'état numérique annuel des adhésions, l'état numérique annuel du « déchet » dont il conviendrait de défalquer celui résultant de la mortalité naturelle en fonction des tables de mortalité par classe d'âge) de ceux qui, aujourd'hui et en France, ont eu à un moment ou à un autre de leur vie la carte de membre du Parti. Ainsi en effet s'est constituée une véritable couche politique, au demeurant diversifiée, d'hommes dont les sentiments à l'égard de leur ancien parti peuvent varier de l'hostilité la plus franche à l'indifférence mais aussi à la sympathie sans réserve — car les raisons qui conduisent à ne pas « reprendre » sa carte sont dans le temps, en fonction du statut socio-professionnel, selon les types de pratique militante, très variables et moins souvent fondées, surtout chez les ouvriers, sur un désaccord explicite que sur un ensemble de considérations qui ne touchent pas nécessairement au fond. Or cette couche, fonctionnant tantôt comme un isolant, tantôt comme un bon conducteur du courant communiste, a contribué en définitive à *acclimater* le phénomène communiste, à lui donner une dimension *familière*, un peu de même manière que, sans être pour autant « pratiquant »



ni même « croyant », chaque Français est naturellement ouvert à l'influence catholique.

Cependant un fait nouveau, à moins qu'il ne résulte d'une observation plus attentive, est apparu dans les dernières années : il semble que les fluctuations structurelles tendent à s'établir à un niveau plus bas que jadis, affectant finalement une tranche correspondant au 1/10<sup>e</sup> des effectifs globaux.

Si on compare en effet, pour les six années écoulées de 1961 à 1967, le mouvement des adhésions recueillies au cours d'un exercice annuel <sup>13</sup> et le mouvement des gains nets <sup>14</sup>, il se révèle que, chaque année, les effectifs réels sont inférieurs d'environ 30 000 unités à ce qu'ils seraient si l'on n'enregistrait pas de défections dans le même temps où l'on enregistre des adhésions <sup>15</sup> : autrement dit, il faut approximativement 30 000 adhésions nouvelles chaque année pour simplement *compenser* le déchet normal, ce que d'ailleurs *l'Humanité* ne précise pas assez quand elle signale l'apport de forces fraîches sans lequel il y aurait certes manque à gagner mais qui ne laisse par lui-même aucun solde positif.

Or, à raison de 30 000 « nouveaux » par an, la rotation de la totalité des effectifs demanderait dans les conditions actuelles au moins dix ans. En fait, comme on sait d'expérience que ce sont les « nouveaux » qui se révèlent les adhérents les plus fragiles, sur qui s'abattent découragement et regrets, on peut en déduire qu'il existe maintenant une large fraction d'adhérents dont l'appartenance est quasi-institutionnelle. Il y a là l'indice d'un état de fait qui n'existait pas dans les partis de type bolchevique : même si les adversaires souvent se gaussaient de la peine qu'avait le P.C. à retenir ses membres et si les partisans s'en inquiétaient, cette peine exprimait aussi la tension régnant dans un parti authentiquement révolutionnaire. La baisse de l'amplitude des variations structurelles, de « l'indice-passoire », serait donc peut-être à mettre au compte d'un changement dans la nature profonde du Parti et, pour ainsi dire, de son intégration dans un système global où il est un corps distinct mais reconnu.

## VARIATIONS CONJONCTURELLES

L'analyse des variations conjoncturelles entraîne dans un tout autre champ de réflexion <sup>16</sup>.

Il faut d'abord souligner que la courbe des effectifs communistes en France est d'une remarquable clarté. Elle est en effet constituée par une alternance de très longues périodes de déclin et de violentes mais courtes vagues de croissance.

Les périodes de déclin (1921-1934; 1938-1943; 1947-1960) sont si étendues qu'elles donnent, à vrai dire, l'impression d'être la norme. Elles se déroulent d'ailleurs sur deux rythmes : un premier, vif, où la chute est rapide (1921-1924; 1947-1950); un second, plus lent, presque monotone et régulier (1924-1934; les années 50). D'un rythme à l'autre, le décrochement s'opère après une tentative manquée de renversement artificiel de la conjoncture : en 1924-1925, cette tentative, c'est l'épisode de la bolchevisation tandis que la politique « dure » de 1952 joue le même rôle dans la période 1947-1960 <sup>17</sup>.

Cette alternance : déclin-croissance des effectifs, s'impose avec tant d'évidence à l'observateur qu'il est tenté d'en faire le fondement statistique d'un essai de périodisation de l'histoire du communisme français. D'autant plus que cette alternance présente une double dimension politique. D'abord, quant au fond, les périodes de maigres sont aussi celles où le Parti suit, de gré ou de force, une politique d'isolement et d'extériorité radicale tandis que les périodes de crues sont celles où le Parti suit une ligne de collaboration avec la gauche non communiste sur une plate-forme démocratique et nationale. Ensuite, il existe à l'évidence un lien entre la qualité des résultats électoraux et la vigueur du courant d'adhésion qui, précisément, se gonfle à partir de la proclamation de ces résultats : en 1936, en 1945-46, en 1956, en 1967 <sup>18</sup>, c'est *après* les « bonnes » élections et les *suivant*, les *couronnant* que le Parti enregistre un vif et même (en 1936 et 1945-46) un considérable flux d'adhérents nouveaux. De ce point de vue, il est clair que le P.C. français n'a pas tort de se poser en héritier direct de la tradition socialiste française telle qu'elle s'épanouit dès l'origine dans le climat d'une république parlementaire. Mais c'est peut-être aussi ce qui explique que les périodes décisives pour la formation du Parti ne soient pas les périodes quantitativement fastes : nous le constaterons quand nous étudierons le problème des « générations » (dont l'existence même est le corollaire du mode de croissance des effectifs) et le problème de la sélection des cadres qui, dans leur énorme majorité, sont issus des promotions étroites <sup>19</sup>.

Au demeurant, la courbe des variations conjoncturelles affectant le nombre des adhérents communistes tend à vérifier un fait du même genre que celui déjà relevé à propos des variations structurelles : la baisse de leur amplitude <sup>20</sup>.

Les années 50 furent en effet celles d'un lent déclin. L'intervention du phénomène gaulliste en 1958 ne fit qu'accentuer cette tendance au déclin. Mais peut-être pas autant que le suggèrent aujourd'hui les dirigeants communistes qui insistent lourdement sur ce que le Parti a perdu 30 000 adhérents entre 1958 et 1961 <sup>21</sup>. C'est qu'ils préfèrent marquer d'une pierre noire la mort de la IV<sup>e</sup> République, qui n'est pas proprement et exclusivement leur affaire, plutôt que de remonter à 1956, l'année du XX<sup>e</sup> congrès. (Il est vrai, à leur décharge, que l'année 1956 eut des incidences fort complexes sur l'état des effectifs, puisqu'elle fut aussi, sur le plan intérieur français, l'année du Front républicain <sup>22</sup>.)

En revanche, le Parti est entré depuis 1961 dans une période de relative stabilisation. Certes, il a enregistré de 1961 à 1967 un gain net de 50 000 adhérents, effaçant ainsi, et au-delà, les pertes des années immédiatement antérieures. Il est néanmoins à noter que le « rattrapage » se fit en deux ans — 1962-1963 — et que, depuis, les gains sont très mesurés : tous comptes faits, les années 60 semblent donc devoir se caractériser par la faible amplitude, dans un sens comme dans l'autre, des mouvements conjoncturels.

C'est là un second indice du changement en profondeur de la nature du Parti : à l'alternance de la période « classique », succède une sorte d'apaisement comme si le fait communiste avait trouvé dans notre pays une expression numérique à peu près stable.

Expression numérique sur le niveau exact duquel on dispute d'ailleurs beaucoup. On sait que le seul chiffre livré officiellement est celui de 425 800 adhérents. Mais ce chiffre n'a qu'une valeur comptable : il s'agit du chiffre des cartes expédiées par les services du comité central dans les fédérations. Il faudrait pour parvenir à une estimation des effectifs réels que soit en même temps précisé le chiffre des cartes retournées en fin d'exercice faute d'avoir trouvé acquéreurs.

En fait une série de calculs convergents permet de penser que les effectifs réels se situeraient au début des années 60 aux alentours de 225 000 adhérents. Ils se situeraient donc aujourd'hui dans une fourchette comprise entre 275 000 et 300 000 adhérents <sup>23</sup>.

Mais qu'on le place aux alentours de 400 000 ou aux alentours

de 275 000, ce niveau des effectifs reste finalement assez faible. Le P.C.F. n'a pas échappé à la tradition politique française dont on sait la répugnance pour les partis et organisations encadrant des multitudes. Plus étoffé certes que tous ses concurrents français, le P.C.F. reste néanmoins un petit parti : c'est l'une de ses originalités, comparé aux autres « grands » du mouvement communiste international.

Le parti social-démocrate allemand (qui, par ailleurs, en élaborant la notion moderne de parti, ouvrit un chapitre neuf de la science politique jusqu'alors confinée dans l'étude de l'État et du gouvernement) avait dès avant 1914 contribué au développement d'une véritable sociologie politique, grâce aux études faites par ses fonctionnaires sur la composition sociale de ses organisations, l'âge ou l'ancienneté de ses adhérents, la participation féminine, etc. Il n'y eut paradoxalement rien de tel au pays de Durkheim ni au temps du socialisme unifié, ni après la fondation d'un parti communiste : ce dernier, pourtant très attentif à tenir à jour, même en période de clandestinité, ce que le jargon de parti dénomme les « bios », quelque chose de comparable pour les militants pris individuellement aux dossiers (très détaillés) de carrière dans une quelconque administration, n'a donné à cette pratique qu'une valeur de police interne sans songer pendant longtemps à en faire une base statistique d'auto-analyse et d'auto-exploration.

Cela tient sans doute à ce que nous avons déjà relevé du caractère étriqué des effectifs : l'art du recensement n'est pas né dans les petites collectivités où tout se sait sans qu'il soit besoin de recourir à de savants calculs. Cela tient davantage encore probablement à l'idée que se faisaient Lénine et ses amis d'un bolchevik : un homme dont les caractéristiques intellectuelles et morales sont le produit non tant d'une situation que d'une certaine pédagogie adaptée à l'objectif de la révolution. Cette pédagogie-là devait avoir des vertus assez décrassantes pour que les individus, remodelés au moule, aient largement gommé leurs attributs initiaux. Effectivement un certain type d'homme — le militant communiste — (l'uniformité n'excluant d'ailleurs pas la complexité) se constitua dont il n'était pas très éclairant de repérer les accidents biographiques. Cela tient enfin à ce que les partis communistes se sont formés et longtemps regardés comme des



détachements quasi militaires d'une armée internationale de volontaires prolétariens: l'homogénéité d'un tel groupement est dès le début considérable.

Il fallut que ces détachements en campagne se fussent convaincus qu'ils devraient longuement camper en territoire ennemi et se transformer eux-mêmes, à leur tour, d'appareil de subversion de la société établie en une société séparée — donc relativement différenciée comme l'est toute société —, pour que l'homogénéité initiale fût affaiblie : dès lors, cette société séparée relativement hétérogène, il devenait urgent de la mieux connaître. L'heure avait sonné des interrogations sociologiques à usage interne. Alors que nous ne disposons que d'indications très fragmentaires sur la période de l'entre-deux guerres, trois enquêtes plus larges ont été faites depuis quinze ans : en 1954, en 1959 et surtout en 1966 <sup>1</sup>.

## CLASSES D'ÂGE

D'après l'enquête de 1966, les adhérents se répartissent de la manière suivante <sup>2</sup> :

Moins de 25 ans	9,4 %
De 26 à 40 ans	33,1 %
De 41 à 60 ans	40,2 %
Plus de 60 ans	17,3 %

Une première observation : plus d'un adhérent sur deux a dépassé l'âge de 40 ans. Cette catégorie des « plus de 40 ans » est d'ailleurs en légère mais constante augmentation puisqu'elle représentait :

54,3 %	des effectifs totaux en 1954
56,2 %	1959
57,5 %	1966

En revanche, moins d'un adhérent sur dix a moins de 25 ans : proportion médiocre dans un pays où les jeunes de 15 à 29 ans représentent plus d'un Français sur cinq.

Cette impression se confirme quand, au lieu de raisonner sur des tranches d'importance inégale, on raisonne sur les classes d'âge. Si l'on table par exemple sur un nombre d'adhérents



en 1966 égal à 255 000, on peut, en appliquant les pourcentages ci-dessus, dresser le tableau suivant :

Moins de 25 ans	23 970	adhérents
De 26 à 40 ans	84 405	—
De 41 à 60 ans	102 510	—
Plus de 60 ans	43 715	—

Or, en supposant que chaque « classe d'âge » à l'intérieur d'une catégorie donnée est sensiblement égale, on arrive alors aux résultats suivants :

Moins de 25 ans	5 classes	4 775	unités
De 26 à 40 ans	14	—	5 627 —
De 41 à 60 ans	19	—	6 834 —
Plus de 60 ans	15	—	2 914 —

A l'exception de la catégorie des « plus de 60 ans », les classes d'âge sont donc, au sein du P.C., d'autant plus nombreuses qu'elles sont plus âgées <sup>3</sup>.

Est-ce qu'une telle situation suscite de l'inquiétude? On pourrait le croire en notant la satisfaction avec laquelle Georges Marchais relève le fait que le pourcentage des « moins de 25 ans » a progressé de 3,9 % de 1959 à 1966, passant de 5,5 à 9,4 %. Marchais en conclut : « Le Parti a rajeuni <sup>4</sup>. » Pourtant ce progrès n'est pas très significatif : le pourcentage de 1966, s'il est supérieur à celui de 1959, au temps où « la guerre d'Algérie gênait le recrutement parmi les jeunes » comme il fut publiquement reconnu <sup>5</sup>, est encore inférieur à celui de 1954 (10,2 %).

Mais quand le Parti veille ainsi sur son pourcentage de « moins de 25 ans », il a seulement en vue un problème technique, celui de s'assurer le recrutement nécessaire pour compenser le départ des vieilles classes. Il sait bien que la décision de consacrer sa vie à une cause telle que le communisme constitue l'un de ces rites de passage, de l'enfance à l'adolescence ou de l'adolescence à l'âge adulte, qui est, dans l'ordre spirituel, ce qu'était naguère la communion solennelle ou, dans l'ordre social, le service militaire. Il sait surtout que la transformation d'un révolutionnaire en un communiste, éventuellement en un responsable communiste, est une œuvre de très longue haleine qui ne peut réussir qu'autant que l'homme est encore malléable.

Ce serait donc une erreur de croire que, sous un certain angle

et parce qu'ils sont préoccupés de ne pas laisser se tarir la source naturelle d'un recrutement régulier, les communistes partagent cette sorte de dévotion dont le monde occidental entoure tout ce qui est réputé « jeune ».

Au contraire, quand on examine la politique du Parti en la matière, on est frappé, sur le fond comme dans la forme, par le soin avec lequel les communistes cantonnent dans une réserve, correctement aménagée mais privée de tout horizon et de tout dynamisme propre, les jeunes, leurs problèmes et leurs organisations.

C'est visible au niveau de l'enfance.

On se souvient de l'éclat avec lequel Jeannette Vermeersch, parlant es-qualité devant le groupe parlementaire communiste à l'Assemblée nationale, prit position en 1956, dans le débat d'ensemble sur ce qu'on appelait le *birth-control*, en faveur du « droit à la maternité <sup>6</sup> ». Le raisonnement qui tendait à flétrir comme petite-bourgeoise toute agitation en faveur de la limitation des naissances — à laquelle était ramenée à tort ou à raison l'action pour la planification familiale — se situait dans la droite ligne du traditionnel optimisme socialiste, de son traditionnel plaidoyer en faveur de la Vie contre la Mort <sup>7</sup>. Jeannette Vermeersch rappelait opportunément les sarcasmes de Lénine à l'endroit du petit-bourgeois qui

« proteste comme le représentant d'une classe qui périt sans remède, qui désespère de son avenir, d'une classe abattue et peureuse. Il n'y a rien à faire; qu'il y ait donc moins d'enfants subissant nos souffrances et notre calvaire, notre misère et nos humiliations <sup>8</sup> ».

L'autorité léniniste ne saurait néanmoins obscurcir le fait que le mouvement ouvrier français (qu'on peut naturellement qualifier, si l'on y tient, de petit-bourgeois mais le qualificatif n'a ici qu'une valeur polémique) avait eu, en ces matières, des réactions et un comportement opposés : nos bourses du Travail furent, à l'aube de ce siècle, des foyers de propagande et de diffusion des moyens et objets anticonceptionnels. A l'époque, les militants syndicalistes (avec ce que cela comportait de foi révolutionnaire, de protestation sociale et de détermination) se reconnaissaient à ce qu'ils prêchaient d'exemple en n'ayant pas (ou

peu) d'enfants: le prolétaire ne devait pas fournir la bourgeoisie en chair à canon et à exploitation. Le prolétaire devait réserver sa force, non à élever péniblement une nichée, mais à lutter contre le capitalisme.

L'essentiel, cependant, n'est pas là. Il est dans le fait que la prise de position du Parti, même aujourd'hui atténuée et diluée, est à la fois équivoque, vaine et inconséquente.

Équivoque parce qu'elle renforce encore l'efficacité des inhibitions développées par l'enseignement de l'Église. Vaine parce qu'elle tente de freiner l'irrésistible transformation des mœurs qu'impliquent dans ce domaine les progrès scientifiques et techniques. Mais surtout inconséquente : l'accession des femmes à un nouveau statut, par le travail ou toute autre activité autonome, passe par la réduction concomitante de leurs activités de reproduction.

Cette inconséquence, on peut d'ailleurs la mesurer dans l'œuvre des municipalités communistes qui, toutes, ont travaillé avec dévouement pour multiplier et gérer des institutions populaires — consultations pour nourrissons, crèches, jardins d'enfants, patronages, colonies de vacances, classes de neige etc. — que les mouvements progressistes du XIX<sup>e</sup> siècle avaient appelées de leurs vœux, dont l'utilité marginale n'est plus à discuter, mais dont on sait aujourd'hui, avec la percée des sciences de l'enfance, qu'elles ne sont probablement que des solutions auxiliaires et secondaires : faut-il considérer comme l'amorce d'une politique socialiste un agglomérat de formes de substitution et de relais de la fonction maternelle?

Un Français, habitué à un type de société où enfants et adultes vivent étroitement imbriqués (pour le mieux et pour le pire) ne saurait d'ailleurs qu'être frappé par le monopole des adultes au sein des sociétés urbaines en Union soviétique et dans les démocraties populaires : les enfants n'y sont certes pas négligés, loin de là, mais ils sont traités à part, enserrés dans un réseau d'institutions particulières qui donnent aux plus méritants ce regard qu'ont, chez nous, ces fils de paysans arrachés à la ferme, élevés par les bons pères et promis à la prêtrise <sup>9</sup>.

Qu'il y ait là un problème, à vrai dire terriblement complexe, ne fait aucun doute <sup>10</sup> : il est inscrit en lettres gigantesques dans les statistiques des pays socialistes les plus démographiquement fragiles, comme la Hongrie ou la Bulgarie.

Cette circonspection des communistes, on la retrouve encore au niveau de la jeunesse. Prêts à reprendre à leur compte ce que les jeunes peuvent exprimer sur un registre revendicatif à l'encontre de la société établie, ils repoussent en revanche ce qui serait de nature à suggérer qu'il existe une communauté d'intérêts, une solidarité existentielle entre les jeunes du fait même de cette commune jeunesse. Rappelant alors sévèrement que nous vivons dans une société de classes, ils tiennent pour diversion et falsification toute tentative visant à explorer les déséquilibres inédits qu'entraînent pour la société française *et* l'explosion démographique des vingt dernières années *et* la coexistence, désormais inéluctable, des générations.

Faut-il alors tenir pour une inconséquence la thèse de « l'union de la jeune génération » qui, depuis la période du Front populaire, revient périodiquement à la surface ? Plutôt pour une simple habileté tactique. Cette thèse n'a d'ailleurs pas été portée du niveau de la pratique politique au niveau de la théorie : elle ne fait que s'insérer dans la stratégie d'ensemble correspondant aux périodes où le Parti met en avant les mots d'ordre d'union, d'unité, de front uni. « L'union de la jeune génération » ne doit donc pas être prise comme une formule doctrinale, mais comme l'application d'une politique circonstancielle au « groupe d'intérêts » que forment les jeunes d'âge.

La lisière dans laquelle les communistes entendent tenir les problèmes de la jeunesse est au surplus très nettement soulignée par la manière dont le P.C. organise ses propres jeunes. Les *Jeunesses communistes* (J.C.) sont une « organisation indépendante », ce qui signifie qu'elles sont effectivement indépendantes en matière d'organisation : dans un quartier, une usine ou un village, le cercle des *Jeunesses* ne se confond pas avec la cellule du Parti. Mais comme l'indique par omission la formule, cette indépendance est strictement limitée au plan de l'organisation ; pour le reste, les J.C., parce qu'elles sont « l'école du communisme », ne sauraient avoir d'autre politique que celle élaborée, définie et contrôlée par le comité central du Parti. Ce qu'illustre clairement, entre tant d'autres, la résolution sur les questions de la jeunesse, votée au XIII<sup>e</sup> congrès ;

« L'organisation de masse des jeunes ne saurait être une sorte de parti communiste pour la jeunesse. Il n'y a place que pour un seul parti communiste, guide et organisateur de la lutte de la



classe ouvrière, du peuple de France et de la nation tout entière, y compris la jeunesse. »

Et encore, dans le rapport présenté à ce même congrès par François Billoux :

« L'organisation de l'union de la jeune génération n'est pas l'affaire particulière de telle ou telle organisation de la jeunesse et pas davantage des communistes qui sont jeunes d'âge. C'est l'affaire du parti communiste, forme suprême d'organisation de la classe ouvrière <sup>11</sup>. »

Cette perspective doctrinale légitime et appelle la pratique établie selon laquelle, à tous les niveaux, le responsable des *Jeunesses* est aussi un militant du Parti, selon laquelle encore un responsable « adulte » du Parti est par ailleurs désigné pour « suivre » l'activité des *Jeunesses*, selon laquelle enfin le secrétaire général du *Mouvement de la jeunesse communiste* est membre du comité central du Parti, ce qui entraîne que sa « jeunesse » est toute relative <sup>12</sup>.

Au vrai, ce schéma est plus idéal que réel. En fait les organisations du Parti « volent » souvent leurs militants aux organisations de jeunesse pour en faire leurs propres cadres et rechignent quand il s'agit — autrement que pour la forme — de « détacher » l'un des leurs pour aider le cercle des Jeunes.

Mais si le principe se heurte ici et là à des difficultés d'application, il n'est nulle part contesté : c'est que, calqué sur la pratique soviétique correspondante en matière de *komsomols*, il est aussi le fruit d'une dure expérience locale. Sans doute a-t-on un peu oublié que déjà en 1920, dans le cadre de la lutte de tendances qui avait précédé le congrès de Tours, la création d'une base communiste dans les Jeunesses socialistes et (au nom de l'autonomie de celles-ci par rapport au parti socialiste) leur transformation en Jeunesses communistes avait été un moyen entre autres de désagréger le parti socialiste unifié et sa majorité centriste. De même que, dans le cadre de la lutte de tendances qui déchira le parti communiste entre 1920 et 1924, la création d'une section des Jeunesses communistes fut souvent la voie indirecte prise par « l'opposition de gauche » au sein du Parti.

Par contre, aucun des vétérans actuellement au bureau politique — et surtout pas François Billoux ni Raymond Guyot — n'a



oublié la pénible mésaventure du « Groupe » au tournant des années 30. Doriot, secrétaire général des Jeunesses communistes en 1924, fut l'un des premiers politiciens contemporains à tenir le fait d'être jeune pour un certificat d'aptitude à la profession de révolutionnaire, mais d'autres jeunes — Barbé, Célor, Billoux, Lozeray, Guyot, Ferrat, Galopin — se laissèrent, eux, bernier par le comité exécutif de l'Internationale communiste qui, en 1927, jugeant opportuniste la direction du parti français, désirait y substituer une nouvelle direction vraiment « bolchevique » avec des militants formés dans les Jeunesses et la C.G.T.U. L'Internationale lança donc, à la manière d'une machine de guerre, les jeunes chefs des J.C., ravis et fiers de la confiance que leur témoignait Moscou : au cours de l'année 1927, ils adressèrent au comité central du Parti plusieurs lettres de représentation où son électoralisme et son légalisme étaient critiqués avec morgue. François Billoux devait même un peu plus tard rédiger une brochure (demeurée inédite) dont le titre est significatif : « Le rôle de la J.C. dans la formation bolchevique du Parti. » Billoux y montrait comment, à l'instigation de la J.C., le Parti avait été amené à déclencher sa campagne contre la guerre du Maroc ; comment, sous l'impulsion de la J.C., il avait réorganisé le travail antimilitariste grâce aux « commissions antimixtes » (commissions antimilitaristes composées de militants du Parti et des jeunesses). Ainsi avaient été encouragés chez les dirigeants des J.C., de surcroît promus entre-temps à la direction même du Parti — secrétariat, bureau politique — l'esprit et la pratique de groupe et l'arrogance sectaire. Or, à partir d'août 1931, ils furent dénoncés ou priés de se dénoncer — personnellement, mutuellement, collectivement — comme responsables de la désagrégation résultant d'une folle politique de gesticulation gauchiste où ils se croyaient pourtant honnêtes interprètes des vues de Moscou. On ne devait plus les y reprendre — ceux, du moins, qui survécurent à l'épreuve.

Désormais, l'expérience s'étant épurée en doctrine, la conduite du P.C. à l'égard des J.C. ne releva plus d'un paternalisme timide et honteux, mais d'une assurance certaine dans le bon droit et la responsabilité de l'adulte exerçant son magistère paternel. Tant pis pour le dynamisme spécifique, le besoin d'innover, d'entreprendre et de risquer que peut nourrir un cœur d'adolescent : un apprenti communiste, ce n'est pas un chercheur d'aventures, c'est un garçon qui a le goût d'apprendre auprès de bons maîtres.

Cette *imago* paternelle, à laquelle le Parti s'accroche avec une sorte de désespoir, est-ce là le secret de sa déraisonnable répugnance pour la psychanalyse, longtemps dénoncée en bloc? L'obstination avec laquelle il revient sur la « mystification » qu'est à ses yeux le thème du conflit des générations ne saurait être de hasard : détenant la puissance tutélaire, il considère celle-ci comme sécurisante, en use et en abuse, et camoufle ainsi la peur qu'il ressent devant l'impatience de l'héritier.

La brutale résolution avec laquelle le Parti, il y a peu, brisa les essais de réflexion personnelle, de problématique neuve, de démarche originale chez les étudiants communistes, ne tenait pas à l'urgence conjoncturelle qu'il y avait à maintenir coûte que coûte l'emprise du groupe dirigeant : elle était dans la droite ligne de sa conception constante des devoirs des pères à l'égard des fils <sup>13</sup>.

« Qui aime bien châtie bien » : ce n'est pas une vue très moderne de l'éducation et cela explique sans doute la crise tenace de recrutement que connaissent les *Jeunesses communistes* <sup>14</sup>. Mais le Parti entretient des rapports très distendus avec la modernité. Naturellement on peut penser que cette distance mesure combien il est une formation sociale dépassée, qui « date », qui n'a pas suivi le train, qui, ayant manqué son objectif initial, se survit en ressassant des opinions éculées. Mais on peut aussi interpréter son indifférence ironique à l'égard des conduites ou des approches les plus agressivement novatrices par le fait qu'il se sait détenir en vérité la seule modernité qui compte parce que c'est une modernité globale : il annonce un monde nouveau, pas au détail, en gros.

En ce sens, le thème de la jeunesse est au cœur de la pensée communiste <sup>15</sup> : mais la jeunesse dont il est ici question, ce n'est pas celle des individus considérés séparément et en fonction de leur état civil, c'est celle de l'homme, de la société, du jour *après* que la révolution, introduisant comme la nuit une césure radicale, aura créé un ordre neuf. « Le communisme est la jeunesse du monde » : cette formule célèbre exprime la conviction très enracinée que rien d'inédit ne peut, ne *doit* sortir du monde épuisé où nous vivons ; ce serait compromettre la puissance de l'imagination, de l'*invention* socialiste, que de reconnaître trop hâtivement les mutations et novations pré ou extra-socialistes. Ainsi s'explique ce paradoxe que le parti qui se veut le plus à gauche est en France et dans tant de domaines le Parti, pour le moment le plus résolument conservateur, sinon le plus résolument rétrograde :

il a le sentiment qu'on lui vole, ou qu'on lui grignote son destin et son avenir quand on proclame que le monde change alors qu'il ne l'a pas encore pris en charge.

Un paradoxe dont il semble que les Chinois ne veulent plus : l'un des résultats, sinon des objectifs de la Révolution culturelle n'est-il pas, par l'institution des Gardes rouges, par la manière dont leur mission fut définie puis poursuivie, d'avoir bouleversé les rapports des jeunes avec le Parti et avec la société, d'avoir, dans l'un et dans l'autre, réduit en miettes les hiérarchies traditionnelles (oh combien ! quand on songe à la société chinoise classique), d'avoir enfin réalisé la pensée de Mao, s'adressant à des étudiants : « Le monde est autant le vôtre que le nôtre, mais au fond c'est à vous qu'il appartient (XXX). » Après la révolution... et avant ?

## SEXE

En même temps qu'il se réjouissait de la progression du pourcentage des moins de 25 ans, Georges Marchais se réjouissait de la progression du pourcentage des femmes, comme on le vérifie dans le tableau suivant <sup>16</sup> :

	H.	F.
1946	88,8 %	11,1 %
1954	79,8 %	20,2 %
1959	78,1 %	21,9 %
1966	74,5 %	25,5 %

Tandis qu'en 1946, à peine plus d'un adhérent sur 10 était une femme, aujourd'hui c'est le cas d'un adhérent sur 4. C'est même le cas d'un adhérent sur 3 à Paris où le pourcentage de femmes, qui était de 32 % en 1959, est en 1966 de 37 % et dans tous les départements de la région parisienne <sup>17</sup>.

Cette progression est si remarquable qu'elle appelle une explication.

Bien sûr, la réponse qui paraît couler de source est que le Parti a su, par « un bon travail », montrer aux femmes qu'il connaissait leurs problèmes et leurs aspirations et qu'elles pouvaient avoir confiance en lui pour défendre leurs intérêts et leurs droits <sup>18</sup>. Le Parti, selon la formule consacrée, « s'est toujours penché avec sollicitude sur le sort des femmes de notre pays » ; n'a-t-il pas sans défaillance réclamé que fût vraiment appliqué le principe :

« A travail égal, salaire égal »? Et même, dans ses formulations les plus récentes, ne va-t-il pas, pour que cette égalité entre les sexes soit moins illusoire, jusqu'à demander que les femmes travailleuses jouissent d'une réduction spéciale du temps de travail sans réduction de salaire? N'a-t-il pas constamment suggéré l'établissement d'un vaste réseau d'œuvres et d'équipements sociaux et, là où ses militants avaient pouvoir de décision, dans les municipalités, œuvré pour construire crèches et logements H.L.M.? Sous l'impulsion de sa « commission centrale », instituée à la Libération, et de ses « commissions fédérales de travail parmi les femmes », n'a-t-il pas par ailleurs pris soin, dans le déroulement de ses campagnes politiques, de s'adresser spécialement aux femmes, organisant pour elles, à des heures et dans des lieux qui leur soient commodes, des réunions à elles exclusivement consacrées? Enfin ne dispose-t-il pas de l'*Union des femmes françaises* qui, si elle n'est pas au même degré que l'est le *Mouvement de la jeunesse communiste* une « école du communisme », est néanmoins un instrument utile permettant d'atteindre des femmes qui se situent au-delà des cercles d'influence immédiate du Parti?

Mais cette réponse n'est satisfaisante qu'en apparence : la progression du pourcentage des femmes s'inscrit en effet de 1946 à 1954 dans le cadre d'une chute des effectifs globaux en valeur absolue. Ce qui signifie qu'il n'y a pas progression réelle de l'implantation communiste parmi les femmes, mais moindre recul que parmi les hommes : autrement dit, plus grande fidélité des femmes à leur Parti <sup>19</sup>.

Cette plus grande fidélité, à quel ressort l'attribuer? On peut se demander s'il n'y a pas là une manifestation supplémentaire du glissement qui s'est opéré dans l'idée que les adhérents se font de leur parti : naguère organisation conçue pour la guerre de classe et même pour l'ultime bataille de cette guerre de classe, le Parti, en devenant davantage une société close où prédominent les tâches de gestion, offre un visage, un style, un rythme plus adaptés aux fonctions que les femmes ont appris à exercer dans la société classique.

Cette hypothèse reçoit une première confirmation quand on observe l'évolution des rapports entre les deux catégories de femmes membres du Parti. Il est classique en effet de distinguer entre, d'une part, les *femmes travailleuses* qui exercent une activité salariée et qui, de ce fait, sont exploitées au même titre ou davan-



tage encore que leurs collègues masculins, et d'autre part les *ménagères* — l'expression « femmes au foyer » étant tenue pour réactionnaire. Or, en 1966, les *ménagères* communistes — catégorie à peu près inexistante dans les partis ouvriers et révolutionnaires du premier demi-siècle — constituent 46 % des effectifs féminins totaux : près d'une femme communiste sur deux n'est pas, selon la formule consacrée, « dans la production » <sup>20</sup>.

Évolution étonnante qui va dans le sens d'un affaiblissement de l'initial « caractère mâle » du mouvement ouvrier en général et du communisme en particulier : les ouvrières en effet participent et s'intègrent à l'univers masculin (même si les travailleurs témoignent d'une méfiance spécifique à leur égard <sup>21</sup>) tandis que les ménagères évoluent dans un monde purement féminin qu'elles introduisent comme tel à l'intérieur de la sphère des réalités communistes.

Cette évolution n'implique d'ailleurs pas — et la contradiction n'est sans doute qu'apparente, en tous cas elle se vérifie dans d'autres civilisations, comme la nord-américaine — que, dans le monde communiste, les femmes aient conquis plus de pouvoir et plus de poids. En fait, le communisme conserve une large dominante mâle, il est encore vu comme un « homme collectif » et on réagit à son égard comme à l'égard d'un phénomène social masculin. Les femmes y sont plus nombreuses, mais elles y occupent toujours une position fort modeste <sup>22</sup>.

Sans doute une telle affirmation risque de soulever l'indignation des intéressés (y compris de l'élément féminin). Que d'efforts en effet pour que des femmes soient élues dans les organes de direction à tous les échelons : en 1966, près de 600 femmes sont membres des comités fédéraux, près de 150 des bureaux fédéraux. Que de mesures prises pour permettre à des femmes de participer à des écoles de cadres. Que de soucis pour obtenir que 68 femmes soient candidates titulaires et suppléantes aux élections législatives de 1966. Que de vigilance pour que 169 femmes soient déléguées au XVIII<sup>e</sup> congrès national du Parti en 1967 <sup>23</sup>.

Efforts et soucis d'autant plus louables qu'ils procèdent d'une volonté têtue d'aider à se former des cadres féminins alors que manquent objectivement les candidates dont on peut espérer qu'elles seront en mesure de remplir les postes à pourvoir. D'où la considérable fluctuation de cette catégorie de cadres : d'une année sur l'autre (1965-66), plus d'1/4 des femmes membres de comités fédéraux n'ont pas été réélues.



On ne saurait cependant oublier que la plupart de ces femmes, péniblement recrutées et péniblement formées, sont confinées « dans le travail parmi les femmes », militantes de l'U.F.F., conseillères municipales ou syndicales chargées des affaires sociales etc. Rôle politiquement nécessaire et d'ailleurs logique, apostolat souvent méritoire, mais il n'y a pas là de différence substantielle avec l'idée que la société traditionnelle se fait du rôle des femmes dans la vie sociale : c'est finalement une manière de leur interdire l'accès des grandes affaires politiques <sup>24</sup>.

Ce que vérifie le fait que, dans le parti français, il n'y ait actuellement que 25 femmes membres des secrétariats fédéraux, que 9 seulement soient membres du comité central (sur 96) et qu'une seule soit membre du bureau politique, en l'occurrence Jeannette Thorez-Vermeersch.

L'exemple vient de haut et de loin. Si Lénine souhaitait que « chaque cuisinière fût mise à même de diriger l'État », il s'est montré dans la pratique prudent en la matière : sans doute dans son entourage émerge-t-il quelques figures de femmes — la sienne d'abord, Kroupskaïa, et d'autres, Alexandra Kollontaï, Klara Zetkin, Inessa Armand, Elena Stassova, Angelica Balabanova —, mais toutes dans un rôle marginal, parfois sarcastiquement contesté, d'ailleurs éphémère. Nulle d'entre celles-ci ne saurait atteindre à la puissante autonomie de Rosa Luxembourg, formée comme Lénine dans le monde de la II<sup>e</sup> Internationale. Aujourd'hui enfin, dans l'appareil du Parti et de l'État, en Union soviétique et dans les démocraties populaires, les positions-clés sont, sauf exception, détenues, comme dans nos gouvernements bourgeois, par des hommes <sup>25</sup>.

Est-ce même aller trop loin que de penser que, d'une certaine manière, il y a reculé, au sein du monde communiste, dans la position réelle des femmes, malgré l'augmentation de leur nombre et bien que se soit estompée l'agressive masculinité du phénomène originel <sup>26</sup> ?

Il y avait en effet, naguère, dans le vieux parti socialiste puis dans le tout jeune parti communiste — dont Suzanne Girault fut l'une des secrétaires aux alentours des années 25 —, des femmes, le plus souvent des institutrices, dont certaines, certes, étaient de terribles viragos mais dont beaucoup, féministes, pacifistes, syndicalistes, animatrices de foyers pour les enfants abandonnés ou disgraciés, étaient des âmes admirables, sensibles, douces, éner-

giques, lucides et malheureuses. Sans doute, étaient-elles généralement de « vieilles filles », et leur humble vie d'enseignantes frustrées n'était-elle que chichement éclairée de la respectabilité due aux épouses et aux mères. Mais ces femmes gonflèrent le courant de la pensée socialiste de leurs souffrances vraies, de leurs initiatives personnelles et de leurs dons.

Or, soucieux surtout de dénoncer la menace imaginaire d'une guerre des sexes se substituant à la guerre de classes, les communistes ne rendirent qu'un hommage épisodique et pincé à ces féministes qui rêvaient d'exister par elles-mêmes et que le bourgeois tourna grossièrement en dérision. Dans l'entre-deux guerres, ils ne cachèrent même pas leur total désintérêt pour ce genre de questions : au plus haut de sa prospérité, en décembre 1937, le P. C. réuni en congrès et élisant son comité central ne portait *aucune* femme à sa direction <sup>27</sup>. Aussi, quand les choses changent avec la Libération de 1944, ne peut-on s'empêcher d'établir un corollaire gênant avec le fait qu'à cette même date, les femmes devenaient des... électrices, présentant en conséquence un intérêt nouveau pour un Parti qui avait alors de grosses préoccupations parlementaires.

Au demeurant comment ne pas remarquer l'écrasant conformisme de l'image qu'est invitée à renvoyer d'elle-même la femme communiste? Sans doute est-il encore préférable qu'elle soit une femme « travailleuse » : du moins Jeannette Thorez-Vermeersch persiste-t-elle à affirmer que « le travail social est un fait positif », mais sa voix tend à devenir solitaire <sup>28</sup>. A l'image de marque de la militante communiste, ce qui importe plus que son insertion dans la vie économique et sociale, c'est d'être... mariée et mère de famille. Mariée, bien entendu, à un militant. Quelle puissance de structuration d'une société douillettement close que ces couples qui s'installent dans le Parti comme dans une grande famille clanique. Quelle gênante impression de déjà vu dans la société bourgeoise que le spectacle de ces tandems conjugaux où au pire le mari, au mieux le couple mène le train : on ne peut en effet tenir pour un hasard le fait que 7 sur les 9 femmes membres du comité central aient été ou soient mariées à des membres du comité central...

Au total, la montée du pourcentage des femmes dans la communauté partisane communiste comporte des ombres sérieuses. La femme communiste est en effet soumise à une double pression sociale contradictoire. La tradition socialiste et le modèle social

soviétique tendent à la persuader que le travail social est le chemin de l'émancipation féminine. Mais le modèle que lui offre la société établie, c'est que le travail de la femme ne se justifie que par la contrainte économique. Dans ces conditions, il se produit la même fracture que dans le monde féminin en général : la femme communiste de formation professionnelle élevée tient à travailler — pour des raisons liées sans doute à son idéologie mais aussi pour les mêmes raisons qui font que les femmes non communistes dans la même situation travaillent également ; tandis qu'y renonce, dès que le mari a un salaire suffisant, la femme communiste sans formation professionnelle. C'est dire que les femmes communistes politiquement actives — les femmes travailleuses — appartiennent très largement aux classes moyennes. Ainsi se dessine un double mouvement inquiétant : croissance du nombre de ménagères politiquement inactives et introduisant un univers « féminin » dans la lutte des classes ; présence de femmes travailleuses politiquement actives mais appartenant à des catégories sociales et professionnelles relativement élevées.

## STATUT

Satisfait de la progression du pourcentage des jeunes et des femmes au sein du *membership*, Georges Marchais ne l'est pas moins de la composition sociale du Parti, qu'il décrit ainsi à la lumière de l'enquête de 1966 <sup>29</sup> :

Ouvriers	60,1 %	dont 43,4 % du secteur privé 13,5 % des services publics 3,2 % de l'agriculture
Employés	18,57 %	dont 8,12 % du secteur privé 10,45 % des services publics
Exploitants agricoles	6,56 %	
Intellectuels	9 %	dont 4,85 % d'enseignants et chercheurs 1,93 % d'ingénieurs et techniciens
Commerçants et artisans	5,77 %	

Cette statistique, pour acquérir sa pleine et exacte signification, appelle deux observations liminaires.

La première est la suivante : le secteur dynamique, conquérant, est au sein du Parti celui des militants qui appartiennent à la fonction et aux services publics <sup>30</sup>. Sans doute ce secteur, comme tel, a-t-il disparu dans l'enquête de 1966 tandis qu'il apparaissait en clair lors des enquêtes de 1954 et 1959 dans une rubrique regroupant ce que l'enquête de 1966 distingue sous les termes « d'ouvriers des services publics », « employés des services publics », « enseignants », « ingénieurs et techniciens » <sup>31</sup>. Mais si on ventile les données de 1966 selon les modes de calcul de 1954 et de 1959, on s'aperçoit d'abord que le pourcentage des ouvriers du secteur privé est à peu près stable :

1954	40,1 %
1959	40,3 %
1966	43,4 %

Par contre, le pourcentage des fonctionnaires et travailleurs des services publics s'établit ainsi :

1954	14,5 %
1959	14,9 %
1966	30,7 %

On mesure par là la différence de degré dans le dynamisme, à l'intérieur du Parti, des deux secteurs, privé et public, à l'avantage du second.

La deuxième observation porte sur l'étendue d'une autre catégorie, celle des non-actifs. La statistique ci-dessus de 1966 ne comporte pas en effet de rubrique « divers ». On peut en déduire que les retraités ont été comptabilisés en fonction de leur profession d'origine et que les « ménagères » l'ont été en fonction de la profession de leur mari <sup>32</sup>. Comme le groupe des « plus de 60 ans » (au sein duquel le nombre des retraités est considérable) atteint 17,3 % des effectifs totaux, et que le groupe des ménagères représente 46 % des effectifs féminins (lesquels constituent 25,5 % des effectifs totaux), on peut considérer que le secteur des adhérents n'appartenant pas à la « population active » représente approximativement de 25 à 30 % des effectifs totaux. Un adhérent sur trois ou quatre n'est plus ou n'est pas « dans la production ».

Ces deux observations corrigent ce que la présentation statistique de 1966 a d'excessivement flatteur. Mais ces réserves faites, le parti communiste est bien un *Parti issu du monde ouvrier*



— formule peut-être plus rigoureuse que celle, un peu rapide, de « parti ouvrier ». Ce qui ne signifie pas, bien entendu, que *tous* les ouvriers ni même la majorité soient communistes : calculer, par exemple, que, sur 1 000 ouvriers, 981 ne sont pas membres du Parti <sup>33</sup> ne convainc pas que le parti communiste n'est pas un parti ouvrier mais confirme seulement que, dans notre pays, à l'instar des autres classes sociales où la répugnance à l'égard de l'encadrement politique constitue un trait de mentalité, une faible proportion de la classe ouvrière elle-même est organisée dans un parti politique. Ce qui est remarquable dans le P.C. tel qu'il est, ce n'est donc pas la présence d'un grand nombre d'ouvriers travaillant effectivement à l'usine : les effectifs communistes, non seulement chez Citroën ou Simca, mais même chez Renault sont incroyablement maigres. Il faut même ajouter que le pourcentage officiel d'ouvriers dans le Parti n'est atteint que par un artifice de comptabilité : sont en effet recensés dans cette rubrique les milliers de « permanents » qui sont d'*anciens* ouvriers. Cependant, même s'ils ne sont plus — et pour certains, depuis des lustres — « dans la production », ces militants continuent de baigner, par leurs relations familiales, de jeunesse ou de voisinage, dans le monde ouvrier.

Sans doute, au demeurant, le Parti est-il moins aujourd'hui « ouvrier » qu'il ne le fut entre les deux guerres où, manifestement, il se ficha au cœur le plus vivace du monde ouvrier. En 1926, Pierre Séward déclare qu'après la « bolchevisation », le P.C.F. ne renferme que « 5 % environ d'éléments des classes moyennes alors que l'ancien parti socialiste en renfermait 25 % <sup>34</sup> ». Chiffres discutables, mais qui donnent un ordre de grandeur. « L'état de l'organisation du Parti », publié en annexe du *Rapport politique du comité central* pour le VI<sup>e</sup> congrès (Saint-Denis, 31 mars-6 avril 1929), rendant compte d'une enquête faite en 1928 <sup>35</sup>, permet de dresser le tableau suivant :

Ouvriers du secteur privé	38,28 %
Travailleurs à statut	18,67 %
Fonctionnaires et services publics	3,41 %
Classes moyennes	20,21 %

Autre indication suggestive : alors que la densité communiste en 1928 est, à l'échelon national, de 0,8 ‰, le pourcentage de



communistes parmi les ouvriers métallurgistes est, à la même date, de 2,2 ‰ et parmi les mineurs de 4,3 ‰.

Encore un signe : en 1929-1930, les comités des 15 *rayons* de la Seine <sup>36</sup> comprennent 82 ouvriers du secteur privé (dont 57 métallurgistes) pour 17 travailleurs à statut.

La grande montée des effectifs en 1936 est indubitablement une montée ouvrière. On peut en acquérir la preuve par l'analyse de la croissance différentielle des 5 *régions* communistes entre lesquelles la région parisienne est découpée depuis 1933 <sup>37</sup>.

En effet on observe que les effectifs de la *région Paris-ville* (dont la composition est nécessairement moins ouvrière, compte tenu de la structure sociale de la population proprement parisienne et de la nature des activités économiques dominantes à l'intérieur de Paris) ont, de 1933 à septembre 1938, exactement augmenté dans la même proportion que l'ensemble des effectifs des 5 régions parisiennes. Le poids de *Paris-ville* s'est situé de façon constante entre 28 et 32 ‰ de l'ensemble <sup>38</sup>.

Au contraire, les effectifs de la *région Paris-ouest* (où l'infrastructure industrielle est de loin la plus forte de toute la région parisienne) ont, de 1933 à septembre 1938, augmenté dans une proportion beaucoup plus forte que l'ensemble des effectifs des régions parisiennes : le poids de *Paris-ouest* est passé de 14 ‰ en 1933 à 33 ‰ de l'ensemble en 1938 <sup>39</sup>.

Une dernière notation pour confirmer le caractère nettement ouvrier de la montée des effectifs en 1936. Il n'y avait en mai 1931 pour toute l'usine Renault-Billancourt qu'une seule cellule comptant 19 membres. En mai 1936, l'usine-pilote de la région parisienne n'abritait encore que 120 communistes. Or, en décembre 1936, les 55 cellules organisées dans les divers ateliers pouvaient être réunies en une puissante section de 6 000 membres. Enfin, en 1937, il y avait 7 500 adhérents chez Renault <sup>40</sup>. On mesurera mieux ce que ce chiffre signifie quand on saura que le 6 janvier 1967 on a fêté le... 1 000<sup>e</sup> adhérent des 58 cellules actuelles.

De ce que le P.C.F. soit moins ouvrier qu'il le fut naguère, les causes sont multiples. D'abord, depuis la Seconde Guerre mondiale, il est devenu un parti moins étroitement cantonné dans quelques grandes villes : ce qu'on observe en étudiant les variations du poids relatif des organisations de la région parisienne par rapport à l'ensemble du Parti. Dans l'ancien parti socialiste unifié, un adhérent socialiste sur cinq habitait la région parisienne :

le fait socialiste était un fait largement provincial <sup>41</sup>. Le fait communiste, dans la foulée, semble l'avoir été également jusqu'en 1925 <sup>42</sup>. Cependant, dès 1926, après la « bolchevisation », les choses changent : plus d'un adhérent communiste sur quatre vit désormais dans la région parisienne <sup>43</sup>. A partir de 1934 et pendant toute l'époque du Front populaire, c'est le cas de plus d'un adhérent sur trois <sup>44</sup>. Mais en 1945-46, après la Résistance qui fut un phénomène à dominante provinciale, mettant en mouvement les régions reculées du pays, ce n'est plus le cas, de nouveau, que de moins d'un adhérent sur cinq <sup>45</sup>.

Mais l'implantation du Parti hors de ses bastions traditionnels n'explique pas tout : il faut tenir compte surtout des modifications intervenues dans la structure même du monde du travail. Ce thème, il nous faut maintenant l'aborder mais par un biais qui permettra de pénétrer plus concrètement les réalités en question.

Si le Parti en effet a sans doute une composition sociale plus diversifiée que par le passé, il reste qu'il a maintenu des liens solides avec le noyau ouvrier. Or ce serait une erreur de penser que c'est de source et comme spontanément, et qu'y suffit une politique inspirée par les intérêts des masses ouvrières : il y faut encore une constante vigilance tendant à favoriser, par un faisceau de dispositions techniques, un recrutement adéquat.

C'est ainsi que des pointages réguliers contrôlent de ce point de vue la sélection des candidats aux écoles communistes de tous les degrés et vérifient la composition sociale non seulement des organes de direction à tous les échelons de l'appareil mais des institutions multiformes grâce auxquelles le Parti s'érige en contre-société : sans doute ne se prive-t-on pas de recourir, quand c'est indispensable, à des techniciens qualifiés mais, selon la méthode mise au point dans la jeune République des soviets, on les flanque alors de directeurs et de collaborateurs issus du monde ouvrier.

Cependant, la plus efficace des mesures d'organisation tendant à préserver la dominante ouvrière au sein du Parti demeure celle qui fut instaurée en 1924-25 sous le nom de « bolchevisation » <sup>46</sup>. A cette date en effet, l'*Internationale communiste* imposa à ses sections de modifier radicalement la nature de la circonscription primaire sur la base de laquelle devait s'élever l'édifice du Parti. Dans les partis socialistes de type ancien, la circonscription primaire était la *commune*, cadre traditionnel de la lutte électorale : dans les jeunes partis communistes « bolchevisés », elle devint

*l'entreprise*, terrain privilégié « où s'affrontent les deux classes fondamentales » :

« C'est de l'usine, de la mine, du chantier, du bureau que monte le cri de colère qui unit dans la même lutte tous ceux qui subissent la loi du capital et de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est à l'usine, à la mine, au bureau, au chantier que sont rassemblés par les capitalistes des milliers et des dizaines de milliers de travailleurs. L'usine, c'est le centre nerveux de la société moderne, c'est le foyer même de la lutte de classes. C'est pourquoi l'usine doit être pour toi, communiste, le centre de tes efforts, de ton activité de communiste <sup>47</sup>. »

Il en résulta un formidable chambardement qui constitue l'un des épisodes les plus significatifs de l'histoire du communisme français. Mais cette révolution en matière d'organisation eut en outre la singularité d'être durable : les principes en sont toujours respectés et les règles maintenues contre vents et marées.

Vents et marées violents. D'abord pour des raisons objectives. La structure de la profession (dans l'industrie du bâtiment par exemple, avec la mobilité des équipes liées provisoirement à l'existence de tel chantier), l'organisation du temps de travail (avec la succession des « équipes » de jour et de nuit ou des « brigades »), la composition de la main-d'œuvre (avec la pratique du « ramassage » dans le textile, les mines et certaines entreprises métallurgiques de province; avec la présence d'importants contingents d'ouvriers étrangers non francophones etc.) posaient de difficiles problèmes : une longue pratique permit seule de dégager les moyens de rassembler les communistes dans des entreprises aussi complexes que les chemins de fer, la marine de commerce ou parmi les travailleurs saisonniers de l'agriculture. Dans chaque cas, il fallut préciser l'*unité* qui constituerait le « territoire » de la cellule : atelier, bureau, chantier. Au demeurant la question la plus difficile et la plus mal résolue fut toujours celle de l'organisation des chômeurs.

Sans même faire intervenir les facteurs d'instabilité que sont la répression patronale et surtout le procès de concentration entraînant la fermeture d'usines inadaptées et la mobilité croissante de la main-d'œuvre, on comprend dans ces conditions que les cellules d'entreprise soient fragiles : il suffit parfois du départ de quelques militants accrocheurs pour qu'elles disparaissent <sup>48</sup>.

Mais les raisons subjectives ne sont pas moins fortes. Bien des militants qui, avec une ponctualité remarquable, tiennent, le dimanche matin, le poste de vente de *l'Humanité-dimanche* sur le marché de leur commune, répugnent à se faire repérer sur le lieu de leur travail : « La section, reconnaissait Pierre Sémard, c'était un peu loin du patronat, un peu loin du capitalisme, mais la cellule, c'est beaucoup plus près <sup>49</sup>. » Des considérations, même très humbles mais d'autant plus précieuses, de carrière, des inquiétudes récurrentes quand se rétrécit le marché de l'emploi ou quand l'âge diminue les chances de reclassement, des difficultés d'horaire quand les transports collectifs sont à prendre à l'heure de la sortie du travail, enfin des préoccupations de rendement, autant d'arguments propres à dissuader d'avoir à l'usine ou sur le chantier une activité politique qui non seulement n'est pas protégée par la loi mais qui est encore tenue en suspicion tant par les patrons que par les syndiqués dans leur majorité. On sait en effet que les uns et les autres ont en commun cette préoccupation constante, ambiguë et spécifiquement française de soustraire l'entreprise au champ de la politique.

Il faut d'ailleurs reconnaître que si le principe de la cellule d'entreprise comme forme élémentaire d'organisation vise à éliminer le germe électoraliste, opportuniste, du « socialisme à la française », il est aussi et dans le même temps une machine de guerre contre le syndicalisme révolutionnaire : il est significatif de ce point de vue que la première discussion, au III<sup>e</sup> congrès du Parti (1924) où fut évoquée l'éventualité de créer des cellules d'entreprise, opposa un membre des Jeunesses communistes, Roger Gaillard, au vétéran syndicaliste, Pierre Monatte, lequel démontra avec pertinence qu'il s'agissait là d'une mesure destinée à réaliser concrètement, au niveau élémentaire et dans la perspective bolchevique, la subordination du syndicat au Parti sur le lieu même de leur implantation.

Or, compte tenu de la résistance, de la survivance des idées classiques dont même le militant communiste est pénétré quant à l'activité syndicale, il était inévitable que se chevauchent et se télescopent pratique syndicale et pratique communiste à l'intérieur de l'entreprise. Ainsi s'explique que, malgré l'insistance qu'y met la direction du Parti, la vie des cellules d'entreprise, soucieuses de ne pas doubler ni se substituer aux syndicats, reste incertaine et ambiguë : elle se limite dans bien des cas à la publication intermit-



tente d'un journal de cellule chargé de témoigner de la présence du fait communiste au cœur de la « citadelle capitaliste ». Ce que déplore Léon Feix dans un texte récent qui résume bien la question :

« Il faut constater que dans d'assez nombreuses entreprises, priorité est donnée aux responsabilités syndicales. Chaque nouveau cadre communiste qui se révèle est aussitôt « branché » sur une responsabilité syndicale, même si l'organisation du Parti risque d'en souffrir... Cette pratique, fondée en définitive sur l'incompréhension du rôle décisif du Parti à l'entreprise et sur la vieille conception, maintes fois condamnée, suivant laquelle « le syndicat suffit à tout » est grandement préjudiciable. »

*La Vie du Parti*, n° 8, oct. 1966, p. 3.

C'est donc l'une des tâches permanentes des « responsables à l'organisation » que de convaincre les adhérents qui sont inscrits indûment à une cellule locale de se faire muter dans la cellule de leur usine. A intervalles réguliers, les journaux du Parti, et d'abord *l'Humanité*, attirent l'attention sur le caractère prioritaire du « travail dans les entreprises ».

Tâche ingrate : sauf au début de l'expérience (et peut-être d'ailleurs seulement dans les indispensables communiqués de victoire qu'appelle une campagne à son ouverture), le nombre des cellules d'entreprise n'a jamais finalement dépassé le tiers du nombre total des cellules, et bien souvent le pourcentage est tombé au quart ou au cinquième comme en témoigne le tableau suivant <sup>50</sup> :

Pourcentage du nombre des cellules d'entreprise par rapport au nombre total de cellules	
1926	48,4 %
1927	31 %
1928	27,3 %
1929	29,2 %
1934	21,5 %
1937	31,1 %
1945	20,1 %
1946	23 %
1967	26,8 %

Il est probable même que, compte tenu qu'assez souvent les effectifs d'une cellule d'entreprise sont inférieurs à ceux d'une



cellule locale, il y a rarement eu plus d'un communiste sur cinq (sauf dans la courte période du Front populaire) qui appartienne à une cellule d'entreprise <sup>51</sup>.

Tout insuffisants, inégaux et aléatoires qu'ils soient, les résultats de cette obstination sont néanmoins tangibles : le Parti lui doit pour une grande part d'avoir maintenu sa facture ouvrière.

Certes, il est entre-temps apparu un nouvel écueil : les cellules d'entreprise filtrent à leur tour un certain type de travailleur. Les cellules qui ont pour cadre des entreprises à statut sont en effet, précisément grâce audit statut, beaucoup plus stables que celles des entreprises du secteur privé. Problème analogue à celui que connaît le mouvement syndical : le réseau des sections syndicales est plus dense, mieux structuré et surtout moins éphémère chez les cheminots ou les gaziers que dans la métallurgie ou le bâtiment, comme le réseau des cellules communistes y est plus résistant. C'est un constat déjà ancien : sur les 898 cellules d'entreprise existant à la fin de 1927, 355 avec 7 000 adhérents appartenaient au secteur public (dont 218 avec 4 470 adhérents pour les seuls cheminots) contre 545 avec 10 000 adhérents au secteur privé. En 1929, les cheminots encore représentaient plus de 30 % des effectifs de la C.G.T.U. On ne saurait donc s'étonner du phénomène que nous avons déjà signalé : la progression très nette du pourcentage des adhérents communistes appartenant aux Services publics. Or il ne faut pas se dissimuler que même ceux-là qui, dans les entreprises à statut, exercent un métier manuel et sont des ouvriers au plein sens du terme, sont néanmoins des ouvriers privilégiés ou du moins d'un type assez particulier.

Au vrai, le problème est encore plus général : avec l'extension et la multiplication de la réglementation interne propre à chaque grande firme ou industrie, la notion de secteur privé se détache de la notion de liberté du travail et n'est plus antagonique avec celle de sécurité de l'emploi, principe vecteur de tout statut.

Autre complication : les cellules d'entreprise, même du secteur le plus « libre », n'attirent pas indistinctement des représentants de toutes les catégories de travailleurs : si le Parti leur est largement redevable de son enracinement *en général* ouvrier, il leur est aussi redevable de son enracinement *prioritaire* dans une couche ouvrière bien définie.

C'est une vue tout à fait superficielle du monde de l'usine que

d'imaginer en effet le groupe ouvrier comme un ensemble homogène, égalitaire, non hiérarchique et non structuré. Au contraire la hiérarchie professionnelle et des métiers, l'appartenance nationale et linguistique, l'ancienneté de l'enracinement urbain créent de sérieuses lignes de fracture. Or l'image de l'ouvrier communiste est quasi immuable : un métallurgiste hautement qualifié, français ou du moins né en France et dont l'ascendance rurale s'estompe déjà.

*Un métallurgiste hautement qualifié.* La qualification professionnelle des militants ouvriers est une donnée bien connue. Elle s'explique, semble-t-il, non seulement pour les raisons morales auxquelles on songe généralement mais par les conditions historiques réelles dans lesquelles, en France, le syndicalisme est apparu. Celui-ci fut en effet d'abord une réaction de défense imaginée par la couche, culturellement la plus avancée, des ouvriers compagnons appartenant aux vieux métiers urbains du bâtiment et de la métallurgie <sup>52</sup>. Cette antériorité et prédominance de l'homme de métier s'est maintenue tout au long d'une histoire séculaire : pour des raisons si complexes que le problème de l'*aristocratie ouvrière* est en soi une question qui appellerait une considérable recherche. On peut ici noter seulement qu'au XVIII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. (1967), sur 409 délégués ouvriers, 349 sont des professionnels qualifiés contre 60 O.S. et manœuvres <sup>53</sup>. Sans doute serait-il aussi fécond d'examiner dans quelle mesure cette composition professionnelle du Parti (et des syndicats) entraîne les incertitudes théoriques et pratiques dont témoignent les communistes en matière de hiérarchie des salaires : il est curieux de remarquer que les initiatives mettant en cause, à titre temporaire ou définitif, les rigidités de l'échelle salariale et proposant des relèvements réservés aux plus bas salaires, viennent de la C.F.D.T. On est loin des préoccupations égalitaires (utopistes?, de filiation anarchiste?) qui, en 1930, poussaient, sous l'égide de la Fédération internationale syndicale de l'enseignement — la F.I.S.E., filiale du *Profintern* —, les minoritaires (communistes) de la Fédération de l'enseignement à avancer publiquement la revendication d'un traitement uniforme pour *tout* le personnel enseignant. Au demeurant, les couches les plus pauvres de la population, au sens strictement économique du qualificatif, dont on sait déjà qu'elles ne fournissent pas une proportion élevée d'électeurs communistes, ne fournissent pas non plus beaucoup de

militants, malgré les efforts épisodiques faits dans leur direction.

Hautement qualifié, mais pourquoi métallurgiste? Le vieux parti socialiste d'avant 1914 était un parti *populaire* ou, pour mieux dire, *plébéien* : les petites gens s'y sentaient à l'aise. Le parti communiste, lui, est un parti de gens d'usine. Non, bien entendu, qu'on n'y trouve aucun de ces artisans de village, nul représentant de ce petit peuple des villes qui firent le fond des auditoires jaurésiens. Mais *l'ouvrier* prime : et l'ouvrier de la branche dont, sans doute, le développement a coïncidé avec la formation du P.C.F. Autant en effet le mouvement ouvrier de la première décennie du xx<sup>e</sup> siècle a été marqué par les traditions des gens du Bâtiment, autant l'implantation réussie du communisme dans les milieux ouvriers a été, dans les années 20, le mérite particulier de deux corporations : celle des cheminots et celle des métallurgistes. En 1927, 430 cellules d'entreprise sur 898, soit près de 50 %, sont soit des cellules de cheminots, soit des cellules d'entreprise métallurgiste. Autant enfin la montée des effectifs communistes, dans les années 30, se rencontre avec la croissance de l'autorité des métallurgistes dans les luttes de l'époque. N'est-ce pas d'ailleurs le souvenir, même embrumé, des grandes heures du Front populaire qui explique la persistance, aujourd'hui, du prestige s'attachant dans le parti communiste à la profession de « métallo »? Il est en tout cas de fait que, d'une façon à peu près constante, le quart des délégués aux congrès nationaux successifs appartient à la métallurgie <sup>54</sup>.

Cette primauté du « métallo » ne doit pas néanmoins faire illusion et conduire à l'erreur de croire que toutes les usines métallurgiques sont également « tenues », quadrillées, encadrées par des militants communistes. Loin s'en faut : la métallurgie est, au contraire, dans son ensemble, l'une des branches d'industrie les plus sous-syndicalisées, les plus sous-politisées, celle où domine de manière écrasante la fraction des inorganisés. Et cela depuis des lustres : en 1928, sur 250 000 métallurgistes occupés dans la région parisienne, 3 000 cotisaient à la C.G.T.U., 1 500 à peu près constituaient le noyau stable des syndicats : « Moins d'un syndiqué uniaire stable pour cent salariés de la métallurgie dans la région où l'influence du P.C. était la plus forte et où les métallos étaient considérés comme une avant-garde du prolétariat révolutionnaire. »

En fait, la métallurgie est une branche gigantesque et, comme

telle, abstraite : il y faut distinguer par exemple les secteurs de l'automobile et de l'aviation dont les traditions et les composantes mentales — ne serait-ce que du fait de leur implantation différente — ne se recouvrent pas.

Ainsi s'explique qu'on puisse concurremment considérer le métal comme le prototype du militant communiste et la métallurgie comme l'une des branches où l'autorité communiste — et cégétiste — peut être débordée et mise en échec. Faut-il rappeler que la grève des usines Renault, qui justifia en mai 1947 la rupture et le départ des ministres communistes du gouvernement, avait été déclenchée par des militants trotskystes malgré l'opposition de la C.G.T.? La Fédération syndicale de la métallurgie, si imposante par ses appareils de sommet, est en pratique — et c'est une pratique centenaire — entre toutes les fédérations syndicales celle dont les variations en effectifs sont les plus violentes, dont les structures sont à la fois les plus lourdes et les plus fragiles, dont les cadres parviennent le plus malaisément à s'imposer. Peut-être parce que le peuple des métallurgistes ressemble le plus à l'image stéréotypée du peuple français : intelligent, habile, bouillant, personnel et capricieux. Peut-être aussi parce que c'est là que la conception communiste du syndicalisme a fait le plus de ravages : la perte de leur autonomie depuis plus de trente ans, la prise en main de tous leurs leviers de commande par l'appareil communiste, la « gymnastique » qu'ils ont été souvent imposée en fonction d'objectifs strictement politiques et partisans ont fait, de syndicats jadis formés à l'école libertaire, des coquilles vides ou des bureaucraties pesantes.

*Français ou du moins né en France?* L'incidence de l'appartenance linguistique est d'ailleurs surtout fonction de l'existence ou non d'un fait communiste dans la patrie d'origine. Il est évident que les travailleurs italiens et espagnols, notamment dans les régions où ils ont gardé leur cohésion de groupe linguistique et où des formes spécifiques d'organisation ont pu être mises au point à leur intention par entente entre les partis frères, fournissent plus de militants que les travailleurs noirs, algériens ou même portugais.

Depuis en effet que le 9 avril 1964, le bureau politique publiait un document pour rappeler la nécessité et les conditions de l'activité du Parti « en direction des immigrés », depuis que le groupe parlementaire communiste a déposé un projet de loi tendant à



octroyer aux immigrés un « statut démocratique et social », un gros effort a été fait, en particulier dans les départements où sont concentrés de nombreux travailleurs étrangers : dans les Pyrénées-Orientales où 37 000 travailleurs espagnols constituent la majorité des ouvriers agricoles et une part importante des ouvriers du bâtiment, dans l'Isère où s'est tenu en 1966 un colloque sur l'immigration — surtout italienne —, dans le Rhône, les Bouches-du-Rhône, le Doubs, la Meurthe-et-Moselle et, naturellement, les départements de la région parisienne.

En constituant auprès des directions fédérales concernées des commissions fédérales M.O.I. (Main-d'œuvre immigrée), composées de militants immigrés de différentes nationalités et même, quand c'est humainement possible, des commissions fédérales M.O.I. par nationalité, le comité central du Parti, auprès duquel fonctionne une commission centrale de travail parmi l'immigration, se donne pour tâche, conformément à l'article 8 des statuts <sup>55</sup>, de recenser les travailleurs étrangers déjà membres du Parti, de les regrouper selon leur nationalité d'origine par « groupes de langue <sup>56</sup> » dont les membres peuvent ainsi traiter de leurs affaires particulières dans leur propre langue, et déployer une activité spécifique parmi leurs compatriotes — par exemple diffuser des journaux rédigés dans leur langue maternelle, telle la *Verdad*, mensuel édité par le comité central en espagnol; ou bien organiser des réunions de propagande réservées à telle ou telle catégorie de travailleurs étrangers.

De même l'ouvrier de fraîche ascendance rurale, « monté » à Paris ou au chef-lieu du département, risque d'autant plus d'être attiré dans le cercle de l'engagement politique qu'il vient d'une région à plus fort rayonnement communiste. La présence, dans le canton d'origine, d'un parlementaire communiste, suffit parfois pour que l'attention soit éveillée et qu'à la première sollicitation le jeune manœuvre ou O.S. se tourne vers qui fait partie de son nouvel univers — celui de l'usine —, mais détient de surcroît la clef d'un monde supérieur — celui de la grande ville.

L'adhésion au Parti est alors ressentie comme équivalant à un ticket d'entrée dans la société industrielle. Phénomène opposé de celui que connaissent les partis communistes dans certains pays du Tiers-Monde. Ici, en France, être communiste est un signe de respectabilité, une forme de promotion sociale, une façon de vérifier son changement (heureux) de statut, une ouverture sur le



progrès personnel et collectif. Alors qu'au Brésil par exemple, c'est appartenir au groupe clos de la pauvreté sans phrase, au monde fermé de ceux qui n'ont rien, ni présent, ni avenir, qui ne savent rien, qui ne peuvent rien ni dans le présent ni à l'avenir, c'est être un balayeur noir...

Le parti français, réalité fondamentalement urbaine, intervient donc comme un agent d'accélération de l'intégration des masses rurales projetées dans une vie urbanisée : le communiste, parce qu'il n'éprouve aucun « manque », ayant trouvé à la ville une structure d'accueil globale, garde moins de liens et moins longtemps avec la société rurale dont il provient que le non-communiste.

C'est dans cette perspective qu'il faut situer l'intérêt majeur des efforts consacrés au « travail à la campagne » : ce travail a finalement moins pour effet de définir une politique agricole et de gagner des militants et des sympathies proprement paysannes que de contrôler l'une des sources capitales du renouvellement des milieux ouvriers urbains dans une époque d'intense exode rural — 160 000 personnes actives quittant chaque année l'agriculture <sup>57</sup>.

Aussi, de ce point de vue, le remarquable succès de l'hebdomadaire *la Terre* — 150 000 abonnés, 175 000 exemplaires diffusés chaque semaine, près de 50 000 de plus que son concurrent le mieux placé — a-t-il plus de portée que la relative faiblesse du réseau des 5 776 cellules rurales ou que le sensible recul du pourcentage des exploitants et salariés agricoles parmi les membres du Parti (respectivement 6,56 et 3,2 % en 1966 contre 8,2 et 5 % en 1959). Faiblesse et recul qui, comme en Italie et du fait du départ des jeunes gens susceptibles de devenir des cadres paysans, vont en s'accroissant : en 1963, 453 cellules rurales avaient encore été créées, en 1967, 268 seulement.

Somme toute, le P.C. est placé dans la situation inverse de celle de l'Église catholique. Celle-ci, encadrant puissamment les jeunes rurales, parvient malaisément, du fait de la faiblesse de son enracinement dans les quartiers ouvriers urbains, à garder le même contact intime avec les éléments partis à la ville.

Celui-là, au contraire, comme structure d'accueil, à la ville, dès paysans victimes de cette seconde révolution agraire que la France connaît depuis dix ans, tire finalement bénéfice de la passivité dont il a fait preuve devant un processus qu'il n'a pas discerné

à temps. Au lieu de s'associer à des expériences de coopération, de rénovation et de restructuration que les partants voient nécessairement d'un œil mauvais puisqu'ils n'ont pas su ou pu les faire servir au sauvetage de leurs activités agricoles, le communisme, demeuré à la campagne l'aile gauche du radicalisme jacobin (par le truchement duquel, dès les années 20, ils s'acclimata dans les régions de petite propriété déchristianisées sud de la Loire), reçoit en ville l'adhésion des éléments, en proie au désarroi social et psychologique, issus de cette formation économique-sociale déclinante.

Il serait d'ailleurs intéressant de vérifier, par une analyse différentielle de la progression (ou du recul) des suffrages communistes dans les campagnes, si, à l'inverse et comme en Italie, les migrants, heureusement établis en ville, rapportent dans leur village d'origine et y répandent les thèmes urbains, en particulier la sympathie pour le communisme.

Il nous reste à examiner une dernière question, fondamentale : quelle signification faut-il donner à cette dominante ouvrière à laquelle le Parti attache, manifestement, un si grand prix ?

Il y a beaucoup de confusion en effet dans les justifications et les félicitations qu'il se décerne à lui-même en la matière ou que ses adversaires lui décernent. C'est qu'on confond deux notions entre lesquelles pourtant la distance est énorme : la notion de *parti ouvrier* et celle de *parti de la classe ouvrière*.

Ce qui importe en doctrine et par rapport à l'objectif final qu'est la révolution prolétarienne mondiale, c'est que le Parti soit le *parti de la classe ouvrière*. Or une définition fondée sur une caractérisation sociale inerte laisse échapper presque totalement l'essence d'une telle notion : l'histoire a multiplié les exemples pratiques de révolutions qui, à bon droit, se situent dans le mouvement d'ensemble des révolutions prolétariennes — réussies ou manquées, peu importe ici — bien qu'elles se soient déroulées dans des pays où le fait ouvrier est quasi inexistant ou bien n'a pas joué le rôle qu'on tient, par pusillanimité théorique, à lui attribuer rétrospectivement.

Inversement on sait d'abondance que des partis où l'indice de participation d'indiscutables ouvriers est remarquable, pas seulement parmi les militants de base mais aussi dans leur corps de

dirigeants, ne sont pas reconnus comme des partis de la classe ouvrière. Et cela précisément parce qu'ils ne se comportent que comme les mandataires et les représentants des intérêts d'un groupe social — en l'occurrence, le groupe ouvrier — *à l'intérieur de la société établie*. Or, il n'y a « parti de la classe ouvrière » qu'à partir du moment où celui-ci se constitue comme l'incarnation anticipée de la société future. Certes l'avènement de la société future exige *aussi* la médiation d'un groupe social, mais d'un groupe dont la nature sociale, initialement amorphe, a été réactivée et métamorphosée pour s'être investi d'une *mission historique*.

L'origine de la confusion entre parti ouvrier et parti de la classe ouvrière est aisée à situer : elle est dans le parti social-démocrate allemand d'avant 1914. C'est alors qu'une conjoncture particulière fit que l'implantation du socialisme se rencontra avec le procès de formation d'une société industrielle. Il en résulta que l'indice de la participation ouvrière fut exceptionnellement élevé dans le parti social-démocrate et comme celui-ci était, pour toute une série d'autres raisons, le modèle des partis socialistes de l'époque, on vit dans cette composition ouvrière le secret du succès. La suite des temps fit justice de cette illusion mais les conclusions hâtives peuvent connaître une singulière fortune <sup>58</sup>.

Il est d'ailleurs de fait que la chose n'est pas claire même aujourd'hui pour beaucoup de militants communistes, et qu'ils croient être en règle avec les exigences que pose l'essence théorique de leur propre Parti quand ils lui ont assuré une « bonne » composition sociale. C'est là un des points où le décrochage par rapport au bolchevisme semble le plus menaçant. Et peut-être le point exact où se négocie le dérapage vers la social-démocratie.

Est-ce à dire que n'ayant pas *valeur doctrinale*, la composition ouvrière n'a aucune espèce de valeur ? Le prétendre serait absurde. Sa valeur est d'*ordre politique* : elle enveloppe une stratégie. Que le P.C.F. soit un parti ouvrier, un parti dont les liens avec le groupe social ouvrier dans sa masse sont étroits et confiants (quoi qu'on en ait et même s'il y a des moments, des régions, des branches industrielles et des catégories où ils pourraient l'être davantage), préserve la chance de voir un jour s'esquisser un mode d'instauration du socialisme qui, cette fois, ferait des ouvriers le cœur de la classe ouvrière et des prolétaires urbains les bataillons d'élite du prolétariat. La chance ? Est-ce que Lénine a eu de la chance ? Oui, certes. Mais il tenait aussi prête, « à tout hasard », une stratégie...

« A tout hasard » : c'est-à-dire au cas où la conjoncture, se renversant, deviendrait favorable. Or les conversions individuelles, c'est un peu comme les révolutions : il y faut l'occasion, des circonstances propices. C'est pourquoi il ne suffit pas de marquer les propriétés (en fait d'âge, de sexe ou de position sociale) qui, *en général*, caractérisent les individus susceptibles d'être touchés de la grâce communiste. Il faut encore examiner *comment*, dans la pratique, les choses se sont passées : c'est ici que se présente derechef cette notion de « génération » à laquelle nous avons déjà fait allusion dans nos analyses antérieures sur les phénomènes quantitatifs <sup>1</sup>.

### LA NOTION DE GÉNÉRATION

Au vrai, cette notion n'a pas très bonne presse à l'intérieur du Parti. Tout ce qui pourrait évoquer des querelles de génération est aussitôt répudié et voué aux gémonies. Peut-être parce que celles-ci évoquent l'une de ces « contradictions du capitalisme » que le socialisme est censé résoudre ou, du moins, poser en termes nouveaux : en Union soviétique, le problème des « pères » et des « fils » a été longtemps tenu, contre l'évidence, pour ne caractériser que « le temps de Tourgueniev ». Peut-être aussi parce que l'homogénéité, quand elle est le résultat d'un processus volontaire, dirigé et conscient, donne une moindre impression de résistance que lorsqu'elle est spontanée et d'origine.

Les réticences officielles ne font pas disparaître pour autant la chose. Surtout quand celle-ci est inscrite avec autant de relief dans les modalités de croissance : la violence des variations conjoncturelles affectant le mouvement des effectifs crée des césures, des saisons, des espaces temporels, cadres tout trouvés pour qu'y mûrissent de tels phénomènes.

D'ailleurs n'est-ce pas une manière de reconnaître implicitement l'existence de cette stratification interne que de répartir, comme le fait l'enquête de 1966, les adhérents du Parti en cinq groupes fondés sur la date d'adhésion <sup>2</sup> ?

Ayant donné leur adhésion :

avant-guerre	12,9 %
pendant la guerre	3,1 %
de la Libération à 1947	19,4 %
de 1948 à 1958	22,5 %
de 1959 à 1966	42,1 %

### LA BIGARRURE DES PREMIÈRES ANNÉES 20

Dès 1920 au demeurant, du fait d'abord que l'époque s'était trouvée hachée par la guerre et les révolutions subséquentes, du fait ensuite que le Parti n'avait pas été fondé *ex-nihilo* mais comme le produit majoritaire d'une scission à l'intérieur du parti socialiste (dit *unifié*, mais une unification d'assez fraîche date — 1905), du fait enfin que le phénomène bolchevique, déjà complexe en lui-même et pas complètement fixé dans toutes ses parties, donnait encore matière à interprétations discordantes, des groupes bigarrés s'étaient rencontrés mais pas toujours fondus dans le jeune parti communiste. Les *Cahiers du bolchevisme* écrivent avec humour que le Parti est alors un composé de « 20 % de jaurésisme, 10 % de marxisme, 20 % de léninisme, 20 % de trotskysme et 30 % de confusionnisme <sup>3</sup> ».

Cette bigarrure des premières années 20, antérieure à la « bolchevisation », ressort nettement à la lecture des notices biographiques que *l'Humanité* publia en avril 1924 pour faire connaître les 43 candidats, dans la Seine, du *bloc ouvrier et paysan* <sup>4</sup>.

Ces biographies, rapprochées l'une de l'autre, montrent en effet que coexistaient à cette date quatre manières « d'être au Parti », liées à quatre manières d'y être venu.

Il y a d'abord la « génération du feu », de ceux qui sont nés au communisme *de* et *contre* la guerre. Encore faut-il préciser comment, pour éviter toute erreur d'interprétation ou toute ambiguïté. Sur les 43 candidats en question, 23 croient devoir signaler qu'« ils ont fait la guerre ». Fait la guerre, *fait* au sens



propre : *un seul* note qu' « au front il a été condamné à 2 ans de prison pour refus d'obéissance », et trois autres qu'ils furent zimmerwaldiens ou kienthaliens. La majorité n'est donc pas devenue communiste dans le cadre d'une lutte contre la guerre pendant la guerre elle-même, d'une révolte contre « l'illusion de la défense nationale », d'un rejet pratique, quand il en était temps encore, des solidarités nationales au profit des solidarités de classe : on ne retrouve pas même ici les anciens mutins de 1917. Pour ces 23 dont je parle, « nés de la guerre et contre la guerre », la guerre n'en fut pas moins l'expérience décisive à partir de laquelle s'ordonne leur conception d'une politique ouvrière, et cela de deux manières.

D'une part, les souffrances que la guerre a engendrées ont réveillé après coup la conscience de classe : sur les 23 qui ont « fait la guerre », 7 ont été grièvement blessés, 2 prisonniers. Notons cette formule employée pour Jacques Duclos : « En 1917, il est fait prisonnier... La guerre qu'il a vécue a fait de lui un fervent internationaliste. » Ce sont ces ouvriers marqués souvent dans leur chair et toujours dans leur âme qui se groupent dans l'*Association républicaine des anciens combattants* (A.R.A.C.) par l'intermédiaire de laquelle ils trouveront le chemin du parti communiste. Chez eux, les grands thèmes humanistes de la paix et de l'internationalisme, de la responsabilité particulière du mouvement socialiste dans la défense de la paix mondiale rencontreront toujours un écho plus insistant qu'ailleurs.

D'autre part — et ce n'est pas moins important —, beaucoup d'ouvriers professionnels qualifiés ont été en 1916-1917 ramenés du front pour travailler dans les usines de guerre. Or les nécessités urgentes de la défense nationale, l'action personnelle du ministre socialiste Thomas ont créé des conditions particulièrement favorables à l'action ouvrière, malgré la menace, toujours suspendue sur les « meneurs », du renvoi au front. L'institution des « délégués d'atelier » a notamment constitué une pédagogie active à laquelle de nombreux militants doivent leur formation : trois de nos candidats signalent qu'ils ont par ce biais commencé leur initiation syndicale <sup>5</sup>.

Bref, une certaine génération de militants communistes est le produit direct de la guerre, soit que, par l'intermédiaire de l'A.R.A.C., il s'agisse d'anciens combattants, soit que, par

l'intermédiaire des conseils d'usine et des délégations d'atelier, il s'agisse d'anciens ouvriers des usines de guerre. La double expérience n'est au surplus pas rare.

Mais il y a une génération plus âgée, dont les options militantes remontent à l'avant-guerre, et parfois au tournant du siècle. Trois traits la caractérisent. Le premier, c'est que ses membres sont presque toujours venus au mouvement ouvrier par le biais syndical et tous sont syndiqués. Plusieurs d'entre eux s'honorent même d'avoir fondé le syndicat de leur corporation. Second trait : peu de mois ou d'années après avoir donné leur adhésion au syndicat et tout en continuant à y militer activement, ils ont donné leur adhésion au Parti. Notons que ces communistes de 1924 parlent tout uniment du « Parti » pour évoquer le parti socialiste des années 1895 ou 1905 : il n'y a pas pour eux discontinuité, rupture entre les partis socialistes d'avant l'unité, le parti socialiste unifié d'après 1905 et le parti communiste d'après 1920. Un seul précise qu'il donna jadis son adhésion au « vieux Parti ». Troisième trait : pour ces militants, l'action coopérative accompagne l'action syndicale et socialiste. Sur les 13 candidats qui étaient dès avant la guerre membres du parti socialiste — le plus « ancien » s'étant inscrit en 1894 —, 11 signalent qu'ils appartiennent au mouvement des Coopérateurs. Parmi eux, 4 travaillent d'ailleurs dans une coopérative ouvrière de production fondée pour trouver une issue au boycott patronal. Ainsi la trinité — parti, syndicat, coopérative — dans la grande tradition de la II<sup>e</sup> Internationale est là, toujours présente. Le militant s'intéresse encore souvent à la Fédération des locataires — le propriétaire occupant alors, à côté du patron, une place de choix dans la galerie des monstres, une place que la crise du logement d'abord puis le développement du logement social lui ont désormais ravie. Le militant ouvrier exerce enfin dans un certain nombre de cas un mandat électif, par exemple municipal. Voici, en guise d'illustration, la biographie typique de Clotaire Baroux, né en 1881 :

« L'un des fondateurs du premier syndicat d'instituteurs de France, celui de la Somme, qu'il créa avec quelques-uns de ses camarades, en 1905. A la même époque, il adhère au Parti. Depuis, il n'a cessé de militer activement, dans la Somme, puis dans la Seine, tant au point de vue syndical qu'au point de vue politique. Baroux a étendu son action dans tous les domaines :

Parti, A.R.A.C., Coopératives, Locataires. Élu conseiller municipal de Choisy-le-Roi... »

Or, et la chose ici se complique, cette « génération socialiste d'avant-guerre » ne regroupe pas tous ceux qui, dans le parti communiste des années 20, appartiennent pour l'état civil à la même tranche d'âge : s'en distinguent les anciens militants syndicalistes-révolutionnaires que leurs convictions anarchistes ou « syndicalistes pures » avaient dans la première décennie du siècle tenus écartés du mouvement socialiste. Ils se repèrent aisément : il y a dans leur *curriculum* discordance entre l'ancienneté de l'adhésion syndicale et la fraîcheur de leur adhésion au Parti. Voici par exemple Martial Bichon, « né dans le XX<sup>e</sup> arrondissement d'une famille ouvrière de tradition révolutionnaire — son père est un des fondateurs de la Bellevilloise ». Dès son retour du régiment, « il se syndique aux polisseurs et se consacre entièrement à l'action ouvrière ». Or ce n'est qu'en 1922 qu'il adhère au Parti alors qu'il avait pris part « à tous les mouvements ouvriers de 1915 à 1918 » ; c'est dire que Bichon est venu au Parti après que la scission de Tours lui eut semblé signifier que les éléments réformistes d'antan n'auraient pas leur place dans la nouvelle formation.

Enfin, et dans ce cas, le terme de génération est de nouveau tout à fait exact, un quatrième groupe est en train de se former : constitué de ceux qui n'ont connu ni la tradition socialiste, ni la tradition syndicaliste d'avant 1914, et qui n'ont pas connu davantage la guerre. Sans passé doctrinal, ces jeunes gens vont directement déchiffrer la vie ouvrière avec la grille du léninisme, dans le cadre d'une action à la fois syndicale et politique placée sous le signe de la révolution bolchevique.

Ainsi donc, le Parti de 1924 abritait plusieurs traditions dont la coexistence était plus ou moins heureuse : l'un des objectifs de la campagne de « bolchevisation », en 1924-25, sera d'ailleurs de les laminer toutes, de façon à réduire l'hétérogénéité — intolérable en bonne pratique léniniste — du communisme français. Cela fait, c'est l'alternance des stratégies définies et pratiquées par le mouvement communiste international qui, sur un fond commun, déterminera par la suite la cristallisation de générations bien distinctes.

## LA VÉRITABLE PREMIÈRE GÉNÉRATION

Sans doute les générations successives, comme c'est le cas dans l'histoire humaine en général, n'ont-elles pas eu un égal relief et une égale individualité. Trois générations surtout sont très typées : d'abord la génération fondamentale des hommes venus au Parti entre 1924 et 1934; puis celle du Front populaire; enfin celle de la Résistance. Depuis la Libération, les choses se sont terriblement compliquées parce qu'ont interféré des chronologies appartenant à des niveaux différents : le temps spécifique du communisme français est alors la résultante d'un ajustement incertain entre les péripéties galopantes de l'évolution française — modernisation (les années 50); décolonisation (la guerre d'Algérie : 1954-1961); gaullisme (depuis 1958) — et les péripéties non moins frénétiques du mouvement communiste international — ultimes métamorphoses du stalinisme (1945-1952); déstalinisation (XX<sup>e</sup> congrès et Budapest : 1956); désoviétisation, polycentrisme, scissions et schismes (les années 60). Finalement, il semble qu'on puisse distinguer la génération des années 50, celle de l'ébranlement des grandes certitudes, et la génération des années 60 dont on voit mal encore ce qu'elle est et même si elle existe déjà comme telle.

Encore faut-il donner un contenu précis à cette notion de génération, ensemble d'hommes qui, vivant la même histoire, ont en commun un même univers mental tissé de représentations, de chants, de gestes, de fêtes et de mots qui leur sont signes de reconnaissance.

La génération communiste des années 24-34 et celle des années 36 se sont par exemple formées et ont grandi en se faisant de la disposition des lignes et des rapports de force dans le monde une représentation sensiblement différente.

Pour la première, il y avait au centre de tout la République des soviets, qui construisait le socialisme dans un seul pays et qui, lorsque l'occasion s'en présenterait, embraserait l'univers dans les feux de joie d'une gigantesque révolution mondiale. Et tout alentour, indifférencié, monstrueux, ruisselant encore du sang des prolétaires qu'il avait sacrifiés par millions de 1914 à 1918,



tantôt gras pour s'être gavé de la sueur des ouvriers — proie des cadences infernales qu'imposent les nouveaux systèmes de rationalisation Ford et Taylor —, tantôt maigre d'une maigreur d'agonie quand la Grande Crise délabre et ravage tout son organisme, se tient aux aguets le capitalisme encerclé. Alors un seul cri stratégique, jaillissant des entrailles : « Classe contre classe ! » Un seul modèle et une seule patrie : l'Union soviétique. Un seul drapeau : le Rouge. Un seul chant : l'Internationale.

Si les temps de la sophistication doivent venir, pour l'heure on ne les pressent pas. Partout, autour de soi et en soi, la crasse, l'ignorance ou, pire, la stupidité théorique, la dérision, les flics, l'impuissance, les curés et les militaires. L'urgent, c'est, dans ces conditions, de faire un tri impitoyable et que se reconnaissent entre eux les révolutionnaires. Les intellectuels (cela commence aux instituteurs), les « socialos » (auxquels, dans les plus mauvais jours, on balance du « social-fascistes »), les jaunes (cela commence par les syndiqués à la C.G.T. de Jouhaux) : des « mous » qui, à l'occasion jouent les « vendus » parce qu'ils ont trop de liens avec la société bourgeoise — ils ont des familles, de petits biens à préserver, des carrières, des ambitions, des rêves (député!), des projets, des goûts, des idées personnelles. Les communistes, pas (ou bien ils ont oublié, ou ils sentent d'instinct que cela n'a pas cours ici). Au jeune garçon qui vient vers eux les mains nues et demande à être des leurs, ils donnent un paquet de brochures : « Va, mon camarade. » Bientôt, pourchassé par la police, inscrit sur les listes noires patronales, le néophyte est réduit au chômage. Désormais il a tout son temps : pour avoir faim, mais aussi pour prêcher la bonne parole (quand il mange, c'est en effet avec le produit, qu'on lui a concédé, de la vente des brochures). Cette bonne parole, on a d'ailleurs omis de la lui enseigner. Mais il en sait assez puisqu'il sait, de science sûre, qu'il est un pays où les ouvriers ont fait la révolution et, depuis, sont les maîtres de l'État, les patrons des usines, les généraux de l'Armée rouge...

D'ailleurs, puisqu'il a le temps (que de journées interminables de détresse : où aller ? — on ne peut discuter avec les « copains » à la porte de l'usine qu'au petit matin, à l'heure du casse-croûte et le soir —), il lit : prison ou chômage, c'est le temps d'apprendre, pas dans les livres (pas encore) mais dans les brochures, les tracts et les journaux.

Climat grossier, étroit, âpre, vain et naïf. Climat d'une secte



dont la parole se perd de plus en plus dans les sables, d'une secte qui s'éteint dans une rumeur d'imprécations outrageantes, d'excommunications sordides et de mirages orientaux.

Et pourtant, il ne faut pas s'y tromper : ce sont les temps décisifs <sup>6</sup>. Car cette secte est aussi une section de l'Internationale : et dans un grand affairément de voyages plus ou moins clandestins, de consultations-éclair, de dénonciations et de plaintes <sup>7</sup>, les délégués du *Komintern* en France et les représentants de la section française auprès du comité exécutif de l'Internationale trient patiemment les hommes et les femmes qui révèlent des aptitudes à la guerre de classe pour les envoyer à l'école de cette guerre-là, à Moscou, à l'école léniniste. Beaucoup d'échecs : on les passe aux pertes et profits <sup>8</sup>. Mais assez de réussites pour qu'à la fin des fins se constitue un noyau de communistes qui répondent à l'idée qu'on s'en fait dans les calculs du Kremlin <sup>9</sup>. Un noyau si dur et si durable que l'histoire du parti français jusqu'à nos jours se confond en grande partie avec son histoire : Waldeck Rochet lui-même ne fut-il pas un brillant élève de la promotion 1929-30 <sup>10</sup> ?

## LA GÉNÉRATION DU FRONT POPULAIRE

1934. Pas aussi brusquement que dans les manuels d'histoire, mais tout de même assez vite, une autre génération monte à la lumière.

Qu'est-ce qu'ils ont donc de si radicalement différent, ces communistes de la promotion du Front populaire ? La découverte de l'ambiguïté en eux-mêmes et autour d'eux : ambiguïté que manifeste la pluralité toute nouvelle de leur vision du monde, des temps sur lesquels ils vivent, de leurs modes d'insertion sociale.

Pluralité de leur vision du monde. A l'ancienne et classique dichotomie capitalisme-socialisme, se superpose désormais, sans s'ajuster, une nouvelle grille où s'opposent fascisme et démocratie. Pendant des années, on avait voulu forcer la réalité et que se confondent les figures des deux monstres, de telle sorte qu'abattre l'un revenait à extirper l'autre. Il avait fallu la catastrophe allemande de 1933 pour que l'Internationale et ses sections acceptent que s'imposent des distanciations, que se dessinent des étapes et des objectifs intermédiaires et qu'ainsi se dissocient, bien que communiquant entre eux, deux types d'analyse se situant à des niveaux différents de la réalité politique internationale.

Pluralité des temps vécus : naguère encore, le futur était le seul temps auquel un révolutionnaire vécût sa vie. Voici que le présent redevient une réalité perçue, une réalité qui n'est plus uniformément grise, et méprisable, et déplorable, mais parfois striée de grandes joies et de grands enthousiasmes. Sans doute, au début et par inexpérience, on fut encore tenté, pour rapprocher ce présent inconnu du futur familial, de mettre la révolution directement à l'ordre du jour. Mais les semaines passant, on admet désormais que le présent, même s'il prépare « aux lendemains qui chantent », existe par lui-même et qu'il faut le vivre comme tel.

Pluralité des modes d'insertion sociale. Jusqu'à cette date, les rapports des communistes avec la société établie étaient, par implicite accord mutuel, de purs et simples rapports d'exclusion : être communiste, c'était se voir et être vu comme l'est un paria, un intouchable, un banni. Or voici que, sans pour autant sortir de leur *in pace*, les communistes se mettent à exister : on les regarde, on les compte, on les soupèse, on les discute, on fait alliance avec ou contre eux, ils sont *reconnus*. Ce passage, de l'au-dehors à l'en-dedans, entraîne un fantastique glissement de tout leur système de valeurs. Démocratie, patrie, culture, et même, ô prodige, cette valeur entre toutes haïe : la guerre, qu'ils avaient stigmatisées comme autant de pièges infâmes tendus par l'ennemi de classe, ils vont les lui disputer. La République, le drapeau tricolore, la Marseillaise, Victor Hugo, le peloton d'élèves-officiers, d'un coup, sont réinvestis d'une équivoque originelle qui laisse au prolétariat sa chance, s'il les place dans une certaine lumière, d'en orner son camp.

On mesure aussitôt ce qui résulte de cette découverte de l'ambiguïté : la relative hétérogénéité d'un parti en formidable croissance — cette croissance n'étant pas, contrairement à l'opinion courante, la cause de l'hétérogénéité mais le produit de l'ambiguïté.

C'est que trois types de réaction et de comportement répondent à la découverte de l'ambiguïté. A l'aile gauche, ceux qui restent de marbre devant une telle entreprise de sophistication et ses jeux raffinés. Pour eux, n'est vraie et sincère que l'ancienne manière de voir où la seule cassure qui comptât séparait le monde communiste de l'autre. Ceux-là, ou bien soudain méfiants et vite écœurés, s'en vont en criant à la trahison, ou bien se forgent une petite explication personnelle : la nouvelle manière de voir est une

manière amusante (et justifiée par le succès) de tromper l'adversaire. C'est une ruse révolutionnaire. Cheval de Troie et clin d'œil. Éloge de la mauvaise foi.

A l'aile droite, d'autres militants, venus au Parti dans un temps où sont chaque matin célébrés les dieux du nouvel âge, restent dans une curieuse ignorance des dieux de fondation. Ceux-là ont sincèrement tout dit quand ils se sont définis comme des républicains avancés, des antifascistes conséquents, des patriotes déterminés, quand ils ont assimilé jacobins et bolcheviks, Robespierre et Staline, la Grande Terreur et les Procès de Moscou.

Néanmoins, les petits-bourgeois qui adhèrent au communisme comme à un radicalisme rénové sont en 1936 encore assez peu nombreux : c'est qu'à cette date (au contraire de ce qui se passera dix ans plus tard) le radicalisme classique offre ses propres structures d'accueil, et cela à l'intérieur du Front populaire. De celui-ci au Front national de la libération, la marge est de ce point de vue importante. Une marge qui n'est pas fonction de la différence (secondaire quant au fond) entre les lignes politiques des deux périodes et les préoccupations essentielles qu'elles reflètent ; mais qui est fonction du degré de polarisation et des structures d'alliance dans la gauche française. Ainsi s'explique que la génération communiste de 1936 soit socialement un corps simple, la dominante ouvrière étant écrasante, alors que la génération communiste de 1945 est un produit de synthèse.

Cela dit, au centre et dans leur masse, les communistes de la génération de 1936 relèvent le défi qu'ils se lancent à eux-mêmes : le défi de vivre dans l'ambiguïté et sur plusieurs plans.

Leurs aînés étaient frustes, simples, purs, irresponsables. Ils vont être subtils, compliqués, calculateurs et *responsables* : le thème de la responsabilité éminente des communistes, complaisamment exploité depuis — mais de préférence aux dépens des alliés et des compagnons de route indociles auxquels on fait benoîtement honte de leur « impulsivité » — est contemporain de cet *aggiornamento*. Bref, à peine ont-ils découvert le « monde réel » qu'ils se tiennent pour seuls capables de le prendre en charge. Mais, ce faisant, ils acceptent du même coup de risquer leur innocence, ils découvrent l'inconfort des positions nuancées et des compromis dont bien malin est celui qui peut sur le champ décider s'ils sont « bons » ou « mauvais », ils mettent des cravates, ils parlent comme des livres, ils passent, s'ils le peuvent, devant

M. le maire quand ils ne le deviennent pas eux-mêmes, rien de ce qui est respectable ne leur est étranger : ils chantent à bouche fermée le fameux refrain de *la Jeune Garde* où sont malmenés sans distinction

« les sabreurs, les bourgeois, les gavés et les curés ».

Entre les deux générations — celle du tournant des années 30 et celle de 1936 —, la distance n'est rien d'autre en définitive que celle qui résulte d'une formidable révolution culturelle. Deux symboliques peuvent en porter témoignage : les fêtes et les mots.

Le calendrier des fêtes est, d'un temps à l'autre, bouleversé et sa pédagogie massive est d'une puissante éloquence. A la fin des années 20, les « manifestations priées », à date fixe, où descendaient dans la rue les bataillons communistes, peu nombreux, compacts et hargneux, étaient réduites à quelques dates strictement « prolétariennes » : Premier mai, anniversaire de la Commune, 1<sup>er</sup> août (jour de lutte internationale contre la guerre impérialiste). A partir de 1935, se multiplient à des dates qui sont ou le bien commun de toute la gauche — 12 février — ou le bien commun de la nation — 14 juillet — les théories populaires où la présence des femmes et les cortèges d'enfants attestent que la violence prolétarienne a, poings levés, imposé sa discipline pacifique.

Le bouleversement du vocabulaire n'est pas moins signifiant : le passage, dans les années 35, de la stratégie « classe contre classe » à la stratégie du « Front populaire » est marqué, au plan du langage, par le passage de la russification du vocabulaire communiste à sa jacobinisation.

C'est en 1924 en effet que la « bolchevisation » du Parti se traduit par une bolchevisation et, par conséquent, une russification de la terminologie s'appliquant aux différents niveaux de l'appareil du Parti. Le mot cellule, par exemple, pour désigner l'organisation de base est une traduction du mot *iatcheika*. A vrai dire, à l'époque, les premiers dirigeants communistes français hésitèrent entre trois traductions : a) *alvéole*, ce qui correspondait à la traduction la plus littérale du terme russe; b) *cellule*, ce qui avait le tort de rappeler fâcheusement la prison (et l'on sait que, dans les années 20 les premiers communistes, dans les usines, furent souvent par dérision, affublés du sobriquet de « cellulards »); 3) *noyau*, ce



qui avait déjà été employé par le groupe syndicaliste-révolutionnaire de *la Vie ouvrière* mais dans un sens assez différent de la notion bolchevique. Après quelque hésitation dont on pourrait sans doute trouver trace dans la presse communiste, le terme de cellule finit par être adopté malgré ses inconvénients.

L'histoire la plus curieuse est celle du mot *rayon*. En russe, le *raïon*, qui est lui-même un gallicisme, du moins un latinisme, désigne un district, un arrondissement. Le *rayon* fut en conséquence, dans les années 25, une circonscription mineure de la hiérarchie des organisations communistes françaises. Mais, assez vite, il se fit dans la tête des militants une confusion entre le rayon-circonscription et le rayon (de roue), d'où l'idée de partager la région parisienne en rayons-circonscriptions ayant la forme des espaces triangulaires entre deux rayons de roue. Ce qui avait de surcroît l'avantage politique d'unir au centre industriel et prolétarien le plat pays agricole et petit-bourgeois : mais l'inconvénient que le militant situé sur l'arc de cercle extérieur était à plusieurs kilomètres du centre !

La transposition de termes et de tournures russes sous forme le plus souvent d'abréviations caractérisa la décennie 1924-1934 : on parlait d'*agit-prop.*, de *bureau d'org.*, etc. Cela, tant que la stratégie d'isolement « classe contre classe » fut maintenue, stratégie qui mettait l'accent sur la défense de l'U.R.S.S. comme « unique patrie » des travailleurs révolutionnaires. Au contraire quand, en 1935-1936, la stratégie du Front populaire puis du Front français conduisirent le P.C.F. à remettre l'accent sur les valeurs nationales, la russification du vocabulaire communiste fut abandonnée au profit d'un vocabulaire qui s'inscrivait dans la tradition révolutionnaire nationale, celle de 89 et de 92. C'est le 23 janvier 1937 que la conférence nationale du P.C.F. décide de reprendre le terme de *section* pour désigner ce qu'on appelait *rayon*, « dénomination plus simple et correspondant mieux aux formes traditionnelles d'organisation existant dans notre pays ». Il y eut donc à nouveau côte à côte une *section* communiste et une *section* socialiste : mais, ultime nuance, les communistes parlaient de la *section* du XIV<sup>e</sup> (arrondissement) tandis que les socialistes parlaient de la XIV<sup>e</sup> *section* !

Désormais, l'utilisation de termes russes tels que *komintern* pour Internationale communiste, *Inprekorr* pour Correspondance internationale, fut le fait d'adversaires entendant donner le



parti communiste pour un parti inspiré de l'étranger... ou de communistes de la vieille génération ne pouvant se défaire de leurs anciennes habitudes de langage.

## UNE GÉNÉRATION SACRIFIÉE

Toutes les générations n'ont pas également contribué à la formation et à l'enrichissement du patrimoine : on peut parler à cet égard de générations glorieuses et de générations sacrifiées.

C'est ainsi, comme on l'a vu déjà, que la génération des années 1924-1934, la véritable « première génération » est aussi la génération fondamentale sur laquelle repose tout l'édifice. En revanche, une génération comme celle de la Résistance mérite à bien des titres le qualificatif de « sacrifiée ».

Comment en effet ne pas remarquer, dans la statistique portant sur l'ancienneté des actuels membres du Parti, cet insolite pourcentage selon lequel 3,1 % d'entre eux seulement ont adhéré pendant la dernière guerre <sup>11</sup>?

Certes les justifications ne manquent pas.

D'abord c'est une génération qui a acquis ses caractéristiques propres dans un temps très court : à peine trois ans.

Il faut en effet considérer que le Parti (dont la quasi-totalité des adhérents était à l'époque formée d'hommes venus dans la foulée de la lutte antifasciste et éduqués depuis plus de quatre années dans l'idée que la guerre, du côté des démocraties, était une guerre juste, à peu près inéluctable) se serait tout à fait effondré dans l'automne 1939 si la répression anticomuniste officielle n'avait contraint beaucoup d'âmes bien nées, par souci de l'honneur et pour qu'aucun malentendu ne les fît suspecter de lâcheté, de taire leur désarroi et leur désespoir.

Puis, une fois clos le bref intermède de la « drôle de guerre », la débâcle militaire et civile, l'exode, le repliement d'une partie du potentiel industriel vers le Sud, le transfert en Allemagne d'un million de jeunes hommes prisonniers, le découpage de la France en trois zones, ce torrent de désastres achevait de balayer le Parti comme il balayait toutes les institutions du pays.

Cependant un élément spécifique ajoutait encore au désordre du Parti : la coexistence, dans le corps désarticulé de son appareil dispersé et clandestin, d'une double ligne stratégique.

Le centre — une poignée de dirigeants que l'âge ou toute autre circonstance avait soustraits à la mobilisation ou qui, comme Thorez, avaient reçu de l'exécutif de l'Internationale, l'ordre de désertre — maintenait obstinément, sur la base des directives parvenant de Moscou par la Belgique ou la Suisse, la perspective qu'avait tracée le pacte germano-soviétique : la guerre, loin d'opposer fascismes et démocraties, opposait deux blocs d'impérialismes rivaux ; dès lors, à l'instar de ce qu'avait fait Lénine en 1917, les communistes français pouvaient songer, à l'heure où s'effondraient toutes les structures de la société et de l'État bourgeois, à disputer le pouvoir en déshérence aux protégés directs de l'impérialisme allemand — les Vichystes — ou à l'impérialisme anglais. « Thorez au pouvoir », tel était le mot d'ordre principal. Sans doute, s'ils parvenaient à leurs fins, serait-ce pour un temps sous contrôle allemand : Lénine aussi avait dû en 1917-18 accepter un arrangement provisoire avec les Empires centraux <sup>12</sup>.

Le premier pas était en tout cas de reconquérir cette légalité que la république bourgeoise avait enlevée au Parti sous couleur de faire la guerre à Hitler et d'empêcher qu'agissent ses propres ferments de désintégration. D'où la fameuse démarche visant à obtenir des autorités d'occupation l'autorisation de faire paraître *l'Humanité* au grand jour <sup>13</sup>. D'où l'incroyable directive demandant, l'été 1940, aux militants parisiens de regagner leur domicile connu et de s'y manifester sans plus de précautions.

Cependant, dans le même temps, en divers points du pays, des groupes plus ou moins autonomes s'orientaient à l'opposé : sans s'embarrasser du schéma que suggérait le pacte germano-soviétique et n'ayant d'ailleurs pas eu, dans le tohu-bohu du premier hiver de guerre, le loisir d'en approfondir la signification, ils reviennent spontanément aux vues qui étaient les leurs avant que la catastrophe ne s'abatte sur le Parti et sur le pays : le malheur, dans lequel l'un et l'autre sont plongés, aide à une identification dont les racines plongent au cœur de l'histoire française.

Tout ceci au demeurant, pour ne pas forcer un antagonisme qui est plutôt dans les pensées que dans les actes, il faut le comprendre dans un contexte d'extrême faiblesse. Car la vérité, c'est que le Parti est alors un fantôme de Parti, et la coexistence, en son sein, de deux lignes politiques, une coexistence de velléités dont on ne devine les vagues contours qu'à travers des gestes à peine esquissés, des projets avortés, des textes incertains.

En pratique, on se contente, et c'est déjà une rude affaire, de localiser les militants, de les regrouper, de rétablir les liaisons à tous les degrés de l'appareil, de faire face aux problèmes les plus urgents de sauvegarde des familles et des biens <sup>14</sup>.

Une tâche qui se poursuivait encore, terriblement ingrate et décevante, quand l'invasion de la Russie tranche le dilemme et, d'un coup, rétablit l'harmonie au sein du Parti comme dans le cœur et la tête de chaque communiste : ce n'est aussi qu'à cette date que, dans un climat rénové de certitudes et d'énergies, peut reprendre et grossir un courant d'adhésions.

La génération de la Résistance s'est donc formée en trois années seulement, de 1941 à 1944 : un temps très court, d'autant plus court que le rythme en fut très lent jusqu'à ce qu'en 1943 la fortune des armes soviétiques suscite admiration et émulation. Mais comme la période du Front populaire ne fut pas plus longue, au contraire, l'argument en lui-même ne saurait suffire.

D'où une seconde justification : s'il reste aujourd'hui si peu de communistes ayant adhéré dans la Résistance, c'est que ce fut une génération décimée. A ce point, il faut, hélas, parler chiffres et statistiques : c'est une douleur que d'avoir à sordidement calculer, quand un seul mort scelle un malheur définitif.

On sait que le parti communiste revendique l'honneur d'avoir eu 75 000 des siens fusillés. Ce chiffre fait partie intégrante de la geste dont chaque militant est nourri et sur laquelle il ne s'interroge même plus : on le trouve rappelé à toutes occasions sous les plumes les plus autorisées <sup>15</sup>.

On sait aussi comment ce chiffre s'est imposé. Le 20 août 1944, la proclamation commune de l'Union des syndicats de la région parisienne, des régions parisiennes du parti communiste, du Front national, des Francs tireurs et Partisans — dirigée contre la menace de trêve — appelle à l'« union pour que le sacrifice des 75 000 Parisiens fusillés à Châteaubriant, au Mont-Valérien et ailleurs ne soit pas vain <sup>16</sup> ». Mais dans *l'Humanité* du 2 novembre 1944 qui, par ailleurs, signale que « le général de Gaulle s'incline devant les tombes de 850 parmi les 75 000 fusillés de Paris » (sans distinction d'appartenance politique), Marcel Cachin parle des « 75 000 communistes français, fusillés par les Allemands et les Vichyssois » : il est donc vraisemblable qu'il y ait ici glissement dans l'espace — du cadre parisien au cadre français — et contraction dans le champ politique. Quoi qu'il en soit, à partir

de cette date, le chiffre de 75 000 communistes fusillés est constamment repris.

On sait enfin que ce chiffre est certainement inexact. Pas seulement parce que les quelques listes nominatives parues dans *l'Humanité* entre 1944 et 1947 ne comportent que 176 noms <sup>17</sup> (dont 8 sur les 50 membres du dernier Comité central d'avant-guerre élu en 1937 <sup>18</sup>). Pas seulement parce qu'aucune liste nominative exhaustive n'a été par la suite dressée. Mais le procureur français au procès de Nuremberg, sur la base d'une enquête menée par les services des Recherches des crimes de guerre au ministère de la Justice, a produit un état numérique des Français fusillés sous l'occupation allemande (sans discrimination politique naturellement) : cet état conduit au total de 29 660 fusillés <sup>19</sup>.

A vrai dire, même cette dernière statistique est discutable : et sans doute exagérée. Henri Michel explique d'ailleurs pourquoi, probablement, on ne peut atteindre à une certitude : « Il est difficile en effet de différencier, parmi les fusillés, les otages des résistants, et il n'est pas facile d'identifier tous les fusillés sur les terrains de mise à mort <sup>20</sup>. »

Génération décimée : mais aussi génération marquée et déformée. Marquée par la fascination qu'exercèrent sur elle les deux techniques auxquelles les conditions de l'époque lui firent obligation de s'initier : la clandestinité et la guerre de partisans.

Le Parti français n'avait jamais encore connu l'illégalité totale. Certes, au nombre des 21 conditions d'adhésion à l'*Internationale communiste*, figurait bien une clause selon laquelle un parti communiste doit maintenir, à côté de son appareil légal, un appareil illégal. Cette clause avait été partiellement appliquée, du moins dans des secteurs spéciaux comme celui, entre d'autres, de la « lutte antimilitariste » dont l'objet était d'organiser la propagande et l'action révolutionnaires parmi les conscrits et les jeunes soldats à l'intérieur même des casernes. La nécessité de préserver la continuité et la sécurité de toutes les formes de liaison avec le comité exécutif de l'Internationale siégeant à Moscou, avait exigé également la mise en place de réseaux complexes et secrets. Enfin, après la constitution en 1926 d'un gouvernement d'Union nationale dont Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur, avait déclaré : « Le communisme, voilà l'ennemi ! », les séquelles de



la guerre du Rif, les manifestations contre l'exécution de Sacco et Vanzetti, l'affaire Crémet — une affaire d'espionnage au profit de la Russie — avaient permis aux tribunaux, à la fin des années 20, de distribuer des milliers de mois de prison. Presque tous les dirigeants du Parti et des Jeunesses, recherchés pour répondre d'une ou plusieurs condamnations, avaient dû « passer à l'illégalité ». Mais il ne s'agissait là que d'échapper aux foudres somme toute assez peu redoutables de la justice française (du moins de la justice civile, la militaire ayant plus mauvaise réputation). Se faisaient-ils prendre (ou se livraient-ils) qu'ils pouvaient dans des conditions relativement confortables poursuivre à la Santé leur travail politique. C'est dans sa cellule que Pierre Séward, entouré des membres du bureau politique — alors emprisonnés sous l'inculpation de complot contre la sûreté de l'État —, tint à l'automne 1927 conférence avec le délégué du *Komintern*, Jules Humbert-Droz, lui-même assisté d'un autre membre de l'exécutif, le secrétaire du P.C. argentin Codovilla. Quelques jours plus tard, toujours à la Santé, le secrétaire de la Fédération des Jeunesses communistes conférait, durant tout un week-end, avec 70 délégués départementaux et régionaux de son organisation.

Il s'agissait après 1940 de tout autre chose : de faire passer en bloc l'organisation entière dans une clandestinité opaque, le prix de chaque imprudence se mesurant en vies humaines. On sait que ce fut dans l'ensemble — au moins à partir de 1942 — une réussite à laquelle contribuèrent l'expérience du mouvement communiste international, l'habitude de la discipline et du cloisonnement, le caractère méticuleux de l'esprit d'organisation traditionnel.

La clandestinité est une expérience psychologique complexe et sans doute assez traumatisante puisqu'elle laisse, alors que le sujet en est sorti, des traces quasi indélébiles dans les conduites ultérieures.

Naturellement, il faut faire la part du romanesque : lire *le Manifeste...* est de manière générale assez intéressant; mais le lire à haute voix, dans un bois, autour d'un feu, avec un exemplaire collectif qui, la semaine suivante, sera confié à un autre groupe, voilà qui est plus excitant encore. Mais le romanesque s'épuise. Reste l'ennui des consignes impératives de sécurité qu'une maxime résume — ne jamais être pressé par le temps de manière à largement échelonner chacune de ses démarches.



L'ennui — qui procède de ce rythme très distendu — est néanmoins tempéré par l'esprit d'invention et de bricolage grâce auquel peuvent se varier à l'infini les modalités des prises de contact, des rendez-vous, des « repêchages », des réunions, des déplacements et des transmissions indispensables.

Naturellement aussi, il est des clandestins paisibles pour qui la clandestinité est un mode de vie à propos duquel ils n'estiment pas utile de faire de la littérature, auquel ils s'adaptent quand c'est nécessaire et qu'ils abandonnent quand le temps en est venu; les fonctionnaires internationaux du *Komintern*, habitués de longue date à l'alternance des périodes où ils faisaient surface et des périodes où ils plongeaient étaient, de ce point de vue, tout à fait prosaïques : peut-être tout simplement parce qu'ils avaient dépassé le stade où la déformation initiale était encore sensible.

Mais, dans la plupart des cas, la clandestinité est une redoutable épreuve à potentiel schizophrénique : à l'identité réelle impliquant un certain type de conduite et de multiples relations sociales (familiales, de voisinage, professionnelles, culturelles etc.), se superpose une identité imaginaire mais non moins réellement vécue et impliquant, elle aussi, un certain type de conduite et de relations sociales qui peuvent avoir été d'abord imaginaires mais qui deviennent de plus en plus réelles si l'entreprise est correctement conduite. Paradoxalement alors, la clandestinité, au moment où d'un coup elle appauvrit l'individu en le privant des attributs sociaux que sa vie antérieure lui avait imposés sans qu'il ait eu, pour la plupart, à les choisir — son nom, ses lieu et date de naissance, sa nationalité, sa religion originelle —, met violemment l'homme à nu devant lui-même puisqu'il est, dans une large mesure, incroyablement, merveilleusement libre du choix de ses nouveaux attributs et que ce choix est nécessairement expressif.

Cette liberté dont les clandestins usèrent de manière bien souvent accusatrice et polémique à leur propre égard est un alcool si violent que beaucoup ne surent plus revenir au statut qui était le leur dans la légalité antérieure et gardèrent par la suite, avec leur « nom de guerre », une insertion sociale artificielle : de façon plus générale, l'onomastique révolutionnaire est une très curieuse science auxiliaire indispensable à la connaissance humaine du mouvement communiste international et où ne manquent d'ailleurs pas d'insolubles énigmes.

L'initiation à la guerre de partisans, second élément particulier de la pratique communiste dans la période de la Résistance, entraîna elle aussi une déformation spécifique, apparentée à celle dont les volontaires des Brigades internationales souffrirent pendant la guerre d'Espagne — et qui explique (partiellement) le destin souvent tragique et le plus souvent encore malheureux de ce collectif de héros.

La guerre de partisans était, en France et à l'époque, une expérience tout à fait neuve. Un certain nombre des problèmes qu'elle posait fut, somme toute, assez heureusement résolu : cloisonnement entre appareil civil et appareil militaire; rôle dirigeant du premier par rapport au second; entraide réciproque, le premier fournissant des recrues au second, le second offrant au premier des possibilités de relais, de repos, d'intervention ou de diversion <sup>21</sup>; enfin fixation d'objectifs dont l'aspect militaire se modelait sur le dessein politique (c'est à cette époque que le Parti, jusque-là enraciné dans des secteurs géographiques localisés, prend des dimensions réellement nationales).

Mais quelles que soient la nature et l'intensité des précautions prises pour préserver le primat du politique sur le militaire, rien ne pouvait faire qu'à l'échelle des individus, les « sportifs », comme on appelait en argot de clandestinité les F.T.P., ne se recrutent de préférence et ne donnent pas un certain type de militant et de cadre communiste pour qui l'insertion du militaire dans le politique n'était pas nécessairement vue comme elle l'était par les « politiques purs ». Rien ne pouvait faire que ne joue pas, à partir d'un certain moment, à l'intérieur même de la communauté communiste, la solidarité et la supériorité qui fait céder, dans toute société, « l'arme de la critique devant la critique des armes <sup>22</sup> ».

Est-il possible de trouver là quelques éléments susceptibles d'expliquer le destin curieusement semblable dans son inachèvement de la quasi-totalité des cadres communistes que la Résistance révéla : Tillon, Casanova, Lecœur, Joinville, Kriegel-Valrimont, Guingouin, Giovoni, Hervé, Chaintron, ou Rol-Tanguy ?

Une dernière et sans doute fondamentale observation : brève, décimée, marquée, la génération de la Résistance fut encore, et peut-être surtout, le produit d'un malentendu — une génération dupée ?

La participation des communistes français à la guerre de libération nationale était en effet le corollaire, en doctrine, d'une analyse globale partant du fait crucial que l'Union soviétique, cœur et rempart du mouvement communiste international, se trouvait, par l'attaque allemande, engagée du côté des Alliés. Mais cette justification fondamentale était recouverte en pratique par les justifications dérivées qui mettaient l'accent sur les ressorts patriotiques de la lutte antifasciste. Le résultat fut que les jeunes gens, qui prirent le train communiste en marche, n'étaient avertis que des considérations secondes : pour eux, très naturellement et en toute bonne foi, les objectifs nationaux de la Résistance communiste exprimaient l'essence même du communisme, lequel dès lors n'était que la forme moderne, la plus pure et la plus déterminée, du patriotisme classique. C'est ainsi que l'âpre compétition, au sein de la Résistance intérieure, entre communistes et gaullistes, était interprétée, du moins aux échelons inférieurs du Parti et conformément aux explications qui leur en étaient données, en termes d'intérêt national <sup>23</sup> : les communistes, patriotes les plus convaincus, devaient combattre les attermoissements de patriotes plus tièdes ou paralysés par de sordides calculs et solidarités de classe. On tient ici le raisonnement qui servit à justifier moralement le fait, à première vue surprenant, que des communistes « sous-marins » aient accepté de se maintenir (quand ils s'y trouvaient avant leur adhésion au communisme) ou de s'introduire, sans faire état de leur appartenance politique, dans des organisations de résistance gaullistes.

Même ceux, plus réfléchis, qui savaient mettre en perspective réciproque les objectifs patriotiques que dictaient les circonstances et les permanents objectifs de classe, se rassuraient à bon compte : outre que la France était traditionnellement « la patrie de la Révolution » — à nous 92 et la Commune ! —, il leur semblait inconcevable que se creuse un quelconque hiatus entre les *véritables* intérêts français et ceux de la révolution socialiste.

L'important ici, ce n'est pas d'ouvrir le problème académique des rapports entre classe et nation. C'est d'observer que toute une génération fut formée à un mécanisme de pensée dans lequel l'indépendance nationale était assimilée, identifiée, réduite, gonflée aux dimensions de la lutte de classes.

Sans doute fallait-il, malgré tout, correctement trier les valeurs nationales pour que leur équivalence puisse être établie avec les

valeurs de classe. Un tri délicat, aux conclusions instables parce que fondées sur des principes incertains, en pratique assez arbitraire parce qu'abandonné à des autorités dont le jugement en dernière instance se confondait avec le goût personnel. Un tri générateur d'excès « opportunistes » ou « sectaires » : c'est qu'implicitement il était censé reposer au second degré sur des critères de classe, mais ceux-ci, parce qu'ils devaient être assouplis pour répondre aux intérêts tactiques des alliances patriotiques circonstanciées, étaient interprétés de manière fade en termes d'humanisme et de progressisme : le tambour Bara et le petit Viala, pas de problèmes, ce sont des enfants du peuple, je les prends avec moi, mais Jeanne d'Arc, oui ? Non ? C'est une bergère (enfin, peut-être) mais c'est une sainte (récente, il est vrai, mais tout de même l'Église a la priorité...).

Quoi qu'il en soit, une fois le tri achevé, les valeurs nationales retenues se trouvaient directement convertibles en valeurs de classe : un tel mécanisme de pensée devait, et pour cause, se gripper quand, les circonstances ayant changé, il fallut faire appel au seul critère stable rendant compte de la logique interne du mouvement communiste : celui des intérêts de la révolution socialiste internationale tels qu'ils étaient, dans le moment historique issu d'Octobre 1917, incarnés par l'Union soviétique.

Ainsi s'explique que ceux qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, étaient venus au communisme par passion nationale aient connu les mêmes déboires que ceux qui, au lendemain de la Première Guerre mondiale, y étaient venus par amour de la paix : le drame d'*Action* répond, à vingt ans de distance, au drame de *Clarté*.

De surcroît, durant les années noires, de 1941 à 1944, ce malentendu doctrinal, en lui-même sérieux, devait commander et peser sur le recrutement du Parti. Il faut ici toucher un point sensible.

Chacun connaît la déclaration fameuse de François Mauriac : « La classe ouvrière a été seule fidèle dans sa masse à la France profanée. » Il n'est pas contestable en effet que le régime de Vichy, malgré les tentatives de certains syndicalistes et socialistes qui crurent pouvoir, de l'intérieur, exploiter dans leur sens les aspirations au changement dont semblait témoigner la « révolution nationale », apparut dès le début comme le régime le plus réactionnaire que la France ait eu depuis longtemps : les ouvriers,



même s'ils n'y virent pas d'abord le gouvernement de l'étranger, y virent en tout cas un gouvernement qui leur était étranger. Ce fossé initial ne pouvait que s'élargir au cours des quatre années de l'occupation.

Il n'est pas non plus contestable que des corporations décisives, comme celles des cheminots ou des postiers, ont fourni d'admirables combattants et conduit de magnifiques actions de résistance et de sabotage. Quant à la grève précoce des mineurs du Pas-de-Calais en 1941, c'est une affaire certes difficile, terriblement ambiguë : mais sans doute Auguste Lecœur a-t-il raison de penser que si elle fut déclenchée avec, pour objectifs, des revendications matérielles et immédiates — excès des cadences de travail, insuffisances du ravitaillement surtout en beurre, viande et savon —, elle ne pouvait aussi qu'exprimer en profondeur l'hostilité de la population des corons au nouveau patron allemand <sup>24</sup>.

Tout ceci admis, il reste que *grosso modo* les usines tournaient, fût-ce à un rythme médiocre et inégal. Or les conditions techniques de la lutte clandestine exigeaient la rupture des liens avec toute vie légale, économique ou sociale. A l'ancienne hiérarchie des cellules, sections et fédérations — où, nous l'avons vu, le réseau des cellules d'entreprise contribuait à assurer un recrutement à dominante ouvrière —, se substitua un nouveau type d'organisation dont la base était le « groupe de trois ». Malgré les précautions recommandées, les « chutes » nombreuses faisaient, hélas, que, très vite, le jeune communiste ne pouvait poursuivre le combat qu'en passant tout à fait « dans le brouillard » : il cessait de vivre une double vie — l'une légale, l'autre illégale — pour s'enfoncer dans une clandestinité où tous les liens, familiaux, sociaux, professionnels, étaient rompus. Cette rupture ne posait aucun problème supplémentaire à ceux qui, n'importe comment, en avaient été privés ou menaçaient de l'être par la volonté de l'occupant, à ceux qui, déjà, étaient potentiellement retranchés du monde des vivants : les Juifs, les réfugiés politiques de tous les pays soumis à l'emprise nazie... Ainsi s'explique le rôle immense joué par la M.O.I. et ses « groupes de langue » dans la Résistance communiste <sup>25</sup>. Ainsi s'explique que la génération communiste de la Résistance — surtout de ceux qui vinrent au Parti en 1942-43 (il faut mettre à part les semaines et même les quelques mois précédant la Libération où tout le décor change) — fut socialement marginale, comme le fut la Résistance organisée dans son



ensemble <sup>26</sup>. Ainsi s'explique que cette génération se trouva souvent désorientée quand le Parti en revint, dans les années du calme rétabli, à vérifier la composition sociale de ses organes et à écarter des militants, sans doute glorieux mais socialement non représentatifs, au profit de néophytes dont les titres de résistance étaient modestes mais qui jouissaient d'un enracinement social positif. Du moins fut-ce en le justifiant de cette manière que le Parti fit admettre et souvent souhaiter par les intéressés eux-mêmes qu'ils soient refoulés, placés en veilleuse, mis en demi-solde et se retrouvent sur la touche.

## La pluralité des pratiques militantes

Déjà la description de la société communiste en fonction des critères classiques de toute analyse sociologique — classes d'âge, sexe, statut socio-professionnel, avait fait apparaître un premier réseau de relations striant cette communauté partisane qui, vue de l'extérieur, présente l'apparence énigmatique d'une surface tout à fait lisse. Puis le tableau a acquis comme une perspective, une dimension en profondeur quand, la notion de génération étant introduite, il fallut faire entrer en compte la coexistence, non plus d'individus, mais de groupes ayant participé à des expériences historiques différentes et en ayant reçu une marque également diversifiée. Voici qu'il faut maintenant définir un troisième mode de structuration, fondé sur la pluralité des pratiques militantes.

Chacun connaît la déclaration fameuse de Picasso : « Je suis allé au communisme comme on va à la fontaine. » La manière d'aller au communisme et surtout la manière d'y demeurer ne sont pas en effet indifférents pour comprendre la diversité des types de militants qui se rencontrent au sein du Parti.

### UN PETIT SOLEIL

En principe, l'idée qu'un communiste est *responsable*, non seulement pour lui-même mais pour les autres, fait qu'il doit se comporter comme un petit soleil ; il éclaire, réchauffe, et entraîne dans sa course une couronne de satellites : ses voisins, ses camarades de travail ou de jeux, et de façon générale ses compagnons de misère et d'espérance. Il en découle que, pour faire face à cette responsabilité inhérente à l'état de communiste, chaque membre du Parti doit, sous le contrôle de la cellule à laquelle il appartient, « remplir une tâche » dans une association, une organisation, un mouvement où il est amené à coopérer avec des non-communistes :

il devient ainsi « responsable » devant le Parti même si cette tâche est modeste, responsable pas seulement de sa tâche à lui mais de toute la vie de l'association dont, désormais, il est membre non plus de sa seule initiative mais parce que le Parti le veut ainsi et l'en mandate.

Mais en pratique les choses sont plus subtiles.

L'état de communiste n'est pas un effet de naissance : comme d'être femme, bossu ou « Poissons ». On le devient.

Du moins dans la généralité des cas. Il y a bien la deuxième génération, celle des fils nés et élevés dans le monde clos de l'appareil et de la tradition. Ce sont des héritiers, souvent malheureux comme le sont les héritiers — ô malheureuse Svetlana. Ce serait d'ailleurs une bien intéressante étude que celle dont le libellé pourrait être le suivant : « Les fils de communistes. Respectueux, révoltés, cyniques ou indifférents. »

Quant aux autres, les hommes qui sont devenus communistes à l'âge de raison, s'ils ont l'inconvénient aux yeux du Parti d'être porteurs d'idées fausses, de croyances surannées, de préjugés déformants, ils ont en revanche le mérite de ne pas être des coquilles vides à farcir de marxisme. Ils débarquent sur les rivages nouveaux avec une insertion sociale déjà complexe et des intérêts diversifiés : ils sont sportifs, photographes, pêcheurs, parents d'élèves de l'école publique, détenteurs d'un logement dans un grand ensemble, randonneurs, abonnés au T. N. P., philatélistes, mélomanes, naturistes...

Ces aptitudes et ces goûts cultivés dans la « vie antérieure », le Parti se garde de les tenir pour une affaire privée qui ne le concerne pas ; il se garde aussi de les censurer *a priori* comme contraires aux devoirs d'un bon militant.

Sans doute, sous la pression en apparence de facteurs objectifs dont le plus impérieux est le facteur temps, s'opère-t-il un tri, plus ou moins spontané, plus ou moins délibéré : ainsi sont abandonnées des curiosités désormais considérées comme vaines et des conduites désormais tenues pour futiles ou indignes. Quant au degré de cette « réforme individuelle » et de cette réorganisation pratique, nous aurons à y revenir car il constitue à lui seul un critère de différenciation à l'intérieur du monde des militants <sup>1</sup>.

Pour l'instant, l'important est de noter que le Parti se fixe moins comme direction générale de frapper d'interdit, d'élaguer

ou d'encourager telle ou telle manière de vivre que de donner à celle déjà adoptée par l'intéressé une dimension neuve.

Avec une double conséquence.

A l'échelle de l'individu, voici que tendent à s'inscrire dans une perspective d'ensemble des activités naguère parcellaires, discontinues et n'ayant aucune signification autre que leur signification littérale. L'adhésion au communisme, en conférant un supplément de justification, de sens, de dignité aux actes les plus anodins, et pour ainsi dire en les sanctifiant, donne ce sentiment de plénitude et d'harmonie dont est pénétrée toute vie consacrée.

On voit poindre ici le développement : comment l'esprit religieux a endossé la défroque du rationaliste pour mieux tromper son monde; comment le communisme, pour parler le langage de la psychanalyse, compte au nombre de ces passions sublimantes qui permettent aux névrosés de compenser et de s'adapter : c'est une thérapeutique; et comment finalement dans un univers éperdu de la mort de Dieu, le xx<sup>e</sup> siècle n'a su qu'en toute hâte reconstituer d'autres opiums et d'autres prisons des peuples. Un développement tout à fait judicieux : mais il faut ajouter que personne ne peut jeter la pierre, puisque ce siècle est celui du bonheur, non de la vérité.

Ne serait-ce d'ailleurs pas l'une des raisons qui expliquent en profondeur l'étrange conformité avec le communisme des temps que nous vivons? Car les communistes croient au bonheur, leur mérite étant de le vouloir aussi pour les autres, leur récompense d'y atteindre pour eux-mêmes. Ils le considèrent, ce bonheur, comme le premier objet de leur programme général, avant la liberté :

« Le parti communiste français a été fondé pour permettre à la classe ouvrière de créer les conditions du bonheur et de la liberté de tous <sup>2</sup>... »

Ils le cultivent même par avance pour leur modeste part, comme on peut le voir à la lecture du compte rendu de la Fête de l'*Humanité* à Vincennes :

« ... Tous participent d'une certaine conception de l'avenir, d'un certain goût de la liberté, d'une certaine volonté de paix — en fait d'une certaine idée du bonheur... S'il y a ce grand rire qui monte de Vincennes, des chants, des danses et de la musique, c'est que nous sommes tous heureux d'être là, à ce festival de ce

pour quoi nous combattons. Et là, dans cette merveilleuse allégresse populaire, dans cette joie qui peut se faire gouailleuse ou tendre, dans cette gaieté qui se lie aisément avec la gravité <sup>3</sup>... »

Consternant, ce pathos? Insupportable, certes. Mais il faut beaucoup de sécheresse de cœur ou beaucoup d'assurance pour faire la fine bouche devant le contentement du populaire. A moins qu'on ait la force, à ses risques et périls, de lui dire que cette scie du bonheur, entre toutes les chansons susurrées à l'oreille des hommes, est ce qu'on a inventé de plus écœurant, misérable et stérile.

## UN PARTI-SOCIÉTÉ

Le Parti se félicite donc quand ceux qui viennent à lui sont déjà engagés dans des activités multiples. D'abord parce qu'il a conscience de pouvoir leur procurer un élément supplémentaire d'épanouissement personnel. Mais davantage encore en raison de la conception qu'il se fait de sa propre nature, des rapports entre le politique et le social et des canaux diffus par lesquels chemine son influence.

Le parti communiste n'est pas en effet « un parti comme les autres ». La formule, dont l'intéressé n'est pas mécontent, autorise des interprétations variées. Mais en dernière instance, elle traduit le fait décisif que le parti communiste se situe à l'extérieur de la société établie. Dès lors, il déborde, par nature, le domaine, *stricto sensu*, du politique qui est celui des partis classiques — majoritaires ou d'opposition : il ne tient pas seulement ses distances par rapport aux autres partis dont il conteste l'analyse proprement politique, il tient ses distances par rapport à la société qu'il conteste dans ses fondements. C'est en somme, à lui seul, un parti-société, c'est-à-dire un parti porteur d'un modèle social. Ce modèle, pour le rendre convaincant et opératoire, il ne le décrit pas seulement au fil de ses discours et de ses promesses, il en est lui-même une première esquisse : il en est, par son dispositif interne, par ses mécanismes et ses procédures, la version initiale. Ainsi peut s'expliquer que tant de traits propres à la société soviétique se retrouvent dans le *parti* français.

Cette manière d'être un parti-société n'est pas propre à l'école



léniniste : elle fut élaborée et mise au point, au tournant du siècle, par le parti social-démocrate allemand<sup>4</sup>. Lénine la recueillit et, dans cette mesure, témoigne que lui-même se forma à l'époque et dans le monde de la II<sup>e</sup> Internationale. Mais il distingua nettement ce qui rendait précaire l'expérience allemande : la social-démocratie comme puissance politique sociale, échappant à la volonté même de ses créateurs, cessait bientôt de se comporter en élément de déstructuration de la société wilhelminienne pour devenir à l'inverse un élément de sa structuration. La société bourgeoise, en réussissant le tour de force de l'inclure dans sa composante, se consolidait en se faisant plus complexe et d'un agencement plus subtil. Un tel retournement de sens, un tel processus d'intégration était finalement à mettre au compte des capacités d'adaptation d'un capitalisme en mutation.

C'est pour tenter d'éviter ce dérapage que Lénine corrigea, en la raffinant, la notion de parti-société : il conserva, bien entendu, l'idée d'autonomie, maintenant que le Parti devait se constituer en une formation radicalement séparée de toutes les autres formations sociales et se situer le plus à l'extérieur possible de la société globale elle-même ; mais il insista sur le dynamisme offensif dont ce parti-société devait faire preuve de façon à ce que ceux des liens qui, en aucun cas, ne pouvaient être coupés avec la société globale servent non à la pénétration du Parti par la société globale mais à la pénétration de celle-ci par le Parti : ainsi orienté, le Parti serait à l'abri de la dégénérescence sociale-démocrate et ce serait l'adversaire qui verrait sa cohérence menacée.

Parti-société, le Parti doit donc animer des institutions créées par lui de toutes pièces et qui répondent aux besoins matériels, aux aspirations culturelles, aux formes de distraction de ses militants et de leurs familles. La liste est étendue de ces organisations à vocation très différenciée dont le réseau donne aux communistes et à leurs proches le sentiment réconfortant qu'ils sont intégrés dans une véritable micro-société, déjà dotée de tous les mécanismes et perfectionnements d'une société en état de marche, bien qu'elle préfigure aussi et dans le même temps la société socialiste de l'avenir.

Mais parti-société chargé d'enfoncer et de désagréger les institutions de la société établie, le Parti ne saurait en permanence, comme il sait le faire dans les moments de danger, se refermer sur lui-même, se mettre en boule et se laisser couler dans les

ténèbres de l'insaisissable. Il doit être une organisation souple capable d'épouser et de pénétrer le corps social. D'où la nécessité de disposer de militants (en les y envoyant « en mission » ou en les y trouvant) dans des organisations qui n'appartiennent pas ou pas encore au dispositif en pointillé de la société future. D'où la nécessité de déléguer ou de recruter à l'extérieur, « à l'étranger », des combattants qui jouent les francs-tireurs, les éclaireurs.

On saisit ici à la racine cette pratique du « noyautage » qui a fait couler beaucoup d'encre.

Naturellement, pour en juger, il faut commencer par écarter un problème dérivé mais non organiquement lié : à savoir qu'il arrive que le Parti ne se contente pas de déléguer ou de recruter des siens à l'extérieur, il leur demande en outre de ne pas y révéler et même de nier leur affiliation — d'être des « sous-marins »<sup>5</sup>.

Les justifications de cette dernière pratique abondent. Ses défenseurs représentent d'abord que celle-ci est surtout employée dans les moments où la clandestinité est imposée de l'extérieur aux communistes placés, sur une initiative qui n'est pas leur fait, hors de la légalité. Elle est donc un élément du contre-dispositif que les communistes opposent à la répression. Ils ajoutent qu'elle est aussi employée — et les termes dans lesquels ils sont appelés à s'exprimer en témoignent — dans le cadre d'une guerre de classe où même si la clandestinité n'est pas une contrainte *politique*, elle est une contrainte *sociale* : un ouvrier qui se dévoilait comme communiste ne faisait pas long feu dans une usine des années 30. Il y a donc abus quand d'aucuns, sans tenir compte des conditions réelles de cette guerre de classe, feignent de s'indigner des conseils de Lénine :

« Il faut savoir consentir tous les sacrifices, user même — en cas de nécessité — de tous les stratagèmes, recourir à la ruse, aux procédés d'action clandestine, taire, celer la vérité... »

Au vrai, le jésuitisme est partagé : les « sous-marins », même s'ils ont initialement cherché à dissimuler leur appartenance à l'ennemi — l'État bourgeois, le patron — sont amenés à la dissimuler aussi à l'ami, à l'allié, au coéquipier avec lequel il se trouve associé dans le combat, de telle sorte que celui-ci peut s'estimer dupé et tenir le procédé pour moralement douteux. Surtout quand ce procédé aboutit à permettre aux communistes de s'installer, aux dépens de leurs associés, aux leviers de commande.

Il reste que c'est une erreur de penser que la pratique du noyau-

tage se confond avec le « sous-marinage » et d'attribuer à celui-ci les succès de la première.

L'usage de constituer, selon la terminologie officielle et comme en faisait obligation l'article 9 des conditions d'admission à la III<sup>e</sup> Internationale, des « noyaux communistes » (d'où dérive l'expression à consonance péjorative de « noyautage »), outre sa visée générale qui est d'empêcher les communistes de se serrer en une société close immergée dans la société globale, est en effet d'une remarquable efficacité conquérante.

Or cette capacité de gagner des positions nouvelles n'est pas le produit de la ruse avec laquelle les communistes camouflent leurs partisans, elle tient à la nature des rapports qui s'instaurent inéluctablement à l'intérieur d'une quelconque organisation où coexistent communistes et non-communistes : des rapports qui ne sont pas d'individu à individu, d'homme à homme, mais de puissance collective à personnalité isolée.

Dans ce type de rapports, tout n'est pas à l'avantage du militant communiste : l'homme seul ne représente que lui-même mais, de ce fait, jouit d'une utile marge d'initiative.

Mais la force du militant communiste, c'est de savoir — et que son interlocuteur sache — qu'il dispose d'un formidable corps de réserve, le Parti tout entier, la classe ouvrière, l'Union soviétique, le mouvement communiste international... Réserve de conseils, d'hommes, d'argent.

L'issue dans cette sorte de confrontation ne fait guère de doute. On peut même se demander comment il se trouve encore des volontaires pour s'y prêter. Mais c'est que, tout simplement, il n'existe pas de parade. Ou ce type de rapports, ou pas de rapports du tout : le dilemme n'aurait une solution que s'il était imaginable d'opposer à l'organisation du P.C. une organisation de même nature. Rêverie : car une telle organisation ne se crée pas artificiellement, elle correspond à une situation spécifique — celle d'un Parti qui, à l'extérieur de la société établie mais aux prises avec elle, étend sa compétence à la totalité du champ humain.

## DEUX TYPES DE PRATIQUE MILITANTE

Ainsi s'explique qu'en pratique et par une sorte de division du travail, on finisse par distinguer deux catégories de militants :

ceux qui se consacrent aux affaires propres du Parti et ceux qui déploient leur activité à l'extérieur, dans les « organisations de masse », c'est-à-dire dans les formations de toute nature, tout objet, toute forme, toute importance où des communistes sont appelés à rencontrer des non-communistes.

Cette distinction n'a pas valeur doctrinale. Tous les communistes ont théoriquement part égale à la vie du Parti. Aussi est-il souvent rappelé, même si c'est sans illusion, aux premiers qu'ils ont le devoir d'aller respirer l'air du dehors en « prenant des tâches » dans des organisations de masse et aux seconds qu'ils doivent venir respirer l'air de la maison mère en fréquentant régulièrement leurs organisations de parti.

Cette distinction ne se traduit pas non plus par une quelconque hiérarchisation : à niveau de responsabilité égale (dans la hiérarchie du Parti), le « militant du Parti » n'a pas forcément plus d'autorité (politique) que le communiste « militant d'une organisation de masse ». A tous les échelons, les uns et les autres sont d'ailleurs étroitement associés là, où et quand se prennent les décisions.

Mais cette distinction a une énorme importance fonctionnelle. Tandis que « l'homme du Parti » incarne la loi, la permanence, les principes, les communistes des organisations de masse sont appelés à jouer les prophètes, à s'abriter derrière la conjoncture, à brandir les réalités. Le premier est porté à l'abstraction; le goût de la spéculation le menace tandis que la capacité de synthèse est sa qualité majeure : il a en effet à conduire un dispositif complexe dont il ne connaît les différents éléments que par ouï-dire et son jeu est celui du joueur d'échecs manipulant des pièces à usage, rayon d'action et démarche diversifiés. Les seconds sont rivés aux affaires concrètes; le goût du détail technique risque de les étouffer; la finesse dans l'analyse du réel est leur meilleure sauvegarde : ils sont en effet le siège d'une dialectique qui n'a pas de fin. Représentants du Parti auprès des « autres » avec qui ils sont associés, ils ont charge en retour de faire prendre en considération par le Parti les intérêts, les inquiétudes, les aspirations de ces « autres » dont ils sont les mandants à l'intérieur de leur organisation commune.

C'est dire que « l'homme du Parti » peut embrasser davantage mais peut être aussi plus figé, brutal et cassant, il peut avoir plus d'ouverture sur l'avenir mais peut aussi s'égarer dans les nuées



(ou dans les résolutions de papier), se dessécher faute d'enracinement dans le quotidien et le concret. C'est dire que les militants des organisations de masse sont souvent plus souples, plus attentifs, plus sensibles à leur entourage, moins doctrinaires.

Encore convient-il de ne pas attacher trop d'importance à des traits psychologiques relativement secondaires. Quand, par exemple, dans les années qui suivirent le XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., certains crurent pouvoir penser que, peut-être, Benoît Frachon serait mieux à même que Thorez de dégager, à travers l'épaisse broussaille du stalinisme français, le chemin d'un « retour au léninisme » — entendu alors dans un sens libéral —, l'erreur venait de ce qu'on interprétait les silences et les prudences de Frachon comme l'expression d'un jugement politique de fond alors qu'ils ne relevaient que d'un comportement extérieur justifié par les contraintes spécifiques de la direction du mouvement syndical.

En fait, même en s'en tenant à de trop fragiles analyses psychologiques, les communistes des organisations de masse ont à résoudre de difficiles problèmes de dosage. En effet le mouvement dialectique dont il a été question plus haut, bien qu'en théorie il soit sans fin, finit par se ralentir singulièrement et se figer. L'homme qui en a été le siège devient alors l'homme d'un seul rôle : ou bien il se veut seulement le délégué du Parti « à l'étranger », « en mission », ou bien il se veut l'homme de son organisation, des adhérents qui lui ont fait confiance quelle que soit leur appartenance politique, et sa qualité de communiste risque, même à ses propres yeux, de s'estomper. C'est pour éviter ce durcissement, pour éviter aussi que se créent des spécialisations, des lobbies ou des fiefs que les militants des organisations de masse sont assez fréquemment changés d'affectation.

## COMMUNISTES DANS LES SYNDICATS

A vrai dire, notre analyse reste abstraite et psychologique dans la mesure où elle confond, sous la rubrique d'« organisations de masse » telles associations mineures et une « courroie de transmission » aussi grosse que la C.G.T.

Naturellement le Parti veille à ce que ses adhérents syndicalisables soient syndiqués. On pourrait pourtant penser que la



vigilance en ce domaine est superflue. Pas du tout : « Sur 96 733 camarades syndicalisables à la C.G.T., 23 177 (soit près de 24%) ne sont pas syndiqués <sup>6</sup>. »

Mais le problème à aborder ici est tout autre : c'est celui de l'originalité du type de militant qu'est le « communiste qui milite dans les syndicats », son originalité tenant à la tradition complexe à l'intérieur de laquelle il est formé et se meut.

A l'origine, deux traditions radicalement opposées <sup>7</sup>. D'un côté, la tradition du syndicalisme révolutionnaire français dont le cœur, c'est que le syndicalisme comme tel suffit à tout, et en particulier à conduire la classe ouvrière à la révolution sociale, puis à l'instauration d'une société sans classe où le syndicat sera précisément la cellule élémentaire. De l'autre, la tradition du bolchevisme russe qui s'est distingué, entre tous les courants socialistes russes, par son opposition au développement d'un mouvement ouvrier russe autonome, facteur, selon lui, de déviation « économiste » : la théorie de la subordination syndicale au Parti, centre unique d'impulsion et de direction du mouvement révolutionnaire, est au nombre des principes constants du léninisme.

Rien n'était donc au départ plus contradictoire que la conception doctrinale dont étaient respectivement porteurs syndicalistes français et communistes russes quant à la nature, au sens et à l'objet du syndicalisme dans ses rapports avec la révolution et le socialisme.

Or cette contradiction doctrinale de fond était d'autant plus mal venue que, dans les années qui suivent la révolution d'Octobre, une fraction du syndicalisme français, par ailleurs parfaitement convaincue de la justesse de ses propres idées en matière syndicale, se tourne vers le bolchevisme et devient l'ossature du premier courant favorable à l'implantation d'un phénomène communiste en France : c'est que cette fraction tire la révolution d'Octobre du côté de son aspect *soviétique* et voit dans le soviét une correspondance russe du syndicat français, c'est-à-dire une forme d'organisation du front unique révolutionnaire des masses prolétariennes et l'unité élémentaire de production dans la société post-révolutionnaire <sup>8</sup>.

De leur côté, les Bolcheviks peuvent se convaincre, avec la reconstitution en 1919 à Amsterdam d'une formidable *Fédération syndicale internationale*, qu'il est inutile d'espérer ruiner le pres-

tige des organisations syndicales traditionnelles dans l'esprit des prolétaires d'Occident : ils admettent donc de rechercher un compromis qui ne récusé pas la théorie bolchevique de la subordination syndicale mais qui ménage assez l'originalité du syndicalisme européen pour qu'au moins son aile gauche apporte le soutien de son dynamisme révolutionnaire au mouvement communiste international.

Ce compromis s'incarna, à l'échelle internationale, dans la création d'une *Internationale syndicale rouge* (plus connue sous le nom de *Profintern*), laquelle était affiliée à l'*Internationale communiste* mais avait néanmoins une existence distincte — « indépendante » dans le vocabulaire léniniste : de cette manière, les syndicats qui souhaitaient se placer sous le signe de la révolution d'Octobre n'avaient officiellement à connaître qu'un organisme de type syndical.

Cependant, en renonçant à l'adhésion directe des syndicats révolutionnaires à l'I.C., les Bolcheviks entendaient ne faire qu'une concession transitoire et d'ordre pratique à ce qu'ils appelaient les préjugés et survivances du mouvement ouvrier français : au plan de la théorie, ils maintenaient leurs idées de fond quant à l'antériorité et à la supériorité du Parti sur le syndicat, à la légitimité de ses pouvoirs reconnus de direction, et ils exigeaient des communistes de stricte observance qu'ils s'emploient à faire triompher les unes et l'autre. C'est pourquoi les 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> conditions d'admission à la III<sup>e</sup> Internationale prévoyaient explicitement que les partis devaient non seulement « poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats » mais encore y constituer des « noyaux communistes » qui, « complètement subordonnés à l'ensemble du Parti », auraient pour mission de conquérir les syndicats au communisme.

Compromis instable dont les bases devaient très vite s'effriter avec la discussion qui se développa à l'automne 1920 au sein du Parti bolchevique sur les modalités d'insertion du mouvement syndical russe dans la nouvelle société soviétique; avec le développement en France, au sein de la fraction syndicaliste la mieux disposée à l'égard du bolchevisme, d'une attitude critique à l'encontre du système soviétique; enfin avec la naissance d'un parti communiste français où l'élément numériquement décisif était issu de la majorité du vieux parti socialiste (que les syndicalistes n'avaient jamais porté dans leur cœur).

Ainsi s'explique la dure bataille que les bolcheviks durent mener, au sein même du parti français, pour convaincre leurs propres partisans de la justesse de leurs thèses syndicales : dès le I<sup>er</sup> congrès du jeune parti communiste à Marseille en décembre 1921, les délégués français avaient contesté les principes que voulaient leur imposer les représentants de l'Internationale communiste en matière d'action syndicale :

« Les thèses sur la politique syndicale, rédigées par Amédée Dunois, furent soumises à une critique sévère par les délégués pour avoir voulu imposer en France cette idée-clé du *Komintern* : la suppression de l'autonomie syndicale et la subordination des syndicats au Parti. De même que sur le problème du présidium, la majorité conserva la forme, mais modifia la substance de la suggestion du *Komintern* : les thèses sur la question syndicale furent modifiées conformément aux critiques exprimées par la majorité et lorsqu'elles reçurent ensuite l'approbation du congrès, la ligne officielle du parti français fut exactement à l'opposé de ce que le *Komintern* voulait, car le congrès de Marseille proclamait la volonté du Parti de « respecter le droit des syndicats » de se gouverner et de s'administrer par eux-mêmes en dehors de toute injonction, de toute tutelle, de toute subordination<sup>9</sup>. »

Il fallut en pratique éliminer, en 1924-25, la génération communiste issue du syndicalisme révolutionnaire pour que les thèses bolcheviques en matière syndicale aient enfin le champ libre.

Ainsi s'explique de même que, loin d'être homogène, la C.G.T.U., issue en 1921 de la scission de la C.G.T., ait rassemblé communistes et syndicalistes révolutionnaires mais que les thèmes (et les hommes) qui se rattachaient au second groupe en aient été progressivement évacués.

Très vite en effet, la C.G.T.U., où, dès les premiers mois de 1923, la tendance communiste s'était méthodiquement organisée dans des « commissions syndicales » dirigées par une « commission syndicale centrale » du comité central du Parti<sup>10</sup>, devait apparaître seulement comme une tentative d'acclimater en France les idées bolcheviques sur les rapports entre le Parti et les syndicats.

Tentative conduite sans faiblesse : en 1929, le X<sup>e</sup> plenum du comité exécutif de l'Internationale fait décider, sur rapport de Manouïlsky, qu'il convient d'obtenir des communistes militant

dans les syndicats une combativité plus grande afin de faire reconnaître par l'ensemble du mouvement syndical « le rôle dirigeant du Parti ». A Moscou même est rédigé en ce sens un texte que les communistes sont chargés de défendre au prochain congrès de la C.G.T.U. :

« Le Congrès (de la C.G.T.U.) précise, enfin, sa détermination de travailler sur tous les terrains, en accord étroit avec le parti communiste, *seul parti du prolétariat*, et de la lutte des classes révolutionnaires qui, au travers de toutes les batailles de la période écoulée, *a conquis sa place de seule avant-garde prolétarienne dirigeante du mouvement ouvrier.* »

Mais, peu convaincus de l'urgence qu'il y avait à contraindre les maigres syndicats unitaires à cette capitulation publique au bénéfice du Parti (dont profiterait sans nul doute la C.G.T. rivale), craignant au surplus qu'une importante minorité, fidèle aux traditions syndicales d'indépendance, refuse purement et simplement de voter le texte rédigé à Moscou, les communistes français croient pouvoir ajouter, au moment de le soumettre effectivement au congrès de la C.G.T.U., un paragraphe moins abrupt :

« La proclamation de ce rôle dirigeant et sa reconnaissance ne sauraient être interprétées comme la subordination du mouvement syndical ni une modification quelconque dans les rapports organiques et statutaires entre le parti communiste et les organisations de masse que sont les syndicats unitaires. »

Or l'I.C. ne l'entendait pas du tout de cette oreille et pria la direction de sa section française de condamner l'additif comme une *faute politique grave* :

« Soi-disant destinée à dissiper la confusion qui régnait au sein de la majorité confédérale, cette adjonction atténue et révisé en fait la définition du rôle dirigeant qui était contenue dans le texte primitif. Elle est dans son fond une concession à la minorité et aux éléments hésitants de la majorité et doit être absolument rejetée par les communistes » (*Cahiers du bolchevisme*, janv. 1930, p. 78).

Il est vrai qu'en 1929 la direction de l'Internationale communiste — c'est l'époque de la fameuse « troisième période »



— ne raffine pas sur le détail et ne cherche pas précisément à arrondir les angles : dans les années suivantes, sans remettre en cause les principes de base, on admettra qu'il suffit — sans qu'il soit nécessaire de le proclamer *urbi et orbi* — de gagner même par le noyautage les postes de direction dans les syndicats. Ce à quoi réussit fort bien la commission syndicale centrale qui, auprès du comité central, a la charge de coordonner l'action des « fractions communistes » dans les différents syndicats.

En 1936, réunification syndicale <sup>11</sup> : pourquoi celle-ci est-elle aisément obtenue, alors que la tentative de réunifier le socialisme français, à la même époque, échoue ? Cela tient, semble-t-il, à ce que les communistes eux-mêmes, qui allaient pourtant s'efforcer, selon la terminologie de leurs adversaires, de « coloniser » les syndicats réunifiés, participaient encore plus ou moins clairement à une certaine façon non bolchevique de comprendre le syndicalisme.

Comment cela ?

La division en matière syndicale, telle que l'avait institutionnalisée l'éclatement de la C.G.T. en 1921, n'était pas scandaleuse en effet si le syndicalisme était, à la manière bolchevique, conçu comme un stage pédagogique dans le procès de l'éducation communiste des prolétaires révolutionnaires. En revanche, au regard du syndicalisme classique, tel qu'il avait été compris et pratiqué dans la France d'avant 1914, la scission syndicale, la destruction de l'unité étaient la négation de sa raison d'être : l'union et l'organisation de *la* classe des exploités — les « producteurs » — face à *la* classe des exploités.

La réunification syndicale, dans son fond, marquait donc à n'en pas douter qu'après une expérience malheureuse pour introduire dans le mouvement ouvrier français la conception bolchevique du syndicalisme, on en revenait unanimement à la conception classique et traditionnelle.

Sans doute cette leçon fut-elle masquée et obscurcie par le fait que les communistes, s'élançant dès 1936 et par la suite à l'assaut des postes de commande, aux différents échelons, des syndicats réunifiés, surent tirer de remarquables avantages pratiques de leur défaite théorique.

Cet assaut, à vrai dire, aurait pu se comprendre dans une perspective proprement syndicaliste : car la lutte de tendances n'était pas contraire ni même étrangère à la tradition. Encore



aurait-il fallu que les tendances aux prises fussent intérieures au mouvement syndical, qu'elles expriment des oppositions nées véritablement sur le terrain syndical, qu'elles surgissent des entrailles mêmes du syndicalisme. Tandis qu'en réalité la lutte de tendances, telle que les communistes la menèrent, se déroula entre camps dont l'un, même s'il avait pris position sur le champ de bataille, représentait l'élément avancé d'une armée dont le gros cantonnait à l'extérieur. Elle fut conduite en outre selon les techniques communistes de la prise du pouvoir par l'intérieur, techniques qui firent merveille.

Aux six Fédérations syndicales — l'agriculture, le bâtiment, les produits chimiques, les métaux, les cheminots et le verre — qui, dès la réunification, furent dominées par les communistes, s'ajoutèrent bientôt les Fédérations du textile, du papier, des cuirs et peaux. Aux 7 Unions départementales de syndicats à majorité unitaire en 1936 — les Alpes-Maritimes, le Gard, le Vaucluse, l'Isère, la Loire, le Lot et l'Yonne —, s'ajouta une vingtaine d'autres unions.

La clef de cette exceptionnelle réussite technique, j'aurais tendance à penser que ce fut la réserve, très mobile dans son emploi, de cadres polyvalents dont les communistes disposaient depuis que l'Internationale avait exigé, avec la bolchevisation, la mise sur pied d'un réseau étoffé de révolutionnaires professionnels permanents. Ce qui, au demeurant, vérifie sous un nouvel angle le rôle fondamental de la génération communiste formée dans les années 24-34.

Il faut en effet se souvenir que la réunification de la C.G.T. intervint dans une conjoncture de formidable croissance des effectifs syndicaux : en septembre 1935, les deux centrales encore distinctes font état, à elles deux, de 785 000 membres. Le notable courant d'adhésion enregistré dès les premiers mois de 1936, puis la « ruée syndicale » de juin se poursuivant encore, bien que *decrecendo*, dans les mois suivants, font que la C.G.T. passe sans doute en son point culminant — au début de 1937 — à 4 millions.

Même si ce dernier chiffre peut être discuté <sup>12</sup>, le fait crucial demeure : l'encadrement antérieur ne pouvait être que débordé par ce changement d'échelle des dimensions de la C.G.T. réunifiée. On comprend dans ces conditions avec quelle aisance, surtout au plan des structures syndicales horizontales (les unions locales

et départementales de syndicats) moins spécialisées, plus indifférenciées que les structures verticales, les communistes purent placer leurs hommes qui avaient l'avantage, sur tous ceux susceptibles d'émerger de la masse des nouveaux syndicats, d'être déjà formés et endurcis ou, du moins, de pouvoir s'appuyer sur les ressources que leur offrait le Parti pour faire face à leurs nouvelles responsabilités <sup>13</sup>.

Grâce à la centralisation de son appareil — et avec l'appui de la section des cadres chargée de tenir à jour le fichier des militants et de leur affectation <sup>14</sup>, la direction du Parti était en mesure de modifier, selon les besoins, la distribution de ses forces et de dépêcher ses hommes aux points les plus nécessaires et les plus avantageux : il revenait alors aux fractions organisées de trouver le moyen d'imposer ceux-ci. Certes, ce n'était possible qu'en raison de l'imparfaite démocratie présidant aux élections syndicales, mais cette démocratie imparfaite est le lot de toute organisation qui connaît brutalement un essor imprévu.

C'est ainsi que Pierre Sémard, qui avait été en 1921, au IV<sup>e</sup> congrès de la Fédération des cheminots, élu secrétaire général puis, de 1922 à 1924, après la scission syndicale, secrétaire général de la *Fédération unitaire des cheminots*, avait pratiquement cessé de 1924 à 1934 de s'intéresser aux affaires syndicales. Membre du bureau politique et secrétaire général du Parti de 1924 à 1929 puis, après le VI<sup>e</sup> congrès (St-Denis), redevenu simple membre du comité central, chargé du contrôle de *l'Humanité*, secrétaire de la région parisienne communiste, il part à Moscou en novembre 1932, sur décision du XII<sup>e</sup> plenum de l'exécutif, pour un stage de rééducation <sup>15</sup>. C'est à son retour qu'il est replacé, sur décision de la direction du Parti, dans le mouvement syndical des cheminots pour y renforcer la fraction communiste. La fusion, en 1935, des deux fédérations de cheminots en fait l'année suivante l'un des secrétaires de la *Fédération unifiée*.

Autre exemple : celui de Charles Tillon qui, métallurgiste et secrétaire de l'Union régionale des syndicats de Nantes, est appelé successivement à la direction de deux fédérations syndicales tout à fait distinctes, celle des produits chimiques et celle des ports et docks.

Le cas le plus curieux est encore celui d'Ambroise Croizat, qui devait être à la Libération ministre du Travail et de la Sécurité sociale. Il semble bien qu'en effet le très jeune Ambroise, par

ailleurs un homme d'une qualité exceptionnelle — sa réserve naturelle et cordiale, sa simplicité réfléchie, sa gravité patiente et un peu triste, la conscience et le désintéressement qu'il mettait à sa tâche sont demeurés vivants dans le souvenir de ceux qui l'ont connu — n'avait jamais beaucoup travaillé, que ce soit dans la métallurgie ou ailleurs, avant de devenir un permanent des Jeunesses communistes lyonnaises. Appelé à Paris en 1926 pour y devenir responsable, sur le plan national, du travail social de la Fédération des J. C., il est assez brutalement transféré de l'appareil des J.C. à l'appareil syndical quand il lui faut, en 1928, remplacer au pied levé, à la tête de la *Fédération unitaire de la métallurgie*, Octave Rabaté, compromis dans une sombre affaire d'espionnage et qui a dû s'enfuir à Moscou pour échapper à l'arrestation.

Quelle que soit d'ailleurs l'ampleur des succès dont l'investissement communiste de la C. G. T. est jalonné, quelles que soient les raisons retenues pour les expliquer, il reste que l'important pour mon propos n'est pas là : il est dans le fait que les communistes mirent toute leur ardeur à remporter ces succès pratiques, non à vaincre sur le terrain de leurs principes.

L'une des expressions les plus claires de ce comportement est le remaniement des statuts auquel le congrès de Villeurbanne en janvier 1936 donna sa ratification. Dans les statuts adoptés en 1925, le chapitre xiv, intitulé *Fractions* et comportant 6 articles très détaillés, stipulait comment :

« Dans toutes les organisations et les organes ouvriers et paysans extérieurs du Parti (syndicats, coopératives, sociétés de culture et d'éducation, sociétés sportives et autres, anciens combattants, conseils d'usines, chômeurs), dans les congrès et conférences, dans les conseils et administrations municipales, dans les parlements, etc., où se trouvent au moins deux communistes, doivent être organisées des fractions communistes destinées à augmenter l'influence du Parti et à appliquer sa politique dans les institutions extérieures au Parti » (art. 49).

Les articles 50 et 51 déterminaient en outre les modes de liaison entre les fractions et les comités correspondants du Parti. L'article 52 enfin déclarait :

« La fraction, en accord avec le comité correspondant du

Parti, présente des candidats à tous les postes importants de l'organisation dans laquelle elle travaille. »

Or ce chapitre décisif, qui concrétisait pratiquement la théorie du « rôle dirigeant » du Parti et précisait ses modalités techniques d'application, disparaît totalement des statuts de 1936. Cette suppression radicale est éloquente. Elle témoigne que le Parti n'entend pas modifier ses conceptions de fond en la matière mais que, les proclamer constituant un obstacle tactique au déploiement de la stratégie unitaire, ce qui se faisait en le disant se fera sans le dire.

Les confédérés mettent-ils comme condition à la réunification syndicale la reconnaissance du principe de l'indépendance syndicale — ce qui visait au cœur le thème de la subordination des syndicats au Parti et la pratique des « noyaux communistes » ou d'une quelconque action fractionnelle conduite de l'extérieur —, la C.G.T.U. où les communistes font la loi y souscrit. C'est l'objet de l'accord fameux du 24 juillet 1935 : les deux délégations confédérée et unitaire adoptent un texte qui sera par la suite intégré dans le préambule des statuts de la C.G.T. réunifiée :

« Le mouvement syndical, à tous les échelons, s'administre et décide de son action dans l'indépendance absolue à l'égard du patronat, des gouvernements, des partis politiques, des sectes philosophiques ou autres groupements extérieurs. »

Pour que cette indépendance ainsi reconnue en théorie se traduise concrètement, les confédérés demandent encore que soit prohibé le cumul de certains mandats syndicaux avec certains mandats politiques. Les communistes cherchent bien à restreindre au maximum le champ d'application de cette clause d'incompatibilité : par mandats politiques, ils veulent comprendre mandats *électoraux*, ce qui n'interdirait le cumul — avec les mandats syndicaux — que de fonctions parlementaires ou municipales mais pas des responsabilités proprement politiques exercées dans la hiérarchie interne du parti. Aussi ne voient-ils aucune objection à élire, lors de leur congrès de Villeurbanne en janvier 1936, 16 dirigeants syndicaux parmi les 45 membres du comité central. Mais quand, quelques semaines plus tard, le congrès de Toulouse de la C.G.T. réunifiée décide explicitement que les membres du bureau confédéral ne pourraient appartenir « aux organismes



directeurs d'un parti politique », les communistes s'inclinent : Frachon et Racamond démissionnent bruyamment du bureau politique.

Or, à leur propre surprise, les communistes qui avaient beaucoup hésité à faire ces concessions — la discussion préalable à Moscou pour obtenir le feu vert avait été chaude — découvrirent qu'ils pouvaient fort bien se passer de l'intermédiaire des « fractions », qu'en pratique toutes les défenses imaginées par les ex-confédérés pour mettre en échec la pénétration communiste, étaient illusoires et que la manière plus souple dont étaient désormais contrôlés par l'appareil central les militants des syndicats était très propre à ce que le Parti tout entier, et pas seulement ses spécialistes, se sente concerné par les affaires syndicales.

La chose resta acquise. Certes on laissa tomber en déshérence la clause d'interdiction des cumuls et Benoît Frachon lui-même réintégra officiellement, au XIV<sup>e</sup> congrès (1956), un bureau politique dont il n'avait jamais sans doute manqué une seule séance depuis 1936. Pour le reste, grâce au capital de cadres éduqués dont il disposait, le Parti n'eut qu'à se féliciter des modalités de direction expérimentées en 1935-36. Dans les secrétariats, bureaux et comités fédéraux du Parti furent appelés à siéger — ouvertement ou discrètement — les secrétaires communistes des unions départementales de syndicats ou des syndicats locaux appartenant à des fédérations importantes. A tous les échelons du Parti furent débattues les affaires syndicales — pas seulement les problèmes généraux d'orientation, mais les questions concrètes comme celles portant sur les objectifs, modalités et tactiques des luttes ouvrières. Enfin et surtout il revint aux organisations du Parti de désigner nommément les communistes qu'elles autorisaient à se porter candidats aux différentes fonctions syndicales. Quand les délégués des congrès syndicaux portaient à des postes importants des militants syndicaux appartenant par ailleurs au parti communiste, ceux-ci avaient préalablement reçu l'investiture de leur Parti. A l'inverse, il devint naturel que des communistes dirigeants de syndicats fussent démis de leurs fonctions syndicales pour des motifs tout à fait étrangers à leur activité dans ce domaine : désormais, en règle générale, il fut entendu que, là où le Parti avait les moyens d'intervenir, serait normalement respecté un parallélisme d'ensemble entre la carrière du militant à l'intérieur du Parti et sa carrière dans la C.G.T. Mieux : il



revint aux organisations du Parti, quand le rapport de forces s'y prêtait, de désigner nommément ceux des non-communistes à qui les communistes apporteraient leurs voix lors des élections syndicales, de façon à éliminer les adversaires les plus résolus : si bien qu'indirectement, au fur et à mesure que l'emprise communiste était plus lourde, les non-communistes appelés à des postes de responsabilité l'étaient sous le contrôle du Parti aussi bien que l'étaient les communistes eux-mêmes.

### LA C.G.T. D'AUJOURD'HUI

La C.G.T. d'aujourd'hui (comme, d'ailleurs, le mouvement syndical dans son ensemble en raison du poids spécifique de la C.G.T.) est donc le produit et le siège d'une incroyable confusion entre le maintien de principes qui renvoient au vieil esprit du syndicalisme français et une pratique tout imprégnée des règles qui président à l'action communiste en général.

C'est cette confusion qui explique que subsiste, chez les communistes militant dans les syndicats, un indiscutable fond d'idées étranger au patrimoine proprement communiste et qui les distingue assez nettement de leurs collègues militant dans l'appareil du Parti.

Mais c'est cette confusion qui explique aussi sans doute le curieux retard d'adaptation, cette espèce de désarroi et de raidissement dont témoigne le mouvement syndical aux prises avec l'évolution des choses du siècle.

Beaucoup d'observateurs avaient pourtant calculé que l'ébranlement des certitudes communistes, dans les dix dernières années, devait normalement avoir une répercussion privilégiée dans cette zone sensible où se situe le syndicalisme. Les mutations intervenues dans les structures économiques, dans les relations industrielles, dans la composition du monde du travail devaient contribuer en outre, en multipliant les questions neuves et en les posant de façon si technique qu'elles ne pouvaient être abordées que par des spécialistes, à donner aux communistes militant dans les syndicats un désir plus vif de réviser des positions sclérosées et de faire que, dans ce domaine plus que dans tout autre, le Parti soit amené à adopter des points de vue inédits.

Or il est difficile de considérer que l'histoire la plus récente de

la centrale confédérée confirme cette attente. Le XXXVII<sup>e</sup> congrès national de la C.G.T., tenu à Nanterre du 12 au 16 juin 1967, a été décevant. A quelques détails extérieurs près — les congressistes renoncèrent par exemple au cérémonial, emprunté aux congrès communistes, consistant à jeter des confettis pour saluer la présentation du nouveau bureau confédéral —, son déroulement fut calqué sur les congrès précédents : rapport-fleuve, à l'ouverture, confirmé, développé, illustré (et non discuté) à l'aide d'exemples concrets par force orateurs dont la plupart ont été désignés à l'avance. Soit en fonction de l'importance de l'organisation territoriale ou professionnelle qu'ils représentent. Soit en fonction du retentissement des luttes récentes menées sous leur direction. Soit encore parce que, devant être promus à de plus hautes responsabilités, il est opportun qu'ils se fassent entendre et connaître de l'ensemble des cadres syndicaux.

Le seul élément surprenant fut le discours, pour l'essentiel consacré à l'affaire du Moyen-Orient, que prononça Benoît Frachon — le dernier qu'il prononçait en sa qualité de secrétaire général <sup>16</sup>. Fut-ce de sa part un ultime rappel, appuyé, de ce que la C.G.T. non seulement ne devait pas avoir d'*autre* politique que celle du P.C. mais encore qu'elle devait endosser *toute* la politique de celui-ci? Ou faut-il penser que cette sortie visait aussi à rendre impensable toute interrogation ou toute hésitation quant à la validité du choix que le Parti avait fait de l'homme — Georges Séguy — qui allait accéder au secrétariat général alors que certains avaient un temps pu songer à d'autres candidats dont l'envergure était plus évidente mais qui avaient le malheur d'être juifs? Quoi qu'il en soit, on ne peut s'empêcher de relever avec quelque gêne que la plus haute autorité du monde du travail, sans prendre même la peine de sacrifier à la technique consistant à enrober les thèmes de l'actualité politique dans les préoccupations propres au mouvement syndical, reprit à son compte les archétypes d'un virulent antisémitisme populaire.

Au demeurant, la désignation de Georges Séguy comme secrétaire général de la C.G.T. fait à elle seule problème : comment et pourquoi cet homme de format courant en vient-il ainsi à occuper une fonction-clef? Faut-il, de façon subalterne, imaginer que Frachon tente, par ce biais et sous l'habit de président, de conserver la direction réelle des opérations? Faut-il plutôt incriminer un mode de sélection qui favorise le népotisme? Ce qui frappe en

effet, c'est l'incroyable absence d'*expérience vraie*, à l'extérieur comme à l'intérieur du Parti, du nouveau secrétaire confédéral : en vérité un fort mauvais exemple de ce qu'il faut entendre quand on met l'accent sur la relative originalité des communistes militant dans les syndicats, c'est-à-dire des communistes dont la fidélité essentielle à leur Parti n'est pas en doute, mais qui, immergés dans le monde syndical et affrontés au réel économique-social, se trouvent portés à retourner aux sources ou au contraire à innover dans le domaine qui leur est propre.

*A l'extérieur du Parti?* Benoît Frachon, fils de mineur, était à 11 ans, dans sa ville natale du Chambon-Feugerolles, près de Saint-Étienne, embauché à l'usine <sup>17</sup>. A 16 ans, il participe à sa première grève, s'inscrit au syndicat et entre dans un groupe libertaire : « Quand je vois mes vieux livres de cette époque, dit-il, j'y trouve un peu de tout sauf les œuvres des maîtres du socialisme scientifique. » Soldat au moment de la déclaration de guerre, il est affecté, de novembre 1914 à janvier 1918, à l'usine d'armement de Guérigny dans la Nièvre, arsenal de la Marine où sont concentrés des centaines d'ouvriers spécialistes, parmi lesquels de nombreux syndicalistes. Rappelé en janvier 1918 dans le service actif, il est muté comme mécanicien dans l'aviation : qu'il s'agisse du camp d'Avord dans le Cher ou des cantonnements situés à Bron, dans les Vosges, en Alsace, en Rhénanie occupée, les divers dépôts de mécaniciens d'aviation où passe Frachon sont des centres particulièrement actifs d'agitation révolutionnaire — au sens large du terme. Démobilisé en août 1919, le jeune métallurgiste se fixe d'abord à Marseille où il fréquente assidûment un groupe de syndicalistes libertaires du Bâtiment puis en 1922 retourne au Chambon-Feugerolles où il travaille aux Aciéries de Firminy. Ce n'est qu'en 1924, après une période de chômage dû à ce qu'il avait été licencié pour avoir refusé de tourner un tube de torpille, qu'il devient « permanent ».

Ainsi Frachon a derrière lui près de vingt années d'expérience multiforme : humaine, professionnelle, syndicale et politique quand il aborde, avec le P.C., le tournant décisif de la bolchevisation.

Rien de comparable pour Georges Séguy. Fils d'un cheminot communiste très estimé, il appartient à la catégorie des « fils respectueux » qui ont embrassé la foi paternelle. Certes il a, de ce fait, connu à moins de 17 ans (il est né à Toulouse en 1927)

l'affreuse expérience humaine de la déportation. Mais, par contre, il n'a guère d'expérience professionnelle. Typographe, il doit, pour des raisons de santé, abandonner son métier et son père le fait entrer à la S.N.C.F. Il n'a pas 24 ans et moins de 5 ans d'ancienneté qu'il devient un permanent.

*A l'intérieur du Parti?* Frachon s'est à ce point consacré et identifié au mouvement syndical qu'on oublie qu'il n'est devenu secrétaire de la C.G.T.U. qu'en janvier 1933 — à 40 ans. Encore cette consécration syndicale fut-elle interrompue dans la période de la Résistance où il assura, avec Duclos, la direction de l'appareil communiste clandestin. Au demeurant, Frachon avait exercé des fonctions proprement politiques. Adjoint au maire du Chambon en 1922, il devint, après avoir exercé de 1924 à 1926 les fonctions de secrétaire de l'Union départementale des syndicats de la Loire, secrétaire de la région lyonnaise du Parti. Délégué au printemps 1926 au plenum du comité exécutif de l'Internationale (c'est son premier voyage à Moscou), il est la même année élu au comité central du Parti français. En 1928, nommé au VI<sup>e</sup> congrès de l'I.C. membre suppléant de son comité exécutif, il est appelé à diriger la commission syndicale centrale et à participer au secrétariat du Parti. Ces charges sont traversées en 1929 par un séjour à la Santé durant lequel il est remplacé par Vassart. Mais libéré en mai 1930, il les reprend, est de surcroît, aux élections de mars 1932, candidat (malheureux) à Aulnay-sous-Bois jusqu'à ce que, sur décision prise au XII<sup>e</sup> plenum de l'exécutif (septembre 1932), Gitton le remplace à la tête de la commission syndicale centrale tandis qu'il remplace Monmousseau comme secrétaire de la C.G.T.U.

Encore ne sont-ce là que des points de repère. Pour Séguy, c'est plus simple. Après être entré au secrétariat de la Fédération des cheminots où le vieux et puissant Tournemaine faisait régner la loi des grands ancêtres, il est allé tout bonnement faire ses classes... à l'école centrale du Parti. Puis il a gravi sereinement les échelons de la hiérarchie : membre du secrétariat de sa Fédération en 1949, secrétaire général adjoint en 1956, il en devient en 1961 le secrétaire général quand le titulaire est atteint par la limite d'âge, et de ce fait, il prend alors place, comme tous les secrétaires des grandes Fédérations, à la Commission administrative de la C.G.T. Parallèlement, et comme c'est la norme pour un communiste exerçant d'importantes fonctions syndicales, il devient en même temps un dignitaire dans l'ordre du Parti : membre du



comité central en 1954, membre suppléant du bureau politique en 1956, réélu en 1959 et 1961, il est membre titulaire du bureau politique depuis 1964.

Ce profil biographique suscite donc une première inquiétude : communiste de toujours mais, de surcroît, communiste n'ayant qu'une expérience monocorde et d'appareil, Séguy apparaît comme le fonctionnaire tranquille d'un parti-famille où il a vécu sa vie d'enfant, d'adolescent et d'homme : dans quelle mesure est-il encore un peu disponible, un peu ouvert à une thématique différemment accentuée ?

Sans compter que la pratique syndicale de Séguy est très particulière : la Fédération des cheminots est une organisation remarquablement structurée — la plus étoffée avec celle de l'éclairage et, de ce fait, susceptible d'enseigner l'art de la gestion à ceux qui sont appelés à la diriger — mais dont les options décisives remontent à l'après-Première Guerre mondiale : depuis le dramatique échec de leur grève de 1920, les cheminots, sauf très brefs encore que violents épisodes et flambées révolutionnaires, ont persévéré dans la voie où ils étaient entrés (un peu par hasard) au cours de la Grande Guerre et qui, dès lors, caractérisa le syndicalisme des entreprises à statut. Un syndicalisme fonctionnel, jouant sa partie dans les mécanismes des relations sociales à l'intérieur de l'entreprise, plaçant au centre de ses préoccupations l'élaboration, l'application, la défense, l'amélioration et l'élargissement du statut et de ses corollaires.

Or ce type de syndicalisme, même s'il n'a pas épuisé ses mérites, ne saurait donner des lumières sur les problèmes posés soit par les secteurs où les rapports sociaux s'expriment très différemment, soit, surtout, par le fonctionnement d'une vie économique où la S.N.C.F. est un cas assez particulier.

Cela explique sans doute que, sauf miracle ou révélation, Georges Séguy soit, de toute la jeune génération de communistes militant dans la C.G.T. l'un de ceux qui ont le moins de chance d'instituer un cours nouveau et de trouver une issue aux angoissants et difficiles problèmes de l'insertion du syndicalisme dans les mécanismes de la société contemporaine \*.

\* Ces pages étaient écrites avant les événements de mai 1968. Je n'ai pas cru devoir les modifier ni les actualiser. Séguy, dans les conditions très complexes du printemps dernier, a manifesté qu'il avait correctement



Il y a là peut-être une raison de plus pour penser que l'évolution du communisme, si évolution il y a, part du centre du dispositif et non pas de ses marges. Au contraire de ce qui se passa en 1936, l'unité syndicale risque donc cette fois de suivre l'unité socialiste. Est-ce une manière de dire que ce n'est pas pour demain?

assimilé l'enseignement communiste classique dont il est le produit. Ce baptême du feu, il l'a donc — du point de vue des critères de son Parti — plus qu'honorablement subi. Mais la question reste ouverte quant à sa capacité de sortir des sentiers battus pour répondre aux situations inédites auxquelles est confronté le monde du travail, hors de la conjoncture somme toute classique d'un mouvement de grèves avec occupation, fût-il d'ampleur nationale.

La sociologie religieuse a sélectionné des indicateurs permettant de mesurer les degrés de pratique des fidèles. De même, la sociologie politique pourrait définir des degrés d'adhésion en fonction de l'assiduité aux différents types de cérémonies culturelles : la fréquentation aux assemblées de cellule correspondrait *grosso modo* pour les communistes à la fréquentation de la messe pour les chrétiens. Le nombre moyen de soirées consacrées chaque semaine à l'activité militante constituerait sans doute un critère valable autorisant à distinguer entre le « militant actif » et le simple adhérent ; celui-ci, comme le pascalisant, pourrait être défini par sa participation à deux cérémonies majeures : la « reprise des cartes » en janvier et la « Fête de l'Humanité » en septembre.

Cependant, cette procédure a la faiblesse de n'opérer les clivages que sur la base de conduites extérieures : or le problème le plus captivant n'est pas là. Il est dans le degré de réforme personnelle auquel incite le fait d'adhérer au communisme.

### ADHÉSION POLITIQUE

Il y a en effet une première manière, mesurée, et pour ainsi dire cartésienne, d'être communiste : c'est la manière de qui circonscrit rigoureusement ses obligations de militant à la seule sphère de la politique.

Lapalissade ? Pas du tout. Concevoir son adhésion au communisme comme une adhésion à un *parti politique*, comme le choix d'une politique entre d'autres n'est pas témoigner de candeur intellectuelle ou, si l'on préfère, de clarté d'esprit : c'est se situer dans une catégorie de communistes répandue surtout dans les couches plébéiennes qui sont venues au P.C. comme au parti de gauche le plus « radical », comme au parti le plus « républi-

cain » du camp républicain, comme à l'héritier légitime du radicalisme jacobin puis du socialisme guesdiste. Le communiste du sud de la Loire, du Midi rouge, tout particulièrement du Sud-Ouest, appartient fréquemment à cette catégorie-là : c'est pourquoi les paysans communistes de la Corrèze ou de la Dordogne n'ont jamais éprouvé de troubles de conscience à ne pas être de farouches partisans de la collectivisation des terres..., pas même des formes plus modestes, et plus modernes, de la coopération agricole.

Le communiste de cette manière-là serait d'ailleurs fort étonné qu'on déduise, de son appartenance proclamée, que le Parti a quoi que ce soit à dire, ou même seulement à voir, avec ce qui, dans sa vie, ne relève pas de la politique. Par contre il aime et il fait « de la politique » : ce qui n'est pas le cas, on le verra, des communistes de plus stricte observance qui « n'aiment pas la politique » et d'ailleurs n'en font guère — j'entends ici politique, non pas dans son sens le plus étroit de politique électorale et parlementaire, mais dans son sens le plus large : les affaires publiques, les affaires du monde.

Les spéculations de café du Commerce, les « discussions politiques » entre hommes, la « dimension politique » concrète de la vie locale ou nationale — plus rarement internationale —, voilà ce qu'affectionnent ces communistes première manière, fils d'une civilisation de plein air où la fréquentation du forum attestait la dignité des hommes libres. N'est-ce pas d'ailleurs à ces communistes-là qu'on doit l'idée répandue — et fondée — que les communistes ont le sens de l'État? Plus précisément même : le sens de la Cité. Sans doute ont-ils substitué à la vieille et claire appellation de « citoyens » — de résonance juridique et délibérément « politique » — celle, plus sombre et plus farouche, de « camarades » : mais, au premier appel à l'union des gauches, resurgissent chez eux, intactes, les notions de discipline républicaine et de salut public.

## ADHÉSION EXISTENTIELLE

Il y a une seconde manière, plus ample, moins sélective mais non moins détendue d'être communiste : une manière existentielle. Elle est le fait de ceux pour qui appartenir au parti commu-

niste constitue un état de nature. Qui le sont « de naissance » : pas nécessairement parce qu'ils sont nés dans des familles communistes, mais parce que l'option communiste a dérivé tout uniment chez eux de leurs coordonnées nationales, sociales, professionnelles, culturelles. Moins parti politique que milieu de vie, le P.C. n'est alors que la structure d'accueil conforme aux virtualités initiales et l'adhésion est vécue comme un accomplissement logique, rationnel, *normal* : ce qui explique qu'elle soit, dans ce cas, rarement précoce. Sauf conjoncture exceptionnelle qui accélère l'évolution — une grève, une période d'agitation politique, parfois une campagne électorale —, le jeune ouvrier en effet ne se précipite pas : devenir un militant, c'est comme devenir père de famille, contracter des responsabilités nouvelles qui vont de soi mais qui impliquent le vieillissement. A l'encontre de l'étudiant qui adhère souvent d'autant plus jeune que son adhésion est vécue comme une rupture ou une tentative de rupture avec sa famille, l'âge moyen de l'adhésion pour un ouvrier qui s'accomplit en devenant communiste se situe, semble-t-il, vers 24-25 ans, au retour du service militaire, et même après une assez longue période d'acquisition des gestes du métier et de stabilisation professionnelle, souvent au surplus à l'issue d'un débat intérieur qui a fait balancer l'intéressé entre deux voies : celle du combat politique et celle du perfectionnement technique; entre deux perspectives : devenir un militant ou devenir un technicien, sinon un ingénieur.

On ne saurait trop observer que ce type de *curriculum*, s'il offre des choix et implique des sacrifices, est cependant dominé par la notion de conformité. Ainsi s'explique que le militant de cette catégorie — le modèle préféré des romanciers populistes et des responsables aux cadres — est un homme solide, pleinement mature, ayant totalement intériorisé ses options : serein, convaincu, enraciné, représentatif. Mais menacé de sclérose : la bonne conscience endort, et la trop grande harmonie avec le milieu environnant.

On touche peut-être ici à l'un des ressorts qui ont fait glisser le Parti hors de la sphère révolutionnaire : beaucoup de ses militants sont parfaitement « adaptés », non dans le sens d'un embourgeoisement, comme on le dit trop vite, mais dans le sens d'une adéquation complète avec le Parti devenu un mode et un milieu de vie.

## ADHÉSION IDÉOLOGIQUE

Il y a enfin une troisième manière d'être communiste : une manière qu'on pourrait qualifier d'idéologique. C'est la manière, en règle générale, des étudiants et des intellectuels.

Non qu'on ne trouve des intellectuels communistes qui appartiennent à la première manière : ceux-là continuent les traditions de la haute Université d'avant 1914, de ces « socialistes de la chaire » jacobins, patriotes, maçons, cartésiens parce que mécanistes, kantien quand ils avaient de l'audace, contempteurs d'une dialectique qu'interdit l'esprit de rigueur, le souffle un peu étroit, parfois mesquins, puérilement honteux d'humaines faiblesses dont les secrets les offusquent, discrètement ambitieux mais timorés et finalement indifférents, pas toujours aussi naïfs qu'ils ont bien voulu le faire croire, fort amateurs de mystifications pourvu que celles-ci fussent en référence avec des souvenirs gréco-latins, au demeurant scrupuleux, érudits, affables, croyant au bien, au progrès, à la justice, au travail, à la vérité.

A vrai dire, ces intellectuels-là — professeurs, médecins, scientifiques — sont fort nombreux dans le P.C.; ils y sont honorés; on prend garde de ne pas les troubler avec des affaires — par exemple celles de l'intelligentsia dans les pays socialistes — qui sont extérieures à leur claire conception du monde et à une sensibilité fine mais sèche et dépourvue d'imagination; leur goût de l'abstraction et leur aptitude à réduire la complexité du réel concret à des notions, à des essences, à des épures, à des principes, font qu'ils sont, parce que sceptiques, d'un maniement assez aisé. En somme, n'ayant jamais cru devoir se refaçonner à l'image du Parti, ils acceptent fort bien à l'inverse que le Parti ne soit pas à leur image : cette distance, faite d'un peu de mépris et de beaucoup d'indulgence réciproques, assure les bons rapports.

On peut même se demander si les intellectuels communistes de ce type ne sont pas en fin de compte les plus nombreux : discrets, ils constituent la piétaille ironique, détachée et serviable des cellules universitaires. Mais quelque nombreux qu'ils soient, ils ne sont pas vraiment significatifs : vieilles gens savoureux, ils demeurent comme les témoins d'une époque qui s'apaise dans les lointains de la mémoire, d'une époque préléningiste et pour



tout dire « classique ». Ils sont d'ailleurs venus tardivement au Parti : beaucoup s'étaient longtemps accommodés de la « vieille maison » qu'était la S.F.I.O. et ils n'ont glissé à l'obéissance voisine — pas par modification de leurs opinions rationalistes et positivistes antérieures mais au contraire par fidélité à eux-mêmes et sans drame — qu'à l'époque du Front populaire et dans les années de la Résistance et de la Libération.

Mais les intellectuels communistes qui comptent appartiennent à une tout autre lignée et procèdent d'une autre dynamique : la dynamique de la *conversion*.

Déjà on avait observé que les intellectuels qui furent en France, dans les années 20, gagnés parmi les premiers au communisme, étaient issus des milieux anarchistes et syndicalistes-révolutionnaires, à dominante sorélienne, et frottés de bergsonnisme. Le petit monde des intellectuels rollandistes, rassemblé dès 1914 en Suisse, donnait par exemple du nerf à son pacifisme en le corsant de bolchevisme.

Or l'anarchisme — ce feu qui court, dévorant les marges et les fentes de la société organisée, ce feu qui, ayant longtemps couvé, jaillit haut et clair, avec la brusquerie et la dérision des catastrophes cosmiques — a séduit, dans les années 90 du siècle dernier, l'intelligentsia française fatiguée des raisons et de la raison raisonnante de nos scientifiques. *L'intelligentsia*, et pas les intellectuels : je veux dire pas les professeurs, pas ceux qui tiennent la vie pour une longue carrière où la vérité se conquiert au petit point. Pas non plus d'ailleurs les écrivains et les artistes abondants et solides qui ont le répondant de leur talent. Mais les marginaux, les trop jeunes, les paresseux, les incongrus, les génies, les minables, les rêveurs, les rétifs, les inguérissables d'on ne sait quelle maladie, les critiques, les médecins, les héros fatigués, tous ceux qui, pour des raisons professionnelles, sociales, intellectuelles, personnelles, donnent la migraine aux programmeurs, tant ils sont inclassables et imprévisibles. Les « en dehors », les « réfractaires », les « hors du troupeau » pour reprendre des titres de journaux anarchistes.

Qu'est-ce donc que l'anarchisme ? Une rupture. Une négation. Un refus. L'extériorité radicale par rapport au monde, à la société, à la civilisation, aux valeurs établies : le même stupéfiant entêtement bloque les intellectuels libertaires du procès des

Trente (1894), ceux du procès des survivants de la bande à Bonnot (1913), les dadaïstes et surréalistes au retour de la plus sanglante des guerres. Comment, à la lumière de ces séquences, tenir mai 1968 pour un incompréhensible égarement?

Mais l'adhésion à l'anarchie n'est pas seulement rupture avec la société établie, elle est rupture plus intime, plus exigeante : avec le moi établi dans la société établie. Toute biographie d'anarchiste comporte cette cassure : cette mort et cette résurrection. Cette conversion à une réforme personnelle. Changer la vie, c'est d'abord changer sa vie.

Or l'adhésion au communisme, entendue d'une certaine façon, comporte pour les intellectuels le même arrachement intérieur, la même procédure de condamnation, d'expiation et de renaissance. C'est que, dans la ligne de l'interprétation orthodoxe que la social-démocratie allemande avait imposée du marxisme, le bolchevisme et ses filiales assument cette entreprise, dérisoire et pathétique, de fonder en théorie le droit du Parti, au nom du socialisme de demain, à dire dès aujourd'hui le vrai, à le décider, à le promulguer. De là, ces tensions perpétuellement récurrentes dans les rapports que le P.C. entretient avec les intellectuels : ceux-ci, par leur existence même et en tous cas dans l'exercice de leur activité spécifique, démentent que le Parti, c'est-à-dire la seule préfiguration du monde à venir, soit la source de la science, un parti-science. De là encore, l'originalité propre de l'intellectuel communiste — et le défi qu'il se lance à lui-même. Il n'est pas seulement un homme qui « honore » son parti, un militant qui apporte sa contribution à la vie politique de l'organisation dont il est membre. Il est — il peut être du moins, car sur ce chemin, tous ne s'avancent pas ou n'avancent pas également, sans d'ailleurs qu'il leur en soit tenu nécessairement rigueur — un homme qui ose, au plus intime de lui-même, une expérience initiatique complexe, l'adhésion au Parti marquant le début d'un long et aléatoire processus au bout duquel, s'étant « placé sur les positions de la classe ouvrière », selon la formule classique, doit apparaître un « intellectuel de type nouveau ».

Expérience fascinante. Que ce soit dans les années 20, 30 ou après la Seconde Guerre mondiale, un nombre finalement assez considérable d'hommes, qui n'étaient ni complètement stupides, ni complètement naïfs, ni complètement pervers (pris dans leur ensemble, c'était même plutôt des hommes du commun : c'est-à-

dire de bonne volonté et professionnellement qualifiés) est entré dans une interprétation générale du monde — dont la suite a démontré qu'elle était largement erronée. Comme était largement erronée l'idée qu'ils se faisaient de la société qu'ils combattaient, des temps où ils vivaient, des hommes dans lesquels ils plaçaient leurs espoirs. Peu importe ici la part de l'erreur. Peu importe même ici que cette erreur, à bien des niveaux, s'apparente à la complicité criminelle — faut-il dérouler cette chronique glacée : l'affaire Nizan, l'affaire Markos, l'affaire Tito, les procès Rajk, Kostov, Slanski, le procès David Rousset-Daix sur l'existence ou non des camps de déportation en U.R.S.S., l'affaire Lyssenko, le 70<sup>e</sup> anniversaire de Staline linguiste et économiste, l'affaire des Blouses blanches, plus près de nous, tout près, l'affaire Soljenitsine, l'affaire Siniavski-Daniel, et le grand silence de Varsovie... ?

Il reste, et c'est là le point nodal qu'on ne peut pas esquiver, que ce dérèglement, pour ceux du moins qui avaient du talent (rien, même le dérèglement, ne pouvant remédier à l'absence de talent) a été producteur d'énergie créatrice.

Sans doute convient-il de faire le point exact du phénomène. D'un côté Picasso, Eluard ou Joliot-Curie avaient beau être des communistes éminents, les rapports de leur art ou de leur science avec leur conviction politique n'étaient pas tout à fait nuls, mais sans doute assez épisodiques, détendus, distendus. De l'autre, il faut bien faire la part de la jactance provinciale dont le P.C. est assez coutumier : Daix et Stil n'étaient de grands écrivains qu'autant que ce monde clos, hors des valeurs classiques, ignorait avec une candeur villageoise le mouvement des idées et des œuvres de la littérature non communiste. Ainsi s'explique que le bilan, individuel et collectif, donne tant de peine à établir et soit affaire de conscience.

Mais la nature de cette démarche initiatique explique pourquoi elle ne fut pas absolument et dans tous les cas un échec. S'il était peu vraisemblable que le biologiste puisse arracher au Partypythie la bonne orientation de recherche, en revanche, le poète, l'artiste, le philosophe, le théoricien en général pouvaient, dans le Parti aussi bien que dans n'importe quel autre monde humain à la fois réel et mythique, trouver inspiration, énergie, ouverture sur une parcelle neuve de beauté ou de vérité. Même au plus sombre du jdanovisme, il y eut des moments de foi et d'enthousiasme, des découvertes illuminantes, des courants vivifiants,

des chemins ouverts qu'il fallait d'abord emprunter pour découvrir qu'ils débouchaient sur des précipices. Et des œuvres qui, dans la multitude périssable, survivent, éternelles fleurs du mal de l'ordre politique.

Finalement, est-il trop aventureux de découvrir ici l'étroite passerelle qui relie le communisme français à un phénomène plus ancien : le phénomène pluriséculaire qu'est, dans l'ordre religieux, le mouvement de la Réforme?

Dans un pays comme l'Italie où même le communisme ne se situe pas franchement hors de l'Église — les communistes continuent à y recevoir le baptême, à célébrer mariages et funérailles religieux —, l'appartenance à la sphère du communisme est moins l'expression d'une aspiration religieuse en milieu athée qu'une sorte de réforme protestante : « La section, écrit avec finesse le dirigeant communiste Pajetta, est ce que furent les paroisses protestantes aux débuts de la Réforme. »

En France, les choses sont plus compliquées.

Dans les premières années de son développement, le phénomène communiste français s'est présenté, lui aussi, directement comme une sorte de Réforme. On est d'ailleurs frappé par la quantité d'hommes nés dans le protestantisme et qui ont illustré ce passage de l'anarchisme au communisme comme modalité profane d'une aspiration fondamentale à briser avec les compromissions. La personnalité fiévreuse et tragique de l'écrivain Raymond Lefèvre me semble de ce point de vue exemplaire.

Il est probable également que la confondante fascination qu'exercent aujourd'hui le marxisme et le communisme sur les « catholiques de gauche » français ont moins à voir avec une claire compréhension de ce que sont effectivement le marxisme et le communisme pour les marxistes et les communistes qu'avec une recherche voilée (camouflée?) des thèmes, de l'esprit et des Églises de la Réforme.

Mais, de manière générale, le fait communiste se déploie en France entièrement hors de l'Église; les militants communistes et, dans leur masse, les électeurs communistes sont absolument et totalement déchristianisés. Dans ces conditions, le Parti est libre de se comporter comme un substitut, un ersatz de l'Église : il peut être entièrement l'Église de ceux qui n'en ont pas, avec ses saints — les grands ancêtres —, ses héros-martyrs, ses assemblées-cérémonies du culte, ses défilés-processions, ses permanents-



prêtres, ses militants-fidèles plus ou moins observants et pratiquants, ses rites et son langage.

Au demeurant on ne saurait oublier que ni les tentations occultistes ni les tentations cléricales n'ont cessé de jalonner l'histoire révolutionnaire ouvrière et socialiste française. Le compagnonnage, les sociétés secrètes des années 1830 et 1840 du XIX<sup>e</sup> siècle, les phalanstères où, comme chez Godin, on faisait tourner les tables, le surréalisme, autant de mouvements que fascina l'occultisme. La religion robespierriste de l'Être suprême, l'Église saint-simonienne, le guesdisme — « Guesde, c'est un prêtre », disait Jaurès —, autant d'épisodes qui témoignent pour les tentations cléricales.

Dans cette foulée, comme y tendent actuellement toutes les sociétés civiles, comme le font la société soviétique, la société américaine ou les sociétés des trois-continents, la microsociété communiste française tend aussi à sécréter une sorte de nouvelle cléricature : parallèlement au recul des Églises consacrées, il y a surgissement d'une caste-Église, essai de cristallisation d'un Ordre à qui l'on impose et refuse tout à la fois le privilège d'être médiateur de l'avenir et donneur de sens.

Les intellectuels communistes sont alors conduits, pour protester contre ce rôle qui leur est dévolu et plus généralement contre l'évolution globale qui modifie le sens profond du phénomène communiste en le cléricalisant à l'extrême, à s'orienter dans deux directions partiellement opposées (et quand ils veulent, comme Althusser, prendre en même temps ces deux directions partiellement opposées, ils sont alors écartelés). Ils veulent d'une part détruire le Parti comme pseudo-Église et revenir au rationalisme. C'est par là qu'ils retrouvent le chemin du positivisme des grands ancêtres de l'Université socialiste. Mais ils veulent aussi d'autre part, et c'est incompatible, ne détruire le Parti que dans sa fonction d'Église catholique en lui restituant sa fonction d'Église de la Réforme. D'où cet étrange appel :

« Pour devenir des « idéologues de la classe ouvrière » (Lénine), des « intellectuels organiques » du prolétariat (Gramsci), il faut que les intellectuels réalisent une révolution radicale dans leurs idées : rééducation longue, douloureuse, difficile. Une lutte sans fin, extérieure et intérieure. » (Althusser.)

Qu'est-ce donc qui permet de penser que Marx, Lénine



(surtout Lénine!), Mao se soient infligé cette «rééducation longue, douloureuse, difficile » et, sinon, qu'est-ce qui les en a dispensés? N'est-ce pas avec ce genre de considérations sur les nécessités d'une ascèse initiatique qu'ont été brisés la dignité, l'honneur et la simple capacité de pensée, précisément dans les camps de « rééducation »?

## Conclusion

Qu'ai-je en somme tenté de montrer? Que la foule des militants communistes, que le peuple communiste n'est pas un magma d'individus interchangeables. Mais une population spécifique, avec sa pyramide des âges, ses rapports de sexe, ses groupes socio-professionnels, ses conflits de cultures, de pratiques et de conduites.

Ce qui appelle plusieurs observations.

La première, c'est qu'une telle analyse permet de comprendre pourquoi l'appartenance au Parti est vécue comme un bienfait : le Parti donne à ses militants la possibilité de s'intégrer dans une subsociété suffisamment complexe et hétérogène pour ne pas apparaître comme artificielle, suffisamment étroite pour ne pas perdre son prestige différentiel de groupe d'élite, suffisamment nombreuse pour ne pas s'anémier en secte unidimensionnelle et unifonctionnelle.

Une deuxième observation : c'est précisément parce qu'il est une société structurée, dotée de mécanismes internes propres que le Parti peut évoluer et changer. Mais on mesure déjà comment les procédures respectives de renouvellement et de stabilité ne sont pas anarchiques — du moins tant que l'organisme reste sain. Une institution aussi complexe ne saurait se développer ou se rétracter dans des sens étrangers à sa nature et le négliger conduit à tomber dans la pure spéculation.

Mais surtout, et c'est une observation essentielle, l'hétérogénéité relative initiale de la communauté partisane concourt à l'équilibre global de l'ensemble dans la mesure où elle est de façon constante combattue, réduite, vaincue et transformée en unité conquise par le corps consacré de l'appareil permanent. D'une certaine manière et à la limite, le Parti n'a besoin d'adhérents, de militants, de ce concours nombreux qui constitue sa couronne extérieure, de plus en plus indécise et molle au fur et à mesure qu'on s'éloigne du centre, que parce qu'il lui permet de s'exercer *in vivo* à l'alchimie subtile qui vise à passer du multiple à l'un.

Mais il est temps d'apprendre à connaître les alchimistes eux-mêmes.



### 3. L'appareil





## Un corps consacré : les permanents

L'appareil, c'est un terme que les communistes n'aiment pas et que, pour leur compte, ils n'emploient pas. Mais il est entré dans le langage de la science politique pour désigner, non pas tant le réseau des organes, l'armature qui, dissimulée, charpente toute l'institution, qu'un corps consacré : les permanents. L'appareil, c'est, en somme, aux militants communistes ce que le clergé est au peuple chrétien.

### **CADRES ET PERMANENTS**

A vrai dire, la notion même de permanents n'est pas davantage reconnue que ne l'est le concept d'appareil. A aucun niveau, dans aucun document public, on ne distingue et on ne classe à part ceux que, dans les démocraties populaires, on appelle plus prosaïquement les « fonctionnaires du parti ». On affecte même parfois de les tenir pour des rouages indispensables mais dépourvus de tout caractère spécifique et n'ayant à jouir d'aucun droit ni à remplir aucun devoir supplémentaire du fait de leur état de permanents. On préfère mettre l'accent sur une notion voisine, corollaire mais distincte : la notion de responsabilité. C'est dans cette lumière que le Parti tient un compte exact de ses *cadres* qui, au niveau inférieur, portent le beau nom de *responsables* : dans un bureau de cellule ou de section, le « responsable à la littérature » par exemple est le militant qui s'emploie à convaincre ses camarades d'acheter revues, brochures, livres publiés par le Parti et qui est chargé de dresser, à l'entrée des réunions intérieures ou publiques, des « tables de littérature » — puisqu'on désigne toujours par ce mot fastueux de littérature cher aux mouvements révolutionnaires clandestins antitsaristes l'ensemble des supports de propagande politique.

Mais l'inventaire que le Parti dresse avec beaucoup de soin de ses cadres — « 30 000 responsables de cellule, 25 000 dirigeants

de section, 3 300 dirigeants fédéraux. Avec nos 1 400 maires, nos 21 000 conseillers municipaux, nos 150 conseillers généraux [...], avec nos dizaines de milliers de communistes investis de responsabilités dans les organisations et mouvements de masse, nous dépassons largement le chiffre de 100 000 cadres »<sup>1</sup> — ne coïncide pas avec celui de ses permanents : il y a, surtout aux échelons inférieurs, beaucoup de « responsables » qui continuent à travailler « dans la production » ; à l'inverse, beaucoup de « permanents » exerçant en fait de très importantes fonctions — et pas seulement de caractère technique — échappent au dénombrement officiel des cadres.

Toute institution sociale comporte un encadrement, plus ou moins développé et explicite. Le P.C.F. ne saurait échapper à cette règle banale. Sans doute consacre-t-il au recrutement et à la formation de ses cadres une attention particulière : mais c'est que l'existence d'une hiérarchie très strictement définie assure une fonction essentielle dans la transformation du Parti en contre-société. La possibilité de « monter » joue en effet le même rôle qu'offre à la circulation des élites la relative mobilité des individus dans la société globale. Si, dans la vie quotidienne, les discours, les cérémonies et les informations de presse, une étiquette très minutieuse règle la collation des titres, les préséances dans l'ordre des défilés et dans la disposition des tribunes, les privilèges matériels et moraux affectés à chaque grade (privilèges concernant aussi bien le salaire mensuel que les avantages en nature : la marque de la voiture de fonction, la possibilité ou non d'éviter la présence d'un garde du corps, le droit de déjeuner ou non à telle cantine ou réfectoire, la faculté d'obtenir tel ou tel logement et d'aller en vacances à telle ou telle des stations soviétiques ou bulgares), c'est qu'une telle étiquette a une incontestable valeur pédagogique. Elle est le signe du *pouvoir* dans une société ordonnée, d'un *ordre* qui n'est pas l'ordre bourgeois, d'un ordre qui se veut l'ordre socialiste : mais, pour l'essentiel, un ordre ou, pour employer un terme dont les communistes usent volontiers, une *légalité*, la légalité du Parti, légalité distincte de la légalité étatique, légalité spécifique mais contraignante. Nous retrouvons ici, sous sa forme socialisée, ce que nous avons déjà souligné quant au rôle de l'ordre en matière de stratégie communiste. On voit combien il serait erroné de mettre ce très vieux goût de l'ordre en relation avec une tendance récente à la social-démocratisation : que le

parti communiste soit une micro-société hiérarchique préfigurant une société future également hiérarchique n'est pas le produit d'une perversion tardive mais une option originelle. La condamnation de l'aspiration anarchiste à la destruction de l'ordre, de la hiérarchie et du pouvoir est au nombre des principes fondamentaux : faut-il rappeler que les adversaires bakouniniens de Marx se rassemblaient sous l'étiquette d' « anti-autoritaires » — même si Marx en personne n'a pas échappé, en 1848 comme en 1871, à un certain vertige anarchiste, même si Lénine surtout a, en 1917, saisi, avec son admirable intuition révolutionnaire, qu'il fallait faire un temps concourir la rage des iconoclastes et des égalitaires à l'accouchement de la nouvelle société socialiste ?

### **BOLCHEVISATION ET RÉVOLUTIONNAIRES PROFESSIONNELS**

L'existence d'un réseau de « permanents » est à mettre en relation avec de tout autres préoccupations. Ce n'est plus en effet, comme l'est le phénomène de l'encadrement, la donnée classique de toute organisation qui se propose en modèle d'un certain type de société : c'est une donnée spécifique qui distingue radicalement un parti de type bolchevique par rapport à tous les autres partis appartenant à la famille des partis socialistes, notamment par rapport aux partis sociaux-démocrates.

C'est en effet Lénine qui a développé et mis obstinément en pratique la thèse selon laquelle il était nécessaire de concevoir qu'un parti véritablement révolutionnaire fût composé pour l'essentiel de « révolutionnaires professionnels ». Et c'est sur cette base que s'effectua en 1924 la « bolchevisation » du parti communiste français.

Nous avons déjà à plusieurs reprises <sup>2</sup> évoqué cet épisode crucial de l'histoire du mouvement communiste français et international. Mais il n'est peut-être pas inutile de le situer ici dans une perspective plus large.

On sait que le parti communiste, section française de l'Internationale communiste (P.C.-S.F.I.C.), fondé au congrès de Tours en décembre 1920, l'avait été comme produit d'un compromis à dominante centriste. La majorité qui, au sein du parti socialiste unifié, s'était dégagée en faveur de l'adhésion à la

III<sup>e</sup> Internationale, était en effet un alliage : à côté d'un courant — dit « de gauche » — très minoritaire qui s'efforçait de se placer sur les positions du bolchevisme, un courant largement majoritaire — dit « centriste » — était animé par l'espoir de rénover, dans la ligne de ses propres traditions mais en captant le dynamisme révolutionnaire russe, un socialisme français sévèrement anémié par la guerre et les défaites de l'après-guerre <sup>3</sup>.

La signification léniniste de ce compromis était claire : pour les bolcheviks russes, il n'était pas question de faire des *concessions* durables aux traditions, survivances et préjugés du mouvement ouvrier français : le type de parti dont le mouvement révolutionnaire, à l'heure de vérité, a besoin est *constant* ; il est défini par les 21 conditions d'adhésion à l'I.C. Mais le *délai* dont on dispose pour parvenir à ce type de parti est fonction de la *conjoncture* : dans une conjoncture, comme celle des années 20, où il apparaissait décidément qu'on devait se placer dans la perspective d'une révolution mondiale à *long terme*, le délai dont on disposait pour parvenir en France à un type de parti bolchevique était en conséquence suffisant pour qu'un point de départ assez éloigné du point où il fallait en arriver soit acceptable. Dans ces conditions, l'avantage de bénéficier initialement d'un Parti, comme le P.C. de 1920, largement enraciné et aux effectifs relativement importants, n'était pas à dédaigner. A condition de comprendre que ce Parti à faible conscience bolchevique devrait être détruit de l'intérieur et patiemment reconstruit sur des bases conformes à la doctrine.

C'est bien ce qui fut fait : en janvier 1923, l'exclusion du premier secrétaire général, L.O. Frossard, et de ses collègues de tendance achevait de désagréger la majorité centriste <sup>4</sup>. De juin à décembre 1924, l'exclusion de Souvarine, Monatte, Rosmer et de leurs amis signait l'arrêt de mort de la minorité de gauche.

La bolchevisation est donc, en 1924-25, le tournant qui marque (pas seulement à l'échelle de la France mais de toute l'Europe) le passage de la première étape du mouvement communiste international — quand les P.C. à faible conscience bolchevique nés dans les années 20 sont détruits de l'intérieur — à la seconde étape — quand ces mêmes P.C. sont reconstruits sur des bases qui en font des partis de type bolchevique, simples sections nationales, au demeurant, d'un parti mondial entièrement dirigé de Moscou.



La bolchevisation, bien que coïncidant avec la prise en main par Staline de l'appareil bolchevique et du destin de la révolution soviétique, ne semble donc pas liée au phénomène global de la stalinisation : c'est une étape dont la logique était incluse dans les termes mêmes du compromis fixé à Moscou par Lénine en personne lors du II<sup>e</sup> congrès mondial de l'Internationale communiste en juillet 1920.

En quoi consiste donc cette fameuse bolchevisation ? Dans son sens littéral, la bolchevisation du P.C. français par exemple, c'est de lui appliquer les principes d'organisation du parti bolchevique tels qu'ils ont été rappelés par le V<sup>e</sup> congrès mondial de l'Internationale communiste (Moscou, juin 1924) <sup>5</sup>. De manière concrète, cela se traduit par une révolution en matière d'organisation, révolution qui présente trois aspects distincts.

Le premier, c'est la modification de l'assiette sur laquelle repose la pyramide des organisations : on a vu comment la décision durable de substituer à la circonscription traditionnelle qu'était la *commune* une nouvelle unité, l'entreprise, a contribué à préserver la facture ouvrière du Parti.

Second point : le renversement du primat traditionnel de l'autonomie des organismes inférieurs par rapport aux organismes supérieurs. Dans la pratique socialiste française, chaque échelon de la hiérarchie pyramidale classique : section (au niveau de la commune) — fédération (au niveau du département) — commission administrative permanente (C.A.P., au niveau national) jouissait d'une large autonomie. Le pouvoir et l'autorité étaient d'ailleurs à ce point diffus que le parti socialiste unifié d'avant 1914 avait bien besoin de ses congrès nationaux périodiques pour vérifier qu'il y avait entre tous ses membres, groupes, fractions, courants et tendances le minimum de consensus permettant à chacun et à tous de continuer à recevoir le label socialiste ; mais en revanche il est bien probable que si le socialisme avait pénétré de manière remarquable et coloré la vie nationale française, si, comme le souhaitait Jaurès, « la vie socialiste » s'était mêlée profondément « à la vie du pays même », c'était dû à ce que la politique socialiste s'élaborait et se décidait à l'échelle des réalités concrètes d'un pays encore largement rural et provincial.

Le nouvel organigramme communiste arrêté au comité central de novembre 1924 : cellule — rayon — région — comité central, se réclame, lui, de la conception léniniste du centralisme démocra-



tique. La spontanéité, l'initiative, le pouvoir, l'autorité, le début et la fin du processus de décision se trouvent en effet au centre, c'est-à-dire au niveau le plus élevé : on remarquera que si les organes intermédiaires (section/rayon ; fédération/région) peuvent grossièrement correspondre terme à terme, il n'en est pas de même de la C.A.P., simple organe de coordination et d'exécution dans l'intervalle de deux congrès socialistes, et du comité central, qui a tout pouvoir d'élaboration et de décision politiques à l'échelle française dans l'intervalle de deux congrès communistes. Il nous faudra revenir plus longuement sur ce point en traitant des mécanismes de décision et en réfléchissant sur le sens, la portée et les limites de la relation d'identité qui s'est établie entre deux notions : celle de militant communiste et celle de discipline.

Mais ce qui nous importe ici au premier chef, c'est le troisième élément, de loin le plus important, de cette révolution en matière d'organisation : à savoir la formation d'un noyau dirigeant et d'un appareil permanent.

Le parti socialiste français classique mettait tout l'accent sur la primauté de l'initiative militante jaillissant à la base. Il ne disposait d'ailleurs d'aucun appareil central. Dans les années précédant la Première Guerre mondiale, il s'était enorgueilli d'avoir pu subvenir aux besoins de quatre ou cinq « délégués à la propagande », sélectionnés pour leur talent d'orateur, « pèlerins » du socialisme répondant aux invitations qui leur parvenaient à prêcher de ville en ville un évangile d'ailleurs souvent assez personnel. Il en découlait non pas tant que l'humble militant de base avait ainsi la faculté de garder la responsabilité et la charge de la vie de son organisation, mais que deux catégories qui, dans le parti, « faisaient de la politique » en professionnels, se trouvaient investies d'un rôle considérable : les journalistes et les parlementaires. On saisit ici sur le vif le mécanisme par lequel le parti socialiste était inéluctablement voué à être un parti plutôt plébéen qu'ouvrier : les hommes qui comptaient en son sein tenaient une plume.

Jusqu'en 1924, il en est de même dans le jeune P.C. français. D'ailleurs l'opinion publique, notamment ouvrière, surtout dans sa fraction où l'influence anarchiste est restée vivace, n'aime guère les dirigeants d'organisations syndicales et politiques appointés, vite soupçonnés d'être à la recherche d'une sinécure.

C'est donc à Moscou qu'est prise la décision de créer « un

véritable appareil d'organisation » et c'est le délégué du *Komintern* en France, Guralsky, qui se charge en septembre 1924 d'expliquer dans une conférence des secrétaires de ce qu'on appelle encore, comme dans le vieux parti unifié, les fédérations (départementales), que « l'armature d'un parti révolutionnaire devait être constitué par un vaste réseau de révolutionnaires professionnels ». La tâche demanda dix ans. Mais elle fut un durable succès.

### UN NOYAU DUR, STABLE, PRÉSERVÉ...

Considérables sont les implications d'une telle mutation qui donne désormais au P.C. un noyau dur et stable, inaccessible à la répression, enveloppé et protégé par une couronne plus ou moins épaisse, suivant la conjoncture, de militants, d'adhérents et de sympathisants. Implications qui s'apparentent pour une part à ce qu'on observe quand on passe du théâtre d'amateurs au théâtre des gens de métier, mais qui concernent pour une autre part, et plus profondément, une certaine conception de l'acte révolutionnaire.

La ligne de démarcation entre permanents et non-permanents n'est pas seulement la frontière matérielle et objective séparant des hommes qui disposent de plus ou moins de temps à consacrer aux affaires du Parti. Sans doute trouve-t-on à tous les échelons des militants non permanents qui ne se distinguent guère des permanents que de ce point de vue pratique là : sauf les quelques heures qu'il « sacrifient » à l'exercice de leur activité salariée, ils se conçoivent et se comportent comme des communistes « 24 heures sur 24 ». Situation somme toute exceptionnelle : souvent transitoire et probatoire, elle est, un jour ou l'autre, « régularisée » par la mutation attendue d'un état à l'autre.

En fait, c'est bien davantage une ligne de démarcation spirituelle séparant des hommes dont les uns ont coupé tous les ponts avec le monde profane, dont les autres au contraire lui restent attachés.

Cette dimension spirituelle, les communistes, même du rang, la ressentent obscurément et la traduisent dans leur comportement et leur choix.

D'un côté, des militants convaincus, à qui il est proposé de

devenir permanents, déclinent « l'honneur qui leur est fait » : par modestie, par humilité et peur de ne pas être « à la hauteur », mais aussi par crainte de se trouver désormais comme impalpalement « séparés » de leur famille, leurs amis, leurs collègues de travail. Être un permanent, c'est être un « élu » : ne pas l'être, c'est garder un petit quant-à-soi, une petite réserve de libre-arbitre, c'est considérer que le Parti est une affaire importante, énorme même, mais pas tout à fait la seule qui donne du prix et du sens à la vie. Il est intéressant de noter que même aux échelons les plus élevés, il subsiste des hommes qui raisonnent ainsi, qui gardent comme une répugnance à se livrer entièrement et qui, de ce fait, sans d'ailleurs que leurs camarades situent toujours exactement en quoi ils diffèrent des autres, sont vus comme différents.

D'un autre côté, pour les militants qui deviennent permanents, le changement qui en résulte est l'un des changements les plus radicaux, les plus globaux qu'on puisse imaginer. On ne met l'accent en général que sur les sacrifices pécuniaires qu'une telle option comporte. C'est céder à la propagande. Certes le permanent — du moins celui appointé par la trésorerie du Parti, car il y a des permanents syndicaux qui perçoivent légalement la mensualité (moins, il est vrai, certains avantages annexes) auquel ils auraient droit dans la corporation à laquelle ils appartiennent — touche un salaire souvent inférieur à celui que sa qualification professionnelle ou des heures supplémentaires pourraient lui assurer. Mais enfin la différence n'est pas énorme : il a bien fallu en effet que la direction du Parti réajuste substantiellement les rémunérations qu'elle verse, compte tenu de la nécessité de s'attacher, dans de nombreux domaines, les services de bons techniciens ; l'augmentation des salaires de ces techniciens a entraîné celle des traitements des politiques. Au demeurant, on sait bien que le genre de vie et les besoins qui en découlent sont de nature sociale : le permanent, immergé dans une société de permanents, ne souffre pas (sauf si sa femme et ses enfants sont rétifs) d'un décalage qui est en outre le signe visible de sa dignité : c'est le revers de la déférence qu'on lui porte et qui se traduit d'ailleurs par de menus privilèges symboliques.

Bien plus décisives que les sacrifices matériels sont les conséquences socio-culturelles du passage à l'état de permanent : « quitter la production », selon la terminologie en usage qui fleurit la tradition proudhonienne de l'ouvrier-producteur, c'est aban-

donner une vie réglée par les horaires de travail, marquée par l'effort physique, nourrie de l'apport propre à un milieu socio-professionnel spécifique. C'est entrer dans une vie où il n'y a plus du tout d'horaires — une vie disponible —, tissée d'occupations à dominante intellectuelle : lire, écrire, parler, enrichie et provoquée par le contact avec des gens, des choses et des problèmes qui transcendent le cadre étroit antérieur.

Les bénéfices et les dangers personnels et collectifs d'une telle conversion sont exactement les mêmes que ceux qui frappent, dans d'autres contextes socio-politiques et culturels, les diverses cléricatures.

Bénéfices. A l'échelle individuelle, il y a là une forme d'aventure : à bien des égards, une manière de promotion sociale par d'autres voies que celle, classique, du perfectionnement technique ou des études universitaires. Au plan collectif, le corps des permanents a pour fonction d'être un régulateur du phénomène communiste : en période défensive, il se replie sur lui-même et forme une société close qui n'offre pas de prise à l'adversité ; en période offensive au contraire, il constitue une importante réserve dans laquelle il n'y a qu'à puiser pour encadrer les masses en mouvement. Jouant alors le rôle de structure d'accueil, il est en outre une structure génératrice de continuité, d'homogénéité, de fidélité du fait communiste à sa nature originelle. Dans un parti où la mémoire historique est souvent travestie pour les besoins de la cause, le corps des permanents fait donc collectivement fonction de dépositaire de la tradition, il transmet le savoir communiste, il est le pôle de stabilité d'un ensemble dont on a vu par ailleurs combien la communauté des simples membres en constitue le pôle d'instabilité.

Au vrai, c'est la méconnaissance du rôle de ce noyau dur et préservé qui, à de multiples reprises, a ruiné les prophéties aventurées sur une prochaine désagrégation du parti français. Les coups les plus rudes de la répression, les erreurs les plus graves de l'Internationale, de Staline, du mouvement communiste mondial, les conjonctures les plus néfastes ont en fait, dans les années 25-30, en 1939, en 1956, en 1958, (aujourd'hui?), été dominés, résorbés, absorbés... A chaque épreuve, le Parti perdait une bonne partie de sa couronne d'adhérents. Telle une éponge abandonnée par le reflux, il devenait sec, dur et étroit : mais prêt à se gonfler à nouveau quand le flux reviendrait. On ne saurait sous-estimer ce mécanisme : il explique la puissance de



rebondissement d'un Parti trois fois vaincu à mort et trois fois ranimé, l'endurance blasée de ses dirigeants et sans doute leur confiance un peu mécanique dans l'inéluctable renouvellement du processus salvateur.

Dangers. A l'échelle individuelle, combien de « révolutionnaires professionnels » ardents, généreux et désintéressés se sont, au fil des années d'une attente qui tendait à n'attendre plus qu'elle-même, mués en bonzes, en porteurs de serviette, en bureaucrates, d'autant plus lamentables qu'en fait s'incruster dans leur condition était à la fin leur ultime sauvegarde : « retourner à la production », ce n'était pas en effet seulement ressenti comme un déshonneur, l'exclusion de la cohorte sacrée, ce n'était pas seulement l'écroulement des cadres sociaux d'une vie conçue dans une seule dimension et à l'aune d'une seule réalité, la dimension et la réalité du Parti; c'était encore recevoir sur la tête l'épée de Damoclès : même s'il a été jadis un bon professionnel, le permanent a depuis lors oublié les gestes d'un métier qui a d'ailleurs, entre-temps, souvent fort évolué; il s'est rouillé et n'envisage pas sans effroi d'avoir à se réadapter en sens inverse; de manière générale, il n'est guère récupérable à l'usine ou au chantier.

Au plan collectif, le danger est celui d'une forme d'intégration dans la société globale qui, précisément, se renforce en se structurant au fur et à mesure qu'elle se compartimente par la coexistence en son sein de subsociétés en état de marche, ayant leur langue, leurs mœurs, leur hiérarchie interne et leur propre mobilité. A condition, bien entendu, que ces subsociétés se lovent paisiblement dans l'alvéole qui leur est réservé : à la limite, l'appareil communiste — cette société close qui, dans les périodes de revers les plus sérieux, va, en plongeant dans la clandestinité, jusqu'à disparaître de la surface politique — ne peut-il un jour, comme tant d'autres groupements philosophiques, sociaux ou religieux qui ont perdu leur rayonnement et qui, sans mourir tout à fait, sont devenus des astres morts, se trouver définitivement abandonné par l'histoire, végétant et survivant comme survivent des comateux profonds privés de toute vie réelle? Cette éventualité est d'autant moins gratuite que l'appareil communiste témoigne de la même disgrâce que tout autre appareil : la tendance au gigantisme; il prolifère, l'appareil destiné à nourrir l'appareil se développant inexorablement.



## LE FINANCEMENT DE L'APPAREIL

A ce point, entre les diverses implications qu'entraîne la transformation du P.C. en parti disposant d'un substantiel appareil permanent, il faut en effet s'arrêter au problème essentiel qu'est le *financement* de cet appareil<sup>6</sup>.

L'ancien parti socialiste unifié d'avant 1914, dès lors que l'appareil y était quasi inexistant, ne possédait pas non plus ou guère de structures financières. En revanche le peu d'argent qui y était manipulé l'était publiquement : un rapport financier complet était périodiquement soumis à l'approbation des instances suprêmes, c'est-à-dire des congrès nationaux.

C'est Lénine encore qui, en implacable réaliste, s'est personnellement soucié, avec une incroyable minutie, de la question de l'argent, sachant bien qu'elle commandait à sa conception d'un parti de type nouveau. Non que Lénine fût, si peu que ce soit, un cynique : il n'a jamais imaginé que la révolution pouvait être le produit d'une corruption des consciences. Mais il tenait que l'idée de la révolution ne pouvait s'imposer comme une idée-force que si des hommes et des journaux avaient mission de la faire « s'emparer des masses ». Des hommes et des journaux : cela coûte cher à entretenir. Lénine a donc toujours insisté pour que la question des finances soit franchement abordée et résolue. Comment ? D'une part, sans tambours ni trompettes : les procès-verbaux des congrès de l'Internationale communiste à partir de 1919 ne comportent qu'un rapport financier des plus sommaires<sup>7</sup>. Mais, de l'autre, sans complexes. L'origine des fonds, pour Lénine, n'avait pas d'importance puisque l'argent n'était qu'un moyen d'une lutte dont la fin était la révolution : s'il y avait tentative de corruption, c'était au révolutionnaire de retourner l'argent contre le corrupteur. Aux risques et périls d'ailleurs du révolutionnaire : dans quelle mesure, aurait-il échoué en 1917, Lénine ne serait-il pas en effet passé dans l'histoire comme « agent allemand » ?

Le jeune P.C. français, empêtré dans la double tradition de méfiance à l'égard de l'argent que charriaient de concert le socialisme français et une société catholique, eut bien du mal à adopter le point de vue léniniste en la matière, comme en témoigne ce fragment de lettre de Léon Trotsky adressée le 26 juillet 1921 au comité directeur du P.C. français :

« Le C.E. accorde une extrême importance au fait que le Parti français a réussi, dans des conditions difficiles, à surmonter avec ses propres forces des difficultés financières : c'est la preuve de sa vitalité. En même temps le C.E. constate que le Parti est à la veille de nombreux et considérables sacrifices financiers à cause de la nécessité de développer la presse communiste et la publication des brochures, à cause de l'abaissement désirable du prix de vente de *l'Humanité* pour augmenter sa diffusion etc. Le C.E. est entièrement disposé à venir sous ce rapport, dans une certaine mesure, au secours du parti communiste français. Nous estimons absolument impossible qu'il puisse y avoir dans les rangs des sections de l'I.C. aucune objection ni aucun doute quant à la possibilité d'accepter une aide d'un parti-frère, qu'il soit en opposition à l'État bourgeois, comme dans la plupart des pays, ou bien au pouvoir comme en Russie. La solidarité internationale ne serait qu'une misérable hypocrisie, qu'un simple masque cachant un grossier chauvinisme, à l'instar de la II<sup>e</sup> Internationale, si les sections qui peuvent aider refusaient de le faire ou si, au contraire, celles qui ont besoin d'une aide financière refusaient de l'accepter par crainte de l'opinion publique bourgeoise<sup>8</sup>. »

Il faut reconnaître, à la décharge du parti français, que les premières expériences au tout début des années 20 avaient été fâcheuses. L'un des premiers délégués de l'Internationale à Paris, Abramovitch-Zalewski, s'apercevant qu'il était filé par la police, avait confié son carnet de chèques, datés et signés d'avance, à Amédée Dunois, membre du comité directeur (on ne disait pas encore comité central) du P.C. français et rédacteur à *l'Humanité*. Dunois avait alors chargé divers camarades, dont A. Ker, autre membre du comité directeur, d'encaisser à la banque un certain nombre de ces chèques. En janvier 1921, l'arrestation de Zalewski, Ker et Dunois donnait le signal d'une formidable campagne de presse sur « l'or de Moscou », campagne encore agrémentée des révélations qu'aurait faites Zalewski à son compagnon de cellule, l'ancien directeur du journal pacifiste *la Vérité*, Pierre Meunier. On lançait des chiffres fantastiques de fonds secrets : 14 millions de francs. En fait, « la somme maximum dont Zalewski ait eu la manipulation a été 600 000 francs, plus des 2/3 étant destinés à être transmis dans d'autres pays<sup>9</sup> ». Les remous de ce scandale au sein du parti français

furent d'autant plus violents que Moscou, dont « l'interventionnisme » faisait déjà l'objet des doléances de toute la fraction droitiste habituée au fédéralisme souple de la II<sup>e</sup> Internationale, semblait en porter toute la responsabilité.

Dans ce domaine comme dans d'autres, la bolchevisation devait constituer un tournant : sous le contrôle précis et méticuleux du grand argentier du *Komintern* qu'était Piatnitsky, seul au secrétariat de l'I.C. à connaître les chiffres exacts, les finances de la section française furent réorganisées dans les formes et au niveau qu'exigeait l'entretien de l'appareil qu'on voulait mettre en place.

Dans les formes, c'est-à-dire avec le maximum de discrétion. D'après Albert Vassart qui, de novembre 1931 à mars 1934, succéda à Lozeray dans les fonctions de responsable aux finances,

« *jamais* les questions financières n'ont été exposées, avec des chiffres précis, ni au bureau politique, ni même au secrétariat. Seul *un* des secrétaires (Thorez) était informé de ces choses, plus, naturellement, celui qui au niveau de la direction, avait la responsabilité de la gestion financière <sup>10</sup> ».

Dans cette même période, pour ce qui concerne le seul appareil du Parti proprement dit — en négligeant par conséquent les filiales telles que les Jeunesses, le Secours rouge ou les multiples organisations de masse spécialisées dans tel ou tel domaine — les dépenses étaient regroupées en quatre grands chapitres : a) les frais administratifs du budget ordinaire; b) les mensualités à verser à différents appareils spéciaux (appareil de liaison avec l'Internationale; appareil « antimilitariste » ; section coloniale etc.); c) les subventions nécessaires à l'équilibre de la presse et des éditions du Parti; d) les dépenses extraordinaires (par exemple à l'occasion d'une campagne électorale).

A ces quatre chapitres de dépenses, correspondaient quatre catégories de recettes.

En premier lieu le produit des cotisations : mais au début des années 30, quand le Parti était réduit à 30 ou 35 000 adhérents, le nombre des cotisants ne dépassait guère 20 à 25 000. Il faut ajouter que

« pour la trésorerie centrale, tout se limitait à un jeu d'écritures : le comptable portait au crédit des régions les cotisations qu'elles

auraient dû payer et diminuait d'autant les subventions qu'elles auraient dû recevoir pour leur appareil ou leur journal ».

Seconde catégorie de recettes : le produit des souscriptions, à l'occasion desquelles le Parti faisait appel aux sacrifices non seulement de ses adhérents mais des sympathisants, électeurs et lecteurs de sa presse. Ces souscriptions, outre l'intérêt politique qu'elles avaient de vérifier la capacité des communistes à s'adresser avec confiance et succès à leurs collègues de travail, permettaient de recueillir des sommes relativement considérables. Elles permettaient aussi, et ce n'était pas là leur moindre avantage, d'inscrire officiellement des rentrées d'argent qui ne provenaient pas nécessairement de modestes souscripteurs <sup>11</sup>.

Troisième catégorie de recettes : celles que rapportaient ou promettaient de rapporter les « entreprises » du Parti. Vieille idée : fonder de petites sociétés industrielles ou commerciales dont les bénéfices iraient à la caisse du Parti. Mais idée difficile à mettre en œuvre, faute de spécialistes : en 1932 un « Bureau d'achat pour les municipalités », une « Société de recherche et de documentation », une « Guilde des techniciens » créée dans le cadre de l'U.S.T.I.C.A. (Union syndicale des techniciens ingénieurs et cadres), un « Bureau d'études » ayant mission de coordonner tout ce qui dans le budget des municipalités donnait lieu à adjudication, autant d'organismes qui rapportèrent peu d'argent si même ils n'en coûtèrent.

Finalement la part du lion était couverte par la dernière catégorie de recettes, celle dite de « l'aide internationale », bref la subvention accordée par l'Internationale communiste à sa section française. Cette « aide » de l'Internationale était, elle aussi, divisée en deux. D'abord une aide mensuelle ordinaire couvrait à peu près les 4/5<sup>e</sup> du budget mensuel ordinaire <sup>12</sup> ; en 1931 par exemple, un peu moins de 200 000 francs sur 250 000. Comme cette aide mensuelle ordinaire était versée trimestriellement, c'est de 550 à 600 000 francs qui étaient ainsi remis — en devises étrangères — par le responsable, en France, de l'O.M.S. (service technique de l'Internationale, chargé de tout ce qui concernait les liaisons entre les sections nationales — légales ou illégales — et le centre de Moscou : notamment le transfert d'hommes, d'argent ou de « littérature »). Quant à l'aide mensuelle extraordinaire, elle était destinée à couvrir l'éventuel



déficit de la presse (en l'occurrence celui de *l'Humanité* sévèrement menacé en 1929 après l'affaire de la Banque ouvrière et paysanne<sup>13</sup>); le déficit des éditions telles que les collections de la Bibliothèque marxiste, les *Œuvres complètes* de Lénine, les publications de l'Internationale; le déplacement hors des frontières des militants appelés en consultation à Moscou; la prise en charge des familles des élèves envoyés à l'École léniniste de Moscou.

Qu'en est-il aujourd'hui? Les choses ont profondément changé. L'Internationale communiste est morte en 1943 et par conséquent l'aide internationale ne saurait être aussi directe. Au demeurant, elle est devenue largement inutile sous la forme où elle était jadis prodiguée. L'enracinement du P.C.F., pendant la Résistance et à la Libération, dans les couches moyennes de la nation lui a permis d'obtenir la collaboration d'un certain nombre de techniciens et spécialistes qui, dans le cadre du développement industriel des deux dernières décennies, ont réussi à faire prospérer des entreprises — en particulier d'import-export — d'objet et de structure différenciés. Il faudrait une analyse très nuancée pour rendre compte des divers modes de participation du Parti à leurs bénéfices. Au demeurant, on ne saurait, dans un pays où le monde des affaires affectionne à ce point la discrétion, reprocher au P.C. de ne point prodiguer de confidences en ce domaine. On peut simplement affirmer que le Parti, sans être une « puissance financière », est une institution à la fortune assise. Ceci ne signifie nullement que ses fonctionnaires et ses cellules soient riches. Comme sont pauvres les curés et les paroisses d'une Église catholique encore bien fastueuse. De même, le Parti, en tant que tel, dispose relativement de moyens considérables. Moyens variables en fonction du succès des souscriptions publiques annuelles, en fonction du nombre des cotisants, en fonction, aussi, du nombre des parlementaires communistes puisqu'on sait que ceux-ci abandonnent leur indemnité à la trésorerie centrale pour n'en recevoir que la partie correspondant aux émoluments des autres catégories de permanents. Mais en tout état de cause, l'essentiel de ces moyens est soustrait aux aléas extérieurs et garantit que le Parti, quelle que soit la conjoncture (du moins politique — les aléas de la conjoncture économique étant paradoxalement plus redoutables), peut faire fonctionner son appareil.



## LE POIDS DES GESTIONNAIRES

Le revers de cette situation favorable, c'est que le monde des permanents a connu une importance numérique croissante mais qu'il est devenu un monde où dominent les gestionnaires.

La définition même du permanent prête maintenant à de délicates distinctions. En principe le permanent est un militant appointé par la trésorerie du Parti. Mais c'est là une définition très restrictive. Si les militants élus maires ou députés ne perçoivent pas, comme on l'a vu, la totalité de leur indemnité, d'autres, nommés à des postes d'administration communale, professionnelle ou d'État, reçoivent un traitement public bien qu'ils soient en fait les mandataires désignés du Parti. C'est aussi oublier toutes les hiérarchies parallèles qui font que le Parti, ce n'est pas seulement la hiérarchie des organisations qui le constituent directement et explicitement, c'est encore le réseau très dense et très diversifié des organisations parallèles politiques, sociales ou culturelles. Beaucoup de militants sont donc, au plein sens du terme, des permanents, qui sont néanmoins rétribués, en théorie ou en pratique, par des unités distinctes (journaux, revues, maisons d'édition contrôlés par le Parti), par des « organisations de masse » (syndicats, coopératives, mouvements d'enfants, de jeunesse, unions féminines, associations et groupements sportifs, culturels, de tourisme et de loisirs, sociétés de pensée, etc.) ou par des œuvres sociales ouvrières (dispensaires, crèches, cantines, colonies de vacances, maisons de retraite, etc.). Il faut y ajouter la masse des employés des diverses entreprises où le Parti a des intérêts : si tous ne sont pas communistes, c'est néanmoins le cas d'un très grand nombre d'entre eux qui exercent des fonctions politiques, administratives ou techniques.

Finalement, un seul point commun permet de ranger des statuts aussi apparemment divers sous la même rubrique : un permanent, c'est un militant qui, quels que soient sa fonction et son mode de rétribution, dépense la totalité de ses forces dans un poste pour lequel le Parti l'a désigné et « cadré » : soumis au contrôle et à la vérification de la section centrale des cadres, laquelle a la haute main sur le dispositif et la ventilation des ressources humaines du Parti.

Ce monde est ainsi devenu si complexe que, pour en dégager les composantes, on est amené à isoler des sous-groupes : le plus influent est celui des secrétaires fédéraux dont le statut et le comportement s'apparentent de manière frappante à celui des préfets dans la hiérarchie de l'État. Ils ont, dans les limites de leur ressort, le pas sur tous les autres militants, notamment les députés. Les journalistes communistes, les parlementaires communistes, les syndicalistes communistes, les administrateurs communistes, autant de types dont il faudrait dégager les traits communs et spécifiques, tant par rapport à leurs confrères « bourgeois » que des uns aux autres.

La définition du permanent montre combien il est difficile d'en évaluer le nombre. Elle explique aussi pourquoi, en période de tension, le Parti dispose d'un réservoir considérable d'énergies qu'on peut très rapidement concentrer sur tel ou tel point selon les besoins. Elle justifie enfin qu'on puisse, surtout dans la région parisienne où elle concerne plus ou moins directement plusieurs dizaines de milliers de personnes, parler d'une microsociété communiste.

Mais cette définition souligne également combien le nombre des permanents affectés à des postes de responsabilité politique — les « politiques », selon la terminologie en usage, *élus* dans la hiérarchie qui fait prime, la hiérarchie du Parti *stricto sensu* — est inférieur au nombre de permanents affectés à des postes administratifs — les « techniques » *choisis* pour leur compétence (qui peut être très humble : c'est le cas des portiers ou des gardes ; ou très considérable quand il s'agit par exemple d'administrer... une banque).

On comprend dans ces conditions que le monde des permanents, avec ses ramifications de plus en plus ténues et éloignées du centre d'impulsion politique, tende à devenir un facteur d'intégration à la société établie : le gestionnaire, dans le quotidien, est plus préoccupé de la prospérité de l'entreprise qu'on lui a confiée que de révolution anticapitaliste et plus intéressé par les techniques nouvelles du *marketing* et du *management* que par les problèmes théoriques de la stratégie anti-impérialiste à l'échelle mondiale.

Ainsi alourdie, la machine du Parti, tout en fonctionnant très correctement, risque de fonctionner de plus en plus pour elle-même...

Rien n'excite davantage un jeune chercheur américain en science politique que de lui promettre une rencontre avec un membre du bureau politique : il est vrai que l'espèce est rare dans le Nouveau Monde. Rien n'est pourtant moins excitant : un dirigeant communiste se reconnaît à ce qu'il est un homme quelconque.

**NORMALITÉ ET CONFORMISME**

Précisons. S'il est un homme quelconque, c'est d'abord qu'il se veut tel. Ce qui peut paraître paradoxal dans un parti où le culte de la personnalité (au sens littéral) fut un mode de commandement à tous les échelons — on se souvient peut-être de l'anecdote : Thorez, selon la pratique (classique) de faire son autocritique par personne interposée, railla, quand il fallut dénoncer les excès français du « culte », un secrétaire fédéral de 25 ans dont l'anniversaire avait donné lieu à une fête collective. Mais c'est que le héros communiste, parce qu'il symbolise le peuple, ne doit manifester que les qualités populaires les plus communes : la simplicité cordiale, la solidité, la modestie. C'est aussi que le P.C. a hérité d'une double tradition de méfiance : à l'égard des beaux parleurs démagogues qui, dans le passé, se servirent comme d'un marchepied du mouvement ouvrier ; à l'égard des braves devenus anciens combattants contre qui le mouvement communiste, dans les années de l'après-Première Guerre mondiale, s'est précisément constitué en opposant la révolution prolétarienne à la guerre impérialiste et à la défense nationale.

Tout ce qui fleure la bravacherie, tout ce qui fait tache parce qu'exceptionnel et singulier, tout ce qui attire l'œil, tout ce qui est personnel et particulier est suspect. Ce qui est source bien entendu d'hypocrisie, mais d'une hypocrisie spécifique : on ne

s'efforce pas de cacher les seuls vices ou accidents de parcours qui existent là comme ailleurs, on s'efforce encore de modeler son comportement sur un type dont chacun connaît le trait dominant — la normalité.

Or la normalité, même si elle est une donnée complexe, présente une incontestable dimension sociale. D'où le paradoxe : parti révolutionnaire ayant pour objectif proclamé de changer la société établie, le P.C. néanmoins impose à ses militants d'être conformes aux normes de cette société-là. Effectivement d'ailleurs, les « originaux », si nombreux dans les structures d'accueil anarchistes, bâtards, bossus, pédérastes, collectionneurs de papillons, drogués, fétichistes, tous ceux que leur problème personnel obsède, toutes les minorités culturelles, sexuelles, philosophiques — ceux qui « aiment trop », que ce soit la musique, le cinéma ou le camping, ne se trouvent pas à l'aise dans les organisations communistes.

Pas pour des raisons découlant d'une conception de la morale : les règles communistes de conduite ne sont pas liées à une éthique mais à l'idée léniniste des rapports du militant avec son parti. C'est le Parti qui constitue la dimension unificatrice dans laquelle les autres dimensions se fondent jusqu'à disparaître. C'est au Parti que chaque militant doit volontairement identifier sa personne. C'est du Parti qu'il doit tout attendre, à commencer par le sens de sa vie. « Le Parti m'a tout donné » : classique formule de remerciement qui est plus encore une ligne de conduite qu'un constat.

Mais le dirigeant communiste ne se veut pas seulement un homme quelconque dans son apparence extérieure. Le plus souvent, il l'est, en profondeur, bel et bien. Et cette médiocrité fait problème.

Il serait naturellement injuste de monter un procès qui ne tienne pas compte du fait que la classe politique française est, en général et sans distinction d'appartenance, prodigieusement médiocre. La fréquentation d'un parlementaire du rang est le plus souvent consternante. On ne voit donc pas pourquoi il faudrait que les communistes fassent en bloc exception.

Il serait également injuste de ne pas reconnaître que, dans le parti français, il y a eu et il y a des personnalités hors du commun. On ne peut néanmoins s'empêcher de trouver gênant que ces personnalités hors du commun soient traitées comme des *personnages* : on leur reconnaît la fonction d'être hors du commun,



à condition qu'elles n'en abusent pas et qu'elles ne sortent pas de leur rôle en se mêlant des affaires sérieuses. C'est en particulier le sort des quelques journalistes et parlementaires dont le talent est salué par l'opinion « bourgeoise » : vedettes à l'extérieur, ce n'est pas pour autant qu'ils ont du poids à l'intérieur, dans les conseils où se prennent les décisions.

Ces réserves faites, pourquoi le comité central et le bureau politique sont-ils truffés d'hommes sans doute sérieux, généralement efficaces et laborieux, mais dont la seule qualité vraiment évidente est l'énorme expérience dont ils sont les porteurs ?

Il est difficile de savoir si c'est un phénomène récent. Les personnages historiques, avec le recul, acquièrent de la majesté, même s'il ne suffit pas d'être morts, comme le sont Cachin ou Monmousseau, pour qu'on découvre en eux plus et autre chose que des gens de très moyenne envergure, au demeurant assez peu sympathiques par bien des côtés.

Mais peut-on tenir pour une coïncidence qu'à la génération des monstres sacrés : Staline, Khrouchtchev, Togliatti, Thorez, aient succédé Brejnev, Longo et Waldeck Rochet ?

## MAURICE THOREZ

Pour nous en tenir au cas français, le personnage de Thorez appellerait un biographe sans complaisance mais sans partialité. Car l'homme était bien plus déroutant et difficile à déchiffrer que ne le laisse à penser un portrait ou bien tiré de la *Vie des saints* laïcs ou bien tracé à l'aide du petit manuel trotskyste sur la dégénérescence bureaucratique des staliniens.

Il semble d'abord, et c'est un premier point qui tranche avec les clichés établis, que Thorez, nonobstant ses origines ouvrières et sa carrure, n'avait qu'un goût mesuré du travail manuel et de la dépense physique. De façon plus précise, ce n'était pas un homme de métier, au sens où l'on dit que Frachon est un métallurgiste : Thorez, s'il appartenait à une famille de mineurs, n'acquit jamais une véritable qualification<sup>1</sup>. De manière plus générale, ce n'était pas un homme d'agitation : il aimait les grandes marches solitaires, sport classique des non-sportifs, mais ne pratiquait aucun autre sport.

Et surtout pas la bagarre. On peut aller jusqu'à douter qu'il



ait eu un véritable courage physique : même au temps où le Parti était une trop petite secte pour dispenser ses dirigeants de se battre à la tête de leurs troupes dans les affrontements avec la police, ce ne fut jamais le cas de Thorez. En juin 1929, il se fait prendre au château d'Achères dans des conditions peu glorieuses : ses pieds dépassaient du placard où il s'était caché. Le 9 février 1934, entre la gare de l'Est et la République, Doriot, avec son détachement de prolétaires dionysiens, soutint une véritable bataille de rues qui fit 6 morts : Thorez, lui, s'était fait donner par le bureau politique mandat de rester à l'écart — toujours, bien entendu, avec le souci de garder un chef à son Parti!

En fait il semble que cette répugnance pour le combat physique rejoignait plus profondément une précoce terreur de la mort. Fruit d'une expérience personnelle? C'est possible : la catastrophe de Courrières en 1906, par exemple, a marqué et perturbé sa sensibilité de tout jeune enfant. Mais sans doute Thorez appartenait-il aussi à cette race des ouvriers du Nord dont on a pu dire qu'ils étaient des mystiques tristes — secoués seulement, à date fixe, par les grandes rafales de joie bruyante des kermesses et des ducasses.

Rien donc, chez Thorez, qui rappelle le prolétaire maître de son corps, sinon de son destin. On a peut-être là l'explication du fait, au premier abord surprenant, que Thorez est probablement le seul militant ouvrier de la première génération communiste qui ne se soit, peu ou prou, consacré au travail syndical : dès l'origine, il a entièrement conçu son activité et sa carrière dans le cadre du Parti, c'est-à-dire sur le plan plus abstrait, moins charnel, plus théorique de la politique.

Au vrai et à la réflexion, Thorez était doté de nombreux traits qui en font un intellectuel de type peu commun.

Au premier chef, un inextinguible goût d'apprendre. Brillant élève de la communale, le regret de l'école n'a cessé de le poigner. Mais il s'est gardé d'imiter certains autodidactes empilant avec frénésie et désordre des connaissances hétéroclites, sans se préoccuper d'une absence de bases condamnant leurs efforts. Avec l'esprit de méthode et la ténacité qui caractérisaient son style de travail, il a systématiquement parcouru le chemin qui fait qu'un homme est tenu pour cultivé, y compris l'initiation au latin et l'apprentissage de langues étrangères — allemand et russe.

On observera qu'il avait donc dans ce domaine le même comportement que l'ouvrier d'aujourd'hui qui, loin de condamner la « société de consommation », est animé du désir d'y entrer. Exclu, de naissance, du monde de la culture, Thorez ne s'en est pas félicité sous prétexte que c'était une culture bourgeoise. Il s'y est au contraire patiemment frotté, la prenant telle qu'elle était constituée et refusant de se livrer *a priori* à un tri dont il savait ne pas pouvoir juger sans arbitraire. Cette démarche prudente me semble avoir inspiré par la suite et marqué du sceau de la sincérité sa conception de l'héritage dont les communistes devaient se faire, en particulier dans l'ordre culturel, les défenseurs. Quand en 1936, dans un discours fameux, il entend « réconcilier le drapeau tricolore de nos pères avec le drapeau rouge de nos espérances », on sent comme palpiter, au-delà des mots, le souvenir des heures où un adolescent, dans le cadre insolite et familier du coron, découvrait l'univers enchanté de la littérature française.

Cet amour natif des livres fut sans doute le garde-fou qui empêcha Thorez de verser carrément dans le sectarisme et le gauchisme idéologique, même au temps de l'obscurantisme jdanoviste et sauf à se mettre en contradiction ouverte avec la politique culturelle soviétique.

Amour des livres qui l'incitait à étudier avec attention des ouvrages fort éloignés de l'orthodoxie. Qu'on me permette à ce propos une anecdote personnelle.

Comme je lui avais envoyé mon livre sur *le Congrès de Tours* dont on sait que les interprétations ne correspondent pas toutes à l'historiographie communiste officielle, il me fit parvenir ce billet qui ne manque pas d'humour : « Merci... quand même ! » Quinze jours avant sa mort, le 1<sup>er</sup> juillet 1964, à propos de mes thèses sur *les Origines du communisme français*, il m'écrivait encore :

« Avec mes remerciements et mes compliments bien que je reste d'un avis différent sur plus d'un point, notamment sur les responsabilités des dirigeants opportunistes et jusqu'au-boutistes dans la banqueroute de la II<sup>e</sup> Internationale et du P.S.U. et sur les conclusions qui s'imposaient pour le mouvement ouvrier révolutionnaire. »

Propos qui sonnent à l'évidence autrement que l'article méchant et sot que consacrèrent à ces mêmes travaux les... *Cahiers Maurice-Thorez*.

C'est encore ce goût d'apprendre qui permit à Thorez d'entretenir avec le délégué de l'Internationale en France — Fried, plus connu sous le nom de Clément — des rapports harmonieux pendant les huit années d'une collaboration quasi quotidienne : de 1932 à 1940. La geste thorézienne n'attribue en effet qu'aux seuls mérites de son héros le miraculeux redressement du P.C. français à partir de 1932 : c'est oublier que Thorez fut soutenu, aidé, conseillé, dirigé, instruit par l'équipe étoffée de militants internationaux que le Comité exécutif du *Komintern*, vers la fin de 1931, devait dépêcher à Paris<sup>2</sup>. Le mérite fondamental de Thorez fut, dans ces conditions, d'avoir su, contrairement à ses prédécesseurs, mettre à profit la présence de cette équipe pour se donner le temps de faire son expérience, d'avoir su patiemment accumuler assez de savoir afin que vienne l'heure où il pourrait se passer de ses tuteurs. Certes, on peut, sous un certain angle, parler de docilité :

« Sa qualité majeure, écrit A. Ferrat, était son extrême docilité aux directives du secrétariat de l'Internationale ou de ses représentants. Il les exécutait avec persévérance et continuait à les exécuter tant qu'il n'en avait pas reçu d'autres. Mais si des ordres contraires arrivaient, il s'y pliait aussitôt... »

Mais cette docilité, n'est-ce pas aussi l'humilité caractéristique du « bon élève » qu'il y a en Thorez jeune ? C'est ce que Ferrat montre bien :

« Travailleur vivement désireux d'apprendre et d'arriver, il était le type même du bon élève appliqué et respectueux de ses maîtres. Il éprouvait sans cesse le besoin de rendre compte de son activité à ses supérieurs — même lorsqu'ils ne le lui demandaient pas — et sollicitait toujours leurs conseils et leurs critiques...<sup>3</sup> »

Goût d'apprendre et modestie réelle sous ce rapport : oui, mais pour exercer un autre goût non moins ancré, le goût du pouvoir.

Goût du pouvoir dans le Parti comme dans l'État. Albert Vassart, qui participa en 1932 aux menues péripéties de la première campagne à l'issue de laquelle Thorez fut élu député d'Ivry, raconte :

« Je l'avais accompagné le jour où il fit sa première visite à

la Chambre en tant que nouvel élu et son sourire épanoui exprimait beaucoup plus de choses que n'importe quel discours... En quelques jours, il avait une connaissance exacte de tous les avantages attachés à la fonction de parlementaire; lorsque, par exemple, nous prenions ensemble un autobus (il n'y avait pas encore d'autos pour les secrétaires à l'époque), il prenait un plaisir enfantin à monter le dernier pour avoir une occasion d'exhiber sa carte donnant droit à voyager « en surcharge ». »

Vincent Auriol, de son côté, fournit un témoignage très curieux sur l'espèce de bouleversement qui saisit Thorez en 1947 quand son départ du gouvernement devint inéluctable.

Un goût du pouvoir qui reposait sur une science innée. On est bien obligé ici d'établir un parallèle qui s'impose avec la science gaullienne en la matière : sens du secret, disposition à la ruse, penchant pour l'ingratitude, aptitude à s'accorder d'insolents privilèges, tout étant finalement justifié par l'identification de sa personne à une mission qui la dépasse.

Le sens du secret : Thorez, comme de Gaulle, en faisait une méthode de gouvernement. Mais ici, nous touchons à l'une des dimensions essentielles de la vocation révolutionnaire et nous devons y revenir longuement.

Ruse : très tôt, Thorez a su manœuvrer pour être là quand il le fallait et pas là quand il valait mieux ne pas avoir à prendre parti. Mais il faut reconnaître que l'apprentissage de cette technique était particulièrement opportune dans le mouvement communiste des années 20 et 30. Dans la période, par exemple, où l'Internationale hésitait à fixer sa préférence, comme leader du P.C. français, sur Doriot ou sur lui, Thorez a appris ce qu'il en coûtait à quitter trop vite la place où se prennent les décisions. Du XII<sup>e</sup> exécutif de l'I.C. en septembre 1932, Doriot, en effet, était rentré en se croyant grand vainqueur après avoir exposé pourquoi, dans la terrible défaite électorale essuyée par le Parti, seul Saint-Denis avait constitué une triomphale exception. Mais Thorez, demeuré à Moscou une dizaine de jours de plus, avait réussi à regagner une partie du terrain perdu en faisant, en particulier, admettre une « décentralisation » de l'organisation communiste de la région parisienne : mesure qui visait à soustraire celle-ci à l'influence de Doriot. Dix-huit mois plus tard, au printemps 1934, la victoire définitive de Thorez était acquise quand,



à l'appel de l'exécutif, il se rendait et séjournait longuement à Moscou, tandis que Doriot refusait de se soumettre à l'invite télégraphique impérieuse et répétée de venir en consultation dans la capitale communiste.

Penchant pour l'ingratitude. Certes l'amitié n'est pas une dominante de l'affectivité communiste. La camaraderie, qui est de règle, peut s'infléchir familièrement en copinerie. Mais elle ne conduit qu'exceptionnellement à l'établissement de relations privilégiées : il y a une tenace méfiance du « groupisme », du « fractionnisme ». Ce n'est d'ailleurs pas, semble-t-il, une particularité du noyau dirigeant communiste : il faut relire, à propos du suicide de Salengro, les notations douces-amères de Léon Blum sur l'isolement que confère le pouvoir.

Quoi qu'il en soit, Thorez, comme de Gaulle, semble ne pas avoir eu le culte de l'amitié. Dans sa longue autobiographie, le secrétaire général du parti français ne trouve par exemple pas à dire un mot de reconnaissance et d'hommage à Fried : sans doute y avait-il un intérêt politique à ne pas souligner la part personnelle prise par un émissaire — tchèque — de l'Internationale et valait-il mieux rester dans l'abstraction quant à la nature des liens qui attachaient la section française au *Komintern*. Mais tout de même...

Peut-être d'ailleurs Thorez n'a-t-il vraiment éprouvé de l'amitié que pour un seul homme : Laurent Casanova. Cela ne l'empêcha pas quand celui-ci apparut en 1961 comme susceptible, en défendant une orientation politique plus délibérément « khroutchevienne », de constituer un « cheval de rechange », de mener contre lui une lutte impitoyable et de le faire condamner comme déviationniste de droite : ayant ainsi rétabli sa pleine autorité, il reprit à son compte les suggestions de l'excommunié.

Désinvolture : très tôt, Maurice Thorez avait fait admettre qu'il avait droit à un traitement particulier. C'est ainsi qu'il s'était réservé, dès le début des années 30 et jusqu'à la fin de sa vie, de ne venir que l'après-midi au siège du Parti où les permanents sont censés devoir travailler... en permanence. Le matin, il demeurait travailler à son domicile : sage mesure pour qui tient à préserver un temps de réflexion mais qui impliquait que ses visiteurs aillent le voir chez lui. Auguste Lecœur souligne d'ailleurs combien était devenue un mode de direction sa préférence



pour les colloques singuliers plutôt que pour les délibérations dans les organismes collectifs réguliers <sup>4</sup>.

Mais cette désinvolture n'était finalement que la manifestation de la conscience très aiguë qu'il avait de sa mission et de sa charge. On a, de la précocité de cette conscience, un témoignage assez remarquable : c'est la décision qu'en avril 1930 Maurice Thorez, alors emprisonné pour complot à la prison de Nancy, prit *seul* de payer, contre la règle générale du Parti en matière de répression, l'amende qui le libérerait <sup>5</sup>. Les termes de la lettre qu'il écrivait pour s'expliquer sont significatifs :

« Après une journée et une nuit de réflexion, j'ai pris la décision de verser 500 francs. J'ai pesé toutes les conséquences de mon geste. En mon âme et conscience je le crois conforme aux intérêts du Parti. Je m'en expliquerai avec le B.P. et aussi avec l'I.C. et le Parti. Je ne crois pas qu'on puisse livrer aussi légèrement des otages sans essayer de les sortir <sup>6</sup>... »

Ainsi, à trente ans et sans disposer, loin de là, de l'autorité et du pouvoir qu'il aura acquis après la Seconde Guerre mondiale, Maurice Thorez tranchait lui-même, sans consulter auparavant le bureau politique, dans une affaire qui ne le concernait pas seul. Une telle détermination, une telle certitude d'être dans le vrai rappellent quelque chose.

Cette esquisse de portrait exige sans doute de nombreuses retouches. Mais telle quelle, elle suggère du moins comment, même à l'époque stalinienne, le dirigeant d'un secteur de l'entreprise communiste mondiale ne pouvait pas être qu'un exécutant ; comment, serait-ce à l'intérieur de son propre Parti, il devait apprendre à s'orienter, fixer ses critères personnels de décision et de conduite, conquérir son autonomie et se montrer capable d'invention et d'imagination.

## EXCÈS DE MÉMOIRE ?

Qu'est-ce qui est changé aujourd'hui ? Qu'est-ce qui fait que Waldeck Rochet apparaît comme un homme aussi incapable de faire de très grosses erreurs que d'imaginer une démarche vraiment inédite ? Un homme en conséquence si déroutant que j'avoue mon incertitude : l'actuel secrétaire général du parti

français est à la fois très surprenant parce qu'il faut être très fort pour faire ce qu'il fait et très conforme parce qu'il faut être très limité pour ne faire que ce qu'il fait.

D'où vient cette « indisponibilité » pour le mieux et pour le pire qui me semble caractériser assez bien les dirigeants communistes de stricte obéissance (d'ici et d'ailleurs, sauf heureuses exceptions)? Ils ressemblent à ces chercheurs scientifiques dont le niveau paraît plus élevé que celui de leurs aînés parce qu'ils ont un indiscutable savoir-faire, et qui, néanmoins, ne « trouvent » rien parce qu'ils n'ont que du savoir-faire, mais pas d'inspiration, de souffle, de talent créateur. Ils savent admirablement ce qu'il *faut faire* dans chaque circonstance, ils savent *se tenir* parce qu'ils ont une énorme expérience et qu'ils ne sont à peu près jamais pris au dépourvu. Le sont-ils, ils parviennent d'ailleurs à retrouver leur direction en réduisant progressivement, même au prix d'une mutilation du réel, l'imprévu au prévu, le nouveau au déjà vu et déjà connu. Curieuse contradiction : dans un Parti dont l'histoire a été tellement effacée, manipulée, faussée, s'est développée pourtant une tradition dont le corpus, transmis de génération en génération, tend à étouffer, telle une scolastique, l'observation et la sensibilité au réel. Excès de mémoire? Si cette hypothèse est juste, il serait faux de n'en chercher l'origine que dans les mécanismes internes du Parti : c'est tout le dispositif de la lutte révolutionnaire à l'échelle mondiale qui devrait être mis en question. Mais les mécanismes internes y contribuent assurément : c'est ce que je voudrais montrer en analysant successivement les mécanismes de sélection, de formation et de décision qui régissent le petit monde des dirigeants communistes.

## QUI CHOISIT ?

Il y a le droit et il y a le fait.

Le droit : dans la hiérarchie propre du Parti comme dans toutes les hiérarchies parallèles, les dirigeants à tous les échelons sont *élus* par les conférences et congrès correspondants : les membres du bureau et le secrétaire de cellule par l'assemblée générale de la cellule, les membres du comité de section — qui élisent à leur tour le bureau et le secrétariat de section — par la conférence, généralement annuelle, de section, les membres du comité fédéral — qui élisent le bureau et le secrétariat fédéral — par la conférence fédérale, les membres du comité central — qui élisent le bureau politique et le secrétariat — par le congrès national d'une périodicité souple mais approximativement bisannuelle.

Le droit est donc massivement démocratique.

Mais le fait est sensiblement différent.

Sauf à l'échelon de la cellule où la démocratie est d'autant plus respectée que le problème est plutôt de trouver des volontaires pour occuper les fonctions harassantes de secrétaire et de trésorier.

Que ne doit pas faire un « bon » secrétaire de cellule ! Préparer l'ordre du jour de l'assemblée générale — naguère hebdomadaire, à présent bimensuelle et même mensuelle — et, pour cela, bien souvent, assister à une réunion préparatoire de section où sont données informations et directives ; « se pencher sur » des problèmes pratiques, variés et absorbants, en entraînant les autres membres de la cellule à : rédiger, imprimer et distribuer le journal de cellule ; coller les affiches ; vendre les journaux, et en particulier, lors des « ventes de masse », renforcer le C.D.H. ; diffuser les brochures ; tenir à l'occasion des réunions publiques et, une fois par an, l'assemblée de « reprise des cartes » ; participer aux manifestations collectives, défilés, commémorations, conférences éducatives etc. ; faire signer des listes de pétition ; songer aux prépa-

ratifs pour les grandes fêtes, et d'abord la fête de *l'Humanité*; faire remplir les listes de souscription; donner un coup de main, quand ils ont des problèmes particuliers à résoudre, aux « femmes », aux « jeunes », aux « vieux », « aux anciens combattants », à France-U.R.S.S., aux Partisans de la paix, aux Amis de l'école laïque... Tout ceci n'étant que la routine et ne dispensant pas d'avoir à faire face à des situations plus fiévreuses.

Cette suractivité, cette hâte, cette « gesticulation » — pour reprendre la formule de blâme employée traditionnellement par ceux qui en sont les véritables responsables — sont périodiquement déplorées et freinées par la hiérarchie communiste : comme elles sont pareillement déplorées et freinées dans toutes les hiérarchies du monde. Les victimes communistes trouvent d'ailleurs la même parade que les victimes des mêmes calamités dans le monde : elles en prennent et elles en laissent. A la vérité, elles en prennent plus qu'elles n'en laissent. Sauf à abandonner, épuisées : ce rythme, au niveau de la cellule, du travail militant, quand il est pris à cœur, contribue pour une part à cette rotation des effectifs dont il a déjà été question <sup>1</sup>. Mais il est aussi un signe qui rassure : s'agiter pour un blessé, c'est vérifier qu'il est bien vivant; militer, pour un communiste, c'est vérifier que la révolution est bien en marche.

Une fois franchi l'échelon de la cellule, le fait, en matière de sélection, n'est plus du tout conforme au droit. Certes, ce sont bien les congrès statutairement convoqués qui, formellement, élisent en assemblée plénière les dirigeants des organismes correspondants. Mais ce ne sont là qu'approbation attendue de chambres d'enregistrement, même si le vote a aujourd'hui lieu à bulletins secrets et non plus, comme avant 1956, par acclamations et jets de confettis.

Le contrôle des instances supérieures sur les instances inférieures s'exerce par trois voies convergentes : par le contrôle de la liste des candidats aux organes de direction de l'échelon inférieur; par le contrôle de la liste des délégués que l'échelon inférieur mandate, pour le représenter, au congrès de l'échelon supérieur; par le contrôle enfin de la liste des candidats que l'échelon inférieur est appelé à proposer pour exercer des fonctions dans les organes de direction de l'échelon supérieur.

Ce triple contrôle des instances supérieures sur les instances inférieures vise donc à s'assurer aussi bien de la composition des

organes de direction et de décision dans l'intervalle des congrès et conférences que de la composition de ces congrès et conférences chargés officiellement d'élire les organes de direction et de décision.

Ce triple contrôle s'exerce enfin *avant* et *pendant* la tenue des conférences et congrès statutaires.

*Avant* : l'échelon supérieur, dans les semaines qui précèdent la tenue d'une conférence de l'échelon inférieur, se livre à une étude minutieuse des trois listes en question, listes qui lui sont soumises par la direction sortante de l'échelon inférieur.

Cette étude est menée, dans un premier temps, à l'intérieur d'un organe particulier : la « section des cadres ». De quoi s'agit-il ?

Il y avait dans le vieux parti socialiste unifié, pour trancher les inévitables querelles personnelles, une commission des conflits. Dans le jeune parti communiste, il y eut, de même manière, une commission centrale de contrôle politique (C.C.C.P.) dont les membres étaient élus par le congrès national et qui était exclusivement chargée d'instruire les affaires transmises par le secrétariat du parti sur information des fédérations. Cette commission centrale de contrôle politique avait d'abord été debonnairement présidée par un vieux militant, ancien professeur, « papa Dupont ». Puis, vers 1930, elle avait été confiée à Henri Gourdeaux, militant syndicaliste des P.T.T., assisté de Lucien Midol, que son rôle dans les grèves de cheminots de 1919-1920, avait rendu célèbre.

La C.C.C.P. remplissait en quelque sorte le rôle que, dans la société civile, joue le Parquet. Mais, directement élue par le congrès, elle jouissait de ce fait d'une sorte d'indépendance et ses membres d'une certaine autorité personnelle, survivance des temps où l'autonomie l'emportait sur le centralisme.

La « bolchevisation » devait donc nécessairement se traduire dans ce domaine : mais avec retard puisque ce n'est qu'en 1932 que la C.C.C.P. fut doublée par l'institution, sur directives de Moscou transmises par Fried, d'une commission centrale des cadres placée, elle, dans la plus stricte dépendance à l'égard de la section d'organisation du comité central (c'est-à-dire sous le contrôle du secrétaire à l'organisation) <sup>2</sup>.

A vrai dire, l'objet d'une telle commission était au départ moins positif que négatif : après les années troubles que venait de traverser le parti, années symbolisées par l'affaire Barbé-Célor, il convenait de faire preuve de « vigilance révolutionnaire » en



démasquant les « suspects », les « indésirables », les « provocateurs ».

La technique qui fut alors mise au point fut, calquée sur celle du P.C. russe, la technique des « biographies » — on disait, pour aller vite, des « bios »; elle consistait à faire remplir par écrit aux membres du comité central, des directions régionales, des fractions syndicales, aux responsables communistes des organisations parallèles, aux cadres locaux, des questionnaires autobiographiques dont le libellé, sur le modèle russe, appelait des réponses « précises, complètes, détaillées et vérifiables ».

On connaît le libellé en usage en 1938 parce qu'il a été rendu public à la suite de « l'affaire Chalmette » : maire communiste d'une localité des Alpes-Maritimes, Chalmette refusa de remplir le questionnaire qui lui était soumis, le tenant pour indiscret et donna sa démission de membre du Parti <sup>3</sup>. Les militants « biographiés » devaient répondre en effet aux questions suivantes :

*Personnalité* : 1. Nom, prénoms, adresse, pseudonyme; 2. Date et lieu de naissance; 3. Profession; 4. Énumérer vos occupations successives et le lieu de votre travail depuis la guerre jusqu'à ce jour; 5. Salaire actuel et, si possible, salaires antérieurs; 6. Autres ressources, date à laquelle vous avez commencé à travailler.

*Parenté* : 7. Profession du père et de la mère; 8. Leurs moyens d'existence; 9. Leurs liaisons et opinions;

*Alliances* : 10. Nom de la femme ou de la compagne; 11. Sa profession; 12. Son salaire; 13. Est-elle du Parti?; 14. Quelle est son activité?; 15. Quelles sont ses opinions?; 16. Ses liaisons?; 17. Nom du père ou de la mère; 18. Profession, salaires; 19. Relations; 20. Avez-vous des enfants? Combien.

Suivaient, sous la rubrique *Relations générales*, une série de questions relevant de la vigilance révolutionnaire, par exemple :

« Avez-vous dans votre famille ou vos relations des personnes appartenant aux forces d'oppression ou de répression de la classe ouvrière? Des ennemis ou des adversaires du Parti? Si oui, quel degré de parenté? Depuis quand les connaissez-vous? Comment êtes-vous entrés en relations? De quelle façon précise et pour quel motif les fréquentez-vous? »

Ou bien encore :

« Avez-vous appartenu à d'autres groupements politiques que

le P.C.? Lesquels? Combien de temps? Pourquoi et quand les avez-vous quittés? »

Une dernière question, enfin, permettait de vérifier, si nécessaire, l'exactitude des déclarations : « Quels sont les militants qui vous connaissent? Indiquez-en au moins trois et précisez leur responsabilité actuelle. »

Cette technique de la « biographie » est restée en usage après guerre<sup>4</sup>. Le libellé du questionnaire fut simplement modifié dans ce qu'il avait de conjoncturel et certaines questions de contrôle remplacées par d'autres. C'est ainsi qu'à la Libération, il était demandé de préciser quelle avait été l'attitude de l'intéressé au moment du pacte germano-soviétique.

Si cette technique s'est maintenue contre vents et marées (on imagine les problèmes de sécurité posés par la conservation, même provisoire, de telles « archives » et, du moins pour la période antérieure à la guerre, par leur transfert, à travers tant de frontières, au siège de l'Internationale communiste à Moscou), c'est qu'elle se révéla, aux dires mêmes de l'exécutif qui en félicita sa section française en décembre 1933, de nature à éliminer les indicateurs et informateurs dont on sait qu'ils pullulaient dans le mouvement ouvrier français d'avant 1914. L'historien ne pourra confirmer ou infirmer cette opinion que lorsqu'il aura le loisir, les archives d'État étant ouvertes, de vérifier ce que la police « savait » ou ne « savait pas » de l'organisation communiste : au regard de la loi actuelle, il faut attendre encore quelques lustres.

Mais le plus important n'est pas là. On s'aperçut bientôt que cet énorme fichier pouvait avoir une autre fin que celle, négative, qu'on lui faisait primitivement jouer : pourquoi ne pas s'en servir en effet pour établir, avec les militants dont les « bios » donnaient toute satisfaction, une réserve de cadres éventuels?

C'est par ce biais que la commission centrale des cadres, avec ses correspondants aux échelons inférieurs, les « commissions fédérales des cadres » et les « responsables aux cadres » dans les comités de section, a peu à peu été habilitée à « cadrer » des militants — c'est-à-dire leur faire remplir des « bios » — de manière « préventive » : lorsqu'ils paraissaient susceptibles de remplir ultérieurement des fonctions responsables. Elle a surtout

vocation, possédant toutes les données sur le dispositif général des forces dans chaque organisation communiste, à proposer, avant toute conférence ou congrès statutaire, la meilleure ventilation possible des cadres existants ou virtuels.

Sur la base de ce travail préparatoire, le secrétariat de telle fédération — pour prendre l'exemple de cet échelon départemental — est en mesure, dans un second temps, d'examiner la composition du comité de telle de ses sections dont la conférence est sur le point de se tenir et d'en arrêter ce qu'il tient pour le plus valable en matière de promotions ou de retraits.

Reste à en persuader la section intéressée : c'est la mission propre du « délégué de la Fédération » durant la conférence de section. Il est en effet d'usage que les conférences et congrès de chaque échelon se déroulent en présence d'un délégué de l'échelon supérieur. Ce délégué n'est pas un auditeur passif. Non seulement il participe activement aux débats qui se déroulent en assemblée plénière, non seulement il prononce le « discours de clôture » où sont « tirées les conclusions » : distribués compliments et blâmes que méritent la tenue de la session et l'activité d'ensemble de la section; développés les thèmes politiques, les objectifs pratiques et les perspectives du moment. Mais encore, mais surtout le délégué de la Fédération participe aux débats et dirige en fait la « commission politique » de la conférence<sup>5</sup>.

La commission politique? C'est, dans les conférences et congrès statutaires à tous les échelons, un organisme restreint élu par l'assemblée plénière; composée d'un ou plusieurs représentants de chaque « délégation » — de chaque cellule à la conférence de section, de chaque section à la conférence fédérale etc. —, elle a, en principe, pour fonction de veiller au déroulement d'ensemble des débats. Elle peut estimer nécessaire d'attirer l'attention de l'assemblée plénière sur ce qu'il y a de souhaitable à infléchir la discussion dans tel ou tel sens. Mais elle a surtout pour tâche d'examiner les candidatures aux organismes de direction; c'est ici, en petit comité, que se déroulent donc les débats de caractère personnel : l'activité des « sortants » comme les qualités des « nouveaux » sont passées au crible. C'est ici qu'intervient, pour peser dans le sens des décisions arrêtées au préalable, le représentant de la fédération (à la conférence de section) ou du comité central (à la conférence fédérale). C'est ici que sont définitivement dressées, pour être soumises à l'approbation de l'assemblée

plénière, la liste des candidats aux fonctions de direction, celle des délégués de la conférence au congrès de l'échelon supérieur, enfin la liste des candidats que l'échelon inférieur propose pour exercer des fonctions dans les organes de direction qui seront élus par le congrès de l'échelon supérieur.

L'analyse détaillée de ces mécanismes de sélection permet de comprendre comment le centralisme est toujours gagnant : d'un côté, en effet, des militants, au demeurant triés (commissions politiques), qui se connaissent peu et n'ont qu'une vue limitée des problèmes, de l'autre un délégué de l'échelon supérieur armé d'une information sur dossiers minutieusement établis, d'une vue d'ensemble et de précédents<sup>6</sup>.

Ce n'est pas à dire que la « spontanéité » est totalement écrasée. D'abord, comme on l'a vu, l'échelon inférieur a l'*initiative* : c'est sur ses propositions que travaille au départ la commission des cadres de l'échelon supérieur. Ensuite, dans les conférences elles-mêmes, au moins au niveau des conférences de section où les militants se connaissent bien, surgissent souvent des propositions nouvelles imprévues et d'ailleurs heureuses, fréquemment acceptées, serait-ce à titre expérimental. En outre, on ne comprendrait rien à la pratique réelle si l'on ne faisait pas entrer en compte les nombreuses consultations, y compris parmi les militants du rang, auxquelles se livrent « les cadres » quand ils préparent leurs dossiers de propositions. Comme dans toute structure autoritaire, on sait qu'un chef s'impose d'autant plus aisément que sa nomination « par en haut » a été précédée de discrets sondages parmi ses éventuels subordonnés. Enfin il faut tenir compte que le schéma théorique est considérablement assoupli dans bien des cas — au niveau surtout des sections — par la force des choses... provinciales. Si, dans la région parisienne, la continuité du tissu social (communiste) fait que la règle y est assez rigoureusement observée, combien de sections de province où les militants locaux, qu'on est bien forcé — il n'y a pas l'embarras du choix — de ménager, se sont assurés d'une relative autonomie et n'en usent qu'à leur tête, en arguant de leurs « conditions spéciales », avec les directives fédérales et les envoyés du comité central !

Mais, au fur et à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie, « l'initiative d'en bas » n'a plus guère l'occasion de se manifester : d'une part, parce que les membres des commissions politiques, aux échelons fédéraux et central, appartenant presque tous au



monde des cadres, savent que les études préalables ont déjà abouti à de quasi-décisions; d'autre part, parce que des candidats sérieux ne sauraient brusquement s'imposer *ex nihilo*.

Cette description donne également à saisir pourquoi les propositions de réforme qui furent avancées au lendemain du XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. et dans le contexte d'un « retour à la démocratie léniniste », étaient voués à l'échec : vote à bulletin secret, établissement de listes où les candidats sont en nombre supérieur à celui des postes à pourvoir peuvent se révéler des modalités de nature à rendre du jeu à des mécanismes rouillés, mais pas de nature à les briser <sup>7</sup>. Pour les briser, il faudrait un renversement total du courant, autrement dit un rejet radical de l'ingérence, ouverte, discrète ou camouflée, de l'instance supérieure dans les affaires de l'échelon inférieur. Problème que d'autres institutions, dans ce pays du jacobinisme centralisateur, connaissent bien : c'est tout le problème de « l'autonomie », avec ses avantages mais ses périls également bien connus (constitution, comme dans le vieux parti socialiste, de petites féodalités locales, rigidités conduisant à ce qu'une organisation riche en ressources n'en puisse « dépanner » une autre plus pauvre etc.).

### QUI EST CHOISI?

Cette étude des *mécanismes* de sélection permet donc de répondre à un premier ordre de questions : « Qui choisit ? » Réponse plus nuancée qu'on ne le fait en général, mais néanmoins très nette : le rapport entre démocratie et centralisme demeure, au profit du centralisme, écrasant.

Reste à connaître les *critères* de sélection pour répondre à un deuxième grand ordre de questions : « Qui est choisi ? »

Mais d'abord, interrogation préalable, y a-t-il du choix ? Autrement dit, peut-on considérer qu'une forte concurrence conduit à éliminer, chemin faisant, un pourcentage considérable d'aspirants à des fonctions de direction dans l'appareil communiste ?

Mesure délicate : a-t-on jamais calculé l'indice de compétition s'exerçant à l'intérieur de la classe politique française ?

Sans que les éléments dont on dispose permettent une réponse pleinement assurée, il semble qu'on puisse dégager trois hypothèses de travail : 1. Il y aurait au niveau des cadres, comme à



celui des effectifs, une consommation considérable à propos de laquelle il est possible d'avancer le terme de gaspillage; 2. Il se dégagerait néanmoins un noyau si remarquablement stable que, pour en briser la rigidité, les modes d'élimination naturelle apparaissent insuffisants; 3. Au demeurant, la concurrence est très inégale suivant les catégories et largement faussée par la prédominance de la notion collective de représentativité sur la notion individuelle de capacité.

### 1. *Consommation considérable de cadres*

Les membres du comité directeur du P.C.F., de 1921 à 1924, étaient en nombre fixe : 24 titulaires et 8 suppléants. En 1924, dans la foulée de la bolchevisation, le comité directeur fut d'abord assoupli dans sa composition : aux 24 titulaires et 8 suppléants traditionnels, furent adjoints 5 titulaires représentants de la province, 4 représentants d'organisations communistes spécialisées (Jeunesses, Pupilles, Bureau latin <sup>8</sup>) et 2 représentants des groupes communistes étrangers en France. En 1925, rebaptisé comité central pour marquer qu'il devait se comporter comme l'instance suprême de direction dans l'intervalle des congrès, il fut également étoffé. Dès lors sa composition numérique fut variable. Elle se situa jusqu'en 1939 entre un minimum de 43 membres (en 1925) et un maximum de 79 (en 1926). En moyenne, dans l'entre-deux guerres, le comité central a donc compté une cinquantaine de membres, dont une quarantaine de titulaires et une dizaine de suppléants.

Après guerre, de 1945 à aujourd'hui, le comité central connut un nouveau développement, passant de 69 membres en 1945 à 90 à l'issue du XVIII<sup>e</sup> congrès (janv. 1967) : en moyenne, 86. Il semble d'ailleurs qu'on s'efforce depuis les années 60 de ne pas lui faire dépasser le chiffre fatidique de la centaine.

Or, de 1920 à 1939, pour tenir la cinquantaine de postes que compta en moyenne le comité central, il fallut 210 personnalités qui, à un moment ou à un autre, en furent membres titulaires ou suppléants. De 1945 à aujourd'hui, pour tenir moins de 90 postes, il en fallut 214.

### 2. *Formation d'un noyau stable*

Dans le même temps où, « bolchevisé », le comité central s'étoffa, sa structure devenait plus complexe. Les membres titulaires

qui, aux trois premiers congrès, étaient normalement placés dans l'ordre alphabétique, furent en 1925 placés dans un ordre de mérite. On en revint ensuite à l'ordre alphabétique mais en 1936, Cachin, nommé le premier, était mis en vedette; en 1937, on distinguait de la même manière Cachin et Thorez. En 1937 également, autre innovation : les membres suppléants anciens étaient nettement différenciés des membres suppléants nouveaux.

Cette hiérarchisation interne du comité central, permettant l'établissement d'un véritable *cursus*, aboutit, après 1945, à de nouveaux raffinements : au X<sup>e</sup> congrès (juin 1945) étaient placés en tête : les membres titulaires également membres titulaires du bureau politique (par ordre de mérite), les membres titulaires également membres du bureau politique mais à titre de suppléants (par ordre de mérite), les membres titulaires anciens (par ordre alphabétique), les membres titulaires nouveaux (par ordre alphabétique), les membres suppléants (par ordre alphabétique).

Contre cette sophistication, une réaction devait s'esquisser au XVI<sup>e</sup> congrès en 1956, dans la foulée du XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. et pour montrer que les « phénomènes français du culte » (sans doute secondaires!) étaient traqués : dès lors, les membres titulaires étaient tous groupés dans un ordre alphabétique strict, tandis que les membres suppléants étaient classés à part également dans un ordre alphabétique. Une telle dichotomie répondait sans doute de manière trop fruste au besoin de hiérarchisation interne : les XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> congrès rétablissaient un échelon supplémentaire, puisque, après les membres titulaires, étaient inscrits les membres suppléants anciens restant suppléants puis les membres suppléants nouveaux.

C'est que la hiérarchie interne du comité central contribue à ce que se dégage, au niveau du comité central, un noyau stable dont rend bien compte une recherche statistique élémentaire.

De 1920 à 1939 en effet, dix congrès statutaires procédèrent à l'élection d'un comité directeur (ou comité central). Cependant en 1929, la composition du comité central élu au terme du congrès de Saint-Denis ne fut pas rendue publique : à l'époque beaucoup de ses membres se trouvaient sous le coup d'un mandat d'arrestation. Pour cette période d'entre les deux guerres, nous ne disposons donc que de 9 états.

Précisons bien qu'il s'agit de listes *officielles*. Elles ne posent donc pas, comme telles, de problèmes majeurs, d'autant que,

malgré une intense répression individuelle, le Parti, dans cet intervalle, a toujours été globalement légal. Quelques pseudonymes seulement sont à décrypter. Une réserve néanmoins de fond : il ne faut pas confondre, à partir de 1925, la composition *officielle* du comité central et sa composition *réelle* lors de ses sessions. D'abord parce qu'aux réunions du comité central prennent part, en fonction de l'ordre du jour, des *invités*, membres, par exemple, de commissions et services centraux intéressés et dont certains ont plus d'influence et sont plus au fait des choses que des membres *de jure* du comité central résidant, par exemple, en province. Ensuite parce que, votant de plein droit, participent des membres *clandestins* responsables de secteurs particuliers auxquels il serait imprudent de donner de la publicité : ces « clandestins » sont entre autres des responsables de l'activité des groupes communistes étrangers résidant en France, des groupes communistes dans les colonies, de l'appareil antimilitariste, des communistes fonctionnaires de l'appareil d'État, des organisations communistes internationales ayant une antenne en France — au premier chef, les délégués de l'Internationale communiste auprès du P.C. français.

Ces réserves faites, la *mobilité* du comité central se traduit de la manière suivante : sur les 210 personnalités qui, de 1920 à 1939, furent à un moment ou à un autre, élues membres du comité central <sup>9</sup>,

115 militants furent élus 1 fois		
44	—	2 —
29	—	3 —
10	—	4 —
5	—	5 —
4	—	6 —
1	—	7 —
1	—	8 —
1	—	9 —

Il en résulte qu'un membre sur deux (104 sur 210 <sup>10</sup>) de l'un des comités centraux élus entre 1920 et 1939 a été éliminé définitivement dès l'élection suivante. Le taux moyen d'élimination est donc de 50 %.

Mais, si l'on considère isolément la composition de chacun des comités centraux élus entre 1920 et 1939, le pourcentage des

membres qui en fut éliminé au congrès suivant varie de manière importante, comme en témoigne le tableau suivant :

<i>C.C. élu en</i>	<i>Nombre total de membres du C.C.</i>	<i>Éliminés au congrès suivant</i>	<i>Pourcentage</i>
1920	32	17	53
1921	31	19	61
1922	32	26	81
1924	40	19	47
1925	43	16	32
1926	79	56	70 <sup>11</sup>
1932	54	15	28
1936	46	7	15 <sup>12</sup>

Cette variation s'explique à l'évidence par des facteurs de caractère conjoncturel. De 1920 à 1924, c'est l'époque agitée d'un communisme français à la recherche de lui-même : lui correspond une période marquée par le renouvellement très rapide des organes de direction dont la composition est périodiquement bouleversée par les changements de fond qui affectent le mouvement. De 1924 à 1936, le communisme « bolchevisé » est en train de se trouver. Il y a alors formation progressive d'un appareil de direction stable.

Non que soit complètement éliminée la fraction des cadres éphémères qui ne « tiennent » que dans l'intervalle de deux congrès : on peut estimer celle-ci au quart des membres de chaque comité central.

Mais en revanche les éléments de permanence se multiplient : en considérant (arbitrairement) qu'un militant élu au moins quatre fois au comité central constitue un tel élément, il apparaît que, sur les 210 militants qui, à un moment ou à un autre, ont été membres du comité central entre 1920 et 1939, il s'en trouve 21, soit 10 % qui ont été élus de 4 à 9 fois.

Nommément : un seul militant a été élu 9 fois sur 9 (Marcel Cachin); un autre, 8 fois (Henri Gourdeaux); un autre, 7 (Renaud Jean); 6 furent élus 6 fois (Gabriel Péri, Henri Raynaud, Louis Sellier, Pierre Sépard, Maurice Thorez, Paul Vaillant-Couturier); 3 furent élus 5 fois (Johanny Berlioz, Lucien Midol, André Marty); 9 furent élus 4 fois (François Billoux, Florimond Bonte, Gaston Cornavin, Alfred Costes, Jacques Doriot, Jacques Duclos, Georges Marrane, Gaston Monmousseau, Albert

Vassart). Si chacun de ces noms évoque un destin particulier, si tous n'appartiennent pas à la même génération et au même type de militant, si l'on n'y trouve pas enfin les noms de tous ceux qui ont joué un rôle majeur dans le développement du communisme français, nous avons bien là néanmoins un échantillon valable de ce que nous entendons par « éléments de permanence ».

Que représente ce noyau stable à l'intérieur de chaque comité central? Environ le tiers de ses membres, comme le montre le tableau suivant :

<i>C.C. élu en</i>	<i>Nombre total de membres du C.C.</i>	<i>Éléments de permanence</i>	<i>Pourcentage</i>
1924	40	14	35
1925	43	15	34
1926	79	22	27
1932	51	18	35
1936	46	17	36
1937	50	14	28

On pourrait donc, en première approximation, conclure qu'entre les deux guerres, un quart environ de chaque comité central était voué à l'éphémère, un tiers au contraire à la permanence. N'est-ce pas un début de réponse à la contradiction dont les commentateurs se font l'écho quand, parlant des cadres communistes, ils affirment tantôt que « ce sont toujours les mêmes » et tantôt qu'« ils changent tout le temps »?

L'évolution d'après-guerre confirme ce qui se dessinait déjà dans les années 1930 : la part des éléments de permanence croît de façon notable. Neuf congrès nationaux procédèrent en effet, de 1945 à 1967, à l'élection de 9 comités centraux successifs. Or, sur les 214 militants qui furent, à une date ou une autre, parmi les élus,

40 militants sont élus	1 fois
53 —	2 —
33 —	3 —
17 —	4 —
26 —	5 —
17 —	6 —
12 —	7 —
5 —	8 —
11 —	9 —



Ainsi, alors qu'un membre sur deux de l'un des comités centraux élus de 1920 à 1939 était éliminé définitivement dès l'élection suivante, depuis 1945 c'est seulement un sur six.

Si l'on considère encore la composition de chacun des comités centraux entre 1945 et 1968, le pourcentage de membres qui en furent éliminés au congrès suivant oscille entre 4 et 34 % :

<i>C.C. élu en</i>	<i>Nombre total de membres du C.C.</i>	<i>Éliminés au congrès suivant</i>	<i>Pourcentage</i>
1945	69	9	13
1947	84	29	34
1950	77	21	27
1954	71	3	4
1956	99	17	17
1959	93	10	10
1961	99	31	31
1964	93	8	8

Il semble donc que la fraction des cadres éphémères est tombée au-dessous du cinquième.

Si l'on reprend enfin le critère selon lequel un militant élu au moins 4 fois constitue un élément de permanence, il apparaît que sur les 214 militants qui ont été membres du comité central entre 1945 et 1968, il s'en trouve 88 dans ce cas, soit 41 % (contre 10 % avant 1939).

Parmi les 90 membres actuels du comité central (élus ou réélus au XVIII<sup>e</sup> congrès de janvier 1967),

3 le sont depuis 1926, c'est-à-dire depuis 42 ans (Billoux; Duclos; Frachon);

3 le sont depuis 1932, c'est-à-dire depuis 36 ans (Fajon, Guyot, Mauvais);

1 l'est depuis 1936, c'est-à-dire depuis 32 ans (Waldeck Rochet);

6 le sont depuis 1945, c'est-à-dire depuis 23 ans (Ballanger, avec une longue interruption de 1947 à 1961, Figuières, Garaudy, Villon, Marie-Claude Vaillant-Couturier, Jeannette Vermeersch);

4 enfin depuis 1947, c'est-à-dire depuis 21 ans (Yvonne Dumont, Léon Feix, Victor Joannès, Fernande Valignat).

Au total donc, 17 des 90 membres actuels du comité central y ont accédé depuis plus de 20 ans. Vingt-cinq autres y ont accédé depuis plus de 10 ans.

Aussi peut-on se demander dans quelle mesure le problème n'est pas plutôt aujourd'hui d'assurer artificiellement le renouvellement nécessaire d'un organisme qui tend spontanément à se figer. C'est ce que suggère la relative brutalité avec laquelle, à deux reprises, en 1956 et en 1964, s'est accru le pourcentage des « nouveaux », comme en témoigne le tableau suivant :

<i>C.C. élu en</i>	<i>Nombre total de membres</i>	<i>Nouveaux</i>	<i>Pourcentage</i>
1945	69	44	62
1947	84	24	28
1950	77	22	28
1954	71	15	21
1956	99	30	30
1959	93	11	11
1961	99	16	16
1964	93	25	26
1967	90	5	5

C'est ce que permet de mettre encore mieux en évidence l'étude de l'organisme plus restreint qu'est le bureau politique.

C'est à son V<sup>e</sup> congrès, en juin 1926, que, sous le contrôle direct du comité exécutif de l'I.C.<sup>13</sup>, le parti français fut appelé à réorganiser sa direction en invitant le comité central à désigner en son sein un noyau homogène et concentré : prévue pour comprendre une douzaine de membres, cette instance nouvelle, baptisée bureau politique, eut une composition numérique toujours variable. Tombée à 9 en 1937, elle tendit régulièrement depuis 1945 à s'étoffer. Elle compte aujourd'hui 19 membres.

Quant à sa composition politique, elle fut, dans un premier temps — de 1926 à 1932 —, très flottante : c'est qu'elle reflétait au plus près les tâtonnements qui marquaient la recherche des forces sur lesquelles bâtir un parti « bolchevisé ».

Au départ, le premier bureau politique tenta en effet d'être l'expression de l'alliance des deux forces sur lesquelles voulait s'appuyer l'Internationale : celle représentée par les communistes militant dans les syndicats et celle que constituaient les jeunes communistes formés dans les J.C. — en particulier dans « l'action antimilitariste » conduite par celles-ci. On y trouva en

conséquence, aux côtés de quelques militants qui faisaient la transition avec l'ancien état de choses, des hommes comme Monmousseau, Frachon, Racamond pour la première catégorie, Doriot pour la seconde. Maurice Thorez détenait déjà une position originale : c'était un jeune — il n'avait que 26 ans — mais qui n'appartenait pas au groupe, issu à proprement parler des J.C., pour qui la « jeunesse » n'était pas un âge mais une politique.

Trois ans plus tard, en avril 1929, le VI<sup>e</sup> congrès de Saint-Denis élimine ceux qui, dans le bureau politique de 1926, appartenaient encore à la génération d'avant la bolchevisation (Bernard, Sellier, Renaud Jean), ainsi que deux autres militants qui ont connu entre-temps des « accidents de parcours » : Dudillieux et Crémet. En revanche, il accueille d'un coup 5 « nouveaux » : Barbé, Ferrat, Billoux, Lozeray, Célor. C'est la preuve de la victoire, à cette date, du groupe issu des J.C. Mais dans la période suivante, terriblement confuse, le bureau politique est encore profondément remanié à trois reprises : en juin 1930 où il est brutalement réduit de 13 titulaires à 7 (Barbé, Cachin, Doriot, Frachon, Monmousseau, Sémard, Thorez); en mars 1932 où le comité central élu au VII<sup>e</sup> congrès désigne en son sein un bureau politique de 11 membres auxquels sont adjoints, après le XII<sup>e</sup> exécutif de l'I.C. en septembre de la même année, 4 suppléants — dans l'ordre : Vassart, Tillon, Martel et Arrachart.

Cette dernière décision de l'automne 1932 marquait le point final du processus initial de formation. Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui, la composition du bureau politique n'a que très lentement évolué par l'intégration périodique, à très petites doses, de nouveaux promus : 2 au VIII<sup>e</sup> congrès; 0 au IX<sup>e</sup>; 2 au XI<sup>e</sup>; 2 au XII<sup>e</sup>; 3 au XIII<sup>e</sup>; 3 au XIV<sup>e</sup>; 1 au XV<sup>e</sup>; 1 au XVI<sup>e</sup>; 2 au XVIII<sup>e</sup>.

A deux moments seulement, l'injection d'éléments nouveaux s'est révélée plus importante. D'abord, aux lendemains de la Libération, sans attendre le X<sup>e</sup> congrès qui devait se réunir en juillet 1945, le comité central réuni en janvier (et dont la composition était celle du dernier comité central élu avant guerre en 1937) adjoignait d'un coup aux 8 « anciens » du B.P. (Thorez, Duclos, Marty, Frachon, Cachin, Monmousseau, Billoux, Ramette) 6 « nouveaux » (Dupuy, Fajon, Guyot, Mauvais, Rochet, Tillon). Mais c'était là régularisation d'une situation de fait qui n'avait pu être « légalisée » plus tôt en raison des circonstances. Enfin,

au XVII<sup>e</sup> congrès de 1964, l'entrée de 4 « nouveaux » marquait — pressentiment ? — la fin de la période thorézienne.

Cette prudence, depuis 36 ans, dans le processus de renouvellement du bureau politique explique qu'au total, entre le V<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> congrès, c'est-à-dire de 1926 à 1967, soit en 41 ans, 43 militants seulement y ont appartenu, dont 19 y sont encore.

Il n'est donc pas étonnant d'observer que ses membres ont été pour la plupart reconduits de congrès en congrès. Si, en effet, 11 (sur 43) n'ont été membres du bureau politique qu'une seule fois dans l'espace de deux congrès, 6 l'ont été deux fois, 5 trois fois, 5 quatre fois, 4 cinq fois, 2 six fois, 3 sept fois, 4 neuf fois (Cachin, Fajon, Guyot, Rochet), 1 onze fois (Billoux) et 2 douze fois (Duclos et Thorez).

Cette stabilité du noyau dirigeant est finalement si grande qu'elle pose un problème redoutable : comment assurer à un tel organisme la mobilité indispensable ? La solution qui consiste à élargir sa composition numérique est médiocre : pour conserver son efficacité, ce doit être une instance étroite. Le chiffre aujourd'hui atteint de 19 paraît une limite à ne guère franchir. Il faut donc, si l'on veut faire place à des éléments neufs, procéder à des éliminations. Sur quelles bases ?

Parmi les 24 dirigeants qui, au cours des 40 dernières années, ont cessé d'appartenir au bureau politique, 3 sont morts de mort naturelle (Thorez, Cachin, Monmousseau). 10 autres ont abandonné leurs fonctions pour des motifs divers : vieillissement, maladie, inaptitude, appel à d'autres formes d'activité militante. C'est peu. Et c'est ici qu'on mesure la fonction positive de ce qu'on appelle dans le Parti des « affaires » et ailleurs des crises politiques graves : dix membres du bureau politique sont en effet partis en raison de désaccords de fond. Dans le tourbillon de la bolchevisation : Sellier et Renaud Jean. Dans le mûrissement du Front populaire et pour des raisons opposées : Doriot et Ferrat. A l'heure du pacte germano-soviétique : Gitton. Après guerre, les trois grandes « affaires » que furent « l'affaire Marty-Tillon » en 1952, « l'affaire Lecœur » en 1954, « l'affaire Casanova-Servin » en 1961, ont eu, entre autres fonctions <sup>14</sup>, celle de réintroduire une relative mobilité au sommet de la hiérarchie communiste. On observera que c'est là exactement le rôle que jouent, sur un mode sanglant, les grands procès dans l'univers stalinien.

### 3. Concurrence différentielle

Le relatif gaspillage de cadres qui concourent à la sélection du noyau stable de direction à tous les échelons mais surtout aux échelons inférieurs et le relatif blocage du sommet de la hiérarchie communiste, en créant les conditions d'une compétition à la fois très ouverte et très âpre, devraient assurer que ceux qui se sont imposés comme des dirigeants confirmés sortent tout à fait de l'ordinaire.

Or il n'en est rien parce que la compétition est largement faussée en raison de la nature *réelle* du pouvoir dans l'appareil communiste et de la conception d'ensemble qui commande à la prise des décisions <sup>15</sup>. Il en découle que les organes de direction à tous les échelons sont conçus de telle manière qu'ils soient, le plus fidèlement possible, « représentatifs » : et ce, dans les deux sens. Représentatifs de l'extérieur pour l'intérieur et de l'intérieur pour l'extérieur.

Comité central et comités fédéraux n'ont en effet pas tant à sélectionner les hommes les plus « capables », les plus « doués », selon des critères subjectifs douteux, mais à réunir les hommes qui, par leur fonction et leur situation, sont placés de manière à pouvoir saisir et traduire les courants profonds des milieux et catégories dont l'opinion intéresse le Parti et, à l'inverse, être saisis par ces mêmes milieux et catégories comme symboles vivants de ce que le Parti entend faire pour eux dans le présent et à l'avenir.

Tout se passe dès lors comme si fonctionnait un modèle théorique du comité central. Comme fonctionne d'ailleurs un modèle théorique du Parti, lequel commande pour une part à l'image que fournit à chaque congrès le rapport de la « commission des mandats » indiquant le nombre des délégués, leur répartition par sexe, par profession, par âge, par ancienneté. Cette image est en effet *réelle* puisqu'elle est élaborée à partir des vraies coordonnées d'individus en chair et en os, mais elle est aussi *théorique* parce qu'en fait une bonne partie de ces individus réels n'ont été sélectionnés comme délégués qu'en raison de leurs coordonnées correspondant au modèle théorique que le Parti a de lui-même.

La sélection a donc pour objet de permettre que le réel se conforme au plus près au modèle théorique. Dans une proportion



optima, *doivent* être « représentés » les différentes « générations », les deux sexes, les divers statuts socio-professionnels, les principales régions, les secteurs-clés de l'activité de masse; au terme, l'organe dirigeant *doit* être un microcosme du Parti et du pays (du moins de la fraction du pays qui constitue pour les communistes leur « pays réel »).

La compétition n'est pas dans ces conditions une compétition globale : n'importe qui n'est pas en concurrence avec n'importe qui. Mais une inégale compétition sectorielle dont l'âpreté est différente suivant l'importance des besoins.

C'est ainsi que la nécessité d'avoir des femmes, susceptibles de « représenter » les masses féminines, contraint à un épuisant exercice de recrutement et de formation de cadres féminins dont la fluctuation est aussi grande que celle qui affecte les militantes<sup>16</sup>. En 1966, sur 589 femmes membres des comités fédéraux sortants, 135 ne sont pas réélues et sur les 576 femmes qui sont élues, 122 le sont pour la première fois<sup>17</sup>.

De même on peut observer que, depuis 1945, la majorité des militants qui, élus au comité central, en ont été très rapidement éliminés sans qu'il y ait eu à proprement parler désaccord ou désaveu, étaient des ouvriers dont la promotion avait été très rapide en raison précisément de leur origine sociale satisfaisante et qui n'ont pas su s'adapter à leur nouvel état.

Cette inégale compétition sectorielle, au demeurant, s'exerce dans un cadre préservé qui renforce encore l'influence du modèle théorique et explique en définitive que les dirigeants communistes soient si conformes à l'idée qu'on s'en fait, à la fois très avertis de ce qu'ils doivent savoir et très ignorants de ce qu'il faudrait qu'ils sachent mais qui n'est pas inclus dans un modèle théorique dont l'élaboration remonte à quelques décennies. C'est qu'il apparaît de plus en plus que le *risque* de promotions rapides n'est pris que pour des hommes appartenant à des catégories dont la « représentation » est menacée alors qu'elle est particulièrement souhaitable. Pour le reste, les promotions sont le produit mûrement réfléchi et longuement attendu de l'exercice des fonctions dans lesquelles l'impétrant est *aposteriori* confirmé par une « élection » régulière. Les trois derniers comités centraux sont de ce point de vue exemplaires : les nouveaux « suppléants » élus aux XVI<sup>e</sup> (1961), XVII<sup>e</sup> (1964) et XVIII<sup>e</sup> congrès (1967) ont une moyenne d'âge respective de 36, 37 et 37 ans; mais surtout

leur moyenne d'ancienneté — c'est-à-dire de leur temps d'appartenance au Parti — est de 16 et 19 ans (nous n'avons pas les éléments de calcul pour le XVII<sup>e</sup> congrès). C'est bien là la preuve que, dans la généralité des cas, l'élection au comité central est le couronnement d'une carrière interne. Il serait d'ailleurs intéressant — mais nous n'en avons pas la possibilité statistique — d'établir la moyenne d'ancienneté non dans le Parti mais dans la situation de permanent : il semble en effet que la quasi-totalité des nouveaux élus appartenait déjà à l'appareil et c'est en tenant compte des fonctions qu'ils y occupent qu'ils ont été appelés officiellement à faire partie de son état-major. On voit comment ici les mécanismes de sélection se confondent avec le processus de formation.

## Le processus de formation

« A bas les pédants communistes!

Loin de moi la pensée de nier la nécessité d'une littérature populaire (mais non vulgaire) pour les ouvriers les plus sincères. Mais ce qui me révolte, c'est cette juxtaposition continuelle de la pédagogie aux questions de politiques et d'organisation... »

*Lénine*, lettre du 4 fév. 1922 à Boukharine, t. 25, p. 335.

« Il nous faut dire non seulement aux Russes mais également aux étrangers que le plus important dans la période qui commence maintenant, c'est d'apprendre. Nous apprenons d'une façon générale; il faut qu'ils apprennent, eux, de façon spéciale, afin de comprendre réellement l'organisation, la structure, la méthode et le contenu du travail révolutionnaire. Si cela se fait, je suis convaincu que les perspectives de la révolution mondiale seront non seulement bonnes mais excellentes. »

*Lénine*, discours au IV<sup>e</sup> congrès de l'I.C. 15 novembre 1922. Publié dans le *Bulletin* du IV<sup>e</sup> congrès, n° 8, 16 nov. 1922, reproduit dans *Œuvres*. Éditions sociales, t. 33, p. 444.

Le processus de formation des cadres communistes est évidemment complexe. Et les vieilles sentences usées et rabâchées mais toujours reprises sont significatives : « L'impatience n'est pas une vertu révolutionnaire »; « On apprend dans la vie comme dans les livres »...

En d'autres termes, jésuites et communistes, en éducateurs prudents, se retrouvent sur un point fondamental : on ne peut rien contre le temps et contre l'expérience. En matière de vocation, d'aptitudes et de consécration, seule la durée est une mesure valable et seule l'épreuve pratique est un révélateur décisif :

« Les cadres se créent par la sélection dans le travail. Cette sélection exige un temps assez long. Elle ne peut se faire que par une épreuve continue dans la lutte... L'organisateur communiste doit être élevé dans l'idée qu'il ne s'occupe pas de la révolution comme d'un passe-temps mais qu'il est voué entièrement à la lutte révolutionnaire, qu'il est entièrement à la disposition du Parti<sup>1</sup>. »

D'où, dès que la chose est rendue possible par l'abondance des ressources, l'allongement des périodes probatoires. Ce qui caractérise les dernières promotions du comité central, on l'a vu, c'est moins leur étroitesse relative que la longueur du stage antérieur et le poids de l'expérience acquise par les nouveaux élus.

Dans cette optique — qui rejoint celle, moderne, de la formation permanente — toute activité présente une dimension pédagogique : la lecture de *l'Humanité*, les débats en conférence de section, une campagne électorale, une grève; et la Fête de *l'Humanité* à Vincennes n'est pas la moindre des cérémonies où l'intention pédagogique est insistante.

Il reste que le Parti ne fait pas seulement fond sur les enseignements constitués par les retombées de la vie quotidienne. Il entend parallèlement, par une série d'institutions directement éducatives, procéder de manière systématique à la formation des cadres.

Des formules diverses ont été essayées — cours par correspondance, conférences éducatives mensuelles, guides de lectures graduées, encouragement au « travail personnel » et son contrôle<sup>2</sup> etc. Près de 600 élèves suivirent par exemple *l'École par correspondance* dans les années 1932-33, dont 39 femmes et 54 J.C. 50 % de ces élèves étaient des ouvriers de l'industrie privée, 55 % de simples adhérents dont la plupart étaient de tout jeunes adhérents. L'enseignement était divisé en deux parts : cours théoriques (« Le capitalisme », « Le socialisme » etc.) et travaux pratiques (ex. : « écrire un article »; « faire un tract aux ouvriers socialistes »;

« faire un schéma de discours »; « rédiger un cahier de revendications ») <sup>3</sup>.

Mais la formule la plus résistante et qui a connu la plus large application jusqu'à aujourd'hui est tout simplement celle d'un réseau d'écoles ayant pour objet de donner à des militants sélectionnés une « introduction systématique à la doctrine <sup>4</sup> ».

Il n'est sans doute pas très éclairant de décrire de l'extérieur ce réseau gradué d'écoles : *écoles élémentaires* qui se tiennent, dans le cadre des sections, sous forme d'une série de cours du soir; *écoles fédérales* qui, au niveau du département, se déroulent tantôt le soir, tantôt dans la journée : ce sont, dans ce dernier cas, des « écoles fédérales permanentes » dont les élèves, ayant quitté leur emploi, sont pris en charge pendant la durée de l'école (15 jours en général); *écoles centrales* enfin dont le cadre est l'École centrale du Parti, aujourd'hui installée à Choisy dans l'ancienne demeure de Maurice Thorez. Les écoles centrales, de un à quatre mois, s'adressent tantôt à un auditoire de cadres spécialisés — femmes, militants des syndicats, militants paysans etc. —, tantôt à un auditoire polyvalent d'élèves ayant une implantation et des fonctions très diverses mais dont l'unité est due à l'égal niveau des responsabilités qu'ils exercent « dans le civil », c'est-à-dire avant d'être sélectionnés pour suivre les cours de l'École. Les rapports établis par les services du comité central à la veille de chaque congrès national offrent, sur ce plan, un matériel statistique considérable dont la section centrale d'éducation, organisée dès 1930, est toujours comptable.

Mais la densité du réseau scolaire, si elle permet de mesurer l'intérêt porté à la formation des cadres en général — et l'investissement humain, financier et d'organisation que celui-ci implique — ne donne pas de lumière sur le contenu même de l'enseignement dispensé.

Le libellé des programmes suivis dans ce réseau d'écoles est-il de ce point de vue plus significatif? Les programmes ont varié évidemment dans le temps en fonction des thèmes politiques majeurs d'une actualité changeante. Ils varient également en fonction du niveau et du caractère de l'auditoire. Mais, de manière générale, ils s'insèrent dans cinq grands cadres : théorie, économie politique, histoire, politique générale, pratique.

En 1930, par exemple, si la « série théorique », réduite au minimum par défiance du « théoricisme », traite de la méthode



marxiste, des rapports entre capitalisme et impérialisme, de l'État, la « série historique » porte sur « La II<sup>e</sup> Internationale et la dégénérescence opportuniste » ainsi que sur l'histoire du parti communiste russe, de l'I.C. et de sa section française. La série « politique générale » aborde les thèmes suivants : « structure et fonctionnement du parti communiste » ; « stratégie et tactique » ; « le problème paysan en France » ; « le problème national et colonial en France ». La série « politique actuelle » concerne la situation en France et en U.R.S.S., les dangers de guerre, la politique parlementaire et municipale, la tactique du Parti. La série « pratique » enfin développe les diverses formes de ce qu'on appelait *l'agit-prop.* et de l'organisation <sup>5</sup>.

En 1936, où le flux des nouveaux adhérents pose le problème de leur éducation dans des termes et des dimensions inédits, la section centrale d'éducation devait, pour les écoles élémentaires, publier une série de cinq fascicules : « Qu'est-ce que la crise ? Comment en sortir ? » ; « l'État, le fascisme et la démocratie » ; « le Parti » ; « la politique du Parti » ; « la France de 1789 à nos jours ». En 1936 également, le programme d'une École régionale (il en fonctionna 8 de ce type cette année-là à Paris, Nice, Marseille, Alès, Bordeaux, Rouen, Paris-Ouest et en Alsace-Lorraine) comportait des cours sur les principes d'économie politique, l'État, l'impérialisme, la crise, le fascisme, la révolution prolétarienne, l'édification du socialisme, l'histoire du mouvement ouvrier d'avant 1914, la formation et le développement du P.C.F., le rôle et les principes du Parti etc. Quant à l'École centrale, nous connaissons, toujours pour 1936, le programme d'une session d'un mois : 8 cours d'économie politique, 3 cours sur les problèmes de l'État, 4 cours sur l'histoire de la « nation française », 3 cours sur le matérialisme, 8 cours sur le Parti et les problèmes d'organisation, 9 cours sur la politique du Parti, enfin 4 cours sur des sujets d'actualité <sup>6</sup>.

Aujourd'hui, le programme des écoles élémentaires est condensé en six brochures : « Les classes sociales et l'exploitation capitaliste » ; « la lutte pour la paix » ; « la nation et le rôle national de la classe ouvrière » ; « la lutte pour la démocratie » ; « l'idéal des communistes » ; « le parti communiste ». Maurice Thorez, s'adressant en 1956 aux professeurs de l'École centrale, suggérait de son côté l'étude d'un certain nombre de thèmes : les grands changements dans le domaine international et la place de l'U.R.S.S. ; la pau-

périsation; les formes du passage au socialisme; le fait que la guerre ait cessé d'être inévitable; l'unité de la classe ouvrière <sup>7</sup>.

Mais tout ceci reste de l'ordre du descriptif et ne permet pas de comprendre de quel type d'écoles il s'agit ici.

Or les instructions qui ont présidé à leur organisation sont formelles : il ne s'agit en aucune façon de créer des centres de réflexion et de recherche doctrinales. « Le P.C., lisait-on dans les directives envoyées aux professeurs de la première école centrale, veut éviter « l'éternelle » erreur des anciennes écoles marxistes ou socialistes qui ont éduqué soit de simples militants locaux ou formé de grands théoriciens perdus pour l'action pratique. »

Non que le Parti condamne *a priori* la création de tels centres de recherche. La preuve en est qu'ils ont existé et existent sans que leur existence implique *ipso facto* qu'ils soient des forteresses dogmatiques ou à l'inverse des entreprises qui sentent le soufre.

Ainsi, en novembre 1930, la constitution d'un *Cercle d'études marxistes* (C.E.M.) se proposait

« d'étudier sous l'angle théorique tous les problèmes qui se présentent devant le Parti, de fournir au comité central et à nos cadres régionaux les éléments théoriques nécessaires à l'élaboration de notre politique ».

Programme ambitieux répondant à l'idée que

« la cause essentielle de toutes nos faiblesses et de toutes nos fautes réside dans notre insuffisance théorique et même dans certains cas dans le dédain de la théorie <sup>8</sup> ».

Le C.E.M. devait donc, sous la responsabilité du comité central, se diviser en sections d'étude — notamment et pour commencer une « section économique », une « section d'histoire du Parti », ainsi qu'une « section d'histoire du mouvement syndical ». Il souhaitait engager deux sortes de travaux, l'une sur « les aspects de la crise économique en France »; l'autre sur « l'histoire du Parti et du mouvement syndical ».

Aujourd'hui, le *Centre d'études et de recherches marxistes* (C.E.R.M.), sous la direction de Roger Garaudy, et l'*Institut Maurice-Thorez*, sous la présidence de Georges Gogniot, se sont développés depuis moins de dix ans en un complexe doté d'importants moyens de travail : archives, bibliothèque, centre

de documentation. Le C.E.R.M., dont l'activité interne se concentre dans des groupes de travail disciplinaires ou interdisciplinaires, vise à élaborer les problèmes nouveaux ou litigieux que fait surgir la mise à l'épreuve réciproque du marxisme et des sciences en mouvement. Les recherches individuelles ou collectives de ses groupes s'expriment dans des *Cahiers* thématiques. Les « Semaines de la pensée marxiste » enfin sont de sa responsabilité. Appuyé sur un réseau de correspondants départementaux, l'Institut Maurice-Thorez, « centre d'étude de l'histoire de la pensée sociale et du mouvement ouvrier », correspond à ce que sont les Instituts d'histoire du Parti auprès des comités centraux de chaque Parti des pays socialistes et soutient toute la gamme des activités qui découlent de cette vocation : conférences, expositions (« la Commune de Paris », « Marx et le mouvement international », « le mouvement ouvrier international de la 1<sup>re</sup> Internationale à nos jours »), colloques français et internationaux (« le Front populaire », « la révolution d'Octobre et la France ») dont la substance passe dans une revue mensuelle, les *Cahiers de l'Institut Maurice-Thorez*.

Mais qu'il s'agisse du C.E.R.M., dont la personnalité même de son directeur explique qu'il soit avide de « dialogue » et « d'ouverture », ou de l'Institut Maurice Thorez, où règne plutôt le climat de « vieux grognard fidèle » du musée des Invalides, la visée culturelle et intellectuelle de ces institutions doit s'analyser dans le cadre de la « lutte idéologique ». Ce sont des pièces dans le dispositif d'ensemble de la bataille sur le champ des idées.

Les écoles, ce n'est pas du tout la même chose : car elles sont et se veulent des *écoles de cadres*, rigoureusement vouées à la formation des dirigeants *politiques* dont le Parti a besoin pour conduire ses organisations. Il ne s'agit donc pas pour elles de dispenser une *culture*, serait-elle ouvrière. Il ne s'agit pas de communiquer une *science*, fût-elle le marxisme. Écoles de cadres politiques et non centres de développement théorique, il s'agit de former des *professionnels* au sens où Lénine l'entendait quand il parlait de « révolutionnaires professionnels » :

« Le Parti a besoin de dirigeants pour la lutte et non de rats de bibliothèque... Il faut organiser des écoles de cadres, plus élevées que les écoles élémentaires mais aussi étroitement liées à la pratique et à l'action <sup>9</sup>. »

Cette vocation s'est manifestée historiquement par le fait que la première école centrale, en 1924-1925, a fonctionné précisément, dans la foulée de la bolchevisation, pour contribuer à la sélection de la première équipe de cadres *permanents*.

Cette vocation transparaît encore dans les méthodes d'enseignement. Non que celles-ci soient prodigieusement novatrices. Mais elles tentent au moins d'assurer « l'unité de la théorie et de la pratique ». Les premières expériences faites dans cette voie avaient été spectaculaires : à l'école centrale de Bobigny, les élèves devaient l'après-midi (à blanc) et le soir (*in vivo*) « appliquer » ce qu'ils avaient appris le matin. Il fallut en rabattre : les résultats étaient dangereux (pour le vif).

Dans les écoles élémentaires du soir, les séances sont de deux heures : une demi-heure d'interrogations sur le cours précédent, une heure de cours proprement dit suivie d'une demi-heure de travaux pratiques. Les écoles fédérales ou centrales « permanentes » ont recours à des formules plus complexes. Des conférences — autrement dit, des cours magistraux — sont faites sur la base des schémas établis à l'avance par la section d'éducation tant pour les conférenciers que pour les élèves. Mais ces conférences sont suivies de discussions et surtout complétées par des *répétitions* qui permettent certes d'abord de vérifier si l'élève s'est bien assimilé les grandes lignes de l'exposé entendu mais surtout, en créant une atmosphère de travail collectif et de recherche commune, d'aider à ce que les élèves « apprennent à apprendre ». Enfin, toujours dans le même esprit, la clôture du stage est marquée par une cérémonie très significative : pas seulement une petite fête, mais une discussion critique et autocritique où élèves et professeurs analysent réciproquement leurs prestations.

Cependant c'est dans le mode de recrutement du corps enseignant et dans celui des élèves que se marque le mieux la vocation des écoles du Parti.

Le corps enseignant n'est en effet nullement constitué par la masse des enseignants communistes de profession dont on sait qu'ils sont assez nombreux pour, si le Parti le souhaitait, fournir tous les professeurs nécessaires à ce réseau scolaire parallèle. Mais le Parti ne le souhaite pas. Il veille même à ce que les enseignants de métier, qui sont appelés comme d'autres militants à donner des cours dans les écoles du Parti, ne soient pas trop



nombreux et qu'ils y soient, non pour leur qualité pédagogique mais en raison de leurs fonctions dirigeantes dans l'appareil du Parti. Certes l'animateur de la section centrale d'éducation qui donna la plus tenace impulsion à ce vaste effort d'éducation professionnelle fut à l'origine un instituteur : Étienne Fajon. Mais le directeur actuel de l'École centrale du Parti est un métallurgiste.

Car l'enseignement doit être ici la transmission d'un *savoir* spécialisé que seuls les spécialistes peuvent efficacement transmettre à de futurs spécialistes : il revient donc, comme dans toutes les écoles de *métier*, aux cadres confirmés de former les futurs cadres et la tâche d'enseignement fait partie intégrante de l'ensemble des tâches internes de routine qu'un dirigeant sait avoir à accomplir :

« Les militants pour faire les cours?, écrivait déjà Fajon en 1935, il en existe à tous les échelons, le meilleur professeur étant en principe non pas le plus bavard mais le plus expérimenté des militants <sup>10</sup>. »

Quant aux élèves, leur recrutement repose sur un principe fondamental : celui de la sélection.

Les élèves en effet ne sont pas des *volontaires*. S'ils l'étaient, on aurait affaire à une catégorie d'esprits tout à fait estimables mais sans rapport avec l'objet pour lequel les écoles ont été créées : des esprits intéressés par les problèmes du marxisme, du socialisme, de la révolution, mais pas nécessairement concernés par la politique concrète. Cette fort vivace catégorie d'esprits à la recherche d'une « culture socialiste », catégorie au demeurant très disparate socialement et intellectuellement, le Parti a tenté de répondre à ses besoins en reprenant avec l'*Université ouvrière* (aujourd'hui *Université nouvelle*) la tradition des Universités populaires <sup>11</sup>. Entreprise ambiguë et assez décevante : c'est le difficile problème de la spécialisation sur fonds d'autodidactisme.

En tout cas, là encore, il faut rigoureusement distinguer : les élèves des écoles du Parti sont, eux, sélectionnés par la section des cadres pour qui c'est une des tâches majeures que d'assurer la qualité du recrutement des élèves des écoles. A tous les niveaux, en outre, le secrétariat des instances correspondantes doit encore ratifier les propositions de la section des cadres avant que soient arrêtées la date et les conditions dans lesquelles le candidat est appelé à suivre les cours de l'école.



Ainsi, du côté des élèves, « aller à l'école » devient une mission, de caractère politique, et la chose est reçue comme un honneur et une responsabilité. Du côté de l'appareil, c'est l'une des techniques les plus efficaces pour préserver la « pureté sociale » du Parti : l'un des critères majeurs de la sélection est en effet le statut socio-professionnel des candidats éventuels. Voici, par exemple, la composition sociale d'une école régionale tenue à Lyon en 1936 : sur 32 élèves, 21 étaient des ouvriers d'usine, 7 des employés, 2 des employés des services publics, 2 des artisans, 3 de petits commerçants. Ce choix préférentiel d'élèves d'origine ouvrière donne aux écoles une fonction cardinale : amorcer la pompe à partir de laquelle les élèves-ouvriers, ayant « appris à apprendre », à lire un texte, à rédiger, à s'éprouver en se familiarisant avec des ouvrages que, sans être guidés et encouragés, ils n'auraient pas osé ou cru pouvoir comprendre, acquièrent les fondements qui leur permettent, par la suite, de développer leur information et leur réflexion. C'est ici qu'on découvre le chaînon modeste et essentiel par lequel la prépondérance, traditionnelle dans les partis « ouvriers », des intellectuels qui savent parler ou tenir une plume a pu être évitée.

Mais cette sélection rigoureuse n'a pas qu'une fonction sociologique à longue portée : pour assurer la « pureté sociale » des cadres du Parti, et par conséquent pour que des ouvriers puissent faire ce *take-off* intellectuel et acquérir les techniques indispensables à l'exercice des responsabilités de direction, il ne suffit pas de leur permettre de bénéficier, par le moyen d'un système d'écoles, d'une aide, d'une mise en route, d'une initiation, il faut encore qu'ils en bénéficient seuls sans être gênés par la concurrence de groupes mieux armés au départ. C'est ce que permet la sélection : limiter le nombre des élèves et assurer l'homogénéité au moins initiale du niveau. D'où un enseignement plus efficace. Comme chaque cours s'ouvre sur une brève vérification du cours précédent,

« la répartition des élèves en petits groupes de travail (6 à 7 élèves) procédant à la révision des cours sur la base de leurs notes et étudiant la réponse aux questions posées s'est avérée excellente. Elle permet aux élèves forts d'aider les plus faibles. Elle donne aussi l'habitude et la méthode du travail collectif si fécond pour la vie de nos organisations et de nos comités ».

Enfin cette sélection vigoureuse permet d'observer les élèves

avec fruit et de les jauger : aussi le rapport de stage est-il un sérieux élément d'appréciation pour fixer l'affectation ultérieure des élèves sortants.

On aurait tort cependant de croire que cette formation professionnelle d'adultes par des méthodes de type scolaire soit une constante réussite — même par rapport aux seuls objectifs qu'elle se propose. Il y a en fait un énorme « déchet ». La première école centrale établie à Bobigny en 1924-1925 — si célèbre qu'on parla, plutôt que de bolchevisation, de « bobignisation » du Parti — comptait 60 élèves. Sur ce nombre, 30 avaient quitté le Parti moins de cinq ans plus tard, huit autres dans les années 30. Au total, à la veille de la guerre, une dizaine d'anciens élèves de Bobigny seulement étaient encore des militants. Mais sur ces dix, Jacques Duclos, toujours membre aujourd'hui du bureau politique, et Fernand Grenier qui fut jusqu'à sa toute récente retraite député de Saint-Denis et membre du comité central <sup>12</sup>.

Il est vrai que l'école de Bobigny était une première expérience et le problème de la sélection n'avait pu être correctement résolu. Au tournant des années 30, le « déchet » fut encore d'autant plus important que la répression et les problèmes internes du parti français empêchèrent de 1927 à 1930 la tenue d'écoles en France même : les élèves furent alors envoyés à l'École léniniste internationale de Moscou où la durée des études était de 2 ans 1/2 <sup>13</sup>. École difficile à conduire en raison de la diversité nationale, intellectuelle et culturelle de ses élèves : des deux premières équipes françaises qui, depuis 1926, y séjournèrent — au sein de la seconde, se trouvait en particulier Marion, le futur ministre de Vichy —, aucun dirigeant d'envergure n'est issu <sup>14</sup>. Néanmoins elle a, jusqu'en 1935 où elle fut supprimée, effectivement contribué à la formation de la « génération fondamentale » puisqu'au registre de ses anciens élèves s'inscrivent les noms de Waldeck Rochet, de Raymond Guyot, de Claudine Chomat etc.

Aujourd'hui, il semble que la très grande majorité des cadres en place soit passée par une école — fédérale ou centrale : dans la seule année scolaire 1962-1963, 521 élèves ont suivi les cours de l'école centrale et 1 286 pour les deux années scolaires 1964-1966.

En somme, il n'est pas impossible que son réseau d'écoles soit pour le Parti ce que fut à la III<sup>e</sup> République le réseau de ses écoles primaires : un puissant agent de cohésion, un moule de qualité exceptionnelle. En assurant prioritairement la formation des

cadres, il remplit en définitive, à l'intérieur de la subsociété communiste, une triple fonction : assurer la « pureté sociale » de sa classe dirigeante, assurer la mobilité générale du corps social de façon à ce que cette classe dirigeante soit constamment irriguée d'un apport neuf, assurer enfin la transmission et la circulation des archétypes collectifs et de la tradition. Triple rôle ayant un caractère commun : d'être conservateur. Et conservatoire : au sens où Jules Ferry disait : « Conservateur ? Oui, mais de la République. » En l'occurrence, conservateur du bolchevisme — et de son dérivé, le stalinisme. En tout cas, d'une perspective, d'un esprit, d'un langage révolutionnaires, contrastant avec la pratique réformiste de la quotidienneté militante. Si les thèmes léninistes : la révolution à venir, la dictature du prolétariat, les soviets, l'internationalisme prolétarien, rencontrent encore tant d'échos après cinquante années, c'est qu'ils sont *enseignés*, serait-ce abstraitement et à tout hasard, alimentant en profondeur un courant de ferveur eschatologique et millénariste que l'événement, brisant la mince coquille de la platitude journalière, fait jaillir au grand jour.

## Centres du pouvoir et mécanismes de décision

Qui décide et comment décide-t-on ? A quel niveau et dans quels organes se situe le pouvoir ?

Il faut, sur ce point, introduire une périodisation sans laquelle toute analyse serait spéculation abstraite.

### AU TEMPS DE L'INTERNATIONALE

De 1920 à 1943, le Parti était une section française de l'Internationale communiste. N'en pas voir la signification précise et traiter de l'histoire du P.C.F. comme celle d'une totalité indépendante a probablement moins de sens encore que d'analyser l'histoire du catholicisme français en mettant entre parenthèses le fait qu'il est un élément sectoriel d'une Église à vocation universelle.

Il ne s'agit pas ici — pas encore — de savoir si la politique des communistes français se décide à Paris ou à Moscou mais de partir, seul point de départ sérieux et qui respecte en profondeur l'originalité du phénomène communiste, de la donnée majeure : la dimension mondiale de l'entreprise dans laquelle s'insère le communisme français.

Définir en effet le bolchevisme comme une stratégie de la révolution est une première approche, mais insuffisante : le bolchevisme se définit dans son essence comme une stratégie *mondiale*. La révolution d'Octobre n'était pour Lénine pas autre chose qu'un prélude, pas même d'ailleurs un prélude décisif. Elle ne pouvait prendre figure d'événement, cesser d'être un épisode circonstanciel et médiocre, acquérir sens, destin et peut-être même avenir que le jour où, dans sa foulée et à son appel, était fondée la III<sup>e</sup> Internationale, expression institutionnelle du projet de révolution mondiale. Dès lors l'internationalisme prolétarien n'est plus ce qu'il était quand il se concrétisa dans la I<sup>re</sup> Internationale : une forme de sensibilité collective liée au sentiment d'appartenir à une communauté sans frontières d'opprimés et d'exploités ; il n'est plus

ce qu'il était quand il faisait vibrer les congrès des élites socialistes de la II<sup>e</sup> Internationale : encore pour une bonne part un comportement, une attitude œcuménique de caractère éthique et humaniste. Il est désormais avant tout une stratégie : une certaine idée concrète de la manière technique dont pourra être abattue la société planétaire établie <sup>1</sup>.

Ce ne sont pas là considérations purement doctrinales : l'Internationale de Lénine, conçue dès l'origine comme l'outil d'une prise de pouvoir du prolétariat à l'échelle mondiale et à court terme, fut effectivement, concrètement, un « parti mondial », l'état-major d'une gigantesque armée internationale dont chaque parti national ne constituait qu'un détachement affecté à un secteur du front révolutionnaire.

Mais comment faut-il entendre ce vocabulaire militaire? Métaphoriquement? Pas du tout. Il faut l'entendre dans son sens plein. La terminologie martiale n'est pas une manière bolchevique d'écrire, mais une manière de penser.

Dès lors les rapports de l'Internationale avec le parti communiste français sont du type de ceux qui relient les diverses instances hiérarchiques à l'intérieur d'une organisation unifiée et centralisée.

Il faut ici entrer dans le détail : cela seul permettra de s'orienter dans des questions obscurcies à plaisir par la polémique.

Les liaisons entre l'Internationale communiste et sa section française se déroulaient sur deux rythmes. D'une part, des rencontres non périodiques réunissaient à Moscou dirigeants français et dirigeants du *Komintern*. D'autre part, deux délégations permanentes assuraient, l'une à Moscou, l'autre à Paris, la continuité du contact dans l'intervalle de ces rencontres « au sommet ».

Rencontres non périodiques? Mais fréquentes. A l'occasion d'abord de la réunion des instances suprêmes de l'Internationale, les congrès — 7 de 1920 à 1935 — dont chacun durait plusieurs semaines. La représentation française y était fournie. Au II<sup>e</sup> congrès (juillet-août 1920), celle-ci avait une composition très hétérogène <sup>2</sup>; au III<sup>e</sup> congrès (1922), elle fut encore constituée, avec 13 personnes, au prorata des tendances qui déchiraient le Parti ; mais à partir du V<sup>e</sup> congrès, c'est la quasi-totalité du bureau politique et du bureau confédéral de la C.G.T.U. qui prend le chemin de Moscou, ne laissant à Paris qu'une équipe intérimaire très réduite et souvent d'ailleurs assez inexperte. Rencontres encore à l'occasion des sessions plénières du *Comité exécutif* de l'Internationale — 13



entre 1922 et 1933 <sup>3</sup> — : ces *plenums*, pour employer le terme en usage, constituaient, dans l'intervalle des grandes assises statutaires, de véritables petits congrès puisque y assistaient non seulement de plein droit les membres élus par le congrès mais encore des *invités* choisis en fonction de l'ordre du jour et des questions en litige; c'est pourquoi on les qualifiait également d'« *exécutifs élargis* » <sup>4</sup>. Les membres français du comité exécutif étaient au nombre de 7 en moyenne. En 1925, le V<sup>e</sup> congrès de l'I.C. avait élu trois titulaires français (Sémard, Treint, Sellier), trois suppléants (G. Jerram, Suzanne Girault et Doriot) et un septième représentant au titre des Jeunesses communistes (Chasseigne). En 1928, le VI<sup>e</sup> congrès avait élu comme titulaires au C.E. Barbé, Sémard et Thorez, et comme suppléants Billoux, Doriot, Frachon et Monmousseau. En 1935, le VII<sup>e</sup> congrès avait élu comme titulaires au comité exécutif Cachin, Duclos, Marty (membre du secrétariat), Thorez (membre du presidium) et comme suppléant Frachon. Monmousseau avait été nommé en même temps membre de la Commission internationale de contrôle. Le nombre des invités était, lui, variable.

Il arrivait encore que, sans attendre la réunion quasi annuelle de l'exécutif, le secrétariat du *Komintern* convoque pour consultation certains dirigeants français ou même presque toute la direction : soit qu'il s'agisse de traiter de questions urgentes, soit, plutôt, qu'il s'agisse de traiter de manière exclusive, donc plus approfondie que dans un colloque multinational, les problèmes de la section française. Il se faisait en l'occurrence assister des spécialistes, russes ou non-russes, des affaires françaises — ç'avait été, au début des années 20, Trotsky <sup>5</sup>, ce fut plus tard, au tournant des années 30, Manouïlsky, Lozovski, Stepanov (Chavaroché) qui tous avaient pu se familiariser avec le mouvement ouvrier français (et le français) durant leur séjour à Paris avant et pendant la Première Guerre mondiale. C'est au cours d'une de ces réunions consacrées aux affaires françaises pour laquelle, en juillet 1930, avaient été convoqués en particulier Barbé, Célor, Thorez, Doriot, qu'il fut décidé que le secrétariat du P.C.F. et le bureau politique seraient décongestionnés afin de permettre au comité central de jouer plus pleinement son rôle; le secrétariat fut alors réduit à un seul titulaire, Maurice Thorez <sup>6</sup>.

Enfin il ne faut pas oublier que se tenaient aussi à Moscou les congrès mondiaux des « organisations parallèles » — *Profintern*

(Internationale syndicale rouge), *Internationale communiste des Jeunes* (I.C.J. KIM, selon l'abréviation russe en usage), *Secours rouge international*, *Confédération générale des paysans travailleurs*, *Union internationale des écrivains révolutionnaires* etc. — et qu'étaient également élus à leur direction respective des membres français qui devaient donc venir à Moscou lors des sessions de leur conseil central ou de leur commission exécutive. Pour prendre un exemple, Albert Vassart se rend à Moscou au début de février 1928 pour assister, comme mandataire du bureau politique français, au IX<sup>e</sup> exécutif du *Komintern*; puis il attend sur place plusieurs semaines pour participer dans la deuxième quinzaine de mars, pour le compte de la C.G.T.U., au IV<sup>e</sup> congrès de l'I.S.R.

Les occasions de rencontres au niveau le plus élevé étaient donc fort nombreuses : dans une année « moyenne » comme celle de 1932, Maurice Thorez s'est rendu à Moscou au début de l'année pour y discuter du rapport : « Pour une issue révolutionnaire de la crise » qu'il devait présenter au VII<sup>e</sup> congrès du Parti en mars. Après les élections générales du printemps, il regagne Moscou pour le XII<sup>e</sup> exécutif et y reste près de deux mois en août-septembre.

Dans l'intervalle de ces voyages, le contact était assuré par la présence, à Moscou et à Paris, d'une représentation permanente.

A Moscou, la représentation de la section française auprès du comité exécutif de l'I.C. n'était le plus souvent composée que d'un seul délégué officiel : ce furent successivement Souvarine en 1921-1922; puis Treint; Crémet — élu au VII<sup>e</sup> exécutif (décembre 1925) membre du presidium <sup>7</sup> — qui séjourna en Russie à partir de 1927; François Billoux, envoyé là-bas comme représentant des Jeunesses communistes françaises auprès de l'I.C.J. et promu, sur place, dans l'été 1927, représentant du Parti auprès de l'I.C.; Henri Barbé en 1928-29; André Ferrat de la fin décembre 1929 au début d'août 1931; André Marty qui, libéré de la Santé en janvier 1931, après un crochet en mars en Espagne d'où il était expulsé en juin (en même temps que Duclos), devait représenter la section française d'août 1931 jusqu'au XIII<sup>e</sup> exécutif en décembre 1933; Albert Vassart lui succède et c'est pendant son mandat que sont prises les décisions capitales de juin 1934 <sup>8</sup>...

Mais le représentant du Parti auprès du comité exécutif de l'I.C. n'était pas le seul Français installé de manière continue à Moscou. Outre l'envoyé spécial permanent de l'*Humanité*, outre les élèves français des Écoles de l'Internationale, des Français

travaillaient dans l'appareil central du *Komintern* à des titres divers (journalistes, rédacteurs, traducteurs, spécialistes des questions coloniales, syndicales etc.) ou dans l'appareil central des organisations parallèles (comme le représentant de la C.G.T.U. auprès du conseil central du Profintern) <sup>9</sup>. De telle sorte que, sans être aussi nombreuse que la colonie de certains pays — notamment de ceux où le Parti avait enregistré un désastre politique —, le groupe des communistes français à Moscou n'était pas négligeable.

A Paris, dans un premier temps, de 1918 à 1920, les émissaires bolcheviques avaient seulement eu la charge de découvrir, prendre contact et soutenir les éléments qui, dans le parti socialiste unifié, les Jeunesses socialistes et la C.G.T., se tournaient vers Moscou : émissaires venus de Suisse où s'était installée la première mission officielle soviétique; d'Amsterdam où, durant quelques mois, un *bureau auxiliaire de la III<sup>e</sup> Internationale* avait fonctionné; de Berlin qui devint dès 1920 le siège de son *secrétariat pour l'Europe occidentale* <sup>10</sup>. C'est ce dernier qui avait mandaté Klara Zetkin dont le salut au nom de la III<sup>e</sup> Internationale avait au congrès de Tours fait sensation.

De 1920 à 1923, dans un second temps, quand les liaisons étaient sinon politiquement, du moins matériellement devenues plus faciles à établir, le *Komintern* dépêcha à Paris des représentants chargés d'une courte mission d'information réciproque. Il s'agissait pour eux, surtout à l'occasion des congrès d'un Parti où la lutte des tendances faisait rage, de soutenir l'aile gauche dont on pouvait penser qu'elle serait peut-être le noyau autour duquel se constituerait un parti vraiment bolchevique mais aussi, dans certaines conditions, de favoriser provisoirement une alliance de la gauche et du centre <sup>11</sup>.

Mais à partir de 1923, l'exécutif de l'Internationale, renforçant progressivement le contrôle du Centre révolutionnaire sur les sections nationales, en vint à envoyer dans les pays les plus importants non plus des chargés de mission circonstanciels mais des délégués permanents ayant mandat de suivre l'activité d'ensemble des dirigeants locaux : à Paris en 1924, pour mettre en route la « bolchevisation », Auguste Guralsky connu sous le pseudonyme de Lepetit, et qui fut professeur à l'École centrale de Bobigny; fin 1924-fin 1925, Mikhaïlov-Williams; Petrovsky avant d'être envoyé en 1926, sous le nom de Bennet, en Grande-Bretagne.

Schueller au début de l'année 1928, Pourmann, membre de la direction du P.C. polonais et qui se suicida à Moscou dans les années 30, Manouilsky, Humbert-Droz firent encore à la fin des années 20 des séjours plus ou moins longs <sup>12</sup>.

Cependant, la représentation du *Komintern* auprès du comité central du parti français devait encore une fois modifier sa nature et son ampleur : en 1931, devant la crise profonde que traversait le parti français (et dont Moscou se refusait à penser qu'elle était due à la ligne générale ultra-gauchiste définie par le VI<sup>e</sup> congrès de l'I.C. en 1928 et les exécutifs ultérieurs), était dépêchée, non plus un seul délégué mais toute une équipe de militants internationaux avec mission de superviser et doubler quand c'était nécessaire toute l'équipe française officiellement en place. A la tête de cette équipe internationale, Fried (Clément), arrivé en août 1931, participe aux délibérations du bureau politique (il sera même arrêté à l'une de ses réunions clandestines) et du comité central; il est assisté entre autres d'Ernst Geroe (futur ministre de la Hongrie populaire avant 1956), d'Anna Pauker (future ministre de la Roumanie socialiste de 1947 à 1952), de Georges Kagan (Constant), « jeune et brillant » intellectuel polonais chargé de contrôler la *section d'agit-prop.* et la direction des *Cahiers du bolchevisme*.

Cette équipe internationale qui devait *grosso modo*, avec seulement de nombreux changements de personnes, se perpétuer jusqu'en 1939 impliquait la mise en place d'un complexe appareil de liaison et de transmission clandestines, appareil d'autant plus important que les catastrophes allemande (1933), autrichienne (1934), tchèque (1938) faisaient refluer sur Paris émigrés et services politiques des pays atteints par la vague nazie. Chargé de résoudre des problèmes aussi divers que celui des locaux où installer les « illégaux », des faux papiers dont il fallait les munir, des voyages qu'il fallait leur faire accomplir à travers de multiples frontières, de la conservation des archives, de la transmission des informations et directives par télégrammes chiffrés, des transferts financiers, cet appareil technique — appelé *section O.M.S. de Paris* — était rigoureusement isolé et des institutions proprement soviétiques en France — telle que l'ambassade — et de l'appareil politique du parti français. La *section O.M.S. Paris* n'avait à faire, à Paris, qu'avec le délégué du *Komintern* (ou avec le « technicien » français de l'appareil du Parti spécialisé dans ce contact) et, à Moscou, qu'avec le *Centre O.M.S.* qui transmettait à son tour au secrétariat du *Komintern* <sup>13</sup>.



Ainsi on mesure par cette analyse trop sommaire combien les relations entre l'Internationale communiste et sa section française ne sauraient en fréquence, en intensité, en complexité, se comparer avec, par exemple, les relations d'estime réciproque chaleureuses mais souples, flexibles, espacées, quasiment dépourvues de support institutionnel (sauf les congrès et tardivement le *bureau socialiste international*) qui reliaient le parti socialiste unifié à la II<sup>e</sup> Internationale d'avant 1914.

Ce n'est pas encore néanmoins suffisant pour caractériser la nature des rapports qui unissaient le parti communiste français au Centre moscovite. Dans quels domaines s'exerçait en effet l'intérêt du Centre à l'égard de sa section française? Existait-il comme un « domaine réservé » où la direction française était seule concernée? Le Centre se bornait-il à un rôle d'impulsion politique? Se contentait-il de définir la stratégie d'ensemble, laissant le soin aux militants français d'élaborer la tactique dérivée et adaptée aux conditions nationales?

Il n'est pas possible de l'ignorer : l'exécutif de l'Internationale n'entendait pas seulement *être informé*, dans le détail, de toutes les activités politiques, idéologiques et d'organisation du parti français, il entendait *décider*.

Décider d'abord, bien entendu, en matière stratégique. C'était d'ailleurs là la tâche spécifique des congrès. On ne saurait ici, même sommairement, esquisser une analyse des sept congrès qui ont marqué la courte histoire de l'Internationale communiste. Il faut simplement reconnaître que ce serait un contresens *théorique*, donc implacable, une erreur radicale de méthode que d'espérer, si peu que ce soit, saisir la rationalité et la cohérence de la politique du parti communiste français d'alors sans remonter à la source : c'est-à-dire aux délibérations de l'Internationale, à ses documents, à ses déclarations, à ses publications <sup>14</sup>. Énormes lectures, au demeurant, dont il arrivait qu'on soupirât ou qu'on sourît : les procès-verbaux des congrès, des sessions de l'exécutif, les *thèses* adoptées et réunies en brochures, les résolutions, la revue *l'Internationale communiste*, le périodique *la Correspondance internationale*, ce sont des dizaines de milliers de pages, répétitives et ronronnantes souvent, pâteuses et jargonesques sans doute, inégales dans leur argumentation, truffées de fausses fenêtres, de fausses évidences et de vrais silences, précautionneuses dans leur apparence de tranchant, suspectes dans leur catastrophisme



eschatologique, mais, tous comptes faits, des dizaines de milliers de pages qui furent lues avec la plus vive attention, commentées avec le plus vif intérêt et qui, donnaient-elles lieu à discussions, oppositions et incertitudes, ne furent jamais des pages mortes.

L'exécutif entendait décider aussi en matière tactique : de tactique électorale (les désastres de 1928 et de 1932 sont les conséquences d'une tactique élaborée par le *Komintern* <sup>15</sup>) comme de tactique syndicale <sup>16</sup>. Décider encore en matière d'organisation et de cadres : les problèmes de direction étaient abordés *nominativement* à Moscou, et tranchés. C'est à Moscou, on l'a vu, qu'en juillet 1930, lors d'une réunion spéciale de la commission française du *Komintern*, Maurice Thorez fut proposé comme seul secrétaire. C'est à Moscou au XII<sup>e</sup> exécutif (septembre 1932) que la même commission française décida que Frachon par exemple abandonnerait à Gitton la direction de la « section syndicale » du Parti pour remplacer Monmousseau à la tête de la C.G.T.U.

Est-ce à dire qu'avant que les décisions fussent prises à Moscou la section française n'avait qu'à attendre les ordres, et qu'après qu'elles y étaient prises, elle n'avait plus qu'à obtempérer? C'est une vue très fausse et très schématique du monde communiste comme de n'importe quel monde humain, le pouvoir fût-il absolu et l'autorité infaillible.

Le « jeu » est bien plus complexe. Du fait d'abord que « Moscou » n'était pas un bloc sans fissures. Les luttes internes du parti russe dans les années 20, les incertitudes de la politique stalinienne dans les années 30, les ambiguïtés d'événements mondiaux dont le sens et le poids étaient encore partiellement masqués, se réfléchissaient à la direction de l'Internationale. « Jeu » complexe encore du fait que « Paris » n'était pas davantage un bloc homogène : la diversité des traditions et des mentalités qui avaient concouru à la formation du Parti, l'émiettement d'une réalité nationale qui faisait, de la France entre les deux guerres, une perpétuelle Journée des dupes, se traduisaient par une circulation désordonnée des courants d'idées et d'opinions, par une agitation centrifuge telles qu'il était bien hasardeux de tirer des conclusions assurées quant aux causes des revers comme des succès.

Bref, le pouvoir de l'Internationale avait la majesté de la Révolution : il pénétrait les replis les plus secrets du grand corps qu'était le mouvement communiste mondial. La volonté de Moscou avait

le poids du pays où l'on construit le socialisme. Formidable, lointaine, déroutante, tâtilonne, excessive, savante et compliquée, l'autorité du *Komintern* était bien « la loi et les prophètes » : absolue mais hermétique.

### ADMINISTRATION SOVIÉTIQUE DIRECTE

La dissolution de l'Internationale communiste en 1943 donna-t-elle le signal d'une émancipation réelle du parti communiste français, comme pouvait le laisser penser le fait que le sigle officiel : P.C. (S.F.I.C.), déjà en voie de disparition avant-guerre, s'effaçait définitivement au profit du sigle : P.C.F. ?

C'est le contraire qui est vrai. Est-ce à dire, comme on l'a soutenu que la décision de dissoudre l'Internationale ne fut qu'une habileté politique, mais, en pratique, un leurre ?

Déjà deux organisations communistes internationales spécialisées avaient disparu : le *Profintern* avait cessé d'exister en 1936 ; le *Krestintern*, dont le Bulgare Kolarov était le président, en 1939.

La guerre avait naturellement accru les difficultés de fonctionnement de l'organisation dans son ensemble. D'une part la direction et le contrôle des sections nationales situées au-delà de la ligne de feu, même s'ils n'étaient pas absolument impraticables puisque la liaison fut toujours assurée, sauf courtes interruptions de caractère technique, entre l'ouest et l'est de l'Europe par le détour anglais, par les pays frontaliers et par radio, étaient nécessairement lâches et lents.

Au surplus, les conditions de la guerre en Union soviétique rendaient difficile le simple fonctionnement de l'appareil central traditionnellement établi à Moscou. En juillet 1941, après avoir reçu une nouvelle appellation — Institution n° 301 —, les services du *Komintern* furent évacués à Oufa. Plus tard encore, ils prirent le nom d'Institut 205. La vie à Oufa semble avoir été sinistre : c'est dans cette région que furent rassemblées les équipes de communistes étrangers réfugiés en Russie à la suite des successives conquêtes et victoires hitlériennes.

A ce moment-là, il ne s'agissait plus que de défendre et sauver l'Union soviétique. C'est bien ce que suggère un témoin, le communiste monténégrin Veljko Vlahovitch :

« Les raisons de la décision de Staline de dissoudre le *Komintern* doivent être cherchées dans la situation internationale d'alors durant la Deuxième Guerre mondiale, qui est caractérisée par la création de la coalition anti-hitlérienne et non dans l'analyse approfondie de la situation du mouvement ouvrier, des besoins et des perspectives de ce mouvement <sup>17</sup>. »

En tout cas, les réactions dans le monde furent bien celles que semblent avoir escomptées les promoteurs de l'entreprise. Chacun dans le langage qui lui était propre, les démocraties occidentales comme les nazis donnèrent au geste russe, qu'ils l'aient ou non appelé de leurs vœux, la signification d'un engagement pris par le communisme de renoncer à son entreprise initiale de révolution mondiale.

Voici par exemple une réaction américaine officielle, celle du sénateur Connally, président de la commission des Affaires extérieures du Sénat : la décision de Moscou, en donnant

« l'assurance russe que le communisme russe ne se mêlera plus des affaires des autres nations constitue une preuve de la solidarité des peuples luttant contre Hitler ».

Et voici à l'autre bord la réaction des « collaborateurs » français :

« La suppression du *Komintern* présente tous les traits caractéristiques d'une vaste opération politique et diplomatique ayant pour but de faciliter l'action du bloc bolcheviko-ploutocratique et d'affaiblir la position de l'Allemagne, en lui enlevant le prétexte de la croisade anti-communiste <sup>18</sup>. »

Mais si Alliés et nazis étaient d'accord sur la signification de la décision prise à Moscou, il y avait divergence quant à la portée réelle qu'il fallait lui attribuer.

Qu'en fut-il exactement?

Certes, les services du *Komintern* ne disparurent pas comme par enchantement. Castro Delgado, témoin direct, écrit :

« Le *Komintern* subsiste en fait. Certes, bien des apparences ont été modifiées, mais il n'en est pas moins certain qu'il est toujours l'instrument extérieur du parti communiste russe <sup>19</sup>. »

Mais la dissolution du *Komintern* fut cependant effective. Son école par exemple fut fermée et les élèves envoyés à Moscou

où ils furent attribués aux comités nationaux dont ils étaient les « ressortissants » <sup>20</sup>.

Seulement, si le Komintern n'existait plus, ses fonctions ne furent pas supprimées pour autant, mais *transférées* : au lieu d'être exercées par un organisme autonome comme l'était, en droit, le bureau de l'I.C., elles le furent par un service du comité central du parti soviétique. C'est ce qu'explique concrètement Castro Delgado :

« Dimitrov n'a plus son bureau dans l'édifice situé à droite de l'Exposition agricole, où se trouvait le *Komintern* avant sa dissolution mais au troisième étage de l'un des édifices du comité central du parti communiste russe. Les autres secrétaires ont également leurs bureaux ailleurs. C'est ainsi que ceux de Dolorès Ibarruri, de Rakosi et d'Anna Pauker sont situés sur la place du Soviet, en face du bâtiment du Soviet de Moscou. »

Castro Delgado ne se borne d'ailleurs pas à souligner qu'il y eut mutation *dans la forme* où s'exercent désormais les anciennes fonctions du Komintern, mais considère qu'il y eut parallèlement mutation, et mutation plus profonde, dans la *définition des objectifs* que le mouvement communiste devait se fixer :

« Le Komintern sous les ordres du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. prépare ses équipes pour les pays où il a la certitude que l'Armée rouge pénétrera avant les armées alliées, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, en Hongrie sans oublier l'Allemagne de l'Est. »

Ce témoignage de Castro Delgado se trouve confirmé par celui de Jesus Hernandez. Dans la soirée du jour où la décision de dissoudre l'I.C. a été rendue publique, celui-ci est en effet convoqué au siège du Komintern et y rencontre Togliatti, Manouïlski et Dimitrov. Or Manouïlski lui aurait tenu ce discours :

« Dans la situation actuelle, les partis ne peuvent consulter Moscou pour les questions qui demandent une prise de position immédiate. Ne pouvant plus jouer le rôle de centre directeur, il valait mieux laisser une certaine souplesse aux centres nationaux... Chacun des représentants nationaux comme vous conservera en fait sa fonction. « L'appareil » sera moins important et surtout moins visible, mais vous resterez tous en liaison avec Dimitrov qui siégera à la section étrangère du parti bolchevique <sup>21</sup>. »



On en revenait ainsi à la situation qui avait préexisté à la fondation de l'I.C. : en 1918 et au début de 1919, l'action révolutionnaire internationale avait été aussi conduite à Moscou, sous la direction de la section étrangère du P.C. bolchevique, par des militants groupés selon leur nationalité d'origine <sup>22</sup>.

Dans cette lumière, la dissolution du Komintern apparaît bien, selon la thèse officielle, comme une mesure d'adaptation circonstancielle aux conditions nouvelles nées de la guerre. Cette adaptation se manifeste sur un double plan. D'une part cette dissolution présentait, sur le plan politique, deux avantages immédiats considérables : elle devait permettre de rendre plus confiantes les relations de l'U.R.S.S. avec ses Alliés; elle devait encore faciliter les relations des communistes avec les autres partis à l'intérieur de chaque pays. Bref, elle allait dans le sens d'un épanouissement de la stratégie d'union nationale qui, partout, conduisait les communistes à mettre l'accent sur l'unité patriotique antifasciste. Mais d'autre part, sur le plan des structures, en supprimant tout intermédiaire entre le P.C. (b) et les dirigeants des plus importantes sections nationales, elle permettait au *Politburo* de suivre au plus près les péripéties qui allaient conduire à la prise du pouvoir dans les pays abandonnés à l'influence soviétique.

Ainsi, avec la dissolution de l'Internationale, un certain type d'allégeance avait disparu. Mais un autre s'y était substitué, au total moins contractuel. Toutes les formes de concertation et de collégialité qui, vaille que vaille, avaient survécu dans l'Internationale se trouvaient en effet anéanties. Même devenu largement fictif, le mythe de la révolution mondiale dont l'Union soviétique n'était qu'une aire de départ, un point d'ancrage, l'inépuisable foyer, capotait. Désormais, sans aucun habillage, sans nulle médiation, l'Union soviétique, comme la théorie en avait été lancée au VI<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste en 1928, avait absorbé en elle toutes les vertus de la révolution mondiale et la fidélité jurée à l'Internationale s'était convertie en fidélité jurée à la patrie soviétique comme unique patrie des travailleurs.

C'est à cette date et dans cette période qu'on peut parler vraiment, en donnant à la formule son sens le plus plein, de parti *stalinien* : un parti qui est une province, une « colonie » au sens antique, de l'empire dont Staline est le César. Toutes les fonctions hiérarchiques sont marquées du signe de ce glissement :



Maurice Thorez a désormais la majesté du proconsul d'un État immense et d'un Pouvoir incarné par un homme avec qui il a une relation directe, exclusive, sans contrôle. Proconsul, il dispose donc d'un pouvoir qui a les traits classiques de ce type de pouvoir : enchaîné sur l'essentiel, discrétionnaire dans le détail, tendu vers un préalable décisif — écarter les éventuelles concurrence. Il faut noter, et c'est un trait d'intelligente circonspection, que pour répondre à ce dernier souci, le secrétaire général du parti français a eu l'habileté d'imiter Staline en tout sauf en un point : il continue à convoquer et réunir les organismes réguliers de son parti, non certes pour les faire fonctionner comme des organismes de décision, mais pour leur faire remplir le rôle de collecteurs d'informations. Nous touchons là à un mécanisme essentiel du pouvoir sur lequel nous aurons à revenir.

### CAMP SOCIALISTE ET KOMINFORM

Cependant la disparition de toute forme institutionnelle de liaison entre le chef suprême et ses délégués sur le *limen* ou en terre barbare n'avait pas que des avantages. Les proconsuls pouvaient, mettant à profit leur éloignement, l'absence de structures régulières auprès desquelles rendre des comptes fixes, en prendre à leur aise : on le vit avec Tito comme avec Mao. En outre, chacun sait que la responsabilité unique a besoin d'écrans où elle puisse, en cas d'échec, se dissimuler et sur lesquels elle puisse sévir. On le vit avec les partis communistes français et italien quand il fallut, pour prendre le tournant de la « guerre froide », les accuser d'avoir, depuis la Libération, suivi une ligne « opportuniste »<sup>23</sup>. Enfin l'intégration, dans l'appareil du parti soviétique, des services chargés de suivre l'activité des partis nationaux étrangers, outre qu'elle n'était pas conforme à la légalité interne du mouvement communiste international, rendait malaisées les confrontations sectorielles ou générales dont la nécessité se faisait, à un moment donné, sentir : on le vit quand en 1947 l'attitude à adopter face au plan Marshall donna lieu à de regrettables fausses manœuvres en France comme en Tchécoslovaquie ; comme il arrive souvent, l'administration directe, loin d'assurer plus d'unité et d'homogénéité au combat d'ensemble, aboutissait à des flottements et des incertitudes. Il fallait donc en revenir à une forme d'institution : plus souple que ne l'était l'ancienne

Internationale, moins directe que ne l'était l'administration directe par le parti soviétique.

Les victoires militaires et politiques des années 1944-1947 avaient en outre contribué à mettre en place un nouvel agencement des forces qui, dans le monde, agissaient sous la direction soviétique et en fonction du modèle bolchevique tel que le sens s'en était fixé sous Staline. De ce nouvel agencement la formulation théorique était fournie par la notion de « camp socialiste » : pas une simple notion territoriale, mais une notion pluridimensionnelle couvrant tout à la fois un système d'États — l'Union soviétique, la Chine et les démocraties populaires —, un système de partis — les partis communistes et ouvriers au pouvoir ou non —, enfin un double système d'alliances qualifiées d'anti-impérialistes — l'alliance des peuples en lutte contre le colonialisme et l'alliance des peuples pour la paix. Alliances de nature différente : la première, l'alliance anticolonialiste, à laquelle d'ailleurs Staline semble n'avoir pas consacré une attention soutenue et qui fut inégalement couronnée de succès (elle ne parvint pas même à s'incarner dans une institution spécifique), tentait de placer sous la direction unique du mouvement révolutionnaire prolétarien une nébuleuse de luttes s'enracinant dans des situations objectives très différenciées. La seconde, l'alliance pour la paix, était au contraire de bout en bout une initiative « artificielle » fondée sur la pétition de principe que seuls les intérêts de l'impérialisme américain menaçaient la paix mondiale dont le socialisme, assumé par la diplomatie soviétique, était le garant.

A chacun de ces « quartiers » du camp socialiste allait bientôt correspondre une institution particulière multinationale dont la présidence n'était généralement pas assurée par un Soviétique ni même toujours par un communiste d'obédience déclarée mais où les représentants du parti communiste de l'Union soviétique détenaient le véritable pouvoir de décision : le Pacte de Varsovie ; le *Kominform* ou bureau d'Information ; le Mouvement mondial des partisans de la paix et son Conseil mondial, flanqué et complété par des appareils autonomes spécialisés (Fédération syndicale mondiale — F.S.M. ; Fédération mondiale de la jeunesse démocratique — F.M.J.D. ; Union internationale des étudiants — U.I.E. ; Fédération démocratique internationale des femmes — F.D.I.F. ; Association internationale des juristes démocrates — A.I.J.D. — etc.).

Ainsi, les centres et mécanismes de décision sont autant que jamais établis et fonctionnent dans le cadre fondamental d'une situation qui explique pour une bonne part la prodigieuse *aura* dont l'opinion publique entoure le communisme français : n'est-il pas la France tout entière dans le camp socialiste et en France le camp socialiste tout entier ? Cette double insertion, cette double investiture, cette double virtualité, voilà qui explique le *relief* de l'action communiste : le Parti est doté d'une sorte de profondeur qui lui vient d'être enraciné dans la réalité nationale, d'être devenu un morceau de l'histoire ouvrière française; il jouit en même temps d'un horizon : un communiste voyageant de par le monde en a la vérification pratique et émouvante puisqu'à peu près partout, se rendant à la section locale du Parti, il y trouve, une fois déclinés ses titres et qualités, assistance, prise en charge et introduction à la réalité étrangère.

Cela ne signifie pas que, dans l'élaboration de la décision, les deux dimensions interviennent de manière égale et identique. Outre qu'il offre un solide pilotis supplémentaire à l'assise mondiale du mouvement communiste et que, de ce fait, il confère au P.C.F. une physionomie particulière dans la configuration générale des partis communistes, l'enracinement du parti français dans la réalité nationale n'a pas seulement pour conséquence de lui permettre de peser sur les destinées du pays : c'est là une affaire française. Il a aussi pour conséquence, et c'est en quoi le P.C.F. est comme tel un facteur du concert international, de lui permettre de découvrir l'illustration concrète, la transcription colorée, les références exemplaires prises toutes chaudes « dans la vie », lesquelles confèrent à l'argumentation communiste sa puissance de conviction, à l'action communiste des relais.

Mais ceci admis, il reste que l'horizon socialiste fixe en priorité la perspective, c'est-à-dire « la ligne ». La même procédure qui, au niveau de l'unité locale ou provinciale, donne aux instances responsables le soin de traduire la politique générale du Parti en termes adaptés à des situations et des objectifs parcellaires, impose, au niveau national, la même sorte d'exercice. Sans doute, même en excluant le contresens, est-il de bonnes et de moins bonnes traductions, des plates et des inspirées. Moins enserré dans un réseau de contrôles internationaux que du temps du Komintern, moins directement soumis à la tutelle du P.C.U.S. que dans la période intermédiaire de 1943 à 1947, le parti fran-

çais dans la décennie kominformienne de 1947 à 1956, devait en somme, quant à ses décisions majeures, manifester sa capacité à transposer honnêtement les orientations du socialisme soviétique telles qu'elles étaient réfractées et adaptées par les institutions collectives auxquelles il participait et où ses « ressortissants » occupaient des positions flatteuses : Saillant à la tête de la F.S.M., Jacques Denis à la tête de la F.M.J.D., M<sup>me</sup> Cotton à la présidence de la F.D.I.F., Frédéric Joliot-Curie à la présidence du Conseil mondial de la paix, Joé Nordmann pour les juristes, J.M. Hermann pour les journalistes, ce ne sont là que quelques noms qui témoignent de manière éclatante combien le parti français était associé au fonctionnement du système dans son ensemble.

#### DESTALINISATION, CONFÉRENCES GÉNÉRALES ET SCHISMES

C'est cette énorme et subtile machinerie qui est entrée dans la tourmente depuis que Khrouchtchev, tirant les conclusions des données nouvelles qu'imposaient les découvertes technologiques, s'était persuadé que la paix ne pouvait plus être subordonnée aux intérêts supérieurs de la révolution socialiste mondiale, qu'elle ne pouvait plus être seulement revendiquée comme arme de camouflage des intérêts soviétiques ni même, dans la mesure où ils débordaient ceux-ci, des intérêts du camp socialiste : elle devait dorénavant être préservée non plus en la « défendant » mais par la coexistence entre systèmes sociaux différents. De même que les exigences de la conduite de la guerre avaient poussé Staline à dissoudre le *Komintern*, de même les exigences de la conduite de la paix devaient cette fois pousser Khrouchtchev à dissoudre le *Kominform*.

Ce n'était là qu'un aspect de la tentative gigantesque de retour au réel qui caractérise en son fond la déstalinisation. Le socialisme avait accepté de se mesurer au capitalisme en tant que modèle proposant à l'humanité une voie de développement plus rapide, moins coûteuse, plus juste, plus efficace : il est normal que ce soit les problèmes spécifiques engendrés par le développement selon ce modèle qui aient fait particulièrement mûrir la conscience des remaniements et des réajustements nécessaires.



Conscience née d'abord des obstacles qu'opposaient certains mécanismes internes du système : comment par exemple mobiliser l'énergie des individus et des groupes sociaux dans un système où l'esprit de parti ne constitue qu'un fragile verrou devant les facilités que prodigue une situation de monopole politique ? Conscience née ensuite de la disparité des situations sectorielles : la structure des relations à l'intérieur du camp socialiste était mise en question dans le même temps où le camp socialiste était incité à réviser ses rapports globaux avec le monde non socialiste.

Depuis douze ans, le P.C.F., avec les autres partis communistes, se trouve donc provoqué à des choix inéluctables : le système qui avait commandé à l'instauration puis à l'extension d'un secteur socialiste dans le monde présentait, même en admettant qu'il se limitât pour un temps aux dimensions atteintes et qu'il renonçât provisoirement à s'universaliser, des inadaptations, des lacunes et des inconvénients auxquels il fallait remédier, de manière progressive ou toute d'une fois, avec des remèdes symptomatiques ou étiologiques, en intervenant pour guérir des maux localisés ou en agissant par un traitement général.

De ce fait, même si comme ce fut le cas en 1956, c'était pour décider qu'il n'y avait rien à changer, le parti communiste français se trouvait dans une situation inédite où il avait à décider.

Certes de 1956 à 1962, le P.C.F. s'est singularisé par son extrême répugnance à renoncer aux acquis les plus infimes de la tradition stalinienne <sup>24</sup> : jusqu'à se placer dans un retrait maussade par rapport au parti soviétique quand celui-ci s'aventurait sous Khrouchtchev dans de tumultueuses entreprises — la réconciliation avec Tito, le rapport secret du XX<sup>e</sup> congrès etc.

Depuis 1962 en revanche, le parti français s'est engagé à son tour dans la recherche inquiète d'une nouvelle formulation quant à la nature, au dispositif, aux relations et aux mécanismes internes du camp socialiste. Reconnaisant la nécessité de jeter du lest — en l'occurrence le rôle dirigeant du P.C.U.S., thème abandonné à la conférence de 1960, pour les uns par tactique circonstancielle, pour les autres au niveau même des principes théoriques et de manière définitive —, le P.C.F. est parti de l'idée qu'il fallait préserver l'essentiel : la notion de camp socialiste. Mais il s'est acharné à faire triompher une formule qui n'a pas de sens dans quelque géométrie que ce soit et qui risque de n'en pas avoir davantage dans quelque univers politique que ce soit. On voit



bien en effet l'écueil que le délégué français à la conférence de Budapest en mars 1968 cherche à tourner quand il déclare : « Il n'y a pas et il ne saurait y voir *un* centre ou *plusieurs* centres du mouvement communiste international. » Il reste que la chose ne se conçoit littéralement pas : ce qui caractérise une structure, c'est d'avoir précisément un centre, fût-ce un point vélique ou un point de convergence à l'infini d'une infinité de centres.

En fait inéluctables, quelque lente que soit l'évolution et dramatiques les péripéties, sont les trois échéances qui sont au bout de la dislocation du système unique, unifié, centralisé, rigoureux qu'impliquait la formule stalinienne de camp socialiste — laquelle dérivait directement de la formule léniniste de parti révolutionnaire mondial.

D'abord doit s'estomper la brutalité de la coupure qui naguère tranchait franchement entre le secteur socialiste et l'autre : toutes sortes de réalités intermédiaires, de relais, de structures mixtes peuvent se multiplier et empêcher le tribunal de l'histoire, comme il est arrivé déjà tant de fois, de rendre son verdict dans le gigantesque débat entre les deux modèles capitaliste et socialiste.

Ensuite, au lieu que les particularités nationales se bornent à « colorer », comme elles y étaient autorisées sous Lénine et Staline, la réalité socialiste, réalité où tout ce qui était divers, hétérogène, sectoriel devait être implacablement limé ou, mieux encore, manipulé de manière à servir et accroître l'unité, l'homogénéité, l'universalité du tout, voici que la dimension spécifique des idées, des choses, des faits et des hommes va l'emporter et « nationaliser » le socialisme. Dès aujourd'hui le poids des considérations nationales contrebalance les soucis qu'inspire la communauté socialiste entière : le moment vient où il doit l'emporter.

Enfin comment affirmer, comme le faisait le délégué français à la conférence préparatoire de Budapest, « qu'en aucune façon la nouvelle conférence ne saurait condamner ou exclure de la communauté des partis communistes et ouvriers quelque parti que ce soit et quelles que soient les divergences avec tel ou tel parti » et ne pas admettre que ce qui est valable à l'échelon international ne peut être logiquement déclaré illégitime à l'échelon immédiatement inférieur : pourquoi la diversité à tel niveau et la rigoureuse unanimité à tel autre ?

Ainsi le parti français est pris dans un réseau serré de contradictions. Même en tenant compte de l'abstraite séduction

qu'exerce toujours, et pas seulement sur la vieille garde, le rêve universaliste qu'enferme la notion de camp socialiste, même en tenant compte des risques internes et externes de brisures, de repentirs, de retours en arrière, d'intimidations et de camouflages, le parti français semble être décidément emporté par le courant de l'époque. Au fond et paradoxalement, le fait d'avoir à décider ne lui laisse pas le choix : il ne peut décider que de décider et décidant, il ne peut décider que pour lui-même.

Mais maintenant que la décision est à Paris, qui donc décide?

## A PARIS : LA DISTRIBUTION DU POUVOIR

Où se situe en effet ou plutôt comment se distribue le pouvoir de décision dans le parti français?

A chaque niveau — local, départemental, national — fonctionnent trois éléments collégiaux : comité, bureau, secrétariat. Faut-il les considérer comme des éléments-gigognes, puisque bureau et secrétariat sont désignés à l'intérieur du comité? Pas exactement. Faut-il privilégier le comité du fait qu'il est le seul qui, en principe, émane directement de la volonté du congrès, instance et expression suprême de la volonté du *membership*? Ce serait oublier combien, sous cet angle du moins, « l'élection », comme nous l'avons vu, est fictive <sup>25</sup>. Faut-il à l'inverse tenir le comité pour purement décoratif? Ce serait rendre tout à fait inintelligible et absurde le soin avec lequel sont définie la collation des grades et précisées toutes les nuances d'un cursus raffiné.

En fait les relations entre les trois éléments ont varié et sont encore en train d'évoluer, car leur poids respectif n'est pas seulement fonction de leurs attributions théoriques.

Dans les années où la stalinisation du parti français s'était naturalisée en culte de Thorez, le pouvoir et l'autorité du secrétaire général étaient tels qu'ils avaient pour ainsi dire confondu dans une même grisaille les attributs traditionnels respectifs des trois éléments du pouvoir central et qu'ils avaient comme aligné ceux-ci en rang d'oignon dans une fausse échelle hiérarchique : secrétariat-bureau politique-comité central.

Pourtant, le secrétariat était à l'origine l'organisme le plus dépourvu de prestige politique : dans le vieux parti socialiste, le secrétariat n'était qu'une charge administrative d'autant plus

technique qu'elle ne s'appuyait sur aucun appareil et qu'elle exigeait donc un labeur d'écritures et de correspondances fort absorbant.

C'est l'Internationale qui, en 1924, souhaite, dans le cadre de la réorganisation bolchevique du Parti, donner plus de lustre et de poids à la fonction en en faisant la clef de voûte d'un appareil politique permanent étoffé, structuré, hiérarchisé et centralisé. Malheureusement l'homme qui fut choisi en septembre 1924 pour inaugurer cette nouvelle acception du rôle du secrétaire (qualifié d'ailleurs en l'occurrence, pour faire lourd, non plus seulement de secrétaire mais de *secrétaire général*) était le moins désigné qui soit pour entrer dans les vues de l'exécutif. Non que Pierre Sémard, puisque c'est de lui qu'il s'agit, ne voulût de bonne grâce s'y conformer, mais c'était un prolétaire méridional : dévoué, combatif, honnête, fort bon orateur, ce cheminot de Valence qui avait témoigné de son dynamisme pendant les grandes grèves du printemps 1920, avait une si naturelle aptitude au bonheur, une si franche réserve de gaîté et de simplicité qu'il fut bien vite mal à l'aise dans le monde secret et compliqué de l'Internationale. Bref, c'était le curé d'Ars quand il aurait fallu Loyola.

L'Internationale, tôt convaincue de son erreur mais n'ayant pas de candidat de rechange, patienta près de cinq ans : ce n'est qu'au VI<sup>e</sup> congrès du Parti (Saint-Denis, avril 1929) que Pierre Sémard perd définitivement son titre de secrétaire général.

L'expérience Sémard n'ayant pas été concluante, le secrétariat général fut supprimé et remplacé par un « secrétariat politique responsable collectivement » de quatre membres : Henri Barbé, Pierre Célor, Maurice Thorez et Benoît Frachon.

Malencontreusement, l'inculpation quelques mois plus tard de toute la direction du P.C. et de la C.G.T.U. pour complot contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État, jetait cette nouvelle direction, avant même qu'elle ait fait ses preuves, soit en prison, soit dans la clandestinité. Tandis qu'un secrétariat légal intérimaire était désigné parmi les militants non inculpés, les « illégaux » du secrétariat tentaient de Belgique d'assurer leur fonction : tout ceci entraînait une grande confusion. Aussi, à la suite d'une conférence spéciale tenue à Moscou pour étudier les affaires françaises, le comité central réuni en juillet 1930 décida-t-il que « le secrétariat sera transformé avec un seul camarade politiquement

responsable et techniquement renforcé » : Maurice Thorez.

C'est donc à partir de juillet 1930 que, sans recevoir aucunement le titre de secrétaire général — titre qui ne sera rétabli qu'en janvier 1936 à l'issue du VIII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. —, Maurice Thorez commença à exercer des fonctions à peu près analogues à celles d'un secrétaire général. D'ailleurs, en août 1931, après la dénonciation du « groupe Barbé-Célor » et sous le contrôle direct des représentants en France de l'Internationale, le secrétariat était de nouveau étoffé : à Thorez chargé de la politique générale et de l'appareil antimilitariste, venaient s'adjoindre Frachon qui, à la tête de la *section syndicale centrale*, avait le contrôle du réseau des fractions communistes dans la C.G.T.U., et Duclos qui prenait la tête de la *section d'organisation*. Un an plus tard, en septembre 1932, nouveaux changements : Frachon, comme on l'a vu, était muté à la direction de la C.G.T.U. et Duclos, retombée de cette « affaire Fantômas » qui fit tant de bruit à l'époque — et dont l'un des héros fut aussi dix ans plus tard le héros de l'Orchestre rouge —, était une fois de plus condamné à l'illégalité et à l'exil. Le premier était alors remplacé par Gitton et le second par Albert Vassart. En 1933, Jacques Duclos pouvait reprendre sa place au secrétariat mais pour y diriger la *section d'agit-prop*. En 1934, Vassart était envoyé à Moscou de telle sorte que le secrétariat du Parti, dans la période du Front populaire, comprenait officiellement trois membres : Maurice Thorez, secrétaire général, Jacques Duclos et Marcel Gitton.

On sait que cette structure devait se maintenir (sauf, bien entendu, changements de personne : Marty remplaçant Gitton dans le secrétariat d'après-guerre) jusque dans les années 50. La maladie de Thorez et sa longue convalescence en U.R.S.S. imposait seulement qu'en 1951 Jacques Duclos fût nommé secrétaire général par intérim et que Fajon fût adjoint à la trinité classique.

Le secrétariat de ce temps-là était donc l'organisme où *tout* convergeait et d'où tout partait. S'il y eut à cette époque un minimum de discussion, au moins au niveau des modalités d'application en France de la stratégie stalinienne, ce fut au secrétariat qu'elle du se dérouler.

Par contre les aménagements qu'exigeait, après la mort de Staline, la déstalinisation circonspecte dont Thorez entendait définir lui-même et contrôler le rythme et, par exemple, l'idée qu'il fallait encourager la « direction collective » la plus large en redon-



nant du mordant aux organismes régulièrement « élus » comme le comité central, conduisirent à démanteler la fonction politique collective de l'équipe réduite qu'était le secrétariat. Tandis qu'était maintenu en la personne de Maurice Thorez le *secrétariat général du Parti*, le *secrétariat du Parti* disparaissait; les secrétaires ne seraient plus désormais que des *secrétaires du comité central* : appellation qui mettait en évidence le caractère subordonné et technique de la fonction. Dès lors rien ne s'opposait à ce que cette fonction plus technique fût plus largement répartie : aujourd'hui, assistant le secrétaire général du Parti, Waldeck Rochet, le secrétariat du comité central compte cinq titulaires. Il est à observer néanmoins que ce secrétariat, malgré son titre modeste, tend de nouveau à reprendre un poids théoriquement illégitime : au dernier congrès en effet, les cinq secrétaires élus par le comité central ont été cinq membres du bureau politique de telle sorte que le secrétariat redevient ainsi comme un concentré du bureau politique de même que le bureau politique est un concentré du comité central.

Même au temps de la souveraineté thorézienne, le bureau politique n'a jamais été dépouillé de son caractère sacré de Conseil du prince. Il n'est pas certain que le fait qu'il se composait en moyenne d'une douzaine d'hommes n'ait pas obscurément contribué au pieux respect dont était entouré ce Saint des Saints : ni qu'ait été vidé de toute résonance le repas qu'à l'exception de Thorez ces hommes prenaient rituellement chaque jour en commun dans une salle à manger qui leur était exclusivement réservée au siège du Parti.

Aujourd'hui il est incontestable que l'important remaniement dont le bureau politique a été le siège depuis dix ans, sa plus grande hétérogénéité, le fait que Maurice Thorez, fût-il absent, pouvait figurer de manière crédible le personnage central de la Cène tandis que Waldeck Rochet est bien trop matois pour prendre un tel risque, sont autant de facteurs qui ont contribué à sa démystification.

Aussi n'est-il pas très fécond de se livrer, comme on le fait volontiers, à des spéculations sur les divisions au sein du bureau politique en se fondant sur des indices fragiles. Tandis que, sous la direction thorézienne, en raison même du caractère sacré que j'ai dit, les membres du bureau politique pratiquaient une véritable langue d'Esope, le droit à l'erreur étant exclu d'une assemblée d'Apôtres, aujourd'hui, redevenu franchement terrestre, et de



ce fait faillible, le bureau politique, sous la présidence de Waldeck Rochet, est un lieu de discussions normalement plus détendues mais aussi plus étendues. Le heurt d'opinions — qui ne pouvait être jadis que masqué (quand alors il éclatait au grand jour, c'est que l'orage était passé et la foudre tombée) est aujourd'hui moins exceptionnel et plus direct : en revanche, il ne tourne plus au drame. Mais il est trop tôt pour savoir si ce nouvel équilibre est transitoire, lié au caractère transitoire du phénomène communiste actuel dans sa version néo-khrouchtchévienne comme au caractère transitoire de la magistrature de Waldeck Rochet.

L'évolution qu'a connue le comité central est moins sensible. Il ne joue pas plus qu'avant le rôle décisif de centre du pouvoir, dévolu au bureau politique et au secrétariat. Ce n'est pas à dire qu'il ne joue aucun rôle. D'abord, il demeure un irremplaçable organisme de médiation. Le grand corps du Parti est avant tout un puissant réseau de transfert d'informations. La centaine d'hommes qui composent le comité central, ayant été choisis pour l'intérêt des postes d'écoute qu'ils occupent, a pour fonction majeure, en « illustrant » le rapport que lui présente le secrétaire général du Parti ou tel membre du bureau politique, de fournir une information de qualité souvent exceptionnelle sur les courants profonds qui agitent les couches ouvrières, populaires, militantes dont le Parti se veut responsable. En retour, cette centaine d'hommes est capable, en un temps record, de diffuser jusqu'à ces mêmes couches les idées que la direction du Parti souhaite leur communiquer. Mais le comité central est aussi composé pour une part des hommes qui remplissent des fonctions d'exécution dans l'appareil du Parti. Il en découle que ses réunions — trimestrielles en moyenne — sont non seulement destinées à enrichir l'information réciproque de ses membres mais à vérifier la qualité des rouages de l'appareil d'exécution du Parti.

On ne comprendrait pas en effet le subtil agencement du pouvoir entre secrétariat, bureau politique et comité central d'une part, entre membres de l'étroite équipe du secrétariat et du bureau politique d'autre part si l'on ne faisait entrer en compte le rôle que joue l'appareil d'exécution composé de deux sortes d'organismes, les « commissions centrales » et les « sections de travail » du comité central. Depuis les années 30, les attributions de chaque membre du secrétariat ou du bureau politique s'incarnent dans un appareil administratif spécialisé qui n'a pas en principe de

compétence politique, qui ne peut en principe donner de directives aux organisations hiérarchiquement subordonnées mais, qui, comme l'administration publique française, nourrit la même tendance à sortir de ses compétences « légales ». En outre, dans la période où l'équilibre entre membres du bureau politique est d'autant mieux préservé que chacun accepte tacitement de ne pas marcher « sur les plates-bandes » des autres, les services tendent à devenir la chasse gardée et la masse de manœuvre de leur responsable en titre.

Les « commissions centrales » sont des organismes assez nombreux de 20 à 30 membres composés de militants — membres du comité central, dirigeants d'organisations de masse, parlementaires, permanents de la « section » correspondante — désignés par le secrétariat en fonction de leurs compétences dans les questions à traiter par la commission centrale à laquelle ils sont appelés à participer. Ces commissions se réunissent mensuellement et fonctionnent comme des commissions spécialisées que bureau politique et secrétariat consultent dans les affaires de leur ressort, à qui ils demandent d'étudier techniquement les implications de leurs directives générales et d'en vérifier l'application.

En bref les « commissions centrales » sont des organismes collectifs de direction intermédiaires entre d'une part le bureau politique et le secrétariat auxquels elles sont reliées par les membres du bureau politique qui les président respectivement et d'autre part les « sections de travail » qui sont, plus ou moins terme à terme, leur prolongement permanent assurant l'administration quotidienne du travail d'exécution et de vérification.

Le nombre, l'ampleur, la configuration et la compétence de ces « sections de travail » ont naturellement varié. La « section centrale syndicale » par exemple, l'une des plus importantes au tournant des années 30 puisqu'elle avait la charge de la liaison avec toutes les fractions communistes des fédérations syndicales et unions régionales de la C.G.T.U. (plus quelques-unes de la C.G.T.) a disparu en 1935-36 avec les fractions elles-mêmes <sup>26</sup>. De même, la « section coloniale » qui avait la charge de la double liaison *et* avec chaque pays et territoire d'Outre-Mer *et* avec les organisations de coloniaux résidant dans la Métropole mériterait une monographie particulière : reliée avant 1939 de façon quasi autonome au Komintern, dotée d'instructeurs spéciaux, combinant en permanence travail légal et travail illégal, elle a eu dans la

période d'après-guerre, face à l'immense mouvement de la « décolonisation », des comportements incertains qui ont reflété et nourri les incertitudes du parti métropolitain lui-même. Le moins qu'on puisse dire est que l'émancipation *réelle* des partis communistes des pays d'Outre-Mer par rapport au parti communiste de la Métropole n'a pas de beaucoup précédé l'émancipation des peuples coloniaux eux-mêmes et n'a pas été non plus sans secousse et sans heurt.

De manière générale, les grandes « sections de travail » stables — la section d'organisation avec les sections qui lui sont rattachées (cadres, organisations de masse, main-d'œuvre immigrée etc.); la section idéologique tantôt centralisée et tantôt subdivisée en plusieurs sections contrôlant respectivement la propagande, le réseau d'éducation, la presse, les éditions; les sections agraire, féminine, économique; le secrétariat administratif de qui dépendent les affaires financières, constituent autant de petites forteresses dont les rapports de force entrent dans la combinatoire des rapports de force au sein du bureau politique.

L'important ici d'ailleurs n'est pas de comprendre les mécanismes de la *concurrence* entre membres du bureau politique mais les mécanismes de l'*équilibre* qui s'établit entre eux. Du même coup s'éclaire la notion de discipline, souvent si mal comprise et interprétée de manière spéculative — soit qu'on l'exalte en ne la mettant en rapport qu'avec le dévouement révolutionnaire, soit qu'on la caricature en n'y voyant que plate soumission d'être robotisé. La discipline, c'est le produit spontané et naturel d'un tissu politique exceptionnellement serré. Secrétariat, bureau politique, comité central, commissions centrales, sections de travail, organes de direction des grandes fédérations du Parti, des organisations de masse, des écoles, des institutions culturelles, des maisons d'édition, des grands organes de presse, des revues, des institutions économiques et financières s'emboîtent et s'agencent de façon si complexe et si étroite que la cohérence de l'ensemble ne peut être que très supérieure aux forces centrifuges qui s'exercent sur toute microsociété à l'intérieur de la société globale.

Ce caractère serré du tissu politique au sommet de la hiérarchie, c'est bien ce qui finement enserre le militant responsable, ce qui encadre et quadrille sa vie et sa pensée. Ce qui, d'ailleurs, rend celles-ci « confortables » alors qu'il est tellement aléatoire d'en déchirer l'impalpable filet.

« L'esprit général de la bureaucratie est le secret, le mystère : Au-dedans, c'est la hiérarchie qui préserve de ce secret et, au-dehors, c'est sa nature de corporation fermée. Aussi la bureaucratie ressent-elle toute manifestation de l'esprit politique ou du sens politique comme une trahison de son mystère. »

*Marx, Werke*, vol. 1, 1956, p. 248-49, cité par M. Rubel, *Marx, Œuvres*, II, Pléiade.

« Nous sommes une maison de verre. » C'est Jacques Duclos, ses petits yeux froids et le sourire gouailleur, qui aimait ainsi proclamer sa candeur innocente à l'heure même où il était malencontreusement inculpé de complot.

### UNE POLITIQUE EXPLICITE

Maison de verre ? Oui, s'il s'agit de comprendre par là que la politique des communistes est bien, dans son fond et dans sa forme, celle qu'ils expriment publiquement.

On a déjà noté le rôle capital du langage dans la constitution d'une subsociété séparée d'interlocuteurs privilégiés <sup>1</sup>. A condition d'entrer dans ce langage, le commentaire est quasi superflu : la vérité du langage communiste est liée à la théorie des rapports du Parti avec les masses et du rôle de l'action de masse parmi tous les types d'action politique possibles. Aussi ne peut-on que s'étonner de l'obstination avec laquelle tant d'observateurs persistent à chercher ce que veulent les communistes *derrière* ce qu'ils disent alors qu'à chaque moment les communistes veulent exactement ce qu'ils disent : ce qu'ils disent, bien entendu, dans leur langage, compte tenu que : a) les termes dont ils usent



se déploient dans un champ sémantique spécifique encore qu'explicite; b) que l'ambiguïté incontestable de ce langage n'est pas consubstantielle à des intentions qui seraient doubles par esprit de cautèle et de dissimulation mais à des réalités qui sont effectivement doubles parce que liées à une mise en perspective de la lutte politique : la duplicité qu'on reproche aux communistes n'est pas que dans les mots, elle est au niveau de la conception, dans le fait d'être ici et ailleurs, de se battre aujourd'hui pour demain, bref de voir l'univers politique comme un champ de forces que doit maîtriser la relation stratégie-tactique, ce qui les conduit à découper leur programme en rondelles et à placer leurs objectifs partiels successifs dans un alignement en profondeur dont on a parfois l'impression qu'il est sans fin; c) que le passage de l'abstrait au concret est leur manière par excellence « d'accommoder », au sens optique du mot, en fonction de la distance politique qui les sépare de l'objet considéré, ceci pour en réduire le flou et l'ambigu.

Chacun sait par exemple que la « disparition du pouvoir des monopoles » et « l'avènement d'une démocratie véritable » sont deux slogans qui désignent, le premier, la liquidation du régime actuel, le second, l'établissement d'un nouveau régime appartenant à la « famille » des démocraties populaires dans leur première époque ou, au plus juste, à une forme de pouvoir qui précède immédiatement, qui « ouvre la voie » à une démocratie populaire. Ils s'emploient normalement entre interlocuteurs qui se placent tacitement dans une perspective à moyen terme indéterminé, puisque le long terme est à jamais suggéré par les deux formules traditionnelles dont le tranchant ne s'est pas émoussé : « liquidation du capitalisme » et « réalisation du socialisme ».

C'est là une terminologie à la fois abstraite et ambiguë. *Abstraite* : il est manifestement besoin d'opérer une série de médiations pour faire déboucher la formule « pouvoir des monopoles » sur la réalité qui est censée l'incarner, le gaullisme; la « démocratie véritable » n'est au pire que métaphorique, au mieux que la réduction programmatique à un seul attribut d'un régime qui, dans la réalité, présente bien d'autres angles d'approche. *Ambiguë* : la « disparition du pouvoir des monopoles » peut s'entendre comme disparition d'un gouvernement de droite, ou encore comme disparition du régime gaulliste en tant que forme acci-



dentelle d'un régime bourgeois et capitaliste ou enfin comme disparition du régime capitaliste lui-même; quant à la « démocratie véritable », la dose de socialisme qu'elle contiendrait éventuellement est suspendue au rapport des forces internes dont elle serait l'expression.

Ce n'est donc pas par hasard si ce sont ces deux slogans, abstraits et ambigus, qu'on retrouve dans la déclaration des élus communistes de la région parisienne le 7 mai, c'est-à-dire dans les premiers jours de l'épisode du printemps 1968, quand les dimensions de l'événement sont encore incertaines. Ce sont eux et leurs variantes habituelles qu'on retrouve encore dans les communiqués du bureau politique jusqu'au 17 mai : « Pour une démocratie *nouvelle* qui assurera de profondes transformations » (7 mai); « Pour une démocratie *ouvrant la voie au socialisme* » (14 mai); « Pour une démocratie *authentique, moderne, conforme à l'intérêt du peuple de France* » (17 mai).

Mais voici qu'à partir du 14 mai, la définition de l'adversaire vire au concret : il ne s'agit plus du « pouvoir des monopoles » mais du « pouvoir *gaulliste* » et du « régime de pouvoir personnel ». Le 17 mai, l'expression est devenue des plus directes : « le gouvernement et la majorité actuels ». Quant à la définition de l'objectif à atteindre, elle prend également, ce jour-là, un tour concret : « une majorité de gauche ». Ce passage de l'abstrait au concret, c'est la condition et l'expression du passage du niveau routinier de la lutte quotidienne (à terme indéfini) au niveau créateur d'une mêlée exceptionnellement intense (à terme qui tend à devenir définissable).

Une fois réalisé ce passage de l'abstrait au concret, le problème est de réduire l'ambiguïté inhérente à l'objectif, en n'écartant aucune hypothèse, même la plus audacieuse, mais en ne s'abandonnant pas non plus à l'inverse à des calculs aventureux : ce qui implique de jouer coup par coup. D'où entre le 17 et le 30 mai, une succession de formules qui, au fur et à mesure du développement des choses, ne visent pas à dissiper totalement (non par habileté tactique mais parce que ce serait pure spéculation) les incertitudes que recèle la perspective d'un changement de gouvernement (changement d'équipe — changement de régime — passage au socialisme), mais, dans les limites que détermine une analyse circonspecte de la conjoncture et du rapport des forces réel, à les enserrer et les refouler progressivement.

C'est ainsi que le 20 mai « l'élimination du gouvernement et du régime gaulliste » doit aboutir à un nouvel état de fait — « ouvre la voie à une situation nouvelle » — qui se situe entre deux limites précises. La limite inférieure, c'est celle qui exclut que la succession puisse être assurée par « une entreprise de replâtrage du pouvoir personnel » — autrement dit par un simple changement d'équipe, aux dépens de l'équipe Pompidou, à l'intérieur du régime gaulliste : nous sommes ce jour-là à la veille du débat de censure qui peut effectivement, bien que l'événement ne vérifiera pas au moins dans l'immédiat cette hypothèse plausible, fournir une issue de cette sorte aux difficultés qui assaillent le pouvoir gaulliste. La limite supérieure, c'est celle qui exclut que le mouvement de grèves se transforme en « grève insurrectionnelle », c'est-à-dire que sonne l'heure décisive de la prise du pouvoir par la stratégie qui fut celle qu'élabora au début du siècle le syndicalisme révolutionnaire et que reprit à son compte une partie du monde socialiste de la II<sup>e</sup> Internationale.

Le lendemain 21 mai, *l'Humanité*, sur la base du communiqué du bureau politique daté de la veille, lance le mot d'ordre qui traduit techniquement et cristallise l'objectif désormais fixé : « *pour un gouvernement populaire et d'union démocratique* ».

Ce qu'ils entendent par un tel gouvernement, les communistes, jusqu'au 30 mai, ne vont cesser, de communiqué en communiqué, de le clarifier pour eux et pour les autres : pas dans l'abstrait mais en fonction des initiatives et des dispositions que prennent de leur côté adversaires et éventuels alliés.

Première clarification : le changement de *gouvernement* ne saurait être qu'un changement de *régime*. « Plus que jamais le problème du pouvoir reste posé », déclare Waldeck Rochet à l'O.R.T.F. le 24 mai après la première allocution du président de la République : « Le *régime* gaulliste a fait son temps. Il doit s'en aller. » « L'*indispensable* changement politique » (25 mai, 18 h. 30); « un changement politique de progrès social et de démocratie » (28 mai : appel du P.C.F.); « un changement politique *décisif* » (28 mai, Waldeck Rochet à l'A.F.P.); « un *véritable* changement de régime », un « changement politique *fondamental* » (29 mai, communiqué du bureau politique), autant de formules qui ne laissent place à aucun doute sur la signification des mots d'ordre populaires : « Dix ans, ça suffit ! » et « De Gaulle démission ! »

Mais la seconde clarification montre que, lorsqu'on aborde la

phase de la succession, la lumière doit être de plus en plus concentrée sur l'objectif à court terme : c'est alors qu'est avancée l'idée capitale que le rapport des forces politiques à l'intérieur du groupement des forces qui aspirent au changement doit se traduire au niveau du futur gouvernement et du futur régime; il en découle que doivent être exclues toutes les formules ( gouvernement de Troisième force, recours à Mendès-France comme « nouvel homme-miracle ») qui ne tiendraient pas compte de cette idée. Déjà le 24 mai, Waldeck Rochet à l'O.R.T.F. avait souligné, mais encore *en incidente* : « Le P.C., qui est prêt à prendre sa place dans un tel gouvernement,... » Mais le 28 mai, dans un interview à l'A.F.P., il se fait directement interroger sur le problème de la participation communiste et répond (souligné en gras dans *l'Humanité*) :

« Nous avons déjà dit que nous sommes prêts à prendre, au sein d'un gouvernement populaire et d'union démocratique, toutes les responsabilités qui sont celles du grand parti des travailleurs qu'est le parti communiste français. Et nous le répétons parce que nous savons que c'est ainsi que les travailleurs l'entendent. »

Et, le 29 mai, au soir de la manifestation qui a groupé « 800 000 travailleurs manuels et intellectuels », le communiqué du bureau politique use d'un tour solennel :

« Le peuple de France exige que, dans le régime nouveau, la classe ouvrière et son parti communiste aient *toute leur place*. »

La formulation la plus approchée possible de ce que doit être le « gouvernement populaire » est enfin donnée le 30 mai dans la résolution du comité central réuni le matin même. A 13 h., ce jour-là, c'est-à-dire trois heures et demie avant le fameux discours à la radio du général de Gaulle, le comité central précisait non seulement que le changement, c'était la fin du pouvoir gaulliste, non seulement que la constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique excluait « la droite » — c'est-à-dire les giscardiens et les centristes —, repoussant ainsi toutes les formules sur lesquelles spéculait la bourgeoisie libérale antigauilliste et que résumait le rêve d'un gouvernement allant « de Giscard à Mendès » (rêve d'ailleurs absurde dans le cadre du dispositif des forces politiques qu'avait favorisé le gaullisme et que la crise n'avait pas eu le temps de suffisamment démanteler), mais encore et

surtout que la constitution d'un gouvernement populaire et d'union démocratique impliquait « la participation communiste conformément à l'influence et à l'autorité du P.C.F. »

Cinq heures plus tard, à 18h., le bureau politique, ayant tiré les conclusions du discours du général de Gaulle, revenait à la formule *abstraite* du 7 mai : « Instaurer une démocratie véritable. » C'était suffisant pour indiquer que l'épisode était clos.

## DES SECRETS

La politique du Parti est donc une politique explicite, qu'elle ait recours d'ailleurs, dans ses modalités d'application, à des moyens légaux ou clandestins. De ce point de vue, la politique du Parti en 1943 n'était pas énoncée de manière moins claire et publique qu'elle ne l'est aujourd'hui, bien que le Parti fût contraint à l'époque de donner ses explications par le truchement d'une presse clandestine et interdite.

Cette observation nous met sur la voie de la solution quant à la contradiction très apparente entre le caractère explicite de la politique communiste et le caractère secret de bien des aspects de la pratique et de la microsociété communistes.

Car autant il est déraisonnable de croire que la *vraie* politique des communistes n'est pas celle qu'ils ont l'air de faire, autant il est léger de s'imaginer tout connaître de l'appareil communiste en lisant ce qu'en dit *l'Humanité* : légèreté du même ordre que celle d'un navigateur qui ignorerait que la partie flottante d'un iceberg n'est qu'une fraction de la partie immergée.

En fait le Parti a *des secrets*, mais il utilise surtout *le secret* comme un outil de pouvoir.

Le Parti a d'abord des secrets comme toute institution ayant un passé suffisant pour avoir, entre-temps, perdu son innocence : les « cadavres dans le placard » sont-ils plus nombreux ici qu'ailleurs, c'est difficile à estimer, et la comptabilité des ignominies n'est ni aisée à tenir, ni plaisante. Recenser les militants partis avec la caisse de leur syndicat ou avec la femme d'un camarade, répertorier les fausses fidélités révolutionnaires et les vraies canailleries de l'ambition et de l'arrivisme, les bas calculs, les peurs minables et les maquignonnages du dévouement et de



l'héroïsme, c'est tout juste aussi significatif que de faire l'histoire de l'Église en ouvrant le registre des papes qui ont failli au vœu de chasteté.

Mais le Parti a aussi des secrets qui tiennent à ce que des pratiques circonstanciées ont pu être avantageusement délaissées : il n'est pas de bon ton, ici comme ailleurs, de rappeler qu'on fut jadis poirier quand on est maintenant la croix qui porte le Christ <sup>2</sup>.

En voici deux exemples qui n'ont plus que valeur anecdotique après avoir présenté des aspects assez dramatiques.

L'espionnage au profit de l'U.R.S.S. Il fut un temps, au milieu des années 20, où le dispositif d'espionnage russe, qui avait, il est vrai, à créer de toutes pièces son infrastructure, s'était accordé la facilité de recruter ses agents parmi les militants responsables du Parti et des syndicats. Deux affaires retentissantes, l'affaire Crémet en 1927 et son prolongement, l'affaire Rabaté en 1928, devaient conduire à un rigoureux cloisonnement entre les réseaux proprement soviétiques (de quelque nature qu'ils soient et quelle que soit leur fonction) et les organisations, légales ou non, du mouvement communiste français et *international* : dès le milieu des années 30, il n'y avait guère plus de rapports entre réseaux soviétiques et appareil du *Komintern* qu'il n'y en avait entre les premiers et l'appareil communiste français, sauf cas rarissimes de force majeure comme il s'en produisit quelques-uns dans la période 1940-1944.

La dernière anicroche sérieuse en la matière remonte en fait à 1932 avec l'affaire des *rabcors*, abréviation russe, à la mode de l'époque, pour désigner les « correspondants ouvriers » (*rabotcheskii corr.*).

Quelle affaire? Un journal communiste, en bonne théorie léniniste, ne doit pas être seulement le fruit du travail de ses rédacteurs spécialisés mais le reflet direct des masses ouvrières avec lesquelles il entretient des rapports privilégiés et exclusifs grâce à la mise en place d'un réseau de correspondants dans les usines. Aussi, dès avant 1930, *l'Humanité* s'appuyait-elle sur plusieurs milliers de *rabcors* dont les informations alimentaient une rubrique : « Les sales boîtes. »

Or, en 1932, il semble que les services secrets soviétiques se soient avisés d'utiliser ce réseau de pur soutien rédactionnel de *l'Humanité* à des fins d'espionnage économique. Le rédacteur qui avait la responsabilité du service des *rabcors*, un métallurgiste



originaire de la Loire et connu sous le nom de Philippe, fut prié de faire dans ce sens et à l'insu de ses correspondants le tri des informations qui lui parvenaient et de les transmettre à un agent d'origine polonaise nommé Bir mais qui s'était accordé le pseudonyme pittoresque de Fantômas. En juin 1932, l'affaire fut découverte et donna lieu à un grand branle-bas. Bir et Philippe, arrêtés, furent respectivement condamnés en décembre de la même année à 3 ans et 13 mois de prison. Jacques Duclos, inculpé, réussit à passer la frontière, à gagner Moscou, puis séjourna en Allemagne jusqu'à ce qu'il obtint qu'on abandonnât les poursuites à son endroit.

Second exemple : les affaires d'argent. Il fut un temps, on l'a déjà noté <sup>3</sup>, où les ressources financières du Parti provenaient, pour une bonne part, de « l'aide internationale », c'est-à-dire du Komintern. Mais certaines affaires furent encore plus scabreuses ; comme celle de la *Banque ouvrière et paysanne* qui dut fermer ses guichets en janvier 1930, après qu'en août 1929, dans le cadre de l'offensive anticommuniste déclenchée par le gouvernement Tardieu, la police en eût occupé les locaux et saisi la comptabilité. Or la liquidation de la B.O.P., désagréable en elle-même puisque y étaient déposés les fonds des diverses organisations et filiales du mouvement révolutionnaire, menaçait directement de surcroît l'équilibre et par conséquent l'existence de *l'Humanité*. Pour deux raisons. La première, c'est qu'officiellement le capital initial de la B.O.P. était constitué par les actions d'une « Caisse d'économie » créée sous la caution de *l'Humanité*. Actions fictives, bien entendu, mais dont les contrôleurs publics pouvaient, dans le cadre de l'apurement des comptes de la banque, exiger le paiement réel. La seconde, c'est que *l'Humanité* avait à l'époque un découvert de banque considérable dont les mêmes contrôleurs pouvaient également exiger le remboursement immédiat.

Pour sauver *l'Humanité*, comme la geste du Parti aime à le conter, on fit appel à la solidarité financière de la classe ouvrière — ce fut la première grande souscription — et à sa vigilance — ce fut l'origine des fameux *Comités de défense de l'Humanité* (C.D.H.), devenus par la suite un puissant réseau de diffuseurs bénévoles de l'édition dominicale. Deux mesures donc de vaste résonance politique et qui furent un indiscutable succès politique.

Mais, avec discrétion, furent mises parallèlement en œuvre des techniques financières et comptables qui sacrifiaient peut-être

moins à la morale et à l'esthétique politiques mais qui l'emportaient par l'efficacité. Tandis que des économies draconiennes étaient réalisées grâce à une réorganisation administrative du journal, le découvert à la banque fut progressivement épongé. Ceci grâce à l'apport d'argent frais que l'I.C. accorda à l'organe central du parti français sous le couvert de recettes de publicité fournies par une agence qui dépendait du puissant réseau international de presse que le militant communiste allemand Eberlein animait pour le compte de l'Internationale.

Voilà donc des « secrets » du Parti. Ceux-là ne sont pas très méchants. Plutôt des histoires du passé que le Parti n'aime pas qu'on rappelle parce qu'elles correspondent à une situation complètement dépassée, au temps où une section française bien maigrichonne s'empêtrait par inexpérience dans d'assez rocambolesques mésaventures. Ces secrets-là, c'est en somme comme la mauvaise honte du petit bourgeois affamé de respectabilité et qui ne craint rien tant qu'on lui rappelle son grand-père charcutier.

Mais il y en a de pires, et de sanglants : une fois de plus, il faut évoquer la difficile période 1939-1945, tachée de règlements de comptes qui, parfois, furent de surcroît des méprises. Mais comment, sans précaution, trancher à la sauvette au nom de critères incertains ? Si toutes les violences ne sont pas permises même dans une telle période de violences, si les vengeance de la victoire sont abjectes, comment faire le compte de ce qui fut, dans le clair-obscur de la vie clandestine, initiative individuelle, précipitation, affolement, précaution, gaspillage ou légitime défense ?

Ce qu'on peut simplement penser, c'est qu'il aurait été peut-être plus instructif de ne pas jeter sur ces réalités un voile hagiographique. Sans doute est-il exclu que, gravement, entre docteurs et a posteriori, on décide du droit et du bien, mais est-ce trop demander qu'on n'en traite pas comme d'une histoire sereine et sans ride ? De même que l'historien de la guerre civile dans la jeune Russie soviétique doit établir sans tricher un bilan où figure le redoutable coût de cette voie d'accès au socialisme, de même l'historien ou le mémorialiste de la Résistance doivent faire sentir que la violence est un alcool très âcre et qu'il faut en prendre conscience, sauf à écrire une opérette.

C'est admettre aussi que l'amertume et le fiel gâtent, dans

toute entreprise humaine, les souvenirs les plus honorables. Or, est-il de ce point de vue institution qui ait, plus impitoyablement que le Parti, distingué, *parmi les siens*, les bons et les méchants, les glorieux et les réprouvés, ceux dont il est loisible de chanter la louange et ceux qui doivent accepter de choir dans les « poubelles de l'histoire »? Les secrets du Parti, c'est alors à cette lumière comme un refus d'accepter le réel doux-amer, et cette cruauté des enfants qui préfèrent détruire et irrémédiablement saccager que de voir abîmer leur paradis.

Il y a dans cette sélection des élus de la mémoire communiste — si curieusement matérialisée pour un groupement athée par ce coin de cimetière, à l'intérieur du Père Lachaise, où le Parti fait enterrer ceux des siens qu'il juge dignes de son Panthéon — comme un reflet de la structure élitiste qui caractérise en dernier ressort le parti-société : à la limite, quelle plus belle vie imaginaire que celle de ce nouveau-né qui vagit à la polyclinique des métallurgistes, qui, plus tard, aura son compte (très modeste) à la Banque commerciale pour l'Europe du Nord et qui sera enterré, non loin de Maurice Thorez et de Marcel Cachin, dans la 97<sup>ème</sup> division du Père Lachaise.

Mais, à côté de cet heureux, il y a, non pas tant « les petits, les obscurs, les sans-grades » comme dans toute structure hiérarchique, mais les « pas de chance » qui sont les vraies victimes des structures élitistes : par exemple et, cette fois, ce n'est pas une vie imaginaire du tout, un Maurice Tréand.

J'ignore ce qui avait fait désigner Maurice Tréand pour être élève, à Moscou, de l'École spéciale du *Komintern* chargée de former les « techniciens » de son appareil clandestin : c'était en tous cas une première affectation fâcheuse. En 1932, son stage terminé, Tréand avait été nommé « patron » de l'appareil de liaison dont l'existence a déjà été évoquée<sup>4</sup> et qui avait mission de résoudre notamment les problèmes de sécurité posés par la présence en France d'une équipe de militants internationaux (illégaux). Or, à peine avait-il commencé d'assumer cette responsabilité qu'en juin (peu de jours avant que n'éclate l'affaire Fantômas), se produisit un « accident » : à une réunion du bureau politique, clandestine parce qu'y participaient deux illégaux — Ferrat, sous le coup d'un mandat d'arrêt depuis cinq ans et Gerôe, qui assurait l'intérim de Fried —, la police fit irruption et arrêta les deux clandestins. Première mésaventure : Tréand, même s'il

n'était pas directement coupable, ne pouvait que supporter les conséquences d'un tel accroc.

Il fut néanmoins mis hors de cause et en 1933 placé à la tête de la commission des cadres qui venait d'être constituée <sup>5</sup>. Nouvelle charge délicate dont il s'acquitta d'ailleurs avec honneur puisqu'il fut élu membre suppléant du comité central au IX<sup>e</sup> congrès en 1937.

Mais le sort s'acharnait : en juillet 1940, c'est Maurice Tréand, qui, avec Jean Catelas, est désigné pour accomplir la première démarche auprès des autorités allemandes visant à obtenir la réparation légale de *l'Humanité*. Arrêté entre-temps par la police française, il est d'ailleurs libéré sur ordre des Allemands. Or, après que cette démarche, qui n'avait rien d'une initiative personnelle, fut apparue, avec l'évolution des choses, comme bien gênante pour l'interprétation que le Parti voulait suggérer de son comportement en 1940, on eut recours à la seule issue qui permettait de « contester » toute l'affaire <sup>6</sup> :

« Tréand fut planqué. A la Libération, il fut isolé comme un pestiféré, une liaison du « 44 » lui transmettait tout ce dont matériellement il avait besoin. Lorsqu'il mourut à Antony, ignoré de tous, la direction eut l'élégance de faire déposer des fleurs sur sa tombe par une délégation du comité central. *L'Humanité* publia un communiqué rendant hommage à « ce militant fidèle. <sup>7</sup> »

Tristesse des anecdotes. Qui n'ont qu'un mérite : faire comprendre pourquoi les communistes ont un comportement si bizarre avec la discipline de l'histoire. D'une part en effet, ils ont pour elle un goût très prononcé et en usent comme de la science des sciences : s'essayer à restituer la genèse des phénomènes leur est d'une pratique théorique constante et c'est par là qu'ils opposent une résistance de principe et des arguments d'ailleurs très sérieux à la méthode structuraliste dès lors que celle-ci est employée à l'exclusion de la méthode historique, sans référence à la diachronie et sans souci de ce qui change en permanence à l'intérieur et même contre les permanences. Mais, d'autre part, les communistes français, jusqu'à présent du moins, témoignent d'une prodigieuse allergie à la recherche historique sur les matières qui les touchent de près, qu'ils s'y livrent eux-mêmes ou qu'on s'y livre pour eux <sup>8</sup>.



## LE SECRET

On en arrive par là à se demander quel rôle joue, dans l'univers communiste, non plus tel secret en particulier, mais, de manière générale, le secret.

Un secret qui estampille de sa marque tous les actes de la vie communiste : écrire ses souvenirs, sauf à y avoir été autorisé ou même en avoir reçu mission — *Fils du peuple*, par exemple, fut le fruit d'une décision *politique* et n'a pas résulté, c'est évident, d'une démangeaison littéraire de l'auteur —, c'est rompre avec la règle non écrite de ne rien révéler à l'extérieur de ce qui se passe dans le Parti, même si, comme aujourd'hui, il ne s'y passe rien d'illicite ou d'illégal.

Au demeurant, et de manière plus radicale, si les communistes de stricte obédience, si même les exclus et les réprouvés écrivent rarement leurs Mémoires, du moins des Mémoires sincères et non des prédications apologetiques ou des fulminations — quand ils les écrivent, c'est qu'ils ont franchi une frontière intérieure et surmonté une répugnance dont l'enfouissement s'apparente à celle de la superstition —, c'est *aussi* qu'ils n'ont guère à dire : en réfléchissant à leur expérience, ils s'aperçoivent combien leur vue des choses, dont ils s'accommodaient, était mutilée, combien, en fin de compte, ils ne détiennent que quelques pièces assez peu convaincantes d'un puzzle éparpillé en de nombreuses autres mains. Cette étonnante *dispersion*, cet éclatement d'une vérité en mille morceaux qui, pour être recollés, exigeraient une enquête systématique à peu près inconcevable à réaliser, tiennent à ce que le cloisonnement et la spécialisation sont des principes permanents, même en période d'absolue légalité : nul, y compris le secrétaire général, ne peut prétendre *tout* connaître. Les rapports hiérarchiques, de haut en bas et de bas en haut, sont fréquents et étroits mais les rapports à l'intérieur d'un même niveau sont, sinon explicitement interdits, du moins formellement exclus en pratique : de cellule à cellule, de section à section, de fédération à fédération, il n'y a de rapports que par l'intermédiaire de l'échelon supérieur chargé de la coordination. Quant aux relations humaines, souvent très cordiales — bien que, comme ailleurs, jouent évidemment les sympathies et les antipathies : la camaraderie, une fois respecté le degré minimum d'une très réelle fraternité de combat, est plus ou moins chaleureuse —, elles



n'impliquent pas qu'entre militants (à tous les échelons et jusqu'aux plus élevés) on se parle, autrement que de manière générale et dans l'abstrait, des affaires qui ne concernent pas le service. A la limite, en conséquence, il n'y a plus de vérité globale du fait de l'impossibilité — sauf décision centrale et ponctuelle — de pratiquer, en temps et en lieux et sans respecter les hiérarchies et les exclusives habituelles, les confrontations générales qui seraient nécessaires. Mais seulement des vérités partielles dont la synthèse est une construction aléatoire et personnelle.

Il ne faut pas se dissimuler le caractère prodigieusement efficace de cette proscription d'ensemble tant de la conversation à bâtons rompus que de l'examen contradictoire. Efficace pour que, du passé, ne soit transmise que la version expurgée diffusée par les instances responsables; efficace pour que, dans le présent, l'indiscrétion soit à peu près à coup sûr limitée à celle que la direction a décidé de laisser filtrer.

Du passé : l'oubli n'est donc pas seulement un corollaire du phénomène déjà noté qu'est le renouvellement très rapide des effectifs; il est aussi la conséquence d'un comportement qui frappe de suspicion les interrogations du type : « Raconte, grand-père. » Certes, les vieux militants n'échappent pas à la mentalité « ancien combattant » et disent volontiers : « de mon temps... » Mais, de manière générale, il n'est pas courant d'avoir du goût pour les anecdotes anciennes : la marge est étroite qui fait verser dans la curiosité déplacée ou dans la futilité. Il en résulte que la tradition orale est quasi inexistante (sauf dans un cercle étroit) et que peut aisément prévaloir une tradition écrite, inlassablement répétée — du moins le condensé qui a triomphé d'imprimatur en imprimatur. C'est là l'explication du fait bien connu mais qui n'en reste pas moins ahurissant : des milliers et des milliers d'intellectuels communistes, vivant dans une démocratie libérale et d'une intelligence somme toute honorable, ont pu, pendant des décennies, non pas même s'interdire de lire, mais ignorer des livres que n'importe quelle librairie ou bibliothèque publique détenait : le secret qui ensevelissait ces ouvrages à l'intérieur du Parti faisait loi et prévalait, de manière latente, sur l'offre extérieure.

Dans le présent, les militants « discutent », ils ne « causent » pas. Il arrive qu'ils se laissent aller à échanger des *confidences*, avec ce que cela comporte de mauvaise conscience, mais ils ne

« bavardent » pas étourdis. Cet apprentissage de la discrétion n'a d'ailleurs rien à voir avec la taciturnité : Duclos, le jovial, l'éloquent, l'amateur de mots comme tant d'hommes politiques du Sud-Ouest, préserve avec volubilité le maximum de vieux « secrets de parti ».

De l'étendue et de l'efficacité du secret comme pratique généralisée, Auguste Lecœur rapporte quelques exemples significatifs.

Dans la deuxième moitié de 1951, Marcel Servin, alors « responsable aux cadres » du Parti, s'était rendu en Union soviétique pour y rendre visite à Maurice Thorez convalescent. A son retour, il réunit, avec Léon Mauvais, alors responsable de la commission centrale de contrôle politique, une commission chargée d'enquêter sur les « agissements politiques » d'André Marty et de Charles Tillon. Or, écrit Lecœur,

« en ce qui me concerne, *tout secrétaire du Parti que j'étais*, je n'avais pas eu le moindre écho d'une telle affaire, pas plus que la majorité des membres du bureau politique, et à plus forte raison qu'il existât une commission chargée de l'instruire. C'est seulement le 19 mai 1952 que Servin et Duclos m'en parlèrent pour la première fois à une réunion du secrétariat en me communiquant les conclusions de la commission <sup>9</sup>. »

Admettons encore qu'il s'agisse ici de « vigilance ». Mais voici plus curieux encore et qui ne relève que de l'information.

On sait qu'en décembre 1940, au nom des députés communistes emprisonnés et sur directive expresse reçue du secrétariat clandestin du Parti, François Billoux, lui-même emprisonné, écrivit une lettre au maréchal Pétain, pour le prier d'être entendu comme *témoin à charge* dans le procès que, devant la Cour suprême de Riom, le gouvernement de Vichy intentait aux « responsables de la défaite », les accusés Blum, Daladier et Reynaud <sup>10</sup>. Lorsqu'en 1952 François Billoux fut désigné comme président du groupe parlementaire communiste, il fut accueilli, quand il monta à la tribune de l'Assemblée nationale, par des cris (jaillis en particulier des bancs socialistes) : « La lettre à Pétain, la lettre à Pétain ! » Tant et si bien que Billoux demanda à être relevé de ses nouvelles fonctions. Or, voici ce qu'écrit Lecœur :

« Les membres du bureau politique prenaient leurs repas en commun au siège du comité central. A table, Gaston Monmousseau demanda pourquoi « l'on ne se battait pas contre ces men-

songes au lieu de céder ». Lorsque Frachon lui eut dit que cette lettre avait bien été écrite et expédiée à Pétain, Monmousseau devint cramoisi. Lui qui, pourtant, n'était pas le dernier venu, ignorait tout de cette lettre. Il ne demanda aucune explication <sup>11</sup>...»

Il n'est pas concevable que, dans un monde aussi « surinformé » que le nôtre, une telle sous-information n'ait, sinon une fonction, du moins un sens ?

Que signifie de ne pas parler simplement des choses les plus simples ? Comment comprendre, sinon le mensonge qui consistait à faire croire par exemple que Thorez, pendant la Résistance, avait continué à diriger le Parti sur le territoire national, du moins le silence qui persiste sur la date et les conditions de son départ, ce qui n'a plus que valeur anecdotique ? Comment comprendre cette obstination à maintenir « off limits » de la publication le détail d'affaires vieilles de trente ou quarante ans, et qui se traduit par une chasse méticuleuse des documents compromettants et, à l'occasion, par la fabrication de faux ou la retouche de photographies ?

Pratiques dépassées ? Mais comment comprendre que les données numériques de base concernant par exemple la communauté des adhérents demeurent un « secret de parti » ? Comment comprendre que les données résultant d'enquêtes et de sondages sur les structures du Parti ne soient rendues publiques que sous la forme de pourcentages difficiles à interpréter et à comparer ? Comment comprendre en bref cette peine qu'ont les idées et les hommes à *circuler* dans le grand corps hiératique du Parti ?

La réponse ne saurait être catégorique. Il est probable que, dans une certaine mesure, le Parti partage cette forme de timidité et de gêne, très répandue dans notre Vieux Monde, qui, assimilant l'information à la publicité, réagit à son encounter comme à un viol. Nos entreprises économiques comme nos organisations politiques souffrent à des degrés divers d'un même attachement superstitieux à la fonction défensive du secret, d'une même sous-estimation du rôle bénéfique de l'information comme facteur du consensus.

Mais, pour une autre part et sans doute pour l'essentielle, on ne saurait méconnaître que le secret est partie intégrante du phénomène global qu'est le bolchevisme. On pourrait presque avancer l'idée que l'un des signes les plus révélateurs qui distingue

un parti social-démocrate d'un parti bolchevique, c'est précisément le degré d'ouverture sur l'extérieur et de pénétration par l'extérieur.

Le secret, cette vertu léniniste par excellence, n'est pas lié dans un parti de filiation bolchevique à une contrainte circonstancielle et externe — comme celle qui résulte de la pression d'un gouvernement policier du type du gouvernement tzariste —, mais il est consubstantiel à la théorie et à la pratique de la lutte des classes : en bref le secret est une arme de la guerre révolutionnaire parce qu'il est une arme de guerre.

Le secret n'est donc pas un élément superfétatoire qu'on peut à volonté décider de supprimer. Il est une pièce dans un ensemble de principes qui se relient les uns aux autres, de la conception révolutionnaire de la marche au socialisme par la lutte des classes, à l'idée corrélatrice d'un parti qui est un corps de bataille. Naturellement on peut estimer qu'aujourd'hui la pratique du secret s'est perpétuée comme un signe extérieur rassurant mais vide de contenu, comme la garantie illusoire d'un ensemble de principes qui se sont entre-temps effondrés. Mais c'est là un autre procès.

Il est d'ailleurs difficile de ne pas admettre que le secret garde, en partie au moins, sa fonction initiale quand on constate à quel point l'information est tenue pour un privilège hiérarchique. On a vu comment les mécanismes de sélection des cadres et la structure des centres de décision sont conçus de manière à ce que l'information provenant des milieux et catégories dont le Parti souhaite capter les sentiments profonds puisse rapidement monter le long de l'appareil et se concentrer à sa tête. C'était par exemple la vertu cardinale de Maurice Thorez que de savoir procéder à la synthèse des informations qui montaient vers lui de toutes parts, de l'intérieur et de l'extérieur du Parti, pour se situer au point exact où devait se situer l'opinion moyenne, à l'intérieur du Parti, compte tenu que l'éventail des opinions susceptibles d'être considérées comme sérieuses au regard des principes communistes est tout de même, sur les différents problèmes qui se posent à un moment donné, relativement restreint.

De surcroît, quand le degré de participation à l'information et à son revers, le secret, définit le degré de responsabilité assumée dans l'entreprise, la conscience d'être l'objet d'une *initiation* sélective renforce la répugnance traditionnelle à divulguer un



secret qui apparaîût comme le fruit d'une conquête : le secret est alors non seulement une garantie quant au caractère révolutionnaire d'un Parti de lutte de classes, il est encore une procédure qui contribue à renforcer son homogénéité.

Tels sont les termes dans lesquels se pose cette affaire. Ce n'est donc pas une affaire subalterne, une question de style : ce n'est pas le droit aux ragots dont il s'agit contre le droit à la dignité du silence. C'est bien au-delà le problème des rapports du socialisme avec la science : le secret n'est-il pas aussi débilitant pour la science de la révolution que pour les autres sciences, physiques ou humaines ? Et de manière encore plus générale : le problème des rapports du socialisme avec la liberté qui commence par la liberté de l'information.

On ne saurait répondre précipitamment. Est-il inutile de rappeler que c'est précisément sur ce point que s'est noué l'affrontement entre les tenants de la tradition et les partisans de la novation, entre les Soviétiques et les Tchèques ?

Certes, on sait déjà de manière indubitable que la pratique généralisée du secret a puissamment aidé à la stalinisation du mouvement communiste mondial ; qu'elle est directement impliquée dans la dénonciation des crimes staliniens ; que le XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. a été une fantastique trouée de lumière dans les ténèbres opaques où agonisèrent des millions — *des millions* — d'hommes soviétiques et autres sans que leurs camarades des *partis-frères* le soupçonnent le moins du monde ; que la revendication de la parole libératrice, de la lumière purifiante n'a cessé de s'enfler depuis douze ans, dans les démocraties populaires et jusqu'en Union soviétique.

Mais ce qu'on ne sait pas exactement, c'est comment développer le combat pour un socialisme qui n'a *pas encore* triomphé dans le cadre d'une liberté qui doit être *dès maintenant* respectée : c'est *sur ce point* précis que les choses sont engagées et que la réponse ne saurait être acquise sans une nouvelle position doctrinale du problème ni une expérimentation pratique qui demande circonspection, imagination, audace : l'objectif étant, par approximation successive, que soit refoulé le secret de partout où il n'est pas d'une stricte nécessité, en partant du principe et de la conviction qu'il ne doit l'être que par exception, sauf à être une commodité qui dégénère inéluctablement en arbitraire, obscurantisme et oppression.



## Conclusion

Le « retour à Lénine » : cette orientation doctrinale, proclamée au lendemain du XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., explique pourquoi la déstalinisation ne pouvait qu'avorter en matière théorique; pourquoi, depuis douze ans, elle n'a cessé d'engendrer des spasmes brutaux, des éclats, des brouilles et des schismes. Ce n'est pas tant, comme on l'a trop dit, le carcan stalinien qui a sauté, libérant les énergies nationales et les diversités culturelles, exacerbant les inégalités économiques et ressuscitant les anciennes traditions politiques. C'est l'absence d'une ligne de recherche qui rend vaines, en leur fond, les grandes assemblées multilatérales condamnées aux rapiécages de la politique pratique à court terme : puisque nul ne sait ou ne veut avouer, à la face du monde, ce qu'il cherche et ce qui lui manque, comment le trouverait-on ensemble?

Cette absence qui paralyse la définition d'objectifs à moyen terme — clef de la stratégie — et, par conséquent, celle des voies et moyens à court terme où se déploie la tactique, est insupportable dans un mouvement où la théorie révolutionnaire est tenue pour commander l'action révolutionnaire. Elle est à n'en pas douter ressentie avec humiliation au moins par qui détient, dans chaque secteur du front, les responsabilités majeures.

Or cette absence résulte du refus ou d'une impuissance générale, individuelle et collective, d'analyser en clair le phénomène stalinien : c'est ici que gît la racine de la névrose dont les troubles empoisonnent le mouvement communiste mondial. Tant que cet épisode restera indéchiffré dans la mémoire communiste et refoulé dans l'inconscient révolutionnaire, tant que sa signification, par-delà ses sinistres manifestations, n'aura pas été explicitée, on ne pourra reprendre un cours qui soit dicté par d'autres considérations que le « coup par coup » : la lutte au jour le jour sans perspective, et le comportement de pompiers qui vont éteindre précipitamment d'imprévisibles incendies.

Mais le premier effort, dans ce sens, consiste non à rétablir la continuité entre le stalinisme et ce qui l'a suivi, mais entre lui et ce qui l'a précédé : le léninisme. La coupure, artificiellement établie entre le système de Lénine et celui de Staline, pour assurer l'impunité du premier, a en fait précipité l'un et l'autre dans les complications infinies de la fausse conscience.

Certes, il est nécessaire de cerner avec précision les domaines dans lesquels Staline a franchement innové — de manière heureuse ou effroyablement négative : il serait étonnant qu'il n'y en ait pas, vu les situations si différentes auxquelles les deux hommes et leur régime ont été confrontés. Mais que Staline ait été infidèle à Lénine sur *l'essentiel*, c'est-à-dire sur la nature et le rôle hégémonique du Parti dans le processus révolutionnaire et l'exercice de la dictature du prolétariat, cela reste à démontrer : quelque brillant et féroce que soit l'acte d'accusation dressé par Trotsky contre le régime de Staline, il a le tort de ne pas établir de manière convaincante qu'il en était autrement sous Lénine quand, par exemple, lui-même recommandait comme solution d'ensemble au problème de la reconstruction, au printemps 1920, la « militarisation de l'économie ». Bien entendu, la guerre civile justifiait alors les excès : mais en était-elle la source unique ? Si la liquidation physique de la bourgeoisie russe s'est poursuivie par celle des *koulaks* puis par celle des « vieux bolcheviks », est-il certain que cette obstination dans la violence sanglante n'est due qu'à la folie stalinienne ?

En d'autres termes, ce « retour à Lénine », en mettant l'accent sur un stalinisme anecdotique et biographique, a masqué la vraie question ; il a interdit qu'on réfléchisse sur la matrice de laquelle le stalinisme procède : le bolchevisme tel qu'en lui-même l'a fixé une révolution réussie. Aujourd'hui seulement se lèvent des voix encore dispersées et timides pour proposer cette réflexion.

Une réflexion qu'on ne peut entreprendre sans mesurer la formidable compacité du système léniniste. Rien ne sert ici d'épousseter Vladimir Illitch pour le débarrasser avec respect de quelques désagréables petites imperfections. Ce qu'il faut savoir, c'est pourquoi et comment le léninisme fonctionne, et fonctionne très bien, de manière efficace, créatrice, positive : du moins pour franchir une certaine étape, pour atteindre un certain point de développement et au prix de terribles « inconvénients ». Ce coût du système et ses *limites*, est-il possible d'y échapper sans casser

le système lui-même, suffit-il de remanier celui-ci en profondeur ou bien les pièces en sont-elles trop interdépendantes pour que, si le coût paraît trop élevé, les limites trop étroites, il n'est d'autre issue que de l'abandonner à son tour « à la critique rongeuse des souris » ?

Ce qui mesure la puissance d'une théorie de l'action politique, c'est sa capacité de résistance et d'adaptation à des situations sectorielles et conjoncturelles d'une extraordinaire variété.

Si en effet l'on réserve le cas du castrisme — dont le syncrétisme perd au demeurant toute véritable crédibilité du fait que l'insularité de l'expérience et sa totale prise en charge économique par l'Union soviétique ne permettent pas de lui appliquer un quelconque critère d'efficacité, serait-il seulement interne —, stalinisme, titisme, néo-khrouchtchévisme, trotskysme, maoïsme, quels que soient leurs distances et leurs griefs réciproques, procèdent d'une matrice unique : le bolchevisme de Lénine.

C'est d'ailleurs cette unité originelle qui rend sans merci leurs luttes intestines : aucune guerre n'est plus sanglante que celle dont les adversaires, pour venir au contact l'un de l'autre, usent des mêmes règles de combat. Mais c'est pourquoi aussi, en territoire « païen » comme l'est l'Occident, le pluralisme des variantes léninistes, une fois accomplie sa fonction libératrice à l'égard des rigidités staliniennes, ne saurait retenir qui s'est livré à une critique approfondie du stalinisme : les griefs qui justifient la rupture avec l'un justifient logiquement la rupture avec les autres, et leurs rivalités les livrent à une commune condamnation comme naguère les masses chinoises sanctionnèrent d'un égal rejet les rivalités entre missions d'Églises chrétiennes séparées.

Il faut d'ailleurs observer que les communistes de stricte obédience, contraints à ces débats sur la « vraie foi », peuvent mesurer ce que leur coûte une pratique du secret dont nous avons montré combien elle était finalement inadaptée : s'ils n'avaient pas, depuis que son assassinat les a persuadés que la cause était entendue, tenu Trotsky sous le boisseau et refusé, jusque très récemment, de reprendre ne serait-ce qu'une polémique mais sérieuse et fondée à son endroit, ils n'auraient pas aujourd'hui à faire face à des résurgences qui paraissent à leurs auteurs des découvertes d'autant

plus merveilleuses qu'elles sont comme « défendues ». Si la prise des maoïstes, au jugement général, a été moindre que celle des trotskystes sur le mouvement étudiantin de mai, cela tient sans doute à une certaine raideur qui empêcha les maoïstes d'assouplir le dogme de la prééminence révolutionnaire de la classe ouvrière; cela tient aussi à ce que les « Chinois » n'ont pas pratiqué l'efficace mais contestable technique de « l'entrisme » — un « entrisme » qui, dégénérant, s'apparente, à vrai dire, à la conspiration et la duperie généralisées; cela tient encore à ce que le maoïsme, qui est à coup sûr un extrémisme, n'est à aucun degré un gauchisme et qu'il a donc de ce fait été privé d'un important coefficient d'attraction par rapport à un mouvement où le ressort proprement gauchiste fut essentiel; mais cela tient enfin à ce que la polémique continue menée contre les « Chinois » par les orthodoxes permettait, même au non-initié, de les reconnaître et de ne pas s'en laisser conter.

Quoi qu'il en soit, bien que, dans l'été 1968 ceci apparaisse comme une aventureuse spéculation, il est raisonnable de penser que les variantes léninistes opposées à l'orthodoxie de la mouvance soviétique — et réunies sous l'abusif label polémique de « gauchisme » —, si spectaculaires qu'aient été leur récente incursion sur la scène politique française, n'ont guère de chance, en raison de l'antériorité de l'enracinement stalinien — qui fut de surcroît un relatif échec —, de se stabiliser à un niveau qui en fasse des éléments consistants et permanents de notre vie politique.

Ce n'est pas à dire que ce « gauchisme » n'ait ni signification ni conséquences.

*Signification* : nous aurions grand besoin, pour la dégager avec certitude, d'études attentives où serait d'ailleurs soigneusement distingué ce par quoi ces variantes léninistes sont des extrémismes et ce par quoi elles versent effectivement dans le gauchisme. Les deux catégories politiques de l'*extrémisme* et du *gauchisme* ont en effet des traits communs mais elles ne se recouvrent pas, même si le terme qui qualifie la seconde souffre d'une *tonalité* subjective péjorative conduisant, par esprit polémique, à baptiser gauchisme ce qui n'est qu'extrémisme.

Tandis que l'extrémisme est une option radicale fondée sur une stratégie d'extériorité aux structures établies — la pluralité des extrémismes étant liée à la diversité des niveaux et des formes d'extériorité —, le gauchisme est une conduite d'échec privilé-



giant le *mouvement* révolutionnaire sur son *objectif* : le dessein sur sa finalité. Conduite d'échec qui résulte bien souvent de ce que, prenant le pas sur les exigences rigoureuses d'une sèche analyse des rapports de force, l'emporte un vigoureux tempérament subversif : lequel d'ailleurs, par un retournement fréquent et du fait d'une précoce usure, va se dessécher bientôt dans la logomachie et se calcifier en doctrinarisme. Ce mécanisme de formation de la déviation gauchiste, s'il est exact, explique pourquoi, bien qu'il submerge presque complètement les groupements trotskystes (à ne pas confondre avec Trotsky dont le cas est bien plus complexe), le gauchisme ne s'identifie pas avec telle ou telle secte mais recoupe en fait tous les extrémismes (y compris les extrémismes de droite).

La difficulté n'est d'ailleurs pas de *définir* le gauchisme en général : Lénine fut orfèvre en la matière et ses analyses sont, sur ce point d'une admirable pertinence. La difficulté est de mettre à jour les racines, non pas théoriques mais historiques et concrètes, dans un pays comme le nôtre, de l'*extrémisme* dans ses diverses variantes et, subsidiairement, de la composante *gauchiste* qui contamine certaines d'entre elles.

Une imperturbable stabilité des structures françaises, frappant d' inanité tout projet révolutionnaire quel qu'en soit le terme, aurait été de nature à favoriser une aventure strictement gauchiste : en l'occurrence, il est donc plus satisfaisant de penser à une conjoncture spécifique qui, faisant se rencontrer stabilité globale et fragilité transitoire et sectorielle, favorise un recours circonstanciel à la stratégie extrémiste.

Mais cette fragilité, si on en retient l'hypothèse, dans quel domaine privilégié la situer ? La situer au niveau de la « civilisation » est une dérobade rhétorique : la même « civilisation » n'engendre pas en Angleterre le même phénomène, du moins à un degré tel qu'il devient un problème politique et théorique sérieux.

Faut-il la situer au niveau des structures démographiques où sont, en France, particulièrement violents, du fait d'une très particulière histoire démographique, les déséquilibres numériques et qualitatifs entre classes d'âge, notamment dans les villes universitaires où la concentration réelle, durant l'année scolaire, des lycéens et étudiants échappe aux statistiques fondées sur le domicile légal ? Il serait intéressant de calculer le taux de corrélation entre, d'une part, l'intensité, dans chaque centre urbain, des

troubles du mois de mai et, d'autre part, la pyramide des âges locale ainsi que, par exemple, le rapport de la population étudiante à la population totale; ou de vérifier si le taux différentiel des jeunes ouvriers dans les usines a marqué de façon significative le déclenchement, la durée, le style, les objectifs des mouvements de grèves.

Faut-il, cette fragilité française, la situer au niveau des structures sociales et reprendre le dossier déjà constitué sur les couches nouvelles du monde du travail? Seule l'étude statistique des dossiers de police par exemple pourrait permettre de juger si les manifestants appartenaient à des catégories intermédiaires se situant plutôt du côté des « couches nouvelles » ou plutôt du côté des « classes dangereuses » — avec évolution possible, dans le temps, de l'une à l'autre composition. Une enquête conduite auprès des responsables des comités de grève fournirait aussi peut-être des indications précieuses sur les catégories qui furent, dans chaque entreprise, les plus actives.

Faut-il chercher dans le domaine politique où le gaullisme est une formation hybride, « baroque », sans répondant respectable dans la tradition française, susceptible donc de dislocation brutale? Dans le domaine politique encore et surtout, les rapports de force entre la gauche non communiste et les communistes ne rendent guère crédible une alliance qui ne soit pas dominée par les communistes, ce qui exclut en définitive toute « issue à gauche », sauf modification très profonde d'une réalité communiste dont l'électorat a régulièrement témoigné, chaque fois que la question avait un sens concret, que dans sa majorité il n'en voulait pas. Dans quelle mesure l'explosion de mai n'a-t-elle pas été une réponse de désespoir à la « plate-forme commune », adoptée en février par les communistes et les fédérés, et qui sonnait, par ce qu'elle disait comme par ce qu'elle ne disait pas, le glas de la stratégie fondée sur l'idée que la gauche telle qu'elle était pourrait constituer une alternative?

Ou faut-il s'interroger sur la crise, profonde et générale, du patriotisme dont on sait quel obstacle de taille il est au déploiement des énergies révolutionnaires? Outre qu'elle a disqualifié le sentiment d'appartenance à une communauté nationale compromise par sa dimension impérialiste, la décolonisation qui s'est accomplie sous la forme de défaites militaires successives a achevé ce qu'avait commencé le désastre de 1940 : de même que le cli-

mat louis-philippard d'un pays peureux parce que vaincu depuis 1815 a débouché sur 1848, de même aujourd'hui et malgré le pathétique pari gaulliste, la jeune génération, déprise d'un pays où le ciment de l'unité nationale paraît tellement effrité, où il semble qu'il n'y ait à peu près rien qui suscite un minimum de consensus, fait la révolution comme en d'autres temps elle aurait fait la guerre. Il est vrai que la centralisation jacobine et l'écrasement des particularités régionales, le refus d'intégrer autrement qu'en les niant les apports spécifiques dus à la francisation de contingents étrangers considérables ont empêché que se développe un sentiment national diversifié et complexe plus adapté à notre époque que le patriotisme d'un seul bloc qui fut celui des générations antérieures.

Ou bien encore pour expliquer la fragilité française, ne faut-il pas, sur cette terre de vieille catholicité, réfléchir à la part de la crise, également profonde et générale, que traverse l'Église de France : Il y aurait un beau travail à conduire sur l'extrémisme chrétien, un extrémisme d'ailleurs à peu près entièrement rongé de gauchisme, cette propension de l'extrémisme chrétien à verser dans le gauchisme appelant des explications dont on serait heureux que les spécialistes en suggèrent les éléments.

Bref les directions de recherche sur les racines d'un extrémisme qui serait le corollaire d'une situation où rien n'est vraiment possible mais où tout n'est pas impossible, sont multiples. Encore notera-t-on que nous avons délibérément écarté les hypothèses si compréhensives qu'elles excluent l'établissement d'indicateurs chiffrés : la « haine du père » ou le « refus de la société de consommation » appartiennent à ces lourdes pétitions contre lesquelles il n'y a rien à répliquer parce qu'elles contiennent à coup sûr un grain de vérité. Il faut donc souhaiter que le torrent de gloses qui a déferlé sur l'événement tout chaud laisse bientôt place à la vérification pondérée, sur la base d'indicateurs précis, d'hypothèses clairement définies qui respectent en particulier l'autonomie des champs et des mécanismes humains : quand un événement, même aussi complexe que celui du printemps 1968, est à dominante socio-politique, il convient de soigneusement explorer cette dimension avant de chercher ailleurs, par exemple dans de douteux placages pseudo-analytiques, des principes hétérogènes d'explication.

A vrai dire et au moins à titre provisoire, j'aurais tendance à

croire que la rupture de la stabilité française, sinon « exemplaire », du moins exceptionnelle à ce degré en Europe, est le produit, sur le fond d'une indifférence classique aux institutions politiques, de la crise spécifique et convergente qui secoue les deux grands cadres où s'inscrit la tradition spirituelle nationale : le catholicisme et le socialisme. Il n'existe en effet en dehors de l'Italie aucun autre pays en Europe libérale non seulement qui détienne de tels contingents de catholiques et de communistes, mais encore où la lutte interne, dans les deux grands corps, entre « progressistes » et « conservateurs », entre « libéraux » et « intégristes » fait rage à ce degré.

C'est d'ailleurs ce qui peut expliquer que l'ébranlement n'ait pas affecté seulement l'État, ni même en priorité l'État, mais que l'onde de choc se soit propagée à une rapidité déconcertante jusque dans les replis les moins « politiques » de la société civile. Processus dont le marxisme avait bien rendu compte à propos des crises de nature économique mais dont on vient peut-être d'avoir une illustration intéressante dans le cadre d'une crise de nature spirituelle : crise « nerveuse », pourrait-on croire, mais dont on aurait le plus grand tort de penser que, même si elle n'a pas de base matérielle, elle n'a pas de « réalité ».

Il reste à savoir pourquoi cet extrémisme s'est à ce point coloré de gauchisme. La réponse qui coule de source, c'est précisément que la pluralité et la dispersion des hypothèses qu'on peut avancer de la vulnérabilité française témoignent à elles seules de l'immaturité des conditions nécessaires à une crise révolutionnaire profonde : le caractère circonscrit dans le temps d'un accès extrémiste sans ressort majeur a fait inéluctablement, au terme du processus, prédominer sur les aspects radicaux les aspects gauchistes.

Mais l'immaturité qui rend compte de l'échec ne saurait à elle seule rendre compte du gauchisme : il faut y ajouter l'absence criante de *modèle* révolutionnaire. Hors une poussière de réminiscences passéistes ou exotiques dont le rôle fut essentiellement sécurisant — elles relient l'aventure présente aux grands ancêtres des temps évanouis et au monde d'au-delà des mers —, le seul modèle qui semble avoir exercé une action d'ensemble est celui de la révolution culturelle à la chinoise : mais il n'est pas certain que le mérite en revienne vraiment aux groupes maoïstes si l'on tient compte de l'énorme distorsion, sinon du pur et



simple contresens qui a marqué l'expérimentation française.

Il apparaît en effet que l'adjectif « culturelle » dans la locution « révolution culturelle » fut largement compris dans le sens où on l'emploie quand on parle de Maisons de la Culture. Comme en outre le mouvement était, en son cœur, étudiantin, il en est résulté que l'accent révolutionnaire a été curieusement placé sur la culture en général, les uns faisant le procès d'une culture humaniste dégradée en culture bourgeoise, les autres parvenant, de degré en degré, à postuler radicalement la mise à mort de toute culture. Or, même si, par chance d'être bon public, on juge ces débats intéressants, ils n'ont que des rapports très lointains avec la « révolution culturelle » de Pékin : sur le fond d'une formidable révolution *économique-sociale* dont le processus, il y a cinquante ans, a commencé dans cet immense pays de haute et ancienne civilisation arrêtée, sur le fond d'une révolution *politique* qui a déjà été sanctionnée, il y a vingt ans, par la prise du pouvoir, la « révolution culturelle » oppose deux grandes forces, deux institutions, le Parti et l'Armée, sur l'interprétation, non pas d'une culture, passée ou présente, chinoise ou non, mais de la « pensée du Président Mao », formule qui vient à désigner la vision théorique et stratégique commandant à l'action révolutionnaire internationale et à ses implications chinoises.

En définitive, le gauchisme, en tant qu'il fétichise la révolution, que celle-ci devient pour lui un objet d'incantation, serait la traduction *politique* de deux des traits les plus marquants du mouvement de mai : son absence de nécessité profonde et sa déviation « culturaliste », produit d'une distorsion due à l'acclimatation fautive du modèle chinois.

Il aurait alors pour corollaire une traduction *anecdotique* : son aspect de *jeu*, comme si « l'imagination au pouvoir » n'était qu'un « pouvoir imaginaire ». Ce n'est pas vouloir par là nier l'énormité de la réaction en chaîne que le mouvement de mai a provoquée, ni l'importance des séquelles, positives ou négatives, qu'il abandonne derrière lui, même compte tenu que les choses auraient pu être meilleures ou pires : mais voir dans cette réaction et dans ces séquelles la preuve *a posteriori* d'une emprise sur le réel, c'est oublier qu'il y a des jeux qui finissent mal — le *Revolutionspiel* comme le *Kriegspiel* — et qu'au demeurant un jeu n'est jouable que s'il possède, au moins pour les joueurs, un certain degré de réalité. Ce n'est pas non plus nier qu'un mécanisme

d'amorçage a été découvert qui peut à l'avenir s'intégrer dans une théorie du déclenchement du processus révolutionnaire. Encore que tout amorçage soit éphémère : on ne saurait sous-estimer l'effet de surprise dans la guerre révolutionnaire comme dans la guerre tout court.

Cet aspect de jeu, le spectacle de la rue l'a paradoxalement fait éclater : de longues semaines de violences se sont soldées par un bilan quasi négatif de victimes. Mais a été frappant surtout le fait que les thèmes révolutionnaires ont été revendiqués comme un quasi-monopole des non-adultes. On a eu beau s'évertuer à montrer combien les jeunes étaient *sérieux* — l'un des adjectifs qui reviennent avec la plus symptomatique fréquence pour qualifier par exemple les travaux des lycéens —, il n'était pas possible d'oblitérer dans la conscience des adultes l'expérience millénaire que l'univers enfantin est l'univers de l'école et du jeu. Il n'est guère plausible qu'à l'autoritarisme hiérarchique méconnaissant la dialectique de la relation parentale, se substitue de manière générale, jusqu'à se traduire au niveau sacré de la politique, une pure et simple inversion de cette relation et qu'on s'en tire, comme un certain nombre de professeurs généreusement affolés, en proclamant que les fils sont les pères.

A la limite, on peut donc se demander si ce gauchisme et ce jeu, dont certains bons esprits se sont enchantés mais qui en ont découragé beaucoup d'autres, ne constituent pas les arguments les plus forts pour qui doute des chances, dans l'avenir, de toutes les stratégies extrémistes.

Nous en venons par là aux *conséquences* possibles des événements de mai. S'il paraît nécessaire, du point de vue de la *signification*, de mettre en priorité l'accent sur l'extrémisme, il paraît en revanche inévitable, du point de vue des conséquences, de mettre l'accent sur la dimension gauchiste qui, en raison de l'allure prise par les débats internes, a fini par caractériser l'ensemble de l'entreprise.

Le gauchisme, même si l'épisode actuel ne se solde que par un simple « accident de parcours » — ce qui est plausible encore que non acquis — peut bien en effet avoir d'amples conséquences. On ne saurait d'abord oublier que c'est un gauchisme (alors stalinien) qui, en paralysant la gauche allemande, a favorisé, entre d'autres facteurs, la montée du nazisme. Rien n'interdit d'ailleurs de craindre que le gauchisme français n'accélère en

Allemagne la cristallisation d'un extrémisme de droite. En outre, le libéralisme gaulliste qui a jusqu'ici résisté aux plus fâcheuses conjonctures peut cette fois capoter dans une sorte de salazarisme, produit d'une combinaison imprévue et inédite entre une puissance électorale sans partage et les idées sociales-chrétiennes du général de Gaulle. Mais surtout on vient d'assister, de manière spectaculaire, à la résurrection, en France, du redoutable dispositif de la gauche espagnole dans les années de la guerre civile : dispositif dont on sait qu'il a contribué, avec d'autres éléments de faiblesse, à une défaite plus que trentenaire. Rien ne sert, sur ce point, de recenser les erreurs, les fautes et les crimes des communistes espagnols qui, sous la conduite des délégués du Komintern, donnèrent libre cours à leurs insupportables prétentions hégémoniques; rien ne sert non plus de montrer comment les aventures et excès dans lesquels se sont souvent complu les anarchistes et les « poumistes » compromettaient l'indispensable unité de la résistance républicaine. Le fait massif, c'est que la gauche espagnole tout entière, dans cette situation, ne pouvait que sombrer dans la plus effroyable des défaites.

Or crier à la trahison du P.C.F. tandis qu'il crie de son côté à l'aventurisme gauchiste n'est pas aujourd'hui plus prometteur.

Le P.C.F. « trahit-il » en effet la révolution parce qu'il s'en tient délibérément au modèle stratégique qui consiste à se situer concurremment *dans* et *hors* le pouvoir? Modèle stratégique mis au point par le mouvement communiste international à l'époque des Fronts populaires et perfectionné après-guerre : dans la ligne du modèle léniniste de 1917, c'est une variante de la technique du double pouvoir. Au lieu de s'épuiser à combattre assez vainement la tendance de la classe ouvrière à l'intégration, tendance qui a son fondement dans la réalité sociale elle-même, il convient de s'y appuyer en participant au pouvoir dans le cadre de la société établie. Une telle participation prend en premier lieu, dans les démocraties libérales, la forme d'une entrée des communistes au gouvernement quand s'y prête le dispositif de l'échiquier électoral et parlementaire, mais elle se traduit aussi de manière générale par le fait que les communistes pénètrent à l'intérieur de toutes les structures de la société civile établie pour y conquérir une place ou même les conquérir tout entières. Est-ce là une concession à la thèse sociale-démocrate selon laquelle il faut aider de l'intérieur à ce que l'accumulation des modifications socio-éco-

nomiques fasse surgir, mûre et à point, une révolution anticapitaliste? Non, car cette participation au pouvoir bourgeois se conjugué de manière absolument nécessaire avec la préservation obstinée de la radicale extériorité du mouvement communiste comme tel. Loin d'atténuer en effet l'étrangeté du Parti, il faut au contraire la préciser et la concentrer : le Parti devient, et lui seul, le lieu global de l'extériorité où s'enracine la société socialiste de l'avenir. D'ailleurs, au fur et à mesure qu'il élargit son insertion dans l'Etat et dans la société civile, il organise de manière progressive mais systématique le transfert du pouvoir à son profit.

Or n'aurait-il pas été paradoxal que le P.C.F. abandonnât cette stratégie au moment où il en voyait, après vingt années de piétinements pénibles, s'esquisser le succès : les observateurs n'étaient pas rares qui, au début de l'année, tenaient en effet pour possible une victoire électorale de la gauche, prélude à une participation au pouvoir qui devrait, d'abord modeste, assez aisément glisser, en raison des rapports de force internes dans la gauche française, à une direction hégémonique d'un pouvoir même pluraliste et gardant la forme d'une coalition. On voit combien c'est rester à la surface des choses que de supputer, si les communistes n'ont pas goûté davantage le mouvement de mai, que c'est par souci de sauver l'ordre gaulliste en raison de sa politique extérieure.

Il est d'autre part humain — mais ce n'est pas une analyse politique — de trouver réjouissant que le P.C.F. barbote dans une situation à laquelle les partis communistes ont tant aimé acculer les sociaux-démocrates. (On a d'ailleurs tort d'extrapoler en voyant dans cette mésaventure le signe indiscutable de sa dégénérescence sociale-démocrate : c'est confondre abusivement nature et situation, même si la situation agit sur la nature.)

Ou bien en effet le P.C.F., au risque d'être entraîné dans une catastrophe, se plaçait à la remorque des formations « gauchistes » dont il reconnaissait implicitement la direction. Ou bien il s'en tenait à sa propre stratégie, condamnait publiquement toute l'entreprise et endossait toute la responsabilité dans la défaite encore plus inéluctable qui sanctionnerait une action avant-gardiste et directement subversive.

Comme les partis sociaux-démocrates naguère, le P.C.F. savait qu'il ne pouvait, dans le cours même de la crise, briser le



dilemme, qu'il y perdrait donc nécessairement et qu'il lui revenait seulement de choisir le moindre mal : perdre modérément sur les deux tableaux plutôt que de tout perdre sur un seul. Il évita donc de trancher et navigua à la godille.

D'une part, à aucun moment il ne perdit de vue sa propre stratégie. Pas seulement parce que, compte tenu de l'idée qu'il se fait de lui-même, il n'est pas porté à accepter de renoncer au monopole qu'il s'arroge quant à la direction de toute alliance révolutionnaire. Mais parce qu'en l'occurrence, il y avait conflit fondamental entre sa stratégie et celle du mouvement étudiant qui, si incertaine qu'elle fût, était néanmoins définie sur un point majeur : qu'il s'agissait dans l'immédiat de la révolution. Le Parti était donc conduit à ne participer qu'avec des « si » et des « mais » à une action dont il n'attendait pas qu'elle se fût mal terminée pour expliquer en quoi elle était, sur le fond, mal venue. Certes ces réticences le faisaient, comme il s'y attendait, accuser de trahison mais l'accusation était amortie de ce qu'il s'efforçait avec énergie partout où il le pouvait d'agir dans un sens positif. Il pouvait au demeurant renouer le fil interrompu aussitôt que les choses eussent été replacées sur un plan électoral : d'autant que, de ce plan, les « gauchistes » étaient exclus, de leur propre volonté mais aussi du fait de la nature, de la composition et des dimensions réelles de tout groupement activiste.

Les dirigeants communistes ne se faisaient pas néanmoins d'illusion : de ce côté-là le bilan était sévère, pas tant d'ailleurs du fait de pertes électorales circonstanciées mais du fait que le rapport des forces entre communistes et non communistes à l'intérieur de la gauche évoluait de manière trop apparente en faveur des communistes. La stratégie de la conquête du pouvoir par l'intérieur devient en effet paradoxalement plus délicate à conduire parce que devient de moins en moins crédible un Front populaire non dominé par le P.C. Le moment va venir où le principal souci de Waldeck Rochet sera de trouver des militants et des électeurs pour la Fédération !

D'autre part, le Parti était malgré tout contraint d'abandonner partiellement sa stratégie ou, du moins, d'en esquisser l'abandon par deux fois. D'abord quand il déclenchait l'agitation ouvrière pour la jeter en travers et y noyer l'agitation étudiante. Certes il prenait la précaution d'assigner au mouvement social des objectifs strictement revendicatifs et d'isoler les travailleurs soit

dans les usines, soit chez eux, soit dans la rue où ne fut pas renouvelée la difficile épreuve du 13 mai. Mais il ne pouvait empêcher que ce mouvement social classique s'ordonne dans une perspective révolutionnaire du fait qu'il se développait en convergence avec le mouvement révolutionnaire étudiant. Il ne pouvait pas même empêcher qu'on mette en doute qu'il en fut bien le promoteur, l'animateur et le dirigeant : pourtant, en admettant qu'il y ait risque, ici ou là, de débordements et de bavures, ni la grève à Renault-Cléon, ni l'agitation à Renault-Flins, si le Parti en avait décidé autrement, n'auraient pu, même par contagion de proche en proche, même avec l'appui de la C.F.D.T., entraîner à une grève généralisée. Seule la mise en branle de la puissante Fédération des cheminots, dont on sait qu'elle est depuis des décennies dirigée par les communistes, et celle, à Paris, des syndicats de la R.A.T.P., pouvaient, parce que ce sont des secteurs *névralgiques* et *centralisés*, entraîner dans leur sillage les autres corporations, d'autant qu'est alors brouillé le clivage entre qui ne va pas au travail faute de transports et qui n'y va pas parce qu'il est gréviste. Au demeurant et tant qu'un bilan définitif n'aura pas été dressé, c'est ici que, du point de vue où se placent les communistes, les dégâts ont été le plus limités. Quoi qu'on ait dit, le Parti par l'intermédiaire de la C.G.T. est apparu comme encadrant solidement la classe ouvrière, ou du moins aussi solidement qu'il est possible dans un pays traditionnellement sous-syndicalisé. La C.F.D.T. s'est compromise, au-delà du nécessaire, dans un révolutionnarisme dont on peut suspecter soit le bon sens soit la sincérité, ce qui affaiblit corrélativement la dangereuse attraction que sa réputation de modernisme lui avait antérieurement assurée. La distance entre le programme économique et social de la Fédération et celui du Parti, qui constituait l'un des principaux points de désaccord entre les deux partenaires de la gauche, s'est trouvée anéantie puisque c'est le gouvernement gaulliste qui a dû consentir à compromettre l'économie pour sauver ce qui, à un moment, devenait l'essentiel : le pouvoir politique. La Fédération ne pourrait faire moins si la gauche à son tour venait aux leviers de commande. Enfin les bénéfices réels que tireront les travailleurs de cette bataille improvisée ne seront peut-être pas considérables encore que le gouvernement s'efforcera d'en sauver une certaine part, mais au pire les choses seront, au plan social et syndical,

comme elles étaient avant. C'est à tout prendre un « succès ».

La seconde fois où le Parti fut encore contraint d'abandonner partiellement sa stratégie — et cette fois de manière plus nette —, ce fut pendant les quatre ou cinq jours qui précédèrent le décisif discours du général de Gaulle le 30 mai. Non qu'il ait soudain décidé de tenter l'aventure directement révolutionnaire et de mettre à son ordre du jour la question de la prise du pouvoir par un coup d'État de type bolchevique plus ou moins habilement camouflé en un Front populaire d'union démocratique. Mais les choses prenaient une tournure telle qu'on ne pouvait plus exclure l'éventualité où le pouvoir en déshérence tomberait entre les mains de qui le recevrait : dans cette conjoncture nouvelle, il ne pouvait être question de se crisper doctrinairement sur une position abstraite, de boudier l'occasion même si on eût préféré qu'elle se présentât plus tard et de laisser le champ libre, même si on eût préféré ne pas avoir à en hériter dans ces médiocres conditions, à tous ceux qui revendiquaient l'héritage gaulliste soit au bénéfice de la bourgeoisie libérale, soit au bénéfice d'une coalition d'où les communistes seraient exclus ou tenus en lisière. Bref que les communistes aient désavoué une stratégie contraire à la leur n'entraînait pas qu'ils renoncent pour autant à en cueillir les fruits heureux si de manière imprévue il en mûrissait; il ne faut pas les croire plus obstinés qu'ils ne sont.

Le Parti était donc amené à manœuvrer : 1. pour *accentuer* la crise du pouvoir gaulliste de façon à ce que s'ouvre réellement la succession ; 2. pour *barrer la route* aux formules de succession qui ne lui convenaient pas ; 3. pour *s'affirmer* comme partie prenante dans l'exercice d'un pouvoir qu'une conjoncture aberrante lui mettait entre les mains : c'est dans cette triple direction que doivent s'ordonner les péripéties et modalités des conversations de Grenelle le dimanche 26 mai, le refus des accords — que s'est-il passé *réellement* chez Renault le lundi 27 : voilà un point d'histoire intéressant —, le jeu serré avec Mendès France et Mitterrand le mardi 28, la puissante démonstration du mercredi 29 où, comme on jette une carte maîtresse, sont jetés sur le pavé des bataillons ouvriers dont l'allure n'est plus, de la Bastille à Saint-Lazare, celle d'aimables promeneurs attentifs à leur santé.

Cette analyse autorise finalement à conclure que les observateurs qui nient la volonté délibérée du Parti de se placer, de sa propre

initiative et comme pour forcer le destin, dans la perspective d'une révolution à très court terme ont raison. Mais les observateurs qui estiment que les communistes auraient joué rondement leur partie au cas d'un écroulement du gaullisme et qu'on allait vers un nouveau pouvoir où ils auraient exercé une influence sans doute modeste et effacée au départ mais virtuellement et bientôt ouvertement considérable n'ont pas tort, compte tenu d'une conjoncture mondiale exceptionnellement favorable puisqu'aucune grande puissance n'apparaissait en mesure d'intervenir dans quelque sens que ce soit à partir du moment où la France se serait repliée sur elle-même et son expérience socialiste. Ce qui réduit en outre à ses vrais termes la polémique un peu ridicule sur les rapports des communistes avec l'ordre. Défenseurs de l'ordre? Assurément : le leur. Il est déjà arrivé d'ailleurs que l'ordre communiste se recoupe avec l'ordre bourgeois : qui ne se souvient de l'épisode fameux — 1945 — de Maurice Thorez tançant les mineurs qui revendiquaient et les appelant à augmenter la production du charbon? Trois ans plus tard, c'était le même Thorez qui faisait la déclaration non moins fameuse : « Nous ne ferons pas, nous ne ferons jamais la guerre à l'Union soviétique. »

Cette analyse permet peut-être aussi de mesurer combien les intellectuels communistes qui ont, dans ces semaines-là, protesté contre l'attitude de leur parti à l'égard du mouvement étudiant, ont fait preuve, si l'on en croit les comptes rendus, rapportés dans la presse, des discussions qui les ont opposés à leurs dirigeants, d'une assez étonnante méconnaissance du communisme auquel ils adhèrent et des problèmes réels que celui-ci a à traiter.

Il était en effet possible de contester avec virulence la manière simpliste dont avait été naguère administrativement « réglée » l'affaire de l'Union des étudiants communistes. Non peut-être dans le fait qu'avait été expulsée son aile gauche, puisqu'il est clair aujourd'hui que, grâce à cette précaution, le parti communiste a seul résisté aux douteuses opérations d'« entrisme » auxquelles ont succombé le P.S.U., l'U.N.E.F., le Mouvement du 22 mars, les C.A.L., et que la C.F.D.T. de son côté va probablement payer très cher malgré les premières apparences contraires. Mais outre qu'il aurait sans doute mieux valu maintenir cet abcès de fixation parfaitement identifié, reconnu et cerné, on peut regretter que le démembrement de l'U.E.C. ait été tenu pour



une fin en soi : l'U.E.C. - croupion qui en était résulté avait privé les communistes de toute audience et surtout de toute écoute au sein du monde étudiant comme devait en témoigner le sommaire article de Georges Marchais au début même du mois de mai. Au surplus, si le Parti s'était donné la peine d'explorer quelles vraies questions étaient à l'origine du malaise dont la crise de l'U.E.C. était le reflet, il aurait sans doute admis plus vite ce qu'on appelait à l'époque les « idées italiennes », ces idées qu'il a pour l'essentiel reprises par la suite à son compte mais avec un grand retard dont les ferments gauchistes ont profité.

Il était encore davantage possible de contester la décision tactique initiale qui avait conduit, par impatience, à déclencher l'agitation ouvrière pour y noyer l'agitation étudiante. Outre que la manœuvre n'avait pas réussi, elle avait au contraire contribué à donner une dimension exceptionnelle à la vague étudiante qui, isolée, serait plus rapidement retombée. C'est là un problème intéressant et délicat : car, à cette argumentation critique, on peut objecter en retour qu'il fallait, *cette fois*, se prêter, même de manière limitée et ambiguë, à l'expérience de façon à ce que le danger et l'illusion du gauchisme soient pleinement révélés : cette expérience achevée et, comme on pouvait le penser, achevée par une déroute dont le Parti acceptait par avance de payer certains frais annexes, il serait ensuite plus facile de circonscrire le gauchisme, de l'enfermer d'abord dans le monde étudiant où il avait pris naissance puis de l'y battre avec le concours de tous ceux, et ils sont la majorité, qui se soucient qu'il y ait encore une Université, fût-elle « bourgeoise ».

Mais il n'était pas possible, sauf à demander aux communistes d'adopter un comportement suicidaire, de leur faire reproche de prendre date dès le début et d'avertir solennellement le mouvement étudiant qu'il faisait fausse route.

En somme — et la politique de Waldeck Rochet dans les mois suivants devant le drame tchèque donne à penser que la direction du Parti avait déjà implicitement admis les fautes qu'elle avait commises et qui ne se situent pas où les intellectuels communistes en question semblent les avoir vues, la dénonciation la plus âpre du gauchisme n'a de sens et de chance qu'autant qu'elle s'accompagne d'une politique active et hardie qui conduise à une égale rupture avec le néo-stalinisme.

Cette dernière observation incite à s'élever contre la fatuité qui

a poussé tant de commentateurs à rapprocher, *sur le fond*, le mouvement estudiantin français et les événements qui ont marqué l'hiver et le printemps de Varsovie et de Prague. Outre le manque de tact qu'il y a à comparer des actions dont les *risques* sont si peu semblables, il y a surtout « stupidité théorique » à présenter comme parties d'un même tout des mouvements dont les principes sont *radicalement* antagonistes.

Certes, des traits *secondaires* sont communs : et d'abord le fait qu'il s'agisse dans tous les cas d'un mouvement *étudiant*. Ce qui tendrait peut-être à démontrer que, contrairement à ce qu'on avait pensé un moment quand on y voyait un trait réservé aux sociétés du Tiers-Monde, les étudiants constituent aujourd'hui, en raison de leur nombre, de leur concentration, de l'évolution rapide des sciences et des techniques, le *support social* du changement dans *toutes* les formations sociales : encore qu'il faille être très prudent dans cette conclusion hypothétique, car la relative autonomie du monde étudiant et son rôle de détonateur et d'amplificateur d'idées et de combats dont il n'est ni le véritable créateur, ni le véritable dirigeant, ni le bénéficiaire réel sont des phénomènes anciens qu'on aurait d'ailleurs intérêt à réexaminer de plus près.

Quoi qu'il en soit, cette dominante étudiante appelle des similitudes : comme sincérité, désintéressement, fraîcheur, bref *pureté* — mais la pureté n'est pas une qualité politique nécessairement rassurante, l'expression « pure et dure » rappelant quelque chose de pas précisément progressiste ; ou comme *synchrétisme* : s'il est vrai que toutes les agitations charrient des composantes hétérogènes, c'est encore plus vrai dans les fermentations étudiantes où une érudition souvent de fraîche date et la connaissance indirecte de toutes choses contribuent à précipiter le rassemblement hétéroclite d'un pot-pourri de contestations, de revendications, d'aphorismes, de proscriptions et de prescriptions.

Mais chacun sait que la réflexion politique a précisément pour objet de distinguer, au-delà de sa confusion apparente, la visée majeure intrinsèque de l'événement. Or la *visée*, à Prague et à Varsovie d'une part, à Paris de l'autre, était directement opposée : même si, à Paris, des « révisionnistes » ont versé dans le gauchisme et si à Prague (plus encore à Varsovie) des gauchistes sont entrés dans le courant révisionniste. Croire en effet que contribuer à briser les bureaucraties politiques et syndicales, notamment néo-staliniennes, suffit à justifier n'importe quelle action, c'est

reprendre l'argument vicieux de ceux qui, il y a trente-cinq ans, se félicitaient, au moins de ce point de vue-là, de la montée fasciste, soit qu'ils en attendissent la désagrégation de la social-démocratie, soit qu'ils en attendissent la cassure des partis communistes. Le problème, certes, est bien de briser ces bureaucraties mais, si je puis dire, du bon côté et pour une rénovation libérale du dessein et du modèle socialistes : la péremptoire exaltation sur fond d'anarchie qui a dominé à Paris n'a dès lors rien d'encourageant, ni de neuf, ni quoi que ce soit à voir, sauf le climat de fête (mais là encore il faut admettre cette évidence bête que la « fête » n'est pas une dimension politique et qu'on a dansé autour de toutes sortes de bûchers), avec la difficile exploration de Prague.

Certes — et l'argument au premier abord est fort — on peut penser que les étudiants de Prague et de Paris, s'ils étaient confrontés à des problèmes différents en raison de la situation différente où ils se trouvaient, nourrissaient des ambitions dernières identiques : les étudiants de Prague, ayant le socialisme, cherchaient la liberté ; les étudiants de Paris, ayant la liberté, cherchaient le socialisme. Raisonnablement discutable : la critique du socialisme stalinien ne peut se réduire à réparer comme un « oubli » en ajoutant à celui-ci un ingrédient de dernière minute — la liberté. Pas plus que la critique du néo-capitalisme ne peut se réduire à ajouter à une liberté établie une rasade de socialisme. C'est précisément l'erreur théorique de la social-démocratie que d'avoir vu la démocratie et le socialisme comme deux corps simples à combiner alors qu'il s'agit de penser un socialisme dont le ressort soit la dimension créatrice des individus et de la société.

On peut sans doute maintenant comprendre pourquoi les analyses qui, depuis plus de trois ans, concluaient que décidément « le parti communiste avait changé », qu'il devenait un partenaire très fréquentable, que la meilleure manière de peser sur lui pour l'encourager à se transformer de manière décisive et le « réintégrer dans le jeu démocratique » était de le « sortir de son ghetto », pourquoi toute cette vigilante sollicitude à capter le moindre de ses frémissements libéraux, le plus subtil de ses comportements autonomes à l'égard de Moscou, la plus anecdo-

tique de ses discussions intérieures — « ils discutent ! » — laissait dans l'incertitude, comme si c'était vrai et faux à la fois, comme si cela ne répondait pas tout à fait à l'exacte position du problème. On peut comprendre aussi pourquoi les plus récents sondages sur « l'image du parti communiste » dans l'opinion publique démontreraient, sinon que « les Français n'ont plus peur du communisme », du moins que l'hostilité systématique à son égard, s'exprimant par le refus de voter en aucun cas pour les candidats du P.C., avait sensiblement diminué ; que l'acceptation du rôle des communistes dans la vie politique française avait augmenté puisque 40 % des Français en 1966 — contre 31 % en 1964 — auraient été favorables à l'entrée de ministres communistes dans le gouvernement ; enfin que plus des 2/3 des Français (68 %) pensaient « n'avoir rien à perdre si un régime communiste s'établissait en France ». Et pourtant, quand ces questions sont devenues très concrètes, en mai-juin, la réponse, comme on sait, a été dépourvue d'ambiguïté, même si les communistes ont abusivement pâti de ce qu'une perception politique grossière les a confondus avec les « gauchistes ». Comme il n'y a aucune raison de suspecter que des sondages, qui furent techniquement corrects, ont pu exceptionnellement apporter des réponses erronées, comme on ne saurait croire qu'en quelques mois ce sont les Français qui ont viré de bord, il faut donc conclure que c'était les questions faisant l'objet des sondages qui étaient piégées.

Toute réflexion sur le communisme — et sur le P.C.F. — est en effet une réflexion à deux niveaux. On ne saurait les mélanger sans risquer, pas seulement la confusion, mais l'inefficacité conceptuelle ou politique, encore qu'on doive, pour saisir à chaque moment l'unité du phénomène, opérer la liaison et la combinaison entre ces deux niveaux : c'est même dans cet agencement que résident en dernière analyse le diagnostic d'ensemble ainsi que le pronostic sur le devenir du processus.

Il ne s'agit pas ici de la distinction classique entre stratégie et tactique, entre structure et conjoncture, entre programme maximum et programme minimum. Il ne s'agit pas de reprendre sous des oripeaux nouveaux les dichotomies habituelles. Les deux niveaux dont il est question ne sont d'ailleurs que métaphoriquement superposés : l'un étant exposé à la vue de tous, l'autre ne l'étant pas. Mais en fait, il s'agit plutôt de deux états d'un même phénomène.



Un premier niveau, non pas superficiel, mais disons à ciel ouvert, est celui où l'on capte le projet communiste tel qu'il s'insère dans la quotidienneté politique. C'est le lieu de sa confrontation au monde objectif. C'est le lieu où se déroule l'histoire de son combat avec la société établie : un combat qui, pour constant qu'il soit, peut prendre tantôt la forme d'une bataille sans merci, tantôt la forme d'une collaboration, d'une coopération, d'une intégration plus ou moins poussée, tantôt encore la forme intermédiaire d'une suspension d'armes et d'un quasi-désintéressement réciproque.

C'est ainsi que la stratégie « classe contre classe », au tournant des années 30, correspond à un type hargneux d'affrontement au monde : on se lance carrément à l'assaut de la citadelle, cet assaut n'eût-il aucune chance en raison de l'inégalité des forces en présence. Esprit d'offensive — dans le cadre d'une conjoncture générale défensive — qui se justifie par le fait que ces incursions et ces razzias en territoire ennemi présentent l'avantage de porter la guerre loin du périmètre sacré qu'est la jeune République des soviets. Elles ne peuvent au demeurant se solder par un total désastre puisqu'il suffit de se replier en temps utile et de se mettre au repos et à l'abri dans le sanctuaire du « seul pays qui construit le socialisme ».

La stratégie « antifasciste » ou de « Front populaire » ou de « Front national » dans les années 30 et 40 correspond à un type plus subtil d'affrontement : il met à profit une fracture particulièrement grave de l'univers capitaliste — une « rupture d'un chaînon de la chaîne impérialiste » — pour faire alliance avec une partie contre l'autre. Le choix du partenaire n'est pas indifférent : encore que le pacte germano-soviétique, à moins que celui-ci n'ait été une pure et simple erreur, montre qu'il n'est pas fondamental. Dans cette situation, la politique du P.C. présente un double visage : très combative à l'encontre de la partie adverse devenue l'ennemi commun, très unitaire — « unitaire pour deux » — à l'égard de la partie adverse devenue l'alliée. Les bénéfices de cette double attitude doivent, pas seulement se cumuler, mais faire boule de neige. La plus grande combativité à l'encontre de l'ennemi commun et les plus grands sacrifices pour la victoire commune ne peuvent que séduire et convaincre les éléments qui, au sein de l'alliance, croient sincèrement dans les idéaux définis en commun ; il devient aisé de les gagner défini-

tivement en gravissant avec eux tous les degrés et en déployant toutes les techniques de la fréquentation, de la participation, de l'intégration, de la collaboration, de la coopération dans la société civile et dans l'État, jusques et y compris le pouvoir politique établi : l'heure de l'entrée des communistes dans le gouvernement a sonné, si l'alliance est majoritaire dans la nation; ou l'heure de leur entrée dans le Front de la Résistance, si elle est minoritaire.

La stratégie de la guerre froide, inaugurée en 1947, est partiellement un retour en arrière : mais sans se confondre avec l'ancienne stratégie « classe contre classe ». Moins agressive car les rapports de force plus équitables rendent plus coûteux les éventuels engagements. Elle témoigne donc d'un esprit, sinon défensif, au moins de prudence et de circonspection dans le cadre d'une situation dont l'objet majeur consiste à exploiter et à digérer l'acquis encore fragile et récent. A la tactique des coups de main, on préfère une tactique d'isolement, de non-contact. C'est une période où les deux mondes donnent à penser qu'ils dérivent séparément, murés dans leur ignorance et leur exclusion réciproques.

Ainsi peut-on caractériser trois stratégies qui ont jalonné l'évolution historique concrète du monde communiste dans ses rapports avec la société française établie. Mais en fait, en raffinant sur le détail, il y a là une infinité de positions allant de l'extériorité la plus radicale à l'imbrication et l'interpénétration, chacune d'entre elles étant marquée par la dominante ambiguë de l'hostilité ou de la coopération.

Or, de l'une à l'autre stratégie, le passage — plus ou moins direct et franc : celui de la guerre froide à la coexistence pacifique ressemble à une piste de slalom — ne saurait échapper à l'observateur même extérieur aux affaires du communisme puisque le changement affecte justement la zone des relations entre les deux mondes : ce niveau est celui où le changement est, par définition, spectaculaire.

D'autre part ce changement, par lequel sont réajustées les relations entre les deux mondes, peut bien résulter de modifications intervenues dans l'un ou (et) dans l'autre. Comme il se propage par toutes sortes de relais, l'origine en est difficile à désigner avec certitude.

Cette permanente confrontation — dans la concurrence, dans la compétition — permet donc de comprendre que le niveau de

son engagement dans le monde soit également celui qui commande la remarquable capacité d'adaptation grâce à laquelle, même s'il est responsable et victime de retards sectoriels, de rigidités temporaires, le parti communiste, *grosso modo*, n'est pas encore « dépassé » cinquante années après sa fondation et bien que son objectif — devenir à son tour le monde établi — n'ait pas été atteint. En somme ce niveau est comme le pôle du réel dans lequel s'enracine le mouvement communiste et qui lui donne ce caractère terrien, parfois limité, circonspect et prosaïque. Car on aurait tort de considérer que le communisme est devenu soudain prosaïque en devenant « orthodoxe » : il l'est de manière générale, sauf à découvrir son autre pôle, le pôle de cet imaginaire qui faisait dire à Lénine qu'il faut rêver.

Lieu des changements spectaculaires, plan d'une acculturation stimulant la capacité d'adaptation et de renouvellement du phénomène communiste, ce premier niveau est aussi et de façon corrélative celui où s'inscrivent ses interrogations les plus pressantes, où se dessinent ses variantes. Car les incertitudes qui touchent à l'origine des changements dans les relations réciproques entre le communisme et la société établie concernent aussi leur durée : ce n'est qu'*a posteriori*, après une période probatoire, qu'une modification troque son statut provisoire d'événement pour le statut plus noble de structure permanente. Par exemple l'exclusion, en théorie et en pratique, de la crise économique et de la guerre qui, pendant longtemps, furent considérées comme des modes classiques d'enclenchement du processus révolutionnaire, contraint le parti communiste à réviser substantiellement l'ordre de ses rapports au monde établi. Encore faut-il d'abord se persuader que cette exclusion est plus que temporaire.

Le khrouchtchévisme fut d'abord comme tel le produit de cette révision à laquelle les Soviétiques ont soumis la relation guerre-révolution après les incertitudes et les tâtonnements de la fin des années 40 et du début des années 50. Une révision que même le coûteux d'âfi chinois n'a pu les convaincre de remettre en cause : ils ont sans doute, sous l'œil de Pékin, procédé à quelques aménagements secondaires tendant à bien distinguer les secteurs géographiques et les problèmes couverts par la stratégie atomique de ceux qui ne l'étaient pas. Mais ils sont demeurés intraitables sur le fond : c'est-à-dire sur le fait que même la victoire du socia-

lisme ne saurait valoir le risque d'une guerre dans les contrées couvertes par la stratégie atomique.

Or n'est-ce pas cette position de principe que les « gauchistes » récusent? On vient de voir en France la portée de la divergence. Quand on relit ces quelques lignes de Waldeck Rochet, publiées en 1966 :

« Pour la France, personne ne peut dire en ce moment, avec précision, de quelle façon le socialisme sera réalisé demain. Mais la position et la volonté du P.C. français sont claires : toute son activité est orientée en vue de créer les conditions favorables à un passage pacifique au socialisme... »,

on convient qu'elles rendent impardonnable l'illusion de ceux qui ont pu croire qu'en l'enfermant dans un impossible dilemme — trahison ou révolution — on pouvait contraindre le P.C. à prendre le risque de la guerre civile. Certes le P.C.F. ne saurait exclure l'hypothèse de ce qu'*après* la prise du pouvoir il y ait résistance armée des adversaires du socialisme, français ou étrangers : c'est même l'hypothèse classique qui empêche que soit décidément démantelée la théorie de la dictature du prolétariat malgré l'entrave qu'elle apporte à l'instauration, dans le cadre du socialisme, d'une démocratie pluraliste. De même, le soutien apporté au parti frère du Viêt-Nam trouve une justification capitale dans le fait que la guerre qu'il mène est présentée comme une guerre de défense contre l'agresseur impérialiste.

Le P.C.F. a donc rejeté à l'avance, et de la manière la plus formelle, qu'il puisse avoir recours, dans la perspective d'une prise *ultérieure* du pouvoir, à la procédure de la guerre civile dont les interférences avec la paix internationale, surtout en Europe, sont incertaines. Il faut reconnaître que ceux qui tiennent que le P.C.F. a « trahi » quand il a accepté le défi électoral que lui jetait de Gaulle — « élections-trahison » — n'ont pas dit de manière explicite s'ils souhaitaient qu'on aille à une guerre civile où la « légalité républicaine » serait détenue par l'autre camp ou bien s'ils savaient comment obtenir que l'autre camp renonce de lui-même à y recourir. Question très classique sans doute, mais posée de manière aussi urgente que concrète.

Quelque fondée que soit l'analyse de sa présence au « monde réel », on ne saurait atteindre, si on se bornait là, à la compréhension du phénomène communiste dans sa totalité. « Au-



dessous » de ce premier niveau, ou à l'écart, ou dans un autre « état », il est en effet un second niveau, un second état qui est le lieu où se découvre une *étrangeté* foncière, cette étrangeté qu'on traduit dans le langage courant en disant qu'un parti communiste n'est pas « un parti comme les autres ». Étrangeté au sens originel : *l'esprit de parti* est-il rien d'autre que la conscience de l'extériorité du monde communiste par rapport à la société établie ?

Ce second « état », c'est celui que, tout au long de cet ouvrage, nous nous sommes proposé de décrire parce qu'il est le plus mal connu dans la mesure où il est dérobé au regard de qui n'est pas directement et volontairement concerné. C'est le *pôle caché*.

Cet état, c'est aussi le *pôle de la stabilité* : par-delà les adaptations et les remaniements, il maintient l'identité à soi.

Enfin cet état, c'est la préfiguration du futur et quelque chose comme le paradis sur terre : il est le *pôle de l'imaginaire* où s'investit la millénaire aspiration à la « société parfaite ».

Caché, stable, imaginaire, n'est-ce pas une autre manière de dire que nous sommes ici dans *l'absolu* ? Nous tenons alors le chaînon par lequel s'explique l'impression que donne un parti comme le parti communiste français : il change, il change, et pourtant, non, rien n'est changé. Inaltérable, inentamé, il demeure tel qu'en lui-même... : le décor, la lumière, l'action évoluent et voici qu'il reparaît comme on l'avait toujours vu. Les communistes expriment d'ailleurs très simplement cette permanence : « Demandez-nous, disent-ils, tout ce que vous voulez mais ne nous demandez pas de ne plus être des communistes. »

Voilà qui explique encore pourquoi on a vu des partis communistes s'écrouler et disparaître — le parti communiste allemand —, on a vu des partis communistes changer de stratégie, de tactique, de politique, de dimension, de langage, de chefs, d'obédience, mais on n'en a pas encore vu devenir des partis sociaux-démocrates : non parce qu'un parti social-démocrate est un parti « intégré » — le suicide, à la limite, est la seule attitude qui donne la certitude de ne pas être « récupéré » — mais parce qu'il s'est tout entier englouti dans son intégration : il n'est plus rien d'autre que cette intégration.

Voilà qui explique encore pourquoi condamner le P.C. comme « non révolutionnaire » est strictement dépourvu de sens : le P.C. est par lui-même et comme tel porteur d'un autre pouvoir

que le pouvoir établi. La seule question non métaphysique — sinon la réponse — était donc bien posée : « Qu'est-ce qu'un révolutionnaire dans la France d'aujourd'hui? »

Mais voilà qui explique aussi pourquoi les échéances les plus lourdes sont à venir. Car ce n'est pas « nous » qui « vous » demandons de ne plus être des communistes : c'est « vous » qui vous le demandez. Le P.C.F. va-t-il en effet rester fidèle à son état, sauf à devenir un astre mort, la chaleur du foyer qu'était la révolution soviétique ne parvenant plus à l'animer? Ou bien le P.C.F. va-t-il rompre ce qui l'enchaîne à sa propre nature, dégorger le trop-plein d'une mémoire figée, garder serrées les deux rênes qui l'attachent aux réalités de ce <sup>xx</sup>e siècle finissant : le mouvement communiste mondial et la gauche française, retrouver ainsi le chemin et le secret d'une attraction perdus. C'est en tout cas ce qu'annonce, même dans ce style circonspect et cette prudence madrée qui caractérisent la démarche de Waldeck Rochet, même compte tenu de prévisibles détours, retours, délais et repentirs, la prise de position du bureau politique français devant l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Armée Rouge. Encore faudrait-il que les choses aillent suffisamment vite : il ne suffit plus que le communisme « change », il lui faut changer *à temps*.

Vingt-neuf ans après ce jour d'août où fut rendu public le pacte germano-soviétique, par un jour d'août encore, un certain communisme français a vécu. Un nouveau chapitre commence : de l'ancien, qu'est-ce qui va mourir, qu'est-ce qui doit survivre? Ce livre sera peut-être utile s'il aide à mettre en lumière où se situent les points nodaux, s'il contribue, de l'extérieur, à faire naître quelque chose qui réponde aux besoins d'un Parti où ne soient plus méprisés ni le socialisme, ni la liberté, ni la modernité.

# Notes

## 1. LES ÉLECTEURS COMMUNISTES

1. Cf. en particulier Jean Ranger, *l'Électorat communiste*. Rapport au colloque de la Fondation nationale des sciences politiques sur « le Communisme en France et en Italie » (mars 1968). On doit encore consulter l'ensemble de grande qualité publié par les numéros spéciaux des *Cahiers du communisme*, 12-1967 et 1-1968. La collection de la *Revue française de science politique* est également indispensable.

2. G. Dupeux, *le Front populaire et les Élections de 1936*, Colin, 1959.

3. L'intervalle des variations des pourcentages du vote communiste (par rapport aux électeurs inscrits) est 1 : 1,5. Il est de 1 : 2,1 pour le vote socialiste; 1 : 2,4 pour le vote radical; 1 : 2,6 pour le vote modéré; 1 : 3,8 pour le vote républicain populaire; 1 : 9,9 pour le vote gaulliste (J. Ranger, *op. cit.*).

4. Cf. G. Goguel. *Géographie des élections françaises*.

5. On comparera les analyses de J. Ranger sur l'électorat avec celles d'A. Kriegel sur les adhérents dans l'entre-deux guerres (« Mouvement des effectifs et structures d'organisation » in *International Review of social history*, Amsterdam, vol. IX, 1966, part. 3, reproduit in *le Pain et les Roses*, Paris, P.U.F., 1968). Pour le mouvement syndical, cf. les séries numériques et graphiques établis dans A. Kriegel, *la Croissance de la C.G.T. (1918-1921)*, Paris, Mouton, 1964.

6. F. Goguel, A. Lancelot, J. Ranger, « Analyse des résultats » in *le Référendum de septembre et les élections de novembre 1958*. Sur 176 électeurs qui ont voté communiste au premier tour des élections législatives de 1958, 149 ont voté de même au premier tour des élections législatives de 1962 : 1 autre a voté P.S.U., 1 radical, 1 M.R.P., 4 U.N.R. 7 S.F.I.O., 13 se sont abstenus. Cf. le tableau sur les transferts de votes de 1958 à 1962 publié dans le Cahier 142 de la F.N.S.P.

7. J. Ranger, *op. cit.*, p. 7, qui s'appuie en particulier sur les enquêtes — notamment de Jean Stoetzel et P. Hassner, traitant des attitudes politiques des Français et publiées par *Sondages*, 1952, nos 2 et 3.

8. J. Ranger, *op. cit.*, p. 9.

9. E. Deutsch, D. Lindon, P. Weill, *les Familles politiques aujourd'hui*

en France, p. 15 distinguent les électeurs « participants » chez lesquels on remarque « une certaine ouverture de l'individu vers la société et le pays » et les électeurs « isolés ».

10. Cf. *Cahiers du communisme*, 12-1967.

11. Dans la population française, les « moins de cinquante ans » sont passés de 43,2 % en 1946 à 37,4 % en 1962, soit un recul de 13 %. Dans l'électorat communiste, ils passaient dans le même temps de 75 à 66 %, soit une perte de l'ordre de 12 %.

12. Cf. Joseph Klatzmann, « Géographie électorale de l'agriculture française », *les Paysans et la Politique* (dir. J. Fauvet et H. Mendras), 1958.

13. Cependant en novembre 1956, 68 % (au lieu de plus de 80 % habituellement) qui déclarent avoir voté communiste en janvier 1956 expriment l'intention de renouveler leur vote. Mais en mars 1957 le taux d'électeurs fidèles est redevenu normal. Ranger, *op. cit.*, p. 15.

## 2. LES LECTEURS DE LA PRESSE COMMUNISTE

1. Étienne Fajon, « Rapport à la conférence nationale sur les problèmes de l'*Humanité* et de la presse quotidienne communiste », Villejuif, 6-7 fév. 1965. *L'Humanité*, 8 fév. 1965, p. 5-6.

2. *Id.*

3. *Sondages*, n° 3, 1955. « La presse, le public et l'opinion. »

4. Fajon, *op. cit.* « Il reste beaucoup à faire pour gagner tous les membres du Parti à la lecture quotidienne de l'*Humanité* » (R. Leroy, Rapport au C.C. : « La bataille idéologique et la propagande du Parti dans les masses », 17-1-1968).

5. *Id.* Cf. déjà la résolution du comité central de Saint-Denis en sept. 1960 : « Chaque membre du Parti doit lire chaque jour le quotidien du Parti. Le tirage même de l'*Humanité* montre que de nombreux communistes, y compris dans les départements où n'existent pas d'autres quotidiens du Parti, ne le lisent qu'occasionnellement. Cette situation est préjudiciable au Parti tout entiers » (*Cahier du communisme*, n° 10, oct. 1960).

6. Cinq cents grandes entreprises ont un journal publié par les cellules communistes (W. Rochet, XVIII<sup>e</sup> congrès, janv. 1967).

7. Cf. une liste de ce type de publications en annexes.



8. Comme, par exemple, *France nouvelle*, hebdomadaire du comité central.

9. Sur l'histoire du journal, cf. E. Fajon, *En feuilletant l'Humanité*, 1904-1964, Paris, presses de Paris-province impression, 1964, 192 p.

10. D'après l'*Officiel de l'O.J.D.*, n° 92, avril 1956, le tirage moyen de l'année 1955 est de 161 911, mais la diffusion réelle de 123 721.

11. *Cahiers du communisme*. Résolution du comité central (Saint-Denis, 6 sept. 1960), n° 10, oct. 1960, p. 1676-1678.

12. Fajon, *op. cit.* Il s'agit ici du tirage. D'après l'*Officiel de l'O.J.D.*, n° 198, le tirage de l'*Humanité* en février 1965 fut de 209 736, mais la diffusion totale, avec 25 787 abonnements et 129 523 exemplaires vendus au numéro, ne s'éleva qu'à 156 593. Si l'on prend comme année de référence la période qui va de juillet 1964 à juin 1965, la moyenne de tirage est alors de 200 741 pour une moyenne de diffusion de 148 721 : ce qui revient à dire que la diffusion réelle est égale aux 3/4 du tirage.

13. Fajon, *op. cit.*

14. *Sondages*, 1955, n° 3.

15. Cf. G. Martinet, « Les maîtres de la presse français », *France-Observateur*, n° 245, 20 janv. 1955.

16. *Sondages*, *op. cit.*

17. *Id.*

18. Fajon, *op. cit.*

19. Les cinq quotidiens supprimés en 1956 sont : *Les Nouvelles de Bordeaux*, *le Patriote du Sud-Ouest* (Toulouse), *l'Ouest-Matin* (Rennes), *le Patriote* (Saint-Étienne), *les Allobroges* (Grenoble). Les trois quotidiens de province qui subsistent aujourd'hui sont : *Liberté* (Lille) qui couvre les départements du Nord et du Pas-de-Calais, avec un tirage de 95 000 exemplaires; *l'Écho du Centre* (Limoges) qui couvre les départements de la Haute-Vienne, de la Corrèze, de la Creuse, de l'Indre et de la Dordogne (46 000 exemplaires); *la Marseillaise*, qui couvre les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse, le Gard, l'Hérault, les Basses-Alpes; *le Petit Varois* est devenu une simple édition de *la Marseillaise* pour la région de Toulon; *le Patriote* (Alpes-Maritimes) a cessé de paraître en août 1967.

20. Cf. Maurice Frangeot, « La presse française. Étude et document », de la *Nouvelle Revue politique* (janv.-fév. 1963).

21. Cf. le texte complet de cette résolution dans *Cahiers du communisme*, oct. 1960, p. 1676-1678.

22. Le P.C.F. avait bien tenté dans les années 50 d'organiser des émissions de radio, diffusées de Prague, à l'intention des auditeurs français. Mais l'entreprise fut abandonnée.

23. Cf. le texte complet du rapport d'Étienne Fajon à la conférence nationale.

24. D'après l'*Officiel de l'O.J.D.*, n° 191, de mars 1964 à fév. 1965, le tirage moyen de *la Terre* était de 164 967; la diffusion de 151 890.

Au contrôle suivant, n° 202, avril 1966, pour la période mars 65-fév. 66, le tirage moyen était de 179 607; la diffusion 158 441.

### 3. DÉNOMBREMENT

1. On trouvera toutes les références et des développements plus nourris sur les questions traitées au cours de ce chapitre in A. Kriegel) « Le parti communiste français sous la III<sup>e</sup> République (1920-1939). Évolution de ses effectifs », *Revue française de science politique*, vol. XVI, n° 1, fév. 1966, p. 5-35. *Id.*, le *Socialisme français et le Pouvoir* (en collab. avec Michelle Perrot), Paris, E.D.I., 1966, p. 196-202.

2. Cf. chap. 13.

3. Pour la période 1921-1939, on trouvera toutes les références et une discussion détaillée, année par année — et pour les années 1936 et 1937, mois par mois — des chiffres repris ici dans A. Kriegel, *op. cit.* (cf. n. 1)

4. Les chiffres de sept. 1937, août (?) 1939 et janv. 1945 sont extraits du rapport d'organisation présenté le 22 janvier 1945 au comité central réuni à Ivry. Léon Mauvais, secrétaire à l'organisation, y déclarait en effet (son rapport a été édité en brochure), p. 4 : « Au dernier recensement effectué au début de ce mois sur la base de renseignements forcément incomplets, notre P.C.F. comptait 387 098 adhérents, chiffre jamais atteint. Pour bien fixer la valeur de ce chiffre, rappelons que notre Parti qui comptait immédiatement avant la guerre à peine 300 000 adhérents, avait recensé en septembre 1937, l'année la plus favorable, 328 547 adhérents, en défalquant l'Algérie où a été formé depuis le parti communiste algérien. »

5. Marcel Gitton. *Cahiers du communisme*, fév. 1939, p. 156. On remarquera que la retombée de la courbe des effectifs s'est amorcée avant le lourd échec de la grève du 30 novembre 1938.

6. Pour 1945 et 1946, nous disposons du chiffre officiel des cartes

effectivement placées. On en trouvera les références dans A. Kriegel, *le Socialisme français et le Pouvoir*, p. 197. Il est intéressant de noter qu'en juin 1945, les 544 989 cartes effectivement *placées* correspondaient à 824 757 cartes *délivrées* par le Centre.

7. A partir de 1947 et jusqu'à aujourd'hui, les chiffres officiellement publiés sont toujours ceux des cartes *délivrées* par la trésorerie du comité central sur commande des trésoreries des fédérations départementales, et non ceux des cartes effectivement *placées* correspondant à des adhérents *réels*. On trouvera les références des chiffres ici reproduits dans A. Kriegel, *op. cit.*, p. 197.

8. On peut avoir une idée de la différence parfois énorme, entre cartes *délivrées* et cartes *placées* dans le fait suivant. Auguste Lecœur, à l'époque dont il parle secrétaire à l'organisation et par conséquent grand maître des secrets du Parti en matière d'effectifs, écrit dans son livre, *l'Autocritique attendue*, p. 24 : « Le secrétaire général, dans le rapport qu'il a présenté au X<sup>e</sup> congrès national en juin 1945 annonce qu'en 1937 nous comptons 340 000 adhérents. Or nous avons terminé l'année 1954 avec un chiffre d'adhérents inférieur à 1937. » (A noter que même Lecœur se perd dans les calculs, car le chiffre de 340 000 adhérents donné sans précisions par Thorez en 1945 pour le compte de 1937 est en fait le chiffre des cartes *délivrées*, le chiffre réel ayant été, comme il est indiqué ci-dessus, d'environ 320 000.) Quoi qu'il en soit, d'après Lecœur, le chiffre réel des adhérents en 1954 était inférieur à 340 000 : or le chiffre officiel des cartes *délivrées* pour 1954 était de 506 250. Le rapport cartes placées/cartes *délivrées* aurait donc été à l'époque de 66 %. Un rapport qui n'est naturellement pas stable : il est meilleur dans les périodes fastes de 1945-46 (proche de 80 %), pire sans doute à la fin des années 50. C'est à la fin de l'année 1954 que fut abandonnée la pratique de « l'envoi d'office », source d'énorme décalage.

9. M. Servin, au XIV<sup>e</sup> congrès (*Cahiers du communisme*, n° spécial, juil.-août 1956, p. 209) indique en effet que le 1<sup>er</sup> juillet 1956, le nombre de cartes *délivrées* est de 429 653. Il ajoute : « Soit 40 623 de plus que la totalité de l'an passé. » Ce qui revient à dire que fin 1955, le nombre de cartes *délivrées* était de 389 000.

10. « En 1966, la trésorerie centrale a délivré à nos fédérations 425 000 cartes » (G. Marchais, « Un parti toujours plus fort pour mieux servir les intérêts du peuple », rapport au XVIII<sup>e</sup> congrès. *Cahiers du communisme*, fév.-mars 1967, p. 276.) Bien entendu, il s'agit toujours ici des cartes *délivrées*.

11. La description des mécanismes de l'oubli n'est pas ici complète. On en verra d'autres aspects au chap. XI sur la formation des cadres.

12. Sous le titre optimiste : « Important renouvellement du Parti »,

Georges Marchais souligne devant le XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti, en janvier 1967, que « le pourcentage des communistes ayant adhéré depuis 1959 s'élève à 42,1 % » et commente : « C'est là un renouvellement très important qui accroît la vitalité du Parti » (*Cahiers du communisme*, fév.-mars 1967, p. 272).

13. Cf. *Annexes*, Mouvement des adhésions recueillies au cours de chaque exercice annuel depuis 1955.

14. Cf. *Annexes*, Mouvement des gains nets d'effectifs au cours de chaque exercice annuel depuis 1961.

15. Cf. *Annexes*, Mouvement des pertes d'adhérents au cours de chaque exercice annuel depuis 1961.

16. Cf. *Annexes*, Note sur les effectifs communistes depuis 1920.

17. Sur cette politique « dure », cf. les intéressantes réflexions de Louis Aragon, *Blanche ou l'oubli*, Gallimard, 1967, p. 414 et sqq., notamment p. 419 : « On était devenus des étrangers, pour les gens, alors ? »...

18. 7 500 adhésions ont été recensées en 1967 après les élections législatives de mars et ceci jusqu'à la fin mai.

19. Cf. *infra*, chap. V et XI.

20. Cf. *Annexes*, Mouvement des adhésions recueillies au cours de chaque exercice annuel depuis 1955.

21. G. Marchais, Rapport devant les secrétaires d'organisation, *l'Humanité*, 11 janv. 1966 : « Les trois premières années d'existence du pouvoir gaulliste, notre Parti a connu une période difficile sur le plan de son organisation... Nos effectifs diminuèrent alors de 30 000 adhérents. »

22. Après les « bonnes » élections de janvier 1956, il y eut un assez net courant d'adhésions puisque du 1<sup>er</sup> janvier au 15 avril 1956, 40 000 adhésions furent enregistrées (M. Servin, *France nouvelle*, 21 avril 1956) et qu'au XIV<sup>e</sup> congrès, *en juillet*, le même Marcel Servin pouvait annoncer 50 000 adhésions alors que, pour toute l'année précédente, le nombre des adhésions avait été seulement de 10 859 (*Cahiers du communisme*, n<sup>o</sup> spécial, p. 207-8). Or, en année moyenne (30 000 adhésions dans l'année comme en 1963), nous en sommes à 23 000 fin avril (Cf. 1961-1964, *du XVI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. Trois années de lutte*, p. 196). Le « tableau de marche » des adhésions nouvelles, en année moyenne, est de 15 000 adhésions à la mi-février (la campagne de « reprise des cartes » commençant en novembre-décembre), et de 20 000 à la mi-mars.

23. On trouvera les éléments du raisonnement qui ont conduit à cette estimation dans A. Kriegel, *le Socialisme français...*, p. 198, note 58. Cf. égal. *Annexes*, note sur les effectifs communistes en 1967-1968.



#### 4. LES CRITÈRES CONVENTIONNELS

1. De ces trois sondages, inégaux dans leur extension, les sondages de 1954 et de 1959 avaient porté sur plus de 100 000 adhérents, celui de 1967 sur 17 237 cellules (pour un total de pas tout à fait 19 000), on trouve les données et les résultats dans :

— M. Servin, *l'Humanité*, 6 mai 1954; *Id.* Rapport au XIII<sup>e</sup> congrès (juin 1954). « Pour gagner la bataille de l'indépendance nationale, de la paix et du pain, renforçons sans cesse l'organisation de notre parti », 45 p.

— G. Marchais, rapport au XVIII<sup>e</sup> congrès du P.C.F., *Cahiers du communisme*, fév.-mars 1967, p. 263-282.

2. G. Marchais, *op. cit.*, p. 269.

3. J'emprunte ce raisonnement à Claude Harmel, « La composition sociale du parti communiste français et son évolution de 1959 à 1966 », *Est et Ouest*, n° 378, fév. 1967, p. 6.

4. G. Marchais, *op. cit.*, p. 269.

5. M. Servin, discours au XV<sup>e</sup> congrès du P.C.F., Ivry, juin 1959.

6. Jeannette Vermeersch, *Contre le néo-malthusianisme réactionnaire, nous luttons pour le droit à la maternité*. Conférence du 4 mai 1956 devant le groupe parlementaire du P.C.F. à l'Assemblée nationale. Supplément à *France-Nouvelle*, n° 543, 12 mai 1956, 16 p.

7. Cf. André Armengaud, « Le mouvement ouvrier français devant le néo-malthusianisme », communication à la Société de démographie historique, 1965.

8. Lénine, « la Classe ouvrière et le néo-malthusianisme », *Pravda*, 16-29 juin 1913, *Œuvres*, t. XVI, p. 497-499 (éd. russe). Cité in *la Femme et le Communisme*. Anthologie des grands textes du marxisme précédée d'une présentation de J. Vermeersch et d'une étude de Jean Fréville, Paris, Éd. sociales, 1950, p. 119.

9. J'ai développé ce thème dans une étude « Parents et enfants en démocraties populaires », *la Nef*, n° 21, janv.-avril 1965. De très importants travaux ont déjà paru, notamment en Pologne, Hongrie et en Tchécoslovaquie sur le recul de la natalité urbaine en liaison avec le travail des femmes. Cf. en particulier le n° spécial « la Femme dans le monde moderne », mars-avril 1964, n° 42 de la revue *Recherches internationales à la lumière du marxisme*, avec les textes remarquables du

Hongrois Kalman Kulcsar et du sociologue tchèque Jiri Prokopec. Cf. égal. dans l'ouvrage collectif *Images de la femme dans la société moderne*, Paris, les Éd. ouvrières, 1964, le chap. III dû aux sociologues polonais Antonina Kłowska et J. Piotrowski sur « Les attitudes à l'égard de la condition de la femme dans les familles ouvrières polonaises ».

10. Cf. H. Zamoyska, « Situation de la femme en U.R.S.S. (1917-1967) », *la Table ronde*, oct.-nov. 1967.

11. F. Billoux, *Le P.C.F. et la Jeunesse*. Rapport au XIII<sup>e</sup> congrès du P.C.F., Ivry-sur-Seine, 3-7 juin 1954, p. 21.

12. C'est ainsi que l'actuel secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste, François Hilsum, avoisine la quarantaine.

13. Le problème des « pères et des fils » tourmente infiniment un Parti qui, sans doute, se sent vieillir. Cf. sur le problème des générations à l'intérieur du Parti, infra, chap. 5. C'est un leitmotiv des griefs articulés à l'encontre des gaullistes : ceux-ci « tentent de persuader les jeunes que l'ennemi est le père, mieux les Partis du passé qui, du temps de (leur) père... » (G. Perrimond, *France nouvelle*, n° 1121, 12 avril, 1967; cf. égal. M. Girard, *France nouvelle*, n° 1128, 31 mai 1967).

14. Le *Mouvement de la jeunesse communiste*, reconstitué en 1957 (après la période, postérieure à la Libération, où les J.C. s'étaient « élargies » en *Union de la jeunesse républicaine de France*, U.J.R.F.) et regroupant toutes les branches spécialisées (y compris les Étudiants communistes dont la relative autonomie a été cassée dans le cadre du règlement de la crise des années 1961-65), compte, lors du XVIII<sup>e</sup> congrès du P.C.F., en janvier 1967, 50 000 adhérents (G. Marchais, *op. cit.*, p. 269). C'est un léger progrès par rapport à 1954 où, d'après Servin, U.J.R.F. + U.J.F.F. (branche féminine) ne comptaient ensemble que 40 000 adhérents. Mais c'est une stagnation par rapport à 1959 puisque, d'après le même Servin, le Mouvement de la J.C. comptait alors plus de 50 000 membres. Et même, en réalité, une régression, si l'on tient compte de ce que les classes pleines des années d'après-guerre ont atteint leurs 18 ans à partir de 1963-64. Rappelons encore que, d'après Léon Mauvais, rapport d'organisation au comité central de janvier 1945, p. 5, la Jeunesse communiste comptait, en octobre 1938, 60 495 adhérents et en janvier 1945, 92 919 : c'est dire qu'avec des classes d'âge nettement plus fournies, les J.C. sont aujourd'hui moins fortes qu'elles ne l'étaient non seulement à la Libération mais il y a 30 ans.

15. Alors que c'est le thème de la *justice* qui est au cœur de la pensée socialiste classique.

16. Cf. M. Servin, Rapport au XV<sup>e</sup> congrès. *Cahiers du communisme*, n° spécial, juillet-août 1959, p. 234 et G. Marchais, *op. cit.*, p. 267.

17. D'après J. Thorez-Vermeersch, *l'Humanité*, 18 nov. 1966, le pourcentage des femmes dans la Fédération Seine-Ouest est passé de 24,2 % en 1959 à 30,2 % en 1966, et dans la Fédération Seine-Sud, de 34,1 % en 1959 à 38,2 % en 1966.

18. C'est l'idée directrice de tous les écrits de Jeannette Vermeersch depuis son premier grand rapport : « Les femmes dans la nation » au XI<sup>e</sup> congrès du Parti (Strasbourg, 1947). Idée qu'on retrouve dans son rapport au comité central de novembre 1961 ou dans un article, paru sous sa signature, dans *l'Humanité* du 18-11-1966. Il serait intéressant d'étudier sous cet angle les programmes successifs élaborés par le Parti, à l'occasion, par exemple, des campagnes électorales, sur les questions intéressant les femmes.

19. C'est ce que met Claude Harmel en évidence dans son article déjà cité. Cet auteur, en effet, à la suite de calculs complexes, aboutit à dresser la série suivante :

*Évolution indiciaire des effectifs par sexe*

	H.	F.
1946	100	100
1954	32	57
1959	25	49
1966	27	66

Harmel considère donc que :

a) De 1946 à 1959, « les pertes subies par le Parti ont été moins fortes pour ce qui était des femmes que des hommes ;

b) l'accroissement des effectifs féminins depuis 1959 a été plus accentué que celui des effectifs masculins » tant en pourcentage qu'en valeur absolue.

20. Cf. G. Marchais, *op. cit.*, p. 267.

21. Cf. l'étude de Madeleine Guilbert, *les Femmes et l'Organisation syndicale avant 1914*. Présentation et commentaires de documents pour l'étude du syndicalisme féminin. Paris, Éd. du C.N.R.S., 1966. Il n'est pas inutile de se souvenir à ce propos que le syndicalisme révolutionnaire français, même s'il eut son originalité propre, se situa dans la postérité de Proudhon dont on sait qu'il affirmait que « le rôle de la femme n'est point la vie extérieure, la vie de relation et d'agitation, mais bien la vie intérieure : celle du sentiment et de la tranquillité du foyer domestique ».

22. En mai 1949, Marcel Servin dressait la statistique suivante :

14 %	de femmes dans les secrétariats fédéraux du Parti
14 %	— bureaux —
16 %	— comités —

Et il concluait : « Ce sont des chiffres ridiculement faibles » (*Cahiers du bolchevisme*, mai 1949, p. 575). En octobre 1964, Jeannette Thorez-Vermeersch indiquait dans son rapport sur « La défense des droits sociaux de la femme et de l'enfant », p. 34 qu'il y avait

23 femmes dans les secrétariats fédéraux, soit	6,4 %
152 — bureaux —	12,6 %
602 — comités —	16,9 %

Enfin, toujours Jeannette Thorez-Vermeersch, *France nouvelle*, 28-9-1966, indiquait que le nombre actuel de femmes dans les comités fédéraux était de 600 environ. Compte tenu que le nombre total de membres des comités fédéraux est de 3 600 (G. Marchais, *op. cit.*, p. 264), le pourcentage de femmes membres des comités fédéraux est donc toujours... de 16 % (exactement 16,6 %). Comment s'explique le fait que le pourcentage des femmes communistes augmente sans qu'augmente leur poids dans les organes de direction ? Tout simplement parce que, comme dans la « grande société », les « ménagères » communistes « participent » peu. C'est ainsi qu'elles sont fortement sous-représentées aux congrès du Parti : alors qu'elles constituent 46 % des femmes communistes, elles ne représentent que 10 à 20 % des femmes déléguées.

XIV <sup>e</sup> congrès : 17 ménagères sur 130 déléguées, soit	13 %
XVI <sup>e</sup> congrès : 11 — sur 72 —	soit 15,2 %
XVII <sup>e</sup> congrès : 33 — sur 168 —	soit 19,6 %
XVIII <sup>e</sup> congrès : 22 — sur 169 —	soit 13 %.

Ainsi l'augmentation du pourcentage des femmes dans le *membership* est en grande partie illusoire : car c'est une augmentation purement statistique, dont l'incidence sur le volume de l'activité politique des femmes communistes est très faible.

23. J'emprunte ces indications chiffrées aux extraits des rapports de Jeannette Thorez-Vermeersch et Léon Feix à la « journée d'étude consacrée au travail du P. C. F. parmi les femmes » (Bagnolet, sept. 1966). *France nouvelle*, n° 1093, 28 sept. 1966.

24. Ce qui n'est d'ailleurs pas, il faut le reconnaître, l'apanage du P. C. F. mais la règle dans à peu près tous les partis. Cf. Dogan et Narbonne, *les Françaises face à la politique*, Paris, Colin, 1954 ; M. Duverger, *la Participation des femmes à la vie politique*, Paris, 1955 ; Madeleine Grawitz, « L'accès des femmes à la vie politique et la personnalisation



du pouvoir » in *la Personnalisation du pouvoir*, Paris, P.U.F., 1964. L'exposé d'ensemble d'Andrée Michel, « Les Françaises et la politique », *les Temps Modernes*, n° 230, juil. 1965, p. 60-91, est une bonne introduction.

25. Au C.C. du P.C.U.S., élu le 9 avril 1966, sur 195 membres, 5 femmes seulement ! Dans le gouvernement formé le 3 août 1966, sur 84 membres, une seule femme, M<sup>me</sup> Fourtseva, ministre de la Culture (chiffres cités par Hélène Zamoyska, « Situation de la femme en U.R.S.S. (1917-1967) », *la Table Ronde*, n° spécial, octobre 1917, « la Révolution russe et son destin », oct-nov. 1967, p. 109-126). En Union soviétique comme dans nos pays, la proportion professionnelle féminine est surtout importante au niveau des cadres moyens et elle est particulièrement heureuse... dans les métiers mal payés (comme, en U.R.S.S., l'enseignement et la médecine).

26. Ce recul, on peut d'abord le mesurer à court terme, en établissant par exemple le pourcentage des femmes parmi les délégués aux congrès nationaux successifs depuis 1950 :

XII <sup>e</sup> Congrès	1950	196	femmes/707	délégués	27,7 %
XIII <sup>e</sup>	— 1954	174	— /870	—	20 %
XIV <sup>e</sup>	— 1956	130	— /657	—	16,5 %
XV <sup>e</sup>	— 1959	67	— /440	—	13,2 %
XVI <sup>e</sup>	— 1961	72	— /424	—	16,5 %
XVII <sup>e</sup>	— 1964	168	— /776	—	21,6 %
XVIII <sup>e</sup>	— 1967	169	— /788	—	21,4 %

Ainsi le pourcentage des femmes parmi les délégués est, malgré une certaine remontée, encore inférieure aujourd'hui à ce qu'il était en 1950.

Mais, plus instructif encore est le pourcentage des femmes parmi les membres du comité central élu à l'issue de chaque congrès national.

Tours	1920	5 femmes/	32 membres du C.C.	15,6 %
I <sup>er</sup> congrès	1921	4 — / 31	—	12,9 %
II <sup>e</sup>	— 1922	2 — / 32	—	6,2 %
III <sup>e</sup>	— 1924	2 — / 43	—	4,6 %
IV <sup>e</sup>	— 1925	2 — / 41	—	4,8 %
V <sup>e</sup>	— 1926	4 — / 79	—	5 %
VI <sup>e</sup>	— 1929	? — / ?	—	? %
VII <sup>e</sup>	— 1932	1 — / 54	—	1,7 %
VIII <sup>e</sup>	— 1936	1 — / 45	—	2,2 %
IX <sup>e</sup>	— 1937	0 — / 50	—	0 %
X <sup>e</sup>	— 1945	8 — / 69	—	11,5 %
XI <sup>e</sup>	— 1947	8 — / 84	—	9,5 %
XII <sup>e</sup>	— 1950	8 — / 77	—	10,3 %
XIII <sup>e</sup>	— 1954	8 — / 82	—	9,7 %

XIV <sup>e</sup> congrès	1956	11 femmes	/102 membres	du C. C.	10,7 %
XV <sup>e</sup>	— 1959	9	— / 93	—	9,6 %
XVI <sup>e</sup>	— 1961	9	— / 99	—	9,1 %
XVII <sup>e</sup>	— 1964	9	— / 93	—	9,6 %
XVIII <sup>e</sup>	— 1967	9	— / 96	—	9,3 %

27. On aura encore une idée de la faiblesse de la composante féminine dans le parti communiste d'entre les deux guerres en relevant l'indication suivante : en février 1937, la IV<sup>e</sup> conférence régionale de Paris-Nord faisait état d'un effectif de 400 femmes sur un effectif total en 1937 de 10 889 membres, soit un pourcentage de 3,6 %. Or, en décembre 1966, dans la Fédération de la Seine-Saint-Denis — correspondant en gros à l'ancienne Paris-Nord — 5 280 femmes (C. Coulon, *la Vie du Parti*, n° 10, 1966) représentaient 36,3 % (J. Vermeersch, *l'Humanité*, 18-11-1966). Ainsi tandis que les effectifs globaux de cette Fédération passaient de 1937 à 1966 de 10 889 à 14 500 adhérents, augmentant seulement d'1/3, les effectifs féminins passaient de 400 à 5 280, augmentant de 13 fois.

28. Quand on se souvient du véhément plaidoyer de Jeannette Vermeersch au XI<sup>e</sup> congrès du Parti (juin 1947) en faveur du travail des femmes et qu'on le compare aux explications nuancées données en la matière par la même oratrice lors de la Semaine de la pensée marxiste (20-27 janvier 1965) consacrée aux *Femmes du XX<sup>e</sup> siècle* (Paris, P.U.F., 1965, p. 209 et svtes), on peut mesurer comment se reflète jusque dans le P.C.F. la crise actuelle du statut de la femme dans la société contemporaine.

29. Cf. G. Marchais, *op. cit.*, p. 273. En principe, on devrait pouvoir également se faire une idée de la composition sociale du Parti sur la base de l'étude des rapports financiers. On sait en effet que le taux des cotisations est proportionnel aux revenus de l'adhérent. C'est ainsi que, d'après le compte rendu financier publié pour l'année 1936 et compte tenu des décisions prises au comité central des 17 au 19 octobre 1935 touchant à la *diminution* du taux de cotisation, les membres du parti sont classés en quatre catégories :

	Salaires perçus	Cotisations par quinzaine	Pourcentage
1 <sup>er</sup> catégorie	— de 500 F	0,50 F	50 %
2 <sup>e</sup> —	de 501 à 750 F	1 F	37 %
3 <sup>e</sup> —	de 751 à 1 000 F	2 F	9 %
4 <sup>e</sup> —	+ de 1 000 F	3 F	3 %

Malheureusement, il n'est pas certain qu'avant comme après-guerre, le militant respecte le barème et paye ce qu'il doit (aussi curieux que ce soit et sans que cela mette en cause son dévouement personnel, il

se comporte à l'égard du trésorier de sa cellule comme à l'égard du percepteur!). C'est ainsi que, tout récemment encore, on pouvait lire dans la *Vie du Parti* de juin-juillet 1967, p. 10, le commentaire suivant du trésorier de la Fédération du Rhône : après avoir indiqué qu'en 1966,

15,40	%	des adhérents	ont cotisé à	0,20	F
13	%	—	—	1	F
14	%	—	—	2	F

— taux qui représente les trois plus basses catégories, trois autres catégories cotisant respectivement à 3 F, 5 F, 10 F mensuels —, il écrit : « Certes les travailleurs de notre département ont des salaires inférieurs à ce qu'ils devraient être. Mais nous ne pensons pas que 42,40 % de nos adhérents aient des salaires ou ressources inférieures à 500 NF (dont 15,4 % sans ressources). »

30. C'est la conclusion à laquelle parvient, à l'issue d'une analyse minutieuse, Claude Harmel dans l'article déjà cité, p. 9-11.

31. Pour 1954, Marcel Servin, *Humanité*, 6-5-1954, donnait les résultats suivants d'un sondage portant sur 105 776 adhérents : 40 370 ouvriers d'industrie, 10 665 cheminots, travailleurs de l'éclairage et des P.T.T., 3 273 ouvriers agricoles.

Au XIII<sup>e</sup> congrès (*l'Humanité*, 5 juin 1954), il indiquait que sur 153 164 adhérents, 58 657 étaient des ouvriers d'industrie et des arsenaux, soit 38 % (non compris donc les services publics et les ouvriers agricoles).

32. Ce qui rend du même coup douteuse la réalité de la progression du pourcentage des ouvriers de l'industrie privée, indiquée plus haut. En 1966, se classent en effet dans cette rubrique les ménagères dont le mari est ouvrier.

33. *Le Parti communiste français en 1967*, Assises nationales de l'U.N.R., Lille, novembre 1967.

34. Pierre Sémard, V<sup>e</sup> congrès national, Lille, *compte rendu sténog.*, p. 12. Cité dans A. Kriegel, « les Communistes français et le Pouvoir, » in *le Socialisme français et le Pouvoir*, Paris, E.D.I., 1966, p. 202.

35. VI<sup>e</sup> congrès du P.C.F., *Rapport politique du comité central*, p. 98. Cette enquête semble avoir été faite selon des méthodes assez rudimentaires. Les réponses obtenues furent peu nombreuses et, fruits du hasard, ne constituent pas un échantillon nécessairement valable. Parmi les ouvriers d'un secteur privé, on a rangé les ouvriers appartenant aux secteurs suivants : métaux, textile, bâtiment, produits chimiques, transports, bois, alimentation, cuirs et peaux et autres industries. Parmi les travailleurs à statut, sont rangés les cheminots, les ouvriers du Livre, les mineurs, les travailleurs des ports et docks et de l'éclairage. Enfin, parmi

les classes moyennes, sont rangés les paysans, artisans, commerçants, ménagères, intellectuels, employés de commerce.

36. Les rayons correspondent à ce que nous appelons aujourd'hui sections. Sur ces rayons, cf. A. Kriegel, « Structures d'organisation et mouvement des effectifs du P.C.F. entre les deux guerres », *Revue internationale d'histoire sociale*, vol. XI, 1966, 3, p. 340-342.

37. Dans l'ancien parti socialiste unifié, quatre *fédérations socialistes* correspondaient aux quatre départements de la Seine, de la Seine-et-Oise, de la Seine-et-Marne et de l'Oise. Dans le jeune parti communiste des années 1926-1932, une *région parisienne* communiste correspondait à ces quatre départements. Mais, de 1933 à 1939, cette région parisienne unique fut « décentralisée » en cinq *régions* couvrant, à elles cinq, trois départements seulement, ceux de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne. Ces cinq *régions* : Paris-Ville, Paris-Ouest, Paris-Est, Paris-Nord, Paris-Sud correspondent en gros au découpage des cinq départements actuels entre lesquels la région parisienne est depuis 1965 officiellement découpée.

Les effectifs de ces cinq *régions* étaient les suivants :

<i>Année</i>	<i>Paris-Ville</i>	<i>Paris-Ouest</i>	<i>Paris-Nord</i>	<i>Paris-Est</i>	<i>Paris-Sud</i>
1933	2 884	1 300	1 676	1 660	1 560
1934	4 575	2 372	2 436	2 824	2 076
1935	8 450	5 400	4 235	5 950	4 825
1936	31 560	27 048	8 500	15 500	17 230
1937	34 530	34 448	10 889	16 500	19 000
1938	30 000	31 550	10 095	15 700	17 500

(Tableau établi à partir des séries numériques extraites des *Rapports du comité central* publiés en vue des congrès de Villeurbanne (janv. 1936), d'Arles (déc. 1937), de la conférence nationale de Gennevilliers (janv. 1939), des congrès de Paris (mars 1945) et de Strasbourg (juin 1947).

38. Voici le tableau permettant de calculer le poids relatif des effectifs de Paris-Ville par rapport au total des effectifs des 5 régions parisiennes :

<i>Année</i>	<i>Paris-Ville</i>	<i>Total Rég. parisienne</i>	(%)
1933	2 884	9 080	31
1934	4 575	14 283	32
1935	8 450	28 860	29
1936	31 560	99 838	31
1937	34 530	115 367	29
1938	30 000	104 845	28



39.	Année	Paris-Ouest	(%)
	—	—	—
	1933	1 300	14
	1934	2 372	16
	1935	5 400	18
	1936	27 048	27
	1937	34 448	29
	1938	31 550	30

On peut encore vérifier d'une autre manière le caractère ouvrier de l'afflux des adhésions dans la *région Paris-Ouest* en 1936 : le pourcentage du nombre des cellules d'entreprise par rapport au nombre total des cellules implantées dans la *région Paris-Ouest* passe de 41 % en mai 1934 à 54 % en novembre 1936, comme en témoignent les comptes rendus des V<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> conférences régionales Paris-Ouest (16-17/1/1937 et 19-20/11/1938), p. 35 et 44 :

Année	Cellules d'entreprise	Cellules toutes catégories	% des cellules d'entreprise
—	—	—	—
Mai 1934	48	115	41
Fév. 1935	63	176	35
Nov. 1935	87	274	31
Mars 1936	115	327	35
Nov. 1936	354	692	51
1937	464	844	54
1938	454	843	53

40. Sur l'organisation du Parti à l'usine Renault en 1931, cf. *P. C.-région parisienne, rapport d'organisation pour la conférence* du 26-28/2/1932, 34 p. Sur son organisation dans les années 1936-1938, cf. *P.C.F.-région Paris-Ouest, IV<sup>e</sup> conférence de la section Renault*. Salle Lucien, Billancourt (28 mai 1938), 24 p. Sur la situation actuelle, cf. Henri Oursin, secrétaire à l'organisation de la section Renault-Billancourt, *la Vie du Parti*, janv. 67, p. 6-7 : Henri Oursin précise qu'avec ce 1 000<sup>e</sup> adhérent en janvier 1967, le Parti compte chez Renault 120 adhérents de plus qu'en fin d'année 1966, autant d'adhérents qu'en 1956. Ce qui donne finalement le tableau suivant :

	1931	19 adhérents	
Janv. 1936	120	—	
Déc 1936	6 000	—	(pour 37 000 employés)
1937	7 500	—	(pour 45 000 — )
1956	1 000	—	(pour 45 000 — )
1966	880	—	
1967	1 000	—	(pour 35 000 — ).

41. Au 31 décembre 1919, les quatre fédérations socialistes correspondant aux départements de la Seine, de la Seine-et-Oise, de la Seine-et-Marne et de l'Oise, rassemblaient 26 701 adhérents sur 133 327 (*Rapport du Secrétariat*, congrès national de Strasbourg, fév. 1920).

42. P.C. (S.F.I.C.). Congrès national de Paris, *l'Action communiste et la crise du Parti*, p. 101 : en 1921, les quatre fédérations communistes rassemblaient 23 535 adhérents sur 109 391, soit 21 %; en 1922, 16 225 sur 78 828, soit 20 %. En 1925, la région parisienne nouvellement constituée est créditée de 13 586 cartes titulaires sur les 60 000 délivrées, soit 22 % (Congrès national de Lille, *Rapport moral du comité central*).

43. Le *Rapport moral du comité central* au congrès national de Lille, juin 1926, accorde 15 000 adhérents (au 15 avril) à la région parisienne pour un total de 55 000 adhérents, soit 27 %. Un *Rapport d'organisation* de fév. 1932, p. 5, fixe pour l'année 1928 à 13 472 le nombre des adhérents de la région parisienne pour un total qu'on peut alors estimer à 45 000, soit 28 %.

44. Voici les effectifs tels qu'on peut les établir à partir des rapports du comité central (cf. supra, note 37) :

	<i>Région parisienne</i>	<i>Effectifs totaux</i>	(%)
	—	—	—
1933	9 080	28 754 (?)	34
1934	14 283	42 000	34
1935	28 860	87 752	33
1936	99 838	275 732	36
1937	115 367	323 283	35
1938	104 845	318 549	32

45. Sur la Résistance, cf. infra, chap. V. En 1945, les trois fédérations de la région parisienne sont créditées de 138 652 adhérents pour un total de 775 342; en 1946, de 147 448 pour un total de 804 229.

Au total, on peut établir le tableau suivant :

<i>Années</i>	<i>Variations du poids relatif des organisations de la région parisienne par rapport à l'ensemble du Parti</i>
—	—
1920	21 %
1921	20 %
1925	22 %
1926	27 %
1928	29 %
1933	31 %
1934	34 %
1935	33 %

1936	36 %
1937	35 %
1938	32 %
1945	17 %
1946	18 %

46. Cf. sur l'épisode de la bolchevisation, A. Kriegel, « Structures d'organisation et mouvement des effectifs du P.C.F. entre les deux guerres », *International Review of Social History*, vol. XI, part. 3. On lira en particulier la lettre de l'*Internationale communiste* adressée en 1930 aux sections nationales et publiées en français sous le titre : *le Travail des cellules d'usine*. Éd. par le P.C. (S.F.I.C.), s.l.n.d., 31 p.

47. Parti communiste, *Au nouvel adhérent*, Préf. de J. Duclos, p. 5.

48. De 1961 à 1967, le nombre total des cellules d'entreprise est passé de 3 800 à 5 100, soit une progression nette de 1 300 (G. Marchais, *op. cit.*, p. 281). Or, dans la seule année 1962, le nombre de cellules d'entreprise nouvelles s'éleva à 1 062. C'est dire qu'en cette seule année, il se fonda presque autant de cellules nouvelles qu'il n'en reste finalement en cinq ans.

49. P.C., V<sup>e</sup> congrès national (Lille). *Compte rendu sténogr.*, p. 11.

50. Tableau de l'évolution du nombre des cellules d'entreprise par rapport au nombre total de cellules :

Années	Nombre total de cellules	Nombre de cellules d'entreprise	Réf.
—	—	—	—
1926	3 188	1 544	a)
1927	—	31 %	b)
1928	3 288	898	c)
1929	—	29,2 %	d)
1930	—	660	
Oct. 1934	2 725	586	e)
Juin 1935	3 647	738	e)
Oct. 1935	4 221	776	e)
Oct. 1936	10 736	2 898	g)
Oct. 1937	12 992	4 041	g)
Oct. 1938	12 654		h)
Janv. 1945	16 925	3 416	i)
Mars 1945	26 805	6 145	j)
Déc. 1946	36 283	8 363	k)
1961	16 000	3 819	l)
Fin 1962	17 297	4 691	m)
1964	18 500		n)
1965	19 000	Stagnation	o)
Janv. 1967	19 000	5 100	p)

a) P. Semard, *l'Humanité*, 16-6-26.

b) P.C., VI<sup>e</sup> congrès national, Paris, 1929. *Rapport politique du comité central*, p. 98. Paris, Bureau d'éditions, 1929. Fin 1927 (d'après le rapport à la conférence nationale de janvier 1928), sur 56 000 adhérents, 38 500, soit 69 % étaient membres de cellules locales, 17 500, soit 31 % dans les cellules d'entreprise.

c) O. Piatnitski, *Quelques problèmes urgents...*, p. 26.

d) P.C., VI<sup>e</sup> congrès national, Paris, 1929. *Rapport politique du comité central*, p. 98.

e) M. Gitton, *le Parti des travailleurs de France*, p. 13. Rapport présenté au VIII<sup>e</sup> congrès national du P.C. (S.F.I.C.), Villeurbanne 22-25 janvier 1936.

g) Parti communiste français, *Deux ans d'activité au service du peuple*. Rapports du comité central pour le IX<sup>e</sup> congrès national du P.C.F. Arles, 25-29 déc. 1937.

h) Parti communiste français, *Une année de lutte pour le pain, la paix, la liberté*. Rapports du comité central pour la conférence nationale du P.C.F. Gennevilliers, 25-27 déc. 1938.

i) Léon Mauvais, *le Parti de la Renaissance française*. Après 5 ans de lutte clandestine pour la libération de la patrie. Rapport d'organisation présenté le 22 janvier 1945 au comité central du P.C.F. à Ivry.

j) Parti communiste français, 1937-1945. Du congrès d'Arles au congrès de Paris. *Sept ans de luttes ardentes au service du peuple contre l'hitlérisme et le fascisme, pour une France libre, démocratique et indépendante*. Rapports du comité central pour le X<sup>e</sup> congrès national du P.C.F. Paris, 26-30 juin 1945.

k) Parti communiste français, 1945-1947, Du congrès de Paris au congrès de Strasbourg. *Deux années d'activité pour la renaissance économique et politique de la République française*, rapports du comité central pour le XI<sup>e</sup> congrès national du P.C.F. Strasbourg, 25-28 juin 1947.

l) Georges Marchais, *Pour le pain, la démocratie, la paix et le socialisme. Donner au Peuple de France un parti communiste encore plus grand et plus fort*. Conférence nationale du parti communiste français, Gennevilliers, 2-3 fév. 1963.

m) *Id.*

n) Georges Marchais, Rapport au XVII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. *Cahiers du communisme*, n<sup>o</sup> spécial, juin-juillet 1964, p. 327.

o) Georges Marchais, Rapport devant les secrétaires à l'organisation. *L'Humanité*, 11 janv. 1966.

p) Georges Marchais, Rapport au XVIII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. *Cahiers du communisme*, n<sup>o</sup> spécial, fév.-mars 1967, p. 264 et 280.



51. Marcel Servin, rendant compte dans *l'Humanité* du 6 mai 1954 des résultats d'un sondage portant sur 105 776 adhérents, indique que 23 887 d'entre eux seulement sont organisés dans des cellules d'entreprise, soit 22 %. Or, la situation en 1966 ne doit pas être meilleure, malgré l'augmentation absolue et relative du nombre des cellules, car Georges Marchais, rendant compte des résultats de l'enquête faite cette année-là, n'avance aucun chiffre quant au nombre total de communistes organisés dans des cellules d'entreprise ou quant à leur pourcentage.

52. Cf., sur cette question, des développements plus nourris et surtout une bibliographie dans A. Kriegel, *le Pain et les Roses*, Paris, P. U. F., 1968.

53. *Cahiers du communisme*, n° spécial, fév.-mars 1967, p. 530.

54. Sur la base des indications données par les commissions des mandats, on peut dresser le tableau suivant :

XII <sup>e</sup> congrès :	218	métallurgistes/903	délégués,	soit 24,1 %
XIV <sup>e</sup>	—	186	— /787	— soit 23,6 %
XV <sup>e</sup>	—	113	— /507	— soit 22,2 %
XVI <sup>e</sup>	—	119	— /496	— soit 23,9 %
XVII <sup>e</sup>	—	212	— /776	— soit 27,3 %
XVIII <sup>e</sup>	—	209	— /788	— soit 26,5 %

55. « Les adhérents appartenant à une nationalité étrangère sont organisés dans les cellules sans qu'il soit tenu compte de leur nationalité. Ils ont les mêmes droits et devoirs que tous les autres adhérents. Il est créé pour la propagande dans les langues maternelles de l'immigration des groupes de langue placés sous la responsabilité des instances régulières du Parti. »

56. Les groupes de langue polonaise, très actifs entre les deux guerres, ont maintenant disparu. Encore en 1948, une résolution des « groupes de langue polonaise du P. C. F. » est parue dans les *Cahiers du communisme* (pour approuver les mesures prises en Pologne à l'encontre de Gomulka!), déc. 1948, p. 1435.

57. Il est curieux de noter que les seuls travaux universitaires sur le communisme en milieu rural sont dus à des chercheurs américains. Cf. en particulier Henry W. Ehrman « The French peasant and Communism », *American political science review*, mars 1952, p. 19-43; et surtout Gordon Wright, « Four red villages in France », *Yale Review*, 1952, p. 361-372. Du même : *Révolution rurale en France. Histoire de la paysannerie au XX<sup>e</sup> siècle*, préf. de M. Debatisse, Paris, éd. de l'Épi, 1967, p. 352.

58. Cf., pour un plus ample développement de ces problèmes théoriques et historiques fondamentaux, A. Kriegel, *le Pain et les Roses*,

*Jalons pour une histoire des socialismes*, Paris, P. U.F., 1968. Notamment l'introduction et le chapitre intitulé « Le Parti modèle (la social-démocratie allemande et la II<sup>e</sup> Internationale) ».

## 5. STRATIFICATION

1. Cf. chap. 3, p. 36.

2. Cf., G. Marchais, *op. cit.*, p. 271.

3. N<sup>o</sup> 2, 28-11-1924. Sur cette période, cf., Robert Wohl, *French communism in the making, 1914-1924*. Stanford U.P. 1964.

4. Il est amusant de noter que, conscient de cette bigarrure et dans le souci louable d'éviter les « combinaisons » qui pouvaient en résulter, le Parti avait établi la liste des candidats par ordre alphabétique (sauf pour les députés sortants). Comme le système électoral fonctionnait de telle manière que seuls les candidats têtes de liste pouvaient être élus, les députés communistes furent tous des A et des B. C'est ainsi que Duclos, avec son malheureux D, fut battu sur la liste Cachin! Mode de sélection qui devait d'ailleurs réserver des déboires, car la lettre A ne prédispose pas nécessairement à l'éloquence parlementaire.

5. Cf., M. Gallo. « Quelques aspects de la mentalité dans les usines de guerre, 1914-1918 », *le Mouvement social*, n<sup>o</sup> 56, juil.-sept., 1966.

6. Trois observations significatives. a) Au IX<sup>e</sup> congrès du Parti (Arles, déc. 1937), qui se tient *après* l'énorme afflux d'adhérents des années 36 et 37, *aucun* nouveau membre ne vient étoffer le bureau politique : la composition de celui-ci reste identique à ce qu'elle était au VIII<sup>e</sup> congrès de Villeurbanne (janv. 36), c'est-à-dire *avant* l'expérience du Front populaire. b) Sur les 13 membres élus ou réélus au bureau politique lors du XII<sup>e</sup> congrès (Gennevilliers, 1950), 10 au moins avaient adhéré au Parti *avant* 1934. c) Enfin, sur les 19 membres actuels du bureau politique, élu au XVIII<sup>e</sup> congrès (Levallois, janv. 1967), 8 encore appartiennent à la « génération fondamentale ».

7. Si l'atmosphère de la période du début des années 20 est bien rendue dans Jules Humbert-Droz, « *l'Œil de Moscou* » à Paris, Paris, Julliard, 1964, l'atmosphère de la période du tournant des années 30 est également très bien rendue dans deux manuscrits demeurés inédits, les *Souvenirs de militant et de dirigeant communiste* d'Henri Barbé et le *Journal* d'Albert Vassart.

8. Henri Barbé écrit à ce propos : « En ce qui concerne le P.C.F.,

j'ai constaté que les cinq ou six sélections d'étudiants envoyés à l'École de 1927 à 1933 comprenaient environ une centaine d'élèves. Or sur cette centaine, il reste au maximum présentement dans le Parti tout au plus dix anciens étudiants... Sur 24 élèves de la promotion dont faisait partie Waldeck Rochet, il reste présentement comme membres du Parti 5 élèves. Les 19 autres ont depuis des années quitté le P.C. » Cité par Branko Lazitch, « Les écoles de cadres du Komintern », in *Contributions à l'histoire du Komintern*, publiées sous la direction de J. Freymond. Genève, Droz, 1965, p. 241.

9. La bolchevisation (cf. supra, chap. 4) du P.C.F. à partir de 1924, c'est pratiquement, non seulement la modification des structures d'organisation (la forme d'organisation privilégiée devenant celle des cellules d'entreprise), mais surtout la constitution d'un appareil fondé sur un vaste réseau de « révolutionnaires professionnels » (cf. infra, chap. 8). La mise sur pied de ce réseau de « permanents » ne pouvait résulter de la transformation des vieux militants de la période sociale-démocrate en fonctionnaires du Parti. Elle ne pouvait se réaliser qu'avec le recrutement, la sélection, la formation de cadres neufs, élevés dès l'origine dans une perspective bolchevique. Ainsi s'explique que les divers instruments nécessaires à la mise sur pied d'un réseau de permanents date de cette époque : c'est en novembre 1924 qu'est organisée en France la première École centrale du P.C. et c'est en 1932 qu'est créée la Commission des cadres (cf. chap. 10 et 11).

10. Sur Waldeck Rochet à l'École léniniste, quelques indications intéressantes dans Henri Barbé, cité par B. Lazitch, *op. cit.*, p. 250. Les étudiants de l'École léniniste avaient été envoyés en stage dans une usine soviétique : « Au retour, à l'école, une discussion violente et passionnée commença au sein du groupe français, non plus sur les différences entre le régime capitaliste et celui de l'U.R.S.S., mais bien sur la différence entre les cours théoriques concernant le caractère socialiste de la production en U.R.S.S. et la réalité vécue à l'usine d'où les étudiants venaient. La majorité des élèves exprimait sa déception devant la réalité... Un seul étudiant tenait ferme et réagissait contre tous les autres. C'était Waldeck Rochet qui allait jusqu'à nier les faits rapportés par ses camarades. »

11. Ce pourcentage de 3,1 % est produit officiellement dans le rapport de Georges Marchais, *Cahiers du communisme*, fév.-mars 1967, p. 271. Que représente, en valeur absolue, ce pourcentage ? On ne peut le calculer avec certitude puisque Marchais ne précise pas le chiffre sur la base duquel les pourcentages publiés ont été calculés. On peut cependant s'en faire une idée. Au mieux, si on table sur les 425 000 cartes (chiffre officiel) délivrées par la Trésorerie centrale du Parti, le pourcentage de 3,1 % représente 13 000 personnes. Au plus juste, si

on table sur le chiffre de 275 000 adhérents réels (cf. chap. 3), il en représente 8 525. Or, en janvier 1945, Léon Mauvais annonçait que le Parti comptait 387 098 adhérents, alors « qu'immédiatement avant la guerre » il en comptait « à peine 300 000 » (Rapport d'organisation présenté le 22 janvier 1945 au C.C., brochure éditée par le P.C.F., 16 p.). C'est dire qu'on voit mal comment le Parti aurait fait moins de 100 000 adhérents pendant la guerre : 1 sur 10 environ serait donc encore membre du Parti.

Une remarque complémentaire : si le pourcentage des membres actuels ayant adhéré pendant la guerre est de 3,1 %, le pourcentage des cadres actuels ayant adhéré à cette époque-là est un peu plus élevé. D'après les rapports de la commission des mandats, présentés lors de chaque congrès, on peut dresser le tableau suivant :

*ont adhéré pendant la Résistance :*

XIV <sup>e</sup>	congrès	1956	:	135	délégués/787	soit	17,1 %
XV <sup>e</sup>	—	1959	:	55	— /507		10,8 %
XVI <sup>e</sup>	—	1961	:	56	— /496	—	11,2 %
XVII <sup>e</sup>	—	1964	:	43	— /776	—	5,5 %
XVIII <sup>e</sup>	—	1967	:	87	— /778	—	11,1 %

L'interprétation détaillée de ces données n'est pas aisée : il apparaît cependant nettement que le pourcentage des délégués dont l'ancienneté remonte à la Résistance connaît par deux fois une baisse très accusée, entre 1956 et 1959 (aux lendemains du XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S.) et entre 1961 et 1964 (années les plus dramatiques de la guerre d'Algérie).

12. Les dirigeants communistes continuent à nier ou à taire les sinistres erreurs commises en 1939-1940, comme en témoignent la défense obstinée de Germaine Willard, *La drôle de guerre et la trahison de Vichy*, Paris, éd. soc., 1960 et l'orientation du chap. IX de l'officielle *Histoire du P.C.F., manuel*, Paris, éd. soc., 1964. Le non moins officiel ouvrage, *le Parti communiste français dans la Résistance*, Paris, éd. soc., 1967, sauf à reconnaître pour la première fois l'épisode de la démarche concernant la réparation de *l'Humanité* (cf. infra, note 2), n'est guère plus soucieux d'objectivité. On ne saurait d'ailleurs surestimer la part que tiennent dans les « secrets du Parti » (cf. chap. 13) les affaires personnelles et collectives liées à cette époque : le compagnonnage de Maurice Thorez et de Jacques Duclos était en grande partie fondé sur leur solidarité réciproque en la matière, et « l'esprit de Parti » s'est longtemps mesuré à l'aune de l'attitude prise en ce temps-là (cf. chap. 10). Tout ceci en vain : la recherche historique ne pourra pas moins faire que de vérifier les assertions précises, avec noms, dates et références à l'appui qu'avait le premier avancées A. Rossi (Angelo Tasca) dans un ensemble d'ouvrages à l'information considérable parmi lesquels : *Deux ans d'alliance germano-soviétique, août 1939-juin 1941*, Paris, Fayard, 1949 ; *les Commu-*



nistes français pendant la drôle de guerre, Paris, les Iles d'Or, 1951 ; les Cahiers du bolchevisme pendant la campagne 1939-1940. Paris, D. Wapler, 1951 ; la Guerre des papillons. Quatre ans de politique communiste (1940-1944), Paris, les Iles d'or, 1954. Par la suite Auguste Lecœur devait apporter son témoignage direct dans le Partisan, Flammarion, 1963, L. II, p. 105-208 et, surtout dans le Parti communiste français et la Résistance (août 1939-juin 1941), Plon, 1968. Enfin, il peut être utile de consulter, parue en 1965, l'Histoire du P.C.F., t. II, éd. Unir, manifestement rédigée par un groupe de militants ayant personnellement connu les faits dont il témoigne. Par exemple, entre cent autres, celui-ci dépourvu de toute ambiguïté : « Le numéro du 4 juillet 1940 de l'Humanité clandestine disait : « Le peuple de France veut la paix. Il demande d'énergiques mesures contre ceux qui, par ordre de l'Angleterre impérialiste, voudraient entraîner à nouveau les Français dans la guerre » (p. 33).

13. Le récit le plus complet de cette affaire est dans l'Histoire du P.C.F., éd. Unir, t. II, p. 24-28. D'après ce texte, une lettre contresignée par Maurice Tiéand, responsable de « l'administration clandestine » du Parti, fut remise aux autorités allemandes par M<sup>e</sup> Robert Foissin, lettre dans laquelle il était indiqué : « Nous demandons l'autorisation de publier l'Humanité sous la forme dans laquelle elle se présentait à ses lecteurs avant son interdiction par Daladier, au lendemain de la signature du pacte germano-soviétique. L'Humanité publiée par nous se fixerait pour tâche d'être au service du peuple et de dénoncer les responsables de la situation actuelle en France. L'Humanité publiée par nous se fixerait pour tâche de dénoncer les agissements des agents de l'impérialisme britannique qui veulent entraîner les colonies françaises dans la guerre et d'appeler les peuples coloniaux à la lutte pour leur indépendance contre les oppresseurs impérialistes. L'Humanité publiée par nous se fixerait pour tâche de poursuivre une politique de pacification européenne et de défendre la conclusion d'un pacte d'amitié franco-soviétique, qui serait le complément du pacte germano-soviétique et ainsi créerait les conditions d'une paix durable. » Cf. également le récit détaillé d'Auguste Lecœur. Le P.C.F. et la Résistance, p. 93-95.

14. C'est à ce point que se situe le nœud de la question et toute l'ambiguïté de l'affaire : quand le P.C.F. fait remonter ses actes de résistance à 1940, il joue sur le fait que dès 1940 ses militants s'efforçaient de reconstituer un parti qui, ultérieurement, sera l'une des composantes les plus énergiques des mouvements de résistance. Mais cette reconstitution du Parti répondait à la préoccupation permanente de survie qui anime tout organisme social menacé de destruction, bien plus qu'à celle de résister à l'envahisseur nazi. On trouve sur ce point bien des éléments dans A. Lecœur, *op. cit.*

15. Et le jour même où j'écris ces lignes — 11 octobre 1967 — dans *l'Humanité*.

16. Le texte de cette proclamation est placé en annexe de l'ouvrage d'Adrien Dansette. *Histoire de la libération de Paris*. Fayard, 1946, 38<sup>e</sup> éd., p. 497-498.

17. Des listes ont été publiées les 12, 14, 19, 20, 24 septembre, 18 et 19 octobre 1944, les 16 et 27 janvier, 21 juillet 1945, 24 mai, 25 août 1946, 8 février, 15 juin 1947. Cf. Paul Viret, *Les 75 000 fusillés communistes*, M.L.S., s.l.n.d.

18. Pierre Sémard, Félix Cadras, Jean Catelas, Charles Nédelec, Gabriel Péri, Barthélémy Ramier, André Rebière, Georges Wodli. Cf. *décembre 1937- juin 1945. Du congrès d'Arles au congrès de Paris. Rapport du comité central pour le X<sup>e</sup> congrès national du P.C.F.*

19. Document F 420. T. VI, p. 145 et sqq., et T. XXXVII, p. 211-212.

20. Henri Michel. *Bibliographie critique de la Résistance*. S.E.V.P.E.N. 1964, p. 135. Le chap. III, § VI, est consacré à la Résistance communiste (p. 88-96).

21. D'après un communiqué du bureau politique, *Humanité*, 4-10-1952, p. 6, de 1941 à 1944, le P.C.F. affectait aux F.T.P. « 10 % des effectifs et des cadres du Parti ».

22. On lira avec un vif intérêt dans Lecœur, *le Partisan*, p. 197-205, les pages curieuses consacrées aux rapports, dans les jours mêmes de la Libération de Paris, entre Duclos, qui représentait alors la plus haute instance du Parti, et Charles Tillon, président du Comité militaire national des F.T.P. : on se souvient sans doute qu'en 1952, lors de l'affaire Marty-Tillon, Léon Mauvais, chargé de dresser l'acte d'accusation, avait soutenu que Tillon s'était volontairement « coupé de la direction du Parti » à partir du 10 août 1944 (*Cahiers du communisme*, oct. 1952, p. 1042). Tillon s'en défendit énergiquement mais Lecœur pense qu'il « était furieux car il estimait qu'il appartenait aux F.T.P. de lancer l'appel [à l'insurrection] et non au Parti ».

23. Il est intéressant de noter que Lecœur maintient que c'était effectivement le seul souci de la direction du Parti à l'époque tandis que Tillon se veut fondamentalement antigaulliste depuis le début. Cf. Lecœur, *op. cit.*, p. 197 et sq. et Tillon, *les F.T.P.*, Paris, Julliard, 1962, p. 588.

24. Rien ne rend mieux l'ambiguïté originelle de cette grève — ambiguïté que dissipe rétrospectivement le qualificatif de « patriotique » qui lui est accolé ordinairement mais qui est postérieur à l'événement — que les deux citations suivantes dont fait état Auguste Lecœur (*le Partisan*, p. 174 et sq.). *L'Humanité*, n° 118, du 20 juin 1941, écrivait en effet : « Vous tous, mineurs, qui avez combattu côte à côte, restez unis

et dites-vous bien que ce n'est pas dans la victoire d'un impérialisme sur un autre que réside notre salut commun; c'est à nous, peuple de France, à nous sauver par notre union et notre lutte commune. La bataille des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais est annonciatrice de nouvelles luttes revendicatrices et partout désormais les travailleurs, sans se laisser arrêter par les mesures scandaleusement insuffisantes adoptées par le gouvernement de Vichy, doivent s'unir dans les syndicats et lutter ensemble pour l'augmentation des salaires et pour l'ensemble de leurs revendications. » Le ton de l'*Avant-Garde*, organe des Jeunesses communistes, éd. du Pas-de-Calais, était le 9 juin bien différent : « L'occupant a pu se rendre compte de ce que pensent les jeunes travailleurs et les masses laborieuses de la « Kollaboration » qu'il veut nous imposer. Qu'il se le tienne pour dit : notre jeunesse n'admettra jamais l'oppression nationale et, sur la question de l'indépendance de notre pays, il n'y a qu'un même et unique sentiment dans les rangs juvéniles, c'est d'être débarrassé au plus vite de la domination étrangère. »

25. La M.O.I. était une « organisation parallèle » sous le contrôle du P.C.F. Pour des raisons de sécurité politique et policière, la liaison avec le Parti n'était qu'une liaison de sommet. Dans une même ville, il pouvait y avoir plusieurs organisations de base communistes dont les unes étaient rattachées à la hiérarchie ordinaire et les autres à la hiérarchie des groupes de langue de la M.O.I. Les groupes juif, espagnol, polonais, italien furent particulièrement actifs. Cf. le témoignage d'Arthur London, membre, jusqu'à son arrestation, de la direction nationale de la M.O.I., dans Henri Noguères. *Histoire de la Résistance en France. Juin 1940, juin 1941*, Paris, Laffont, 1967, p. 87-91. Cf. égal. David Knout, *Contribution à l'histoire de la résistance juive en France, 1940-1944*, Paris, éd. du Centre, 1947; David Diamant, *Héros juifs de la Résistance française*, Paris, éd. Renouveau, 1962; Gaston Laroche (Boris Matline), *On les nommait des étrangers*, Paris, éd. sociales, 1965.

26. Ainsi s'explique en particulier, y compris dans la Résistance communiste, la place considérable des intellectuels. D'une part la primauté du thème national faisait que ceux-ci se sentaient directement concernés et dans la totalité des motivations qui en faisaient précisément des intellectuels : pas seulement politiques ou sociales, mais culturelles et idéologiques. D'autre part la forme spécifique du combat qu'était la clandestinité favorisait, comme elle l'avait favorisée par exemple dans le parti ouvrier social-démocrate russe d'avant 1914, la venue d'intellectuels dont l'insertion dans la vie économique et sociale est souvent médiocre et en tout cas souple. Cf. R. Josse « La naissance de la Résistance à Paris », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, juil. 1962; David Caute, *le Communisme et les Intellectuels français, 1914-1966*, Paris, Gallimard, 1967, p. 174-190. En revanche, le recul relatif de la composition ouvrière du Parti à l'époque se vérifie en com-

parant les structures d'organisation en 1937 et en 1945. En 1937, les cellules d'entreprise — au nombre de 3 750 — constituaient 30 % du nombre total de cellules (12 495), tandis qu'en 1945 elles ne constituaient plus que 20 % (3 416 sur 16 925). En chiffres absolus : le nombre des cellules d'entreprise *diminuait* de 1937 à 1945, alors que le nombre des cellules locales *augmentait* de plus d'un tiers, passant de 8 759 à 13 509.

## 6. LA PLURALITÉ DES PRATIQUES MILITANTES

1. Cf. chap. 7.
2. Préambule aux nouveaux statuts, adoptés au XVII<sup>e</sup> congrès du P.C.F., Paris, 14-17 mai 1964. Le texte complet se trouve dans le numéro spécial des *Cahiers du communisme*, juin-juillet 1964, p. 484-497.
3. Martine Monod, *l'Humanité*, 11 sept. 1967.
4. Cf. J. P. Nettl, *the German social democratic party (1890-1914) as a political model*, « Past and present », avril 1965, p. 65-95. Cf. égal. A. Kriegel, « la Social-démocratie allemande et la II<sup>e</sup> Internationale ; le Parti-modèle » in *le Pain et les Roses*, Paris, P.U.F., 1968.
5. Cf. supra, chap. 4.
6. M. Servin. Rapport au XIII<sup>e</sup> congrès (1954).
7. Pour des développements plus nourris, cf. A. Kriegel, *Aux origines....* T. I, conclusions de la 2<sup>e</sup> partie, p. 522-547; t. II, 3<sup>e</sup> partie, section II-B. p. 725-754 (avec une bibliog.).
8. *Id.*, t. I, 1<sup>re</sup> partie, section III, chap. 5 et 6, p. 282-347.
9. *L'Action communiste et la Crise du Parti*, 1922, p. 27.
10. Cf. infra, chap. 12.
11. Cf. Antoine Prost, *La C.G.T. à l'époque du Front populaire*, Paris, Colin, 1964, not. le chap. III. Cf. égal. Georges Lefranc, *le Mouvement syndical sous la III<sup>e</sup> République*, Paris, Payot, 1967, not. p. 374-380.
12. Les effectifs de la C.G.T. par fédérations d'après le tableau publié dans le journal *Gringoire* en 1939 auraient été pour 1936 de 4 748 000 et pour 1937 de 4 988 626. Cf. la discussion de ces chiffres dans A. Prost, *op. cit.*, p. 196 et sq. et G. Lefranc, *op. cit.*, p. 415-416.
13. Georges Lefranc signale également le rôle considérable joué par la *Vie ouvrière*, naguère organe de la C.G.T.U. et désormais expression de la tendance ex-C.G.T.U. *La Vie ouvrière* tirait alors à 100 000 exem-



plaires. Résumant son analyse de la conquête communiste des syndicats Georges Lefranc écrit enfin : « Point n'était besoin qu'il y eût un plan de colonisation. Il suffisait qu'il y existât des habitudes d'agitation et une discipline de tendance solidement assurée. » « Une pointe d'acier pénètre toujours dans une motte de beurre », disait un des dirigeants ex-unitaires de la Fédération des métaux de cette époque, Vassart, (*op. cit.*, p. 377).

14. Cf. *infra*, chap. 10.

15. C. *infra*, chap. 12.

16. Voici un extrait de ce très curieux discours : « Les [correspondants de guerre] nous ont présenté, avec force détails, comme une grande manifestation de la foi, une cérémonie au Mur des lamentations qui, par le lieu et le temps où elle s'est produite, au milieu des morts, des combats qui venaient à peine de se terminer, était pour le moins mal venue. La présence de certains personnages de la haute finance lui conférait un autre sens que celui de ferveur religieuse que pensaient y trouver les vrais croyants qui y participaient. Le spectacle faisait penser que, comme dans « Faust », c'était Satan qui conduisait le bal. Il n'y manquait même pas le veau d'or, toujours debout, qui, comme dans l'opéra de Gounod, contemplait à ses pieds, dans le sang et dans la fange, les résultats de ses machinations diaboliques. En effet, les informations nous indiquaient qu'avaient assisté à ces saturnales deux représentants d'une tribu cosmopolite de banquiers bien connus dans tous les pays du monde : Alain et Edmond de Rothschild. A leurs pieds, des morts encore saignants. Parmi eux, des ouvriers israéliens morts pour eux, des ouvriers et des paysans jordaniens morts par eux. Au milieu de ce déchaînement de turpitudes où se manifestent des instincts de primates, résurgence des temps où l'homme en était à l'aube de sa conscience et luttait encore dans les ténèbres, il est réconfortant de rencontrer des hommes qui osent dire la vérité et affronter courageusement les hurlements des passions déchaînées. » (*L'Humanité*, 17 juin 1967.) Tout y est : le diable, l'or, le sang, le sexe (saturnales, turpitudes), la louche solidarité (tribu, primates)...

17. Cf. les souvenirs de Benoît Frachon, « Premiers pas d'un militant ouvrier. De l'anarcho-syndicalisme au communisme », *Cahiers de l'Institut Maurice-Thorez*, 5, avr.-juin 1967, p. 63 et sq.

## 8. UN CORPS CONSACRÉ

1. Cf. G. Marchais, Rapport au XVI<sup>e</sup> congrès, *Cahiers du communisme*, n° spécial, juin 1961, n° 6, p. 235. Le chiffre de 100 000 cadres est

arbitraire, car il résulte d'une addition où les mêmes militants sont comptés deux fois (ou même davantage) en raison des cumuls de fonctions exercées à des niveaux différents. Mais il donne un ordre de grandeur..

2. Cf. chap. 4 et 5.

3. Je me permets de renvoyer ici, pour plus amples développements, à ma thèse, *Aux origines du communisme français (1914-1920)*, Paris, Mouton, 1964, 2 vol. Le lecteur plus pressé pourra trouver des analyses plus condensées dans le volume de la série « Archives » : 1920. *Le Congrès de Tours. Naissance du P.C.F.*, Paris, Julliard, 1964.

4. Pour cet épisode, cf. J. Humbert-Droz, « *L'Œil de Moscou* » à Paris, Paris, Julliard, 1964 (coll. Archives).

5. Sur les travaux du V<sup>e</sup> congrès mondial de l'I.C., cf. Internationale communiste, *les Questions d'organisation au V<sup>e</sup> congrès de l'I.C. Cellules d'entreprise, statuts de l'I.C., directives pour l'organisation*, Paris, l'Humanité, 1925, in-16, 104 p. Dans la foulée du V<sup>e</sup> congrès mondial, furent convoquées, également à Moscou, par le comité exécutif de l'Internationale, deux conférences d'organisation : l'une du 16 au 21 mars 1925, la seconde en mars 1926. On trouvera la substance des travaux de ces deux conférences dans deux fortes brochures. Pour la première : Internationale communiste, *la Réorganisation des P.C. Rapports et décisions de la conférence d'organisation de l'I.C.*, Paris, l'Humanité, 1925, 192 p. Pour la seconde : Internationale communiste, *la Seconde Conférence d'organisation. Décisions et résolutions adoptées par la II<sup>e</sup> conférence du comité exécutif de l'I.C. et ratifiées par le bureau d'organisation du comité exécutif de l'I.C. le 26 mars 1926* (préface de Piatnitsky), Paris, l'Humanité, 1926, 98 p.

6. Cf. quelques éléments de fait dans une étude, « les Finances du Parti », supplément au n° 134 du B.E.I.P.I., 1<sup>er</sup>-15 juillet 1955.

7. Cf. en particulier les deux documents suivants : « Les documents de l'Internationale. Thèses, décisions et résolutions de la XII<sup>e</sup> assemblée plénière du comité exécutif de l'Internationale communiste (septembre 1932) », Paris, Bureau d'éditions, 1932. « Rapport de la commission internationale de contrôle » in *la Correspondance internationale*, n° 60, 19 août 1935, numéro spécial consacré au VII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste.

8. Ce passage de la lettre de Trotsky au comité directeur du P.C. français n'avait pas été rendu public sur le moment. Sur la base du document original en sa possession, B. Lazitch le rétablit dans un très important travail à paraître : « L'Internationale communiste sous Lénine (1919-1924). » cf. p. 290, n. 13.

9. Extrait d'une lettre du 12 décembre 1921 où B. Souvarine transmet

au comité directeur français les conclusions de la commission d'enquête sur l'affaire Zalewski, constituée à Moscou, à la demande française, par le C.E. de l'I.C. Citée par B. Lazitch, *op. cit.*

10. Toutes les données concernant les structures financières du P.C. au début des années 30 sont extraites des *Mémoires* d'Albert Vassart, à l'époque membre du secrétariat du parti français : ce document d'un intérêt exceptionnel est à paraître très prochainement, avec présentation et notes, aux éditions Gallimard.

11. Ce qui doit inciter à la prudence quant aux conclusions à tirer tant de la masse globale des sommes annuellement recueillies que d'une « géographie de la souscription permanente » rapportée dans chaque région à la structure de l'électorat communiste et à l'évaluation de ses revenus, ainsi que le suggère J. Ranger, *l'Électorat communiste*, p. 14.

12. On trouvera dans les *Mémoires* d'Albert Vassart une analyse précise et chiffrée des rubriques du budget mensuel ordinaire à la fin de l'année 1931.

13. Cf. *infra*, chap. 13.

## 9. DES HOMMES QUELCONQUES

1. De 1912 à 1914, Maurice Thorez fut trieur de pierres à la fosse n° 4 de Noyelles-Godault, son village natal. En septembre 1914 (il a 14 ans 1/2), il est évacué, comme il le raconte dans *Fils du peuple*. Il rentre à Noyelles-Godault le 3 janvier 1919 : d'abord « embauché pour la reconstruction du chemin de fer de Lens à Douai », il entre ensuite de nouveau à la fosse n° 4. Mais dès mars 1920, il part au régiment et à sa démobilisation, il ne fut pas réembauché. Manœuvre puis peintre en bâtiment, il devient en 1923 (donc à 23 ans) permanent du Parti.

2. Cf. de plus amples développements *infra*, chap. 12.

3. A. Ferrat, « Contributions à l'histoire du P.C.F. M. Fauvet saisi par la légende », *Preuves*, fév. 1965, p. 53-61. Le témoignage de Ferrat est particulièrement précieux pour les raisons qu'il donne lui-même : « J'ai bien connu Maurice Thorez et son activité politique pendant la période qui nous occupe, pour avoir été, avec lui, membre du bureau politique du Parti pendant plus de huit ans, de juillet 1927 au 24 janvier 1936, et pour avoir, pendant des mois, vécu avec lui, en 1928, alors qu'« illégaux » tous les deux, nous habitions et travaillions ensemble dans le même appartement, à Bruxelles... Je n'ai jamais eu de différends personnels avec Thorez, et lorsque j'ai rompu avec le Parti, en juin 1935, ce fut uniquement à cause de désaccords profonds qui, depuis longtemps,

avaient germé... » La tradition veut aussi qu'au XIII<sup>e</sup> exécutif, en décembre 1933, Manouilsky, dans un mouvement d'humeur, se soit laissé aller à dire à Thorez qu'il était « trop servile pour devenir un véritable dirigeant ».

4. A. Lecœur, *le Partisan*, p. 269.

5. La décision de ne pas payer les amendes avait pour but, comme Thorez lui-même le raconte dans *Fils du peuple*, de « rompre brutalement avec certaines habitudes « légalistes » et opportunistes alors courantes jusque chez les dirigeants du Parti ». Ce « légalisme » consistait en particulier à accepter de payer les amendes. Cf. sur cette question le communiqué du bureau politique publié par *l'Humanité* du 7 octobre 1930.

6. Lettre de Maurice Thorez à Guy Jerram, citée dans A. Vassart, *op. cit.*

## 10. LES MÉCANISMES DE SÉLECTION

1. Cf. supra, chap. 3. On reprend à cette occasion la formule fameuse de Lénine dans un article de 1923 sur l'Inspection ouvrière et paysanne : « Faisons moins, faisons mieux. »

2. La « commission centrale de contrôle politique » n'a pas pour autant disparu. Elle est en principe élue par le comité central. Au dernier congrès du Parti en janvier 1967, on en revint même à une pratique abandonnée : préciser, dans une information au congrès, la composition de la C.C.C.P. telle qu'elle venait d'être élue à la première réunion du nouveau comité central. Présidée par Étienne Fajon, elle compte actuellement 9 membres du C.C.

3. *La Petite Illustration*, 1938, n° 897.

4. Cf. J. Chaumeil, *le Problème des cadres*, Rapport présenté à l'assemblée des responsables aux cadres de la région parisienne et de l'ex-zone Nord, organisée par la commission centrale des cadres du P.C.F. le 7 octobre 1944. Lyon, Imprimerie commerciale, 31 p.

5. « Commission politique » ou encore « commission des candidatures ». La « commission des candidatures » est, ou non, distincte du « bureau » du congrès, également élu à l'ouverture de l'assemblée plénière (mais dont la composition est également arrêtée avant l'ouverture). La composition de ce « bureau » fournit d'ailleurs les premières indications concrètes concernant les propositions qui seront faites en matière de candidatures.



6. Cf. le témoignage d'Auguste Lecœur, orfèvre en la matière, puisque, comme secrétaire à l'organisation de 1950 à 1954, il avait dans sa mouvance la section des cadres : « Selon les statuts, le comité central est élu par le congrès. En fait les membres sont sélectionnés par la commission des cadres, présentés au secrétariat, et la liste des noms retenue est portée à la connaissance de la commission politique du congrès. En séance plénière, cette liste est ratifiée par acclamations et non par un vote; personne ne peut proposer la moindre modification. » (*Le Partisan*, Paris, Flammarion, 1963, p. 249.)

7. Le vote à bulletin secret, proposé en 1956 par des « opposants » libéraux, fut longtemps combattu par la direction du Parti. Cependant la modalité en fut expressément prévue dans les nouveaux statuts adoptés en 1964. Cf. G. Marchais, intervention au XVII<sup>e</sup> congrès, *Cahiers du communisme*, juin-juil. 1964, p. 286-330. C'est qu'il est peu probable qu'il se trouve 50 % des voix pour écarter un candidat, même à bulletin secret! Par contre les statuts de 1964 continuent à écarter la modalité plus sérieuse consistant à prévoir un nombre de candidats supérieur au nombre de postes à pourvoir : une telle modalité revenant à rendre à l'assemblée plénière des congrès une liberté de choix réelle.

8. On appelait « *bureau latin* » le bureau qui, auprès du comité exécutif de l'Internationale, avait mission de « suivre » l'activité des partis communistes des pays latins (France, Italie, péninsule Ibérique, Amérique latine).

9. Tout le raisonnement qui suit est fondé sur des calculs englobant les membres *titulaires* et *suppléants*. La distinction hiérarchique est intéressante pour suivre le *cursus* d'un militant. Elle est également intéressante du point de vue du rôle qu'elle joue dans la structuration des organes de direction. Mais elle n'a pas de valeur sous l'angle de l'instabilité ou de la stabilité : en effet les suppléants siègent de droit au comité central, au même titre et avec les mêmes prérogatives que les titulaires. Du moins, dans la pratique réelle jusqu'à aujourd'hui.

10. 104 militants et non 115 : 11 militants ont été élus en 1937. Mais nous les défalquons puisque nous ne poursuivons pas l'étude pour le moment au-delà de 1939.

11. Le pourcentage élevé de 70 % d'éliminés parmi les membres du comité central élu en 1926 ne doit pas faire illusion : comme nous ne disposons pas de la liste des membres du comité central élu en 1929, ce pourcentage d'élimination couvre en fait l'espace entre *trois* congrès et non pas deux.

12. Ce pourcentage déjà très bas est encore, en réalité, plus bas : un certain nombre de militants dont les noms figuraient sur la liste de 1936 ne figurent plus sur la liste de 1937, non parce qu'ils ont été réellement élimi-

nés mais parce qu'en raison des accords de 1936 sur le non-cumul des fonctions syndicales et politiques, ils ont renoncé officiellement, en raison de leurs fonctions syndicales, à leurs fonctions politiques. Pur jeu d'écriture, bien entendu.

13. Trois membres dont l'identité n'était pas révélée ont été soustraits du total officiel.

14. J'ai essayé de situer plus largement ces trois « affaires » françaises dans une analyse globale de la stalinisation du phénomène communiste français. Cf. A. Kriegel, « les Débats théoriques et idéologiques dans les P.C. français et italien depuis 1956 », rapport à la Table ronde de l'Association-française de science politique (mai 1968) sur « Les problèmes du communisme dans le monde contemporain » (sous presse).

15. Cf. *infra*.

16. Cf. *supra*, chap. 4.

17. J. Thorez-Vermeersch, *France nouvelle*, 28 sept. 1966.

## 11. LE PROCESSUS DE FORMATION

1. *Cahiers du bolchevisme*, 22 mai 1925, n° spécial. « La Bolchevisation et le problème des cadres. »

2. Cf. en 1952 la campagne pour « l'étude individuelle ».

3. Cf. *Cahiers du bolchevisme*, 1933, n° 22 et 23.

4. *Cahiers du bolchevisme*, 15 fév. 1925, n° 13.

5. Cf. Victor, « Une année d'expérience des écoles régionales », *Cahiers du bolchevisme*, sept. 1930, n° 9. Il est possible que cette signature de Victor cache Victor Bur (Victor Fay), directeur en 1932 de la section d'éducation.

6. P. Bouthonnier, « A propos de la formation des cadres dans le Parti », *Cahiers du bolchevisme*, n° 14-15, 1936. Cf. dans le n° suivant (16-17) l'article sur « l'Organisation des écoles du Parti ».

7. Maurice Thorez, « l'Enseignement du marxisme-léninisme dans les écoles du Parti », *Cahiers du communisme*, nov. 1956, p. 1198-1214.

8. C. Servet, « Un cercle d'études marxistes est créé », *Cahiers du bolchevisme*, n° 11, nov. 1930.

9. E. Façon, « Apprendre pour mieux comprendre et mieux lutter », *Cahiers du bolchevisme*, 1935, p. 1420.

10. *Id.*

11. *L'Université ouvrière* fut fondée en 1932. 7 600 élèves entre 1933 et 1936 entendirent des cours de Cogniot, Politzer, Wallon, Prenant, Friedmann, etc. Après la Libération, l'entreprise a continué sous le titre d'*Université nouvelle*. Dans le même ordre d'idée et à la même époque, les *Cahiers du contre-enseignement prolétarien* furent une intéressante tentative d'opposer à l'enseignement public « bourgeois » un « contre-enseignement » : l'impasse (« science bourgeoise-science prolétarienne ») apparut très vite.

12. Cf. le récit très coloré de « Bobigny » (mi-novembre 1924-fin janvier 1925) que fait Albert Vassart qui en fut élève. Cf. égal. les *Cahiers du bolchevisme*, 1<sup>er</sup> avr. 1927, n° 29.

13. En 1932, la durée des études fut réduite à un an.

14. Sur les écoles du *Komintern*, cf. B. Lazitsch, « Les écoles de cadres du Komintern », *Contributions à l'histoire du Komintern* (éd. J. Freymond), Droz, 1965.

## 12. CENTRES DU POUVOIR ET MÉCANISMES DE DÉCISION

1. Je résume ici en quelques mots des analyses classiques. Elles demanderaient naturellement à être développées. Je me permets de renvoyer pour ce faire à mes *Origines du communisme français*, Paris, Mouton, 1964, t. II, « Le bolchevisme en 1920 et la question du pouvoir », p. 655-701 ainsi qu'à l'étude « Vie et mort de la I<sup>re</sup> Internationale », *le Pain et les Roses*, Paris, P.U.F., 1968.

2. Sur la délégation française au II<sup>e</sup> congrès de l'I.C., cf. « Aux origines... », t. II, p. 620-626.

3. Cf. la chronologie des congrès et des plenums du C.E. de l'I.C. dans A. Kriegel, *les Internationales ouvrières*, Paris, P.U.F., p. 115-116.

4. Mais les *exécutifs élargis* ne peuvent, à la différence des congrès statutaires, renouveler les organes dirigeants de l'Internationale, du moins le comité exécutif lui-même.

5. Cf. LÉON Trotsky, *le Mouvement communiste en France (1919-1939)*. Textes choisis et présentés par Pierre Broué. Paris, éd. de Minuit, 1967, 724 p. (Arguments, n° 31).

6. Cf. André Ferrat. « Contribution à l'histoire du P.C.F. », *Preuves*, fév. 1965, p. 58 et Albert Vassart, *Mémoires* (à paraître).

7. Le *presidium*, est un organisme permanent qui dirige le travail de l'exécutif dans l'intervalle de ses *plenums*.

8. Cf. Albert and Celie Vassart, « The Moscow origin of the French « Popular Front », p. 234-252, in *The Comintern Historical highlights*, ed. by Milorad M. Drachkhovitch and Branko Lazitch, New York, F. A. Praeger, 1966.

9. Pour prendre un exemple entre cent, Paul Nizan, en 1934-35, travailla à Moscou à l'édition française de *la Littérature internationale*, organe de l'Union internationale des écrivains révolutionnaires (U.I.E.R.).

10. Cf. *Aux origines...*, t. II, « La précarité des liaisons Paris-Moscou », p. 555-574.

11. Cf. le témoignage décisif de J. Humbert-Droz, « *l'Œil de Moscou* » à Paris, Paris, Julliard, 1964. « L'alliance de la gauche et du centre » procède de la tactique de « front unique » qu'en 1922 l'Internationale communiste met en avant dans le cadre d'une stratégie de repli et d'attente après l'échec de l'offensive révolutionnaire mondiale dans les années de l'immédiate après-guerre.

12. Ce que j'ai tenté de montrer à propos du Front populaire et de l'épisode que fut la décision communiste de ne pas participer au gouvernement Léon Blum (mai-juin 1936). Cf. « les Communistes français et le Pouvoir » in M. Perrot et A. Kriegel, *le Socialisme et le Pouvoir*, Paris, E.D.I., 1966, p. 111-145.

13. Sur les structures politiques et techniques de l'appareil du Komin-tern, le travail le plus minutieux est sans aucun doute l'ouvrage en préparation de M. Drachkhovitch et B. Lazitch, *l'Internationale communiste sous Lénine*. Je remercie les auteurs d'avoir bien voulu m'autoriser à lire des chapitres de leur manuscrit.

14. Cf. Bibliographie, p. 304.

15. Rappelons pour 1928 le témoignage décisif d'Humbert-Droz : « On était en pleine préparation des élections de 1928... Je priai Boukharine de faire venir la question au Presidium. Une commission très représentative, dont Staline faisait partie, fut nommée : elle siégea dans les locaux du parti communiste russe, où elle tint trois longues séances. J'y défendis, contre Petrovsky, la tactique « classe contre classe », bref une tactique qui visait à contraindre les socialistes à choisir entre le Bloc des gauches petit-bourgeois et le Bloc ouvrier et paysan.

On me donna raison. Mais quand les nouvelles sur les résultats du premier tour de scrutin des élections de 1928 arrivèrent à Moscou, un vent de panique souffla au Kremlin... Pas un élu communiste ! Staline exigea aussitôt un renversement de la tactique en déclarant : « L'Union soviétique ne peut admettre qu'il n'y ait pas de communistes à la Chambre française. »



Dans le grand bureau de Boukharine, au Kremlin, nous eûmes à trois un long et violent débat. Staline voulait qu'on télégraphiât le soir même au parti communiste français lui donnant l'ordre de s'adresser au parti socialiste pour lui proposer de soutenir les candidats communistes dans la région parisienne, tandis que les communistes soutiendraient les socialistes dans le Nord et ailleurs. Je m'opposai véhémentement à ce changement brusque de tactique entre les deux tours et lui démontrai la confusion qui en résulterait pour le Parti... Finalement Staline, de fort mauvaise grâce, me dit : « Vous connaissez les conditions françaises mieux que moi — donc rien dans le télégramme. » C'est la seule et unique fois que j'ai vu Staline abandonner son point de vue. »

(J. Humbert-Droz, l'« *Œil de Moscou* » à Paris, p. 241-42.)

16. Cf. supra, chap. 6.

17. Veljko Vlahovitch, encore étudiant, s'engagea dans les Brigades Internationales, perdit une jambe en Espagne et, après la défaite républicaine, rejoignit Moscou où il était le représentant yougoslave à l'Internationale communiste des jeunes. C'est en sa qualité de secrétaire coopté de l'I.C.J. qu'il assista à la séance du Presidium du Komintern à laquelle fut discutée la dissolution. Veljko Vlahovitch est actuellement le 4<sup>e</sup> personnage dans la hiérarchie du P.C. yougoslave. C'est dans *Kommunist*, organe hebdomadaire de la Ligue des communistes de Yougoslavie, 20 avril 1959, que Veljko Vlahovitch fit le récit dont on trouvera la traduction française dans *Est-Ouest*, n° 216, 16-31 mai 1959, p. 7-8.

18. *La dissolution du Komintern*. N. P. éd. des Cahiers du monde nouveau, 1943, 32 p. (faits et documents).

19. Enrique Castro Delgado, d'origine ouvrière, entre dans le P.C. espagnol en 1925. En 1936, membre du comité central de son Parti, il dirige l'organe central, *Mundo Obrero*. Replié en France en 1939, il se rend à Moscou comme représentant du P.C. espagnol auprès du C.E. du Komintern. Éliminé du comité central espagnol en 1944, il réussit à quitter la Russie soviétique en 1945 et s'installe au Mexique. Son livre, *J'ai perdu la foi à Moscou*, paraît en France chez Gallimard en 1950.

20. Cf. Léonhard, *Child of the revolution*, p. 223.

21. J. Hernandez, *la Grande Trahison*, Fasquelle, 1953, p. 249. Hernandez, né à Murcie en 1907 d'une famille de paysans très pauvres, fut ministre de l'Instruction publique dans le gouvernement de Largo Caballero. Réfugié en U.R.S.S. après la chute de la République espagnole, il fit partie de l'exécutif du Komintern. Envoyé en mission au Mexique par Dimitrov pour y réorganiser le P.C. espagnol, il révéla

à ses concitoyens les conditions d'existence des révolutionnaires espagnols émigrés en U.R.S.S.

22. Cf. A. Kriegel et G. Haupt, « les Groupes communistes étrangers en Russie et la révolution mondiale (1917-1919) ». *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1963, p. 289-300.

23. Cf. Eugenio Réale, *Avec Jacques Duclos au banc des accusés à la réunion constitutive du Komintern à Szklarska Poreba*. Paris, Plon, 1958.

24. Cf. François Fejto, *The french communist party and the crisis of International communism*. The M.I.T. Press, 1967. Cf. égal. A. Kriegel, les Débats théoriques et politiques dans les partis communistes français et italien depuis 1956. (Table ronde de sciences politiques, 1968.)

25. Cf. supra, chap. 10.

26. Cf. supra, chap. 6.

### 13. SECRETS ET SECRET DE PARTI

1. Cf. supra, chap. 5.

2. Je m'excuse de cette allusion, peut-être obscure pour le lecteur, à une vieille histoire dont je ne suis pas parvenue à trouver un bon équivalent dans notre folklore. C'est une histoire qui se déroule en Pologne : un vieux Juif est sur le point d'être lapidé parce qu'il ne s'est pas agenouillé au passage de la Croix. Or s'il n'a pas donné cette marque de respect, ce n'est pas par bravade, c'est parce que la Croix de la procession a été faite avec le bois d'un poirier qu'il a toujours connu et qu'il ne peut y voir... qu'un poirier. « C'est tout de même un poirier » : formule ironique pour désigner qui veut se faire prendre pour autre chose qu'il n'est.

3. Cf. supra, chap. 8. On pourrait évoquer des affaires plus récentes comme celles de « l'or espagnol » ou du « trésor de Villebon-sur-Yvette » en 1947.

4. Cf. supra chap. 12.

5. Cf. supra chap. 10.

6. La matérialité de la démarche n'a été enfin reconnue que dans la récente histoire officielle : *le Parti communiste français dans la Résistance*, p. 73.

7. Auguste Lecœur, *le Parti communiste français et la Résistance*, p. 95.

8. Cf. supra. Note d'orientation bibliographique.

9. Auguste Lecœur, *le Partisan*, p. 259.

10. Cf. A. Kriegel, « Léon Blum vu par les communistes », *le Pain et les Roses*, Paris, P.U.F., 1968. Cf. le texte intégral de la lettre du 19 décembre 1940 de François Billoux dans *Histoire du P.C.F.*, II, éd. Unir, p. 42-47 et l'article que François Billoux écrivit pour s'expliquer dans *l'Humanité* du 18 mai 1951. On observera qu'il n'est toujours pas question de cet épisode dans le très récent ouvrage officiel, *le Parti communiste français dans la Résistance*.

11. A. Lecœur, *le P.C.F. et la Résistance*, p. 121.

# Annexes

## L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DES SUFFRAGES OBTENUS PAR LES CANDIDATS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1924 à 1968

	Inscrits	Suffrages exprimés	P.C.F.	% Inscrits	% Suff. exp.
<i>III<sup>e</sup> Républ que</i>					
1924 (11 mai)	11 070 360	9 191 809	875 812	7,09	9,5
1928 (22-29 avr.)	11 395 760	9 351 479	1 063 943	9,3	11,3
	Scrutin de liste avec RP atténuée				
	Scrutin uninominal majoritaire à deux tours				
1932 (1-8 mai)	11 561 391	9 445 903	794 883	6,8	8,4
1936 (26 avril-3 mai)	11 768 491	9 687 519	1 487 336	12,7	15,3
<i>IV République</i>					
1945 (21 oct.)	24 622 862	19 189 799	5 005 336	20,3	26,0
	Scrutin de liste avec RP				
1946 (2 juin)	24 696 949	19 880 741	5 199 111	21,0	26,1
1946 (10 nov.)	25 052 233	19 203 070	5 489 288	21,9	28,6
1951 (17 juin)	24 530 523	19 129 547	4 910 547	20,0	25,6
1956 (2 janvier)	26 772 255	21 490 886	5 532 631	20,6	25,7
<i>V<sup>e</sup> République</i>					
1958 (23-30 nov.)	27 244 729	20 492 371	3 882 204	14,2	18,9
	Scrut. uninom. à deux tours				
1962 (18-25 nov.)	27 535 019	18 329 986	3 992 431	14,4	21,7
1967 (5-12 mars)	28 300 936	22 389 514	5 039 032	17,7	22,5
1968 (23-30 juin)	28 171 635	22 138 657	4 435 357	15,7	20,03



Le tableau ci-contre est emprunté à *Est et Ouest*, 1<sup>er</sup>-31 juillet 1968, n° 408. Il a été dressé, pour les élections législatives d'entre les deux guerres (1924, 1928, 1932, 1936) à l'aide des données que fournissent les ouvrages de Georges Lachapelle, *Élections législatives de...*, édités par *le Temps*.

Pour les élections législatives de l'après-guerre, les sources utilisées sont : Raoul Husson, *Élections et referendums* (21 oct. 1945, 5 mai et 2 juin 1946), édité par *le Monde*.

*Élections et referendums* (13 oct., 10 et 24 nov., 8 déc. 1946), édité par *le Monde*.

*L'Année politique*, P.U.F. (depuis 1945).

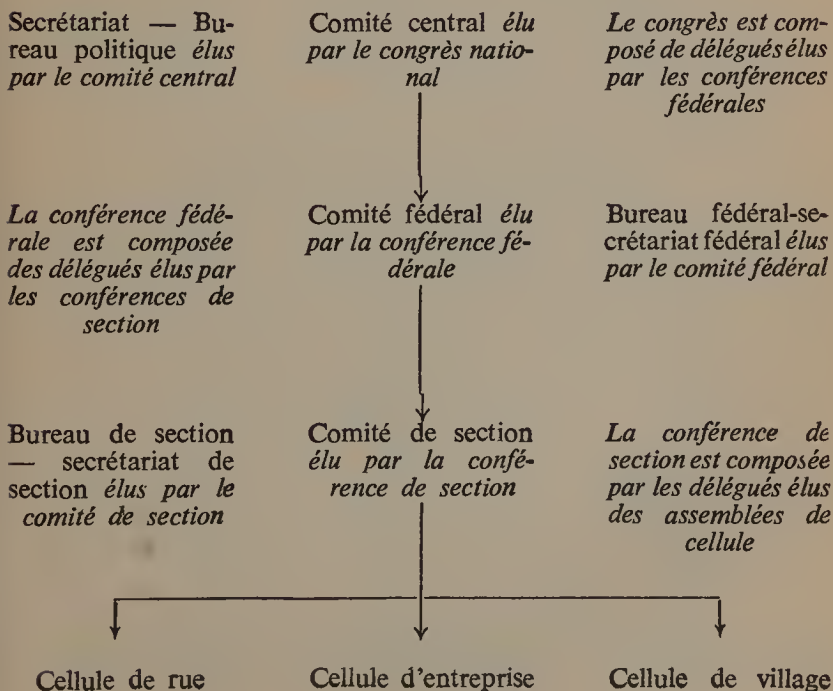
*La Documentation française* (élections de 1951, 1956, 1958, 1962).

Association française de science politique, *le Referendum de septembre et les élections de novembre 1958* (avec un tableau de l'évolution des suffrages communistes de 1924 à 1958).

Cahiers du communisme, *les Élections législatives de mars 1967*, supplément de janv. 1968.

Communiqués du ministère de l'Intérieur, *le Monde*.

### L'ORGANIGRAMME DU P.C.F. DEPUIS LA LIBÉRATION



# **L'ÉVOLUTION INDICIAIRE DES SUFFRAGES COMMUNISTES** (Base : 100 en 1945)

*Indice de l'évolution des suffrages communistes (en milliers)*

	Total des voix		% des inscrits		% des suffr. expr.	
1924	876		7,0	39,4	9,5	36,5
1928	1 064		9,3	45,8	11,3	43,4
1932	795		6,8	33,4	8,4	32,3
1936	1 487		12,7	62,5	15,3	58,8
1945	5 005	100	20,3	100	26,0	100
1946 <sup>1</sup>	5 199	103,8	21,0	103,4	26,1	100,3
1946 <sup>2</sup>	5 489	109,6	21,9	107,8	28,6	110,0
1951	4 910	98,0	20,0	98,5	25,6	98,4
1956	5 532	110,5	20,6	101,4	25,7	98,8
1958	3 882	77,3	14,2	69,9	18,9	72,6
1962	3 992	79,7	14,4	70,9	21,7	83,8
1967	5 039	100,6	17,7	87,1	22,5	86,5
1968	4 435	88,6	15,7	77,3	20,0	76,9

## **L'ÉVOLUTION DU NOMBRE DES SIÈGES**

<i>Année</i>	<i>Sièges à pourvoir</i>	<i>Communistes</i>
1924	568	26
1928	593	14
1932	605	12
1936	608	72
1945	573	152
1946 (juin)	586	176
1946 (nov.)	621	169 + 5
1951	627	99 + 4
1956	596	144 + 6
1958	465	10
1962	482	41
1967	486	73
1968	487	33 + 1

## LES CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Congrès de scission	Tours	25-30 décembre 1920
I <sup>er</sup> congrès	Marseille	25-30 décembre 1921
II <sup>e</sup> —	Paris	15-19 octobre 1922
III <sup>e</sup> —	Lyon	20-24 janvier 1924
IV <sup>e</sup> —	Clichy	17-23 janvier 1925
V <sup>e</sup> —	Lille	20-26 juin 1926
VI <sup>e</sup> —	Saint-Denis	31 mars-7 avril 1929
VII <sup>e</sup> —	Paris	11-19 mars 1932
VIII <sup>e</sup> —	Villeurbanne	22-25 janvier 1936
IX <sup>e</sup> —	Arles	25-29 décembre 1937
X <sup>e</sup> —	Paris	26-30 juin 1945
XI <sup>e</sup> —	Strasbourg	25-28 juin 1947
XII <sup>e</sup> —	Gennevilliers	2-6 avril 1950
XIII <sup>e</sup> —	Ivry	3-7 juin 1954
XIV <sup>e</sup> —	Le Havre	18-21 juillet 1956
XV <sup>e</sup> —	Ivry	24-28 juin 1959
XVI <sup>e</sup> —	Saint-Denis	11-14 mai 1961
XVII <sup>e</sup> —	Paris	14-17 mai 1964
XVIII <sup>e</sup> —	Levallois	4-8 janvier 1967

## NOTE SUR LES EFFECTIFS COMMUNISTES EN 1967-1968

Il ne paraît pas aventureux de situer les effectifs communistes réels dans une fourchette comprise entre 275 000 et 300 000 adhérents.

On sait en effet que Jeannette Thorez-Vermeersch avait indiqué dans *l'Humanité* du 28 novembre 1961 qu'en 1959, 49 490 femmes étaient membres du P.C.F. Or Marcel Servin avait déclaré au XV<sup>e</sup> congrès (juin 1959) que les femmes représentaient 21,9 % des effectifs du Parti. Il en résultait que, cette année-là, le nombre des adhérents était donc de :

$$\frac{49\,490 \times 100}{21,9} = 225\,985 \text{ adhérents.}$$

On sait d'autre part que de 1961 à 1967, les effectifs du Parti se sont accrues de 50 000 unités, ce qui a dû les porter pour 1967 à 275 000 adhérents.

Ce chiffre se trouve remarquablement confirmé par un autre type de calcul. Nous avons pu en effet établir le chiffre, en valeur absolue, des effectifs, au 15 septembre 1967, dans les fédérations du Nord, du Rhône, de la Seine-Maritime, des Alpes-Maritimes et de l'Hérault.

	<i>Adhésions en valeur absolue</i> <sup>1</sup>	<i>Adhésions en pourcentage par rapport aux effectifs</i> <sup>2</sup>	<i>Effectifs</i>
Nord	2 720	21,9	12 447
Rhône	1 005	17,7	5 677
Seine-Mar.	766	25,4	3 015
Alpes-Mar.	637	13,7	4 649
Hérault	637	18,5	3 443

Or, si l'on compare les effectifs de ces fédérations avec ceux qu'elles déclaraient en 1946 et en supposant que le rapport entre leur nombre d'adhérents et le nombre total des adhérents du Parti est resté stable, on aboutit aux estimations suivantes <sup>3</sup> :

Nord	$\frac{12\,447 \times 819\,155}{36\,616}$	= 278 458
Rhône	$\frac{5\,677 \times 819\,155}{18\,243}$	= 254 911
Seine-Mar.	$\frac{3\,015 \times 819\,155}{8\,507}$	= 290 320
Alpes-Mar.	$\frac{4\,649 \times 819\,155}{14\,134}$	= 269 369
Hérault	$\frac{3\,443 \times 819\,155}{10\,064}$	= 280 241

On admettra que les résultats sont trop concordants pour être non-signifiants.

1. G. Marchais, *Humanité*, 21 juillet 1967.

2. *La Vie du Parti*, octobre 1967, n° 7.

3. Cf. le tableau par fédération des adhérents en 1946 dans le rapport d'activité du comité central présenté au XI<sup>e</sup> congrès du Parti.



**MOUVEMENT DES ADHÉSIONS RECUEILLIES  
AU COURS DE CHAQUE EXERCICE ANNUEL DEPUIS 1955**

1955 :	10 859	( <sup>1</sup> )
56 :	52 000	( <sup>2</sup> )
59 :	24 900	( <sup>2</sup> )
60 :	23 611	( <sup>3</sup> )
61 :	23 000	( <sup>2</sup> )
62 :	48 100	( <sup>2</sup> )
63 :	41 263	( <sup>4</sup> )
64 :	38 200	( <sup>5</sup> )
65 :	39 100	( <sup>5</sup> )
66 :	33 000	( <sup>6</sup> )
67 :	42 000	( <sup>7</sup> )
68 :	51 000	( <sup>8</sup> )

1. M. Servin, XIV<sup>e</sup> congrès, p. 208.

2. G. Marchais (Conférence nationale du P.C.F., Gennevilliers, 2-3 fév. 1963. Suppl. aux *Cahiers du communisme*, n° 1-2, janv.-fév. 1963, p. 69) parle de 42 000 seulement. Mais Marcel Servin au XIV<sup>e</sup> congrès du Parti en juillet 1956 (*Cahiers du communisme*, n° spécial, p. 208) avait parlé de 45 895 adhésions nouvelles recensées et ajouté que « leur chiffre réel doit approcher des 50 000 ». Et Ducoloné, dans les *Cahiers du communisme*, n° 12, déc. 1956, p. 1 432, parle de 52 000. Il est probable que Marchais a donc diminué volontairement des succès qui étaient le fait de son prédécesseur à l'organisation.

3. G. Marchais, rapport au XVI<sup>e</sup> congrès du P.C.F., mai 1961, *Cahiers du communisme*, n° spécial, n° 6, juin 1961, p. 217.

4. 1961-1964. Du XVI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. *Trois années de lutte*, rapport d'activité du comité central.

5. G. Marchais, rapport devant les secrétaires à l'organisation, 7 janvier 1966, *Humanité*, 11 janvier 1966.

6. G. Marchais, *Humanité*, 29 octobre 1966.

7. G. Marchais, rapport au comité central, *Humanité*, 19 octobre 1967. 43 000 d'après W. Rochet, 10 janvier 1968.

8. G. Marchais, *Humanité*, 7 août 1968.

# MOUVEMENT DES GAINS NETS D'EFFECTIFS DEPUIS 1961

1961	:	stabilisation (1)	} + 30 000	} + 40 000
62	:	+ 18 000 (2)		
63	:	+ 12 000 (3)		
64	:	+ 1 500 (4)		
65	:	+ 8 000 (5)		
66	:	+ 1 500 (4)		
67	:	+ 9 500 (6)	+ 11 000	

Total :

de 1961 à 1967: + 50 000 (7)

1. G. Marchais, rapport devant les secrétaires d'organisation, *Humanité*, 11 janv. 1966 : « Dès 1961, la remontée commençait à s'amorcer. » A vrai dire, cette affirmation paraît douteuse, compte tenu du chiffre très bas des adhésions recueillies cette année-là (23 000). Mais c'est en 1961 que Marchais devint secrétaire à l'organisation en remplacement de Marcel Servin. Il peut donc avoir été tenté de faire exactement coïncider le renversement de la conjoncture en matière d'effectifs et sa propre élévation. Quoi qu'il en soit, le renversement était chose accomplie en 1962.

2. 1961-1964. Du XVI<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> congrès du P.C.F. *Trois années de lutte*. Rapport d'activité du comité central, p. 196.

3. *Id.* Waldeck Rochet, dans son rapport au XVII<sup>e</sup> congrès du P.C.F., p. 91, annonce que le Parti compte désormais (mai 1964) 30 000 adhérents de plus qu'au XVI<sup>e</sup> congrès (mai 1961). Ces 30 000 adhérents de plus, nous les retrouvons bien dans notre tableau à raison de 18 000 pour 1962 et de 12 000 pour 1963. Ainsi, les 30 000 adhérents perdus de 1958 à 1961 sont récupérés de 1961 à 1963 : les effectifs du Parti sont donc en 1963 identiques à ce qu'ils étaient en 1958.

4. Georges Marchais, dans *l'Humanité* du 5 septembre 1966, écrit : « Nous comptons aujourd'hui près de 40 000 communistes de plus qu'à la fin de 1961. » Il en résulte que, pour les années 1964, 1965 et 1966, le Parti n'a dû gagner au total que 10 000 adhérents. Or, sur ces 10 000 adhérents nouveaux, l'année 1965 en prend déjà 8 000 (cf. note 5). Par ailleurs, au XVIII<sup>e</sup> congrès du P.C.F., en janv. 1967, Georges Marchais déclare que « le Parti compte 11 000 adhérents de plus qu'au XVII<sup>e</sup> congrès » en mai 1964. On peut donc en déduire que les gains nets en 1964 et 1966 ont été très faibles, de l'ordre des 1 500.

5. G. Marchais, *Humanité*, 11 janv. 1966.

6. Dans son rapport au comité central, *Humanité*, 19 oct. 1967, G. Marchais indique d'un côté que « dès maintenant 80 fédérations ont près de 10 000 adhérents de plus que l'an dernier » et de l'autre que « 16 fédérations se retrouvent en cette fin d'année avec en tout 500 adhérents de moins ». D'où le chiffre de 9 500. A noter néanmoins que Waldeck Rochet, *France Nouvelle*, 10-1-68, donne le chiffre un peu plus élevé d'un gain net de 12 000 adhérents.

7. Signalons ici une difficulté. Au XVIII<sup>e</sup> congrès du Parti, en janvier 1967,

LE BUREAU POLITIQUE <sup>1</sup>

*Juin 1926* (V<sup>e</sup> congrès) : Sébard; Crémet; Cachin; Thorez; Doriot; Bernard; Monmousseau; Midol; Renaud-Jean; Sellier; Dudillieux; Racamond.

*Avril 1929* (VI<sup>e</sup> congrès) : Sébard; Cachin; Thorez; Doriot; Monmousseau; Racamond; Barbé; Ferrat; Billoux; Lozeray; Celor <sup>2</sup>.

*Juin 1930* : Barbé; Sébard; Frachon; Cachin; Doriot; Monmousseau; Thorez <sup>3</sup>.

*Mars 1932* (VII<sup>e</sup> congrès) : Cachin; Doriot; Duclos; Ferrat; Frachon; Gitton; Marty; Midol; Monmousseau; Sébard; Thorez.

*Septembre 1932* : *Les précédents* + 4 suppléants : Vassart, Tillon, Martel, Arrachart <sup>3</sup>.

*Janvier 1936* (VIII<sup>e</sup> congrès) : Thorez; Duclos; Gitton; Cachin; Marty; Frachon; Sébard; Midol; Monmousseau. *Suppléants* : Ramette; Billoux.

*Décembre 1937* (IX<sup>e</sup> congrès) : Cachin; Thorez; Duclos; Gitton; Marty; Monmousseau; Sébard; Ramette; Billoux.

Waldeck Rochet et G. Marchais concluent l'un et l'autre que les effectifs du Parti ont progressé de 50 000 unités par rapport à 1961. Cette affirmation ne cadre pas avec les deux autres affirmations relevées en note 4 (40 000 communistes de plus de 1961 à 1966) et 11 000 adhérents de plus en janv. 1967 qu'en mai 1964. L'explication est sans doute la suivante : les adhésions faites en décembre 1966 qui, normalement, auraient dû compter pour la campagne 1967 puisqu'elles étaient faites dans le cadre de la « reprise des cartes 1967 » furent intégrées au bilan présenté devant le XVIII<sup>e</sup> congrès en janvier 1967. Dans ces conditions, le bilan réel, une fois passée la conjoncture particulière du XVIII<sup>e</sup> congrès, est bien celui que nous présentons : 40 000 fin 1966, 50 000 fin 1967.

1. La composition du bureau politique est rendue publique, à l'issue de chaque congrès, dans les comptes rendus officiels (cf. *Bibliographie*). Sur les mécanismes de sélection et le rôle du bureau politique, cf. chap. 10.

2. Les décisions du congrès d'avril 1929 furent, par exception, gardées secrètes. La composition du bureau politique ici précisée n'est donc pas une liste officielle. Elle est extraite des *Mémoires* d'Albert Vassart.

3. Précisions apportées également par Vassart.

Janvier 1945 <sup>4</sup>, sont confirmés : Thorez; Duclos; Marty; Frachon; Cachin; Monmousseau; Billoux; Ramette; Sont élus : Tillon; Guyot; Mauvais; Dupuy; Fajon; Rochet.

Juillet 1945 (X<sup>e</sup> congrès). *Titulaires* : Thorez; Duclos; Marty; Cachin; Billoux; Ramette; Tillon; Guyot. *Suppléants* : Mauvais; Dupuy; Fajon; Rochet.

Juin 1947 (XI<sup>e</sup> congrès). *Titulaires* : Thorez; Duclos; Marty; Cachin; Billoux; Ramette; Tillon; Guyot; Fajon. *Suppléants* : Mauvais; Waldeck Rochet; Casanova; Michaut.

Avril 1950 (XII<sup>e</sup> congrès). *Titulaires* : Thorez; Duclos; Marty; Cachin; Billoux; Tillon; Guyot; Fajon; Mauvais; Waldeck Rochet. *Suppléants* : Casanova; Michaut; Lecœur; Jeannette Vermeersch.

Juin 1954 (XIII<sup>e</sup> congrès). *Titulaires* : Thorez; Duclos; Cachin; Billoux; Fajon; Guyot; Mauvais; Waldeck Rochet; Casanova; Vermeersch. *Suppléants* : Feix; Frischmann; Servin.

Juillet 1956 (XIV<sup>e</sup> congrès). *Titulaires* : Thorez; Billoux; Cachin; Casanova; Duclos; Fajon; Feix; Frachon; Frischmann; Guyot; Mauvais; Waldeck Rochet; Servin; J. Vermeersch. *Suppléants* : Ansart; Garaudy; Seguy.

Juin 1959 (XV<sup>e</sup> congrès). *Titulaires* : Thorez; Billoux; Casanova; Duclos; Fajon; Feix; Frachon; Frischmann; Guyot; Mauvais; Waldeck Rochet; Servin; J. Vermeersch. *Suppléants* : Ansart; Garaudy; Seguy; Marchais.

Juin 1961 (XVI<sup>e</sup> congrès). *Titulaires* : Thorez; Billoux; Duclos; Fajon; Feix; Frachon; Frischmann; Garaudy; Guyot; Marchais; Mauvais; Waldeck Rochet; J. Vermeersch. *Suppléants* : Ansart; Seguy; Laurent.

Mai 1964 (XVII<sup>e</sup> congrès). *Titulaires* : Thorez; Rochet; Ansart; Billoux; Duclos; Fajon; Frachon; Frischmann; Garaudy; Guyot; Laurent; Marchais; Seguy; J. Vermeersch. *Suppléants* : Leroy; Krasucki; Piquet; Plissonnier.

Janvier 1967 (XVIII<sup>e</sup> congrès). *Titulaires* : Ansart; Billoux; Duclos; Fajon; Frachon; Frischmann; Garaudy; Guyot; Krasucki; Laurent; Leroy; Marchais; Piquet; Plissonnier; Waldeck Rochet; Seguy; J. Thorez-Vermeersch. *Suppléants* : Besse; Vieuguet.

4. La réorganisation de janvier 1945 est explicitée dans le rapport de Maurice Thorez au X<sup>e</sup> congrès en juillet 1945.

## MINISTRES COMMUNISTES

*Gouvernement de Gaulle* (5-8 septembre 1944) :

François Billoux, ministre des Territoires occupés,  
Fernand Grenier, ministre de l'Air.

*Gouvernement de Gaulle* (9 septembre 1944-6 novembre 1945) :

Charles Tillon, ministre de l'Air,  
François Billoux, ministre de la Santé publique.

*Gouvernement de Gaulle* (21 novembre 1945-20 janvier 1946) :

Maurice Thorez, ministre d'État,  
Charles Tillon, ministre des Armements,  
François Billoux, ministre de l'Économie nationale,  
Marcel Paul, ministre de la Production industrielle,  
Ambroise Croizat, ministre du Travail.

*Gouvernement Gouin* (23 janvier-12 juin 1946) :

Maurice Thorez, vice-président du Conseil,  
Charles Tillon, ministre de l'Armement,  
Marcel Paul, ministre de la Production industrielle,  
Ambroise Croizat, ministre du Travail et de la Sécurité sociale,  
François Billoux, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme,  
Laurent Casanova, ministre des Anciens Combattants et victimes de la guerre,  
Marius Patinaud, sous-secrétaire d'État au Travail,  
Auguste Lecœur, sous-secrétaire d'État à la Production industrielle.

*Gouvernement Bidault* (23 juin-22 novembre 1946) :

Maurice Thorez, vice-président du Conseil,  
Charles Tillon, ministre de l'Armement,  
Marcel Paul, ministre de la Production industrielle,  
Ambroise Croizat, ministre du Travail,  
René Arthaud, ministre de la Santé publique,  
François Billoux, ministre de la Reconstruction,  
Laurent Casanova, ministre des Anciens combattants, victimes de la guerre et déportés,  
Auguste Lecœur, sous-secrétaire d'État à la Production industrielle,  
Marius Patinaud, sous-secrétaire d'État au Travail,  
Georges Gosnat, sous-secrétaire à l'Armement.

*Gouvernement Ramadier* (22 janvier-19 novembre 1947)<sup>1</sup> :

Maurice Thorez, ministre d'État, vice-président du Conseil,  
François Billoux, ministre de la Défense nationale,  
Charles Tillon, ministre de la Reconstruction,  
Ambroise Croizat, ministre du Travail et de la Sécurité sociale,  
Georges Marrane, ministre de la Santé publique et de la population.



## L'HISTORIOGRAPHIE DU COMMUNISME FRANÇAIS PREMIER BILAN ET ORIENTATION DE RECHERCHES

Il ne nous a pas paru heureux de présenter une bibliographie : exhaustive, elle aurait écrasé de sa masse le reste de l'ouvrage <sup>1</sup>; sélective, elle devient d'une utilité médiocre. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de retenir plutôt la formule d'une note d'orientation faisant le point sur les sources, les travaux et ouvrages publiés, enfin sur les méthodes et les directions de recherche qui pourraient conduire à un approfondissement de nos connaissances en la matière.

### SOURCES ET ARCHIVES

Le caractère des sources à partir desquelles travaille l'historien dépend à l'évidence de la problématique à laquelle il se réfère. Il faut disposer d'une *hypothèse* sur la nature du phénomène communiste si l'on veut « découvrir » des sources qui ne se trouvent pas naturellement rassemblées : on ne saurait, en tous cas, se contenter des catégories traditionnelles d'archives. Si l'on tient, par exemple, le phénomène communiste comme étant caractérisé *et* par le fait qu'il se conçoit lui-même dans une perspective mondiale <sup>2</sup> *et* par le fait qu'il constitue un véritable microcosme, voilà qui conduit à ne pas limiter l'information soit au cadre strictement français, soit au cadre étroitement politique : le communisme français ne se réduit pas à la contribution qu'il apporte, entre d'autres partis politiques, à la vie parlementaire nationale.

1. Le lecteur peut d'ailleurs se reporter à l'*État des travaux sur le communisme français*, établi par Nicole Racine à l'occasion du colloque organisé par la Fondation nationale des sciences politiques, les 1<sup>er</sup> et 2 mars 1968 sur le thème : « Le communisme en France et en Italie. »

2. Cette perspective mondiale, le lecteur peut en acquérir une première vue en consultant les guides bibliographiques dus à des chercheurs anglosaxons et consacrés au communisme :

Walter Kolarz, *Books on communism*, a bibliography, London, Ampersand LTD, 1963 (2<sup>e</sup> éd.).

Thomas T. Hammond, *Soviet foreign relations and world communism*, a selected, annotated bibliography of 7 000 books in 30 languages, Princeton U.P., 1965.

Witold S. Sworakowski, *The communist International and its front organizations*, a research guide and checklist of holdings in American and European libraries, the Hoover Institution, Stanford. 1965.

Mais qu'il faille pousser l'enquête dans de multiples directions n'est pas seulement exigé par la nature complexe du phénomène en question c'est aussi une manière de *compenser* les difficultés auxquelles on se heurte avec les catégories de sources qui devraient fournir le noyau central de notre information.

Sans doute, la masse de l'imprimé est-elle déjà si considérable qu'on ne saurait tenir l'inédit que pour un complément, une chance supplémentaire de trancher correctement les ambiguïtés, les prudenances et les équivoques inhérentes aux textes qui ont été rédigés avec l'idée qu'ils seraient immédiatement rendus publics <sup>1</sup>.

Sans doute également, la part du « secret » dans l'histoire du mouvement communiste est-elle plus large que dans beaucoup d'autres secteurs de l'histoire contemporaine <sup>2</sup>.

Cependant l'historien, quelque persuadé qu'il soit de la richesse informative de l'imprimé, quelque conscient qu'il soit de l'impossibilité de percer tous les « secrets de Parti », ne saurait, pour sa part, jamais renoncer à découvrir de l'inédit, ne serait-ce que pour procéder à la plus délicate des vérifications : celle des proportions à assigner aux différents éléments d'une politique dont l'exposé public s'enjolive souvent de fausses fenêtres et de pétitions de principe. Mais aussi — pourquoi pas ? — pour y trouver des *révélations* : non au sens scandaleux qu'on donne à ce terme dans la presse à sensation ou chez les spécialistes de la « petite histoire », mais au sens exact où telle donnée de fait, définitivement établie, permet à son tour de trancher définitivement entre les différentes hypothèses que l'événement pouvait avoir suggérées.

Or, trois catégories de sources manuscrites devraient, pour une première approche, fournir l'essentiel : les archives de l'Internationale communiste dont le P.C. français ne fut jusqu'en 1943 qu'une section, les archives du P.C.F. lui-même, celles enfin de l'État français.

Des premières, on ne sait toujours rien ou très peu de chose : sans doute est-il arrivé que des historiens soviétiques mentionnent, en usant d'ailleurs d'un système de références assez vague, telle liasse ou tel document extrait de cartons qui peuvent avoir appartenu aux archives du *Komintern* <sup>3</sup>. Mais, malgré les espoirs en ce sens qu'avait éveillés le XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S., aucun inventaire systématique n'a été dressé ou, au moins, mis à la disposition du chercheur, russe ou étran-

1. Cf. par exemple, l'état des sources imprimées qui permettent d'estimer l'évolution des effectifs du Parti in A. Kriegel, *Le P.C.F. sous la III<sup>e</sup> République (1920-1939). Évolution de ses effectifs*, Revue française de science politique, vol. XVI, n° 1, fév. 1966, p. 5-35.

2. Cf. supra, chap. 13. « Secrets et secret de parti. »

3. Cf. par exemple A. Manoussevitch, M. Birmane, A. Klevanski, J. Khrenov, *Les internationalistes, travailleurs des pays étrangers engagés dans la lutte pour le pouvoir des soviets*, Naouka, Moscou, 1967, 615 p. (en russe).

ger. On avait également cru qu'après que les partis de certains pays de démocratie populaire (et le P.C. italien lui-même?) avaient obtenu communication de dossiers qui, les concernant, étaient conservés à Moscou, il était concevable que le P.C. français obtienne, à son tour, sinon le rapatriement, du moins la photocopie des documents qui, dans les papiers du *Komintern*, traitent de la section française. Si c'est le cas, ce dont on n'a pas eu confirmation, cette première catégorie d'archives ramènerait à la seconde.

La seconde catégorie est, en effet, celle des archives que le Parti français détient à son propre sujet. Si nous considérons la seule période 1920-1939, trois problèmes se posent à leur propos. Le premier : quelle est la nature des pertes dues à la guerre? On sait que les persécutions des années 1939-1944 ont conduit les organisations et les militants à détruire préventivement beaucoup des papiers qu'ils possédaient, qu'elle ont abouti aussi à la saisie par la police française ou la Gestapo de beaucoup d'autres. Mais on n'a jamais su exactement quelle était la consistance de ce qui avait été respectivement détruit avant saisie, sauvegardé malgré les saisies, saisi et définitivement perdu, saisi mais récupéré après guerre, saisi enfin et — pourquoi pas? — encore récupérable, puisque le dépouillement des archives de la Gestapo n'est achevé ni en Allemagne de l'Ouest ni en Allemagne de l'Est et qu'on retrouve encore de temps à autre, dans le réduit silésien ou tchèque, des caisses abandonnées par les armées hitlériennes en déroute.

Second problème : la distinction entre archives de fonction et archives personnelles étant, comme il est naturel pour une organisation dont les membres sont des volontaires, beaucoup moins définie que dans les services de l'État, dans quelle mesure est-il possible de pallier l'inexistence ou la disparition des archives centrales et officielles par la découverte et le rassemblement d'archives personnelles dispersées? Dans un Parti qui a compté ses cadres par dizaines de milliers, ses membres par centaines de milliers, il est évidemment possible non seulement de reconstituer dans leur intégralité les séries et les collections imprimées (périodiques, tracts et feuilles volantes, brochures et « littérature » de propagande, comptes rendus de conférences et congrès), mais de rassembler des archives manuscrites : ce qui est fait actuellement, par l'Institut Maurice-Thorez, pour enrichir son fonds en est un témoignage; il serait d'ailleurs intéressant que soit publié au moins un inventaire des pièces ainsi recueillies<sup>1</sup>. Encore conviendrait-il, pour ne pas se livrer à une quête trop marginale, plus pittoresque que substantielle, et partant décevante, de bien saisir quels sont les centres de décision dont les archives seraient précieuses : dès lors qu'on tient les bureaux de cellule (pour autant qu'il en existe, en fait les cellules), de sections,

1. Cf. David Diamant, « Le centre de documentation de l'Institut Maurice-Thorez », *Cahiers de l'Institut Maurice-Thorez*, 5, p. 122.

de fédérations, enfin le bureau politique pour les organes vitaux de l'appareil du Parti à ses différents niveaux <sup>1</sup>, ce sont les procès-verbaux des réunions de ces bureaux qui seraient significatifs <sup>2</sup>. Mais, à ce point, intervient un troisième problème : le parti communiste français, comme tout organisme privé, est le légitime propriétaire de ses archives. Cela signifie qu'il peut décider en pleine liberté de l'usage qu'il souhaite en faire.

Il lui est au demeurant loisible, pour en refuser l'accès, de se réclamer de l'exemple que donne le pouvoir d'État : contrairement à ce qui se passe dans les pays anglo-saxons où le libéralisme est très poussé en la matière, nos archives d'État dont on sait qu'elles sont d'une exceptionnelle richesse en fait d'histoire communiste (du moins pour la période 1920-1935) puisque l'inventaire des archives de la Sûreté générale pour cette période est d'ores et déjà dressé tombent encore sous le coup de la règle dite des 50 ans <sup>3</sup>.

Le goût du secret (d'État ou de Parti) cher aux pays latins, la défiance traditionnelle du mouvement ouvrier à l'égard des écrits dont la police s'est souvent servie aux dépens de leurs auteurs, enfin la thèse bolchevique de la nécessité d'un secteur clandestin qui fût, dans l'appareil communiste, soustrait à la légalité bourgeoise même dans les pays où le parti communiste jouissait d'une existence légale, tout cela a contribué à renforcer les interdits psychologiques qui avaient permis d'assimiler, au temps de Staline, l'activité de l'historien et celle de l'espion : comportement bizarre à l'heure où le maître du Kremlin tenait à rappeler personnellement que le marxisme était un matérialisme *historique*.

Mais, aussi contraires aux intérêts de la science historique que soient les traditions, les préjugés et les précédents en matière d'archives ouvrières et communistes, il faut, en revanche, mettre l'accent sur le fait plus actuel que « l'archive appelant l'archive », certains tabous se trouvent aujourd'hui brisés : les archives d'ores et déjà à la disposition des historiens sont d'un tel intérêt et d'une telle consistance qu'il n'y a que désavantage à persister d'ensevelir ce qui n'est pas encore révélé.

Car, depuis moins de dix ans, bien des dépôts d'archives, spécialisés ou non, privés et publics, se sont ouverts. Outre les archives publiques allemandes, dont on sait déjà quelle inestimable source elles constituent pour toute l'histoire contemporaine et par conséquent pour l'histoire du communisme dans son incarnation soviétique comme dans ses dimen-

1. Cf. supra, chap. 12, « Les centres du pouvoir ».

2. Les formules de ces procès-verbaux ont varié : parfois comptes rendus quasi sténographiques, souvent comptes rendus analytiques, le plus souvent enfin simples catalogues des décisions prises. Ce type de document a toujours été, du moins aux instances les plus élevées, établi, contresigné et conservé avec le plus grand soin.

3. Règle qui semble devoir, de manière imminente, être assouplie afin de libéraliser les conditions dans lesquelles les archives d'État antérieures à 1939 pourraient être consultées.



sions internationales et sa version française, les archives personnelles de militants ou dirigeants qui sont ou furent communistes ne permettent plus de considérer que nous en sommes réduits à l'imprimé.

La première publication française marquante a été de ce point de vue celle, dans la collection *Archives*, de la partie « française » des archives de Jules Humbert-Droz, ancien secrétaire de l'Internationale communiste et son délégué à Paris<sup>1</sup>. Publication qui, outre son intérêt intrinsèque, a eu le très grand mérite de permettre une vérification importante : passionnantes pour l'historien, de telles archives n'interfèrent pas directement avec l'actualité politique. Les colonnes d'aucun Temple ne se sont écroulées parce qu'étaient dévoilés les voies et moyens par lesquels le comité exécutif de l'Internationale communiste intervenait, il y a quarante ans, dans la vie de sa section française.

A la publication intégrale des archives Humbert-Droz que doit assurer, avec tout l'appareil scientifique souhaitable, l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, pourrait s'ajouter dans un proche avenir la publication d'autres fonds non moins intéressants, déjà repérés et classés : entre d'autres, les archives laissées sous différentes formes et à différentes institutions par Henri Barbusse, Marcel Cachin, Marcel Martinet, André Marty, Pierre Monatte, Léon Moussinac, Charles Rappoport, Boris Souvarine, Angelo Tasca<sup>2</sup>, Albert Vassart, sont de consistance et de valeur inégales, mais elles apportent toutes une contribution irremplaçable à la connaissance détaillée des étapes et des phases qu'a connues dans sa vie mouvementée le parti communiste français.

Sans constituer à proprement parler des archives, mais se présentant également comme une source capitale, les témoignages, souvenirs et mémoires, rédigés ou contresignés par leurs auteurs, inédits ou déjà publiés, forment une matière imposante<sup>3</sup> qu'il convient naturellement de traiter avec les précautions habituelles dont on use avec ce type de source : citons, dans l'ordre alphabétique et sans tenir compte de la période qu'elles couvrent, de leur objet ou de leur degré d'orthodoxie, les contributions d'Henri Barbé<sup>4</sup>, Virgile Barel<sup>5</sup>, Pierre Célor<sup>6</sup>, Marcel

1. J. Humbert-Droz. « *L'Œil de Moscou* » à Paris. Textes et notes établis avec la collaboration d'Annie Kriegel. Paris, Julliard, 1964 (coll. Archives).

2. Les archives d'Angelo Tasca, considérables pour l'histoire du mouvement communiste italien, présentent également un intérêt certain dans sa partie « française ». Mais leur exploration en ce sens reste à faire.

3. Il conviendrait d'ajouter à la liste ci-dessous les témoignages rassemblés ou dispersés dans des publications comme les *Cahiers de l'Institut Maurice-Thorez*, *Unir*, *le Débat communiste*, *Est et Ouest*, *la Nation socialiste*...

4. Henri Barbé, *Souvenirs de militant et de dirigeant communiste* (inédit).

5. Virgile Barel, *Cinquante années de luttes (Souvenirs)*, Préface de Georges Cogniot, Paris, Éd. sociales, 1966.

6. Henri Barbé et Pierre Célor, « Contribution à l'histoire du parti communiste français : le groupe Barbé-Célor », *B.E.I.P.I.*, 1-15 juil. 1957.



Body<sup>1</sup>, Florimond Bonte<sup>2</sup>, Jacques Duclos<sup>3</sup>, André Ferrat<sup>4</sup>, Roger Garaudy<sup>5</sup>, Pierre Hervé<sup>6</sup>, Auguste Lecœur<sup>7</sup>, Henri Lefebvre<sup>8</sup>, André Marty<sup>9</sup>, Edgar Morin<sup>10</sup>, Marcel Ollivier, Alfred Rosmer<sup>11</sup>, Maurice Thorez<sup>12</sup>, Charles Tillon<sup>13</sup>.

1. Marcel Body. « Le groupe communiste français à Moscou (1919-1920) » in Freymond éd., *Contribution à l'Histoire de la III<sup>e</sup> Internationale*, Genève, Droz, 1965.

2. Florimond Bonte, *Le chemin de l'honneur. De la Chambre des députés aux prisons de France et aux bagnes d'Afrique*, Paris, les Éd. français réunis, 1950; Id. *De l'ombre à la lumière (souvenirs)*, Préf. de François Billoux, Paris, Éd. sociales, 1965.

3. Jacques Duclos, *Mémoires, 1896-1934, Le chemin que j'ai choisi*, de Verdun au parti communiste. Paris, Fayard, 1968 (particulièrement décevant).

4. André Ferrat, « Naissance du P.C.F. », *Preuves* (164), déc. 1964, p. 70-75; du même, « Contributions à l'histoire du P.C.F. M. Fauvet saisi par la légende », *Preuves* (168), fév. 1965, p. 53-61.

5. Roger Garaudy, *Peut-on être communiste aujourd'hui?*, Paris, Grasset, 1968. Cf. en particulier l'Introduction-témoignage.

6. Pierre Hervé, *la Révolution et les Fétiches*, Paris, Table Ronde, 1956; du même, *Lettre à Sartre et à quelques autres par la même occasion*. Paris, Table ronde, 1956; du même, *Dieu et César sont-ils communistes?* Paris, Table ronde, 1957.

7. Auguste Lecœur, *l'Autocritique attendue*, Saint-Cloud, Girault, 1955; du même, *le Partisan*, Paris, Flammarion, 1963; du même, *le Parti communiste français et la Résistance, août 1939-juin 1941*, Paris, Plon, 1968.

8. Henri Lefebvre, *la Somme et le Reste*, Paris, la Nef de Paris, 1959, 2 v.

9. André Marty, *la Révolte de la Mer noire*, Paris, Éd. sociales, 1949 (4<sup>e</sup> éd.); du même, *l'Affaire Marty*, Paris, éd. des deux Rives, 1955.

10. Edgar Morin, *Autocritique*, Paris, Julliard, 1959.

11. Alfred Rosmer, *Moscou sous Lénine : les origines du communisme*, préf. d'Albert Camus, Paris, P. Horay, 1953; du même, *le Mouvement ouvrier pendant la guerre*. T. I : De l'Union sacrée à Zimmerwald, Paris, Lib. du Travail, 1936; T. II : De Zimmerwald à la Révolution russe, Paris, Mouton, 1959.

12. Maurice Thorez, *Fils du peuple*, Paris, E.S.I., 1937. Il est nécessaire de se reporter aux éditions successives (2<sup>e</sup> éd. : 1949; 4<sup>e</sup> éd. : 1954; éd. revue et mise à jour : 1960).

13. Charles Tillon, *Les F.T.P., témoignage pour servir à l'histoire de la Résistance*. Paris, Julliard, 1962.

## TRAVAUX

Or, précisément au moment où s'ouvraient les dépôts d'archives, l'historiographie du communisme français se trouvait brusquement, dans les années 60, enrichie de trois ouvrages ambitionnant d'embrasser l'existence entière du P.C.F.

Ce ne sont pas, à vrai dire, les tout premiers de ce type. Déjà en 1931, André Ferrat avait écrit une officielle « Histoire » que le malheur des temps avait vouée à une très précoce mise hors service<sup>1</sup>. Puis le Front populaire avait vu grandir la curiosité de l'opinion publique à l'égard du phénomène communiste : le livre, encore utile parce que bourré de noms et de chiffres, de T. Ferlé avait tenté d'y répondre<sup>2</sup>. Après guerre, sans même faire état des ouvrages d'inspiration sociologique<sup>3</sup>, la compilation de G. Walter<sup>4</sup> avait eu le mérite, malgré les erreurs qu'elle comportait, de fournir une chronologie assez détaillée ainsi qu'une suite abondante de faits et documents. Mais le travail propre de l'historien, celui non plus de recueillir les textes mais d'en analyser les origines, la signification, la portée et les enchaînements restait à faire.

Quinze ans après, voici donc trois nouveaux titres.

S'adressant au grand public, les deux tomes d'une histoire due à la plume de Jacques Fauvet<sup>5</sup>.

Au premier abord, il semble qu'on ait en main le travail rapide mais élégant d'un journaliste chevronné. Courts chapitres dont l'introduction est souvent topique, le récit allègre, les portraits bien venus. Puis en relisant, on s'aperçoit que la pensée est plus profonde qu'il n'y paraît : l'analyse de la période 1934-1939 est heureuse; la post-face du premier

1. André Ferrat, *Histoire du parti communiste français*, Paris, Bureau d'éd., 1931.

2. T. Ferlé, *le Communisme en France. Organisation*, la Documentation catholique, Paris, Bonne Presse, 1937.

3. Cf. en particulier Raymond Aron, *le Grand Schisme*, Paris, Gallimard, 1948; Dyonis Mascolo, *le Communisme. Révolution et communication ou la dialectique des valeurs et des besoins*, Paris, Gallimard, 1952; Jules Monnerot, *Sociologie du communisme*, Nouv. éd. rev. et cor. Paris, Gallimard, 1963. On consultera encore sous cet angle l'importante collection de la revue *Arguments*.

4. Gérard Walter, *Histoire du parti communiste français*, Paris, Somogy, 1948.

5. Jacques Fauvet, *Histoire du parti communiste français* (en collab. avec Alain Duhamel). T. I : De la guerre à la guerre (1917-1939), Paris, Fayard 1964; T. II : Vingt-cinq ans de drames (1939-1965), 1965.

tome est même vigoureuse, qui fait une distinction suggestive entre le succès enregistré dans la fabrication de l'instrument — le parti — et l'insuccès quant à atteindre l'objectif pour lequel l'instrument avait été construit — la révolution socialiste. Encore que ce bilan ainsi dressé : essentiellement à l'échelle française, nous paraît entaché d'une grave erreur de perspective, s'il est vrai que le communisme est dès l'origine une entreprise mondiale. « Son efficacité, écrit Fauvet, n'a pas été à la mesure de sa fidélité. » Voire. La mesure de l'efficacité est très complexe : au début des années 20, le parti communiste (S.F.I.C.) avait mission, par l'agitation qu'il entretenait dans le pays, d'empêcher le gouvernement français d'intervenir contre une éventuelle révolution allemande. Dans les années 30, la France du Front populaire était, face à Hitler, l'alliée de l'Union soviétique; cette alliance a donné à Staline la possibilité, féconde en 1940, de suggérer qu'il avait le choix entre deux systèmes de sécurité. Après la seconde guerre mondiale, enfin, le poids du communisme français rendait la situation européenne assez trouble pour qu'on veuille bien considérer comme un moindre mal la seule transformation des nations d'Europe orientale en démocraties populaires.

Jacques Fauvet, en fin de compte, n'a pas, à proprement parler, écrit l'histoire du P.C.F. mais celle de l'intervention du P.C.F. dans la vie politique et plus précisément dans la vie parlementaire française. Sans doute, pour beaucoup de partis politiques, est-il difficile de ne pas confondre leur vie avec celle du groupe parlementaire qui en porte la casaque. Mais ce n'est pas le cas du P.C.F. *et* parce qu'il s'insère, non pas secondairement mais de façon essentielle, congénitale, dans un ensemble supranational *et* parce qu'il entend, pour atteindre ses objectifs déployer ses efforts, non sur le seul terrain parlementaire, non pas même *d'abord* sur le terrain parlementaire, mais sur une multitude de champs (politique, économique, social, culturel) où se déroulent, successivement ou simultanément, les épisodes de la lutte des classes.

Répondant à de tout autres critères que l'ouvrage de Jacques Fauvet, celui édité par un collectif de rédacteurs sous la direction de François Billoux et Jacques Duclos est sorti des presses quelques semaines plus tard <sup>1</sup>. Autant le premier donne une impression générale de rapidité, autant le second est pesant. A vrai dire, le sous-titre de *manuel* que les auteurs ont donné à leur entreprise pour en souligner l'intention pédagogique suggère que, si pédagogie il y a, cette pédagogie remonte aux temps où l'on était persuadé que la science devait être ennuyeuse. A moins que l'ouvrage soit ainsi caractérisé non en guide d'avertissement au lecteur éventuel mais par précaution à l'égard de l'éventuel critique : comme s'il y avait une vérité « pédagogique » et une autre qui ne l'est pas.

Au demeurant, un sociologue des idéologies aura profit à considérer

1. *Histoire du parti communiste français (manuel)*, Paris Éd. sociales, 1964.

cet ouvrage comme un matériel privilégié destiné à lui permettre de cerner non l'histoire du communisme français, mais l'idée que le communisme français se faisait en 1964 de sa propre histoire. Les rédacteurs du Manuel officiel écrivaient en effet au lendemain de la dramatique dénonciation par Khrouchtchev du « culte de la personnalité » de Staline, dans une conjoncture d'autant plus mouvante que s'esquissait alors un nouveau drame : le schisme sino-soviétique. La solution qu'ils ont dès lors imaginée fut de se jeter dans l'abstraction : plus de noms, plus de faits. Rien n'est plus donné à voir : les visages se dissolvent, les événements, plats ou pathétiques, sont également gommés. Dans un enchaînement insignifiant, sans que soit tenté aucun effort cohérent de périodisation, sont accolées bout à bout celles des interprétations et justifications dont le bien fondé n'a jamais été remis en cause par les organismes dirigeants; sont adoptés sans rappel aux points de vue antérieurs les points de vue plus récents qui ont fait l'objet d'une correction explicite; enfin est passé sous silence ce qui semble faire problème et n'a pas encore reçu une formulation assurée.

C'est probablement pour lutter contre cette stérilisante abstraction que les trois tomes d'une *Histoire du P.C.F.* établis et rédigés par un groupe de communistes oppositionnels<sup>1</sup> se présentent à l'inverse, non pas tellement comme une interprétation coordonnée de quarante années d'histoire communiste, mais comme une tentative d'apporter des éclaircissements concrets sur des points précis. A dire vrai, le premier tome, paru en 1960, était assez décevant. Mais les deux tomes suivants, élaborés avec le concours de militants ayant participé aux événements qui sont ici racontés, fourmillent de documents rares et mettent en œuvre une information qu'il est nécessaire de contrôler mais qui est souvent neuve et toujours intéressante.

Trois histoires du P.C.F. donc. Mais aucun ouvrage définitif : la première ne restitue pas le communisme français dans ses véritables dimensions, la seconde le transforme en un discours rhétorique, la troisième n'apporte que des matériaux discontinus encore que précieux.

Est-il trop tôt pour se lancer dans les ouvrages de synthèse? Sans aucun doute, à moins que les synthèses « prématurées » n'aient l'heureux effet de susciter les monographies : en tout cas, c'est bien ce phénomène qui se produit sous nos yeux.

Monographies d'abord qui choisissent de se limiter à un thème : sous cet angle, c'est à l'évidence celui des relations du Parti avec les intellectuels qui a retenu le plus l'attention<sup>2</sup>. Outre les études qui

1. *Histoire du parti communiste français*, Paris, Éditions Verdad, T. I, Des origines du P.C.F. à la guerre de 1939, 1960; T. II, éd. Unir, De 1940 à la Libération, 1962; T. III, De 1945 à nos jours, 1964.

2. Cf. sur ce point le n° spécial de la *Revue française de science politique*, « Le Parti communiste et les Intellectuels (1920-1939) ». Avant-propos de J. Touchard, juin 1967 (17-3).



prennent pour point focal un auteur — Barbusse, Raymond Lefèvre, Paul Nizan, Aragon — ou un mouvement — le mouvement *Clarté*, les Surréalistes —, deux travaux plus ambitieux datent de 1963-1964 : très différents dans leur dessein, leur mise en œuvre, leurs conclusions mais qui se complètent sans d'ailleurs ni l'un ni l'autre, ni même ensemble épuiser le sujet.

Le premier est le travail d'un jeune historien et écrivain anglais qui, observant la fascination qu'a exercée à certaines époques le communisme sur les intellectuels du continent, est préoccupé de définir ce qu'un intellectuel français attend, dans l'exercice même de ses facultés créatrices, de son adhésion au communisme<sup>1</sup> : passant donc rapidement sur les années d'avant-guerre, David Caute s'appesantit sur cette période où le jdanovisme constituait une règle de conduite, ou du moins un système de référence pour tout intellectuel, chercheur, écrivain ou artiste qui, ayant adhéré au parti communiste, s'efforçait, selon la formule en vigueur, de se « placer sur les positions de la classe ouvrière ». Dans un bilan d'une fine pénétration, il montre la part d'exaltation et la part de freinage que l'effort créateur des intellectuels communistes a connus ou subis du fait du marxisme dans sa version soviétique.

Nicole Racine s'est placée dans une autre perspective<sup>2</sup> : elle a davantage mis l'accent sur l'intervention plus proprement politique des intellectuels communistes, considérés sous l'angle d'un groupe socio-professionnel. Ce qui retient son attention, ce sont les courants et les mouvements successifs, pacifistes, progressistes, antifascistes, dans lesquels les intellectuels communistes jouèrent un rôle éminent — en droit ou en fait —, que ces courants et mouvements aient pour objet de regrouper exclusivement telle ou telle catégorie d'intellectuels à des fins politiques, syndicales, culturelles, ou qu'ayant un recrutement polyvalent, ils touchent en particulier des intellectuels.

Monographies ensuite qui choisissent de se limiter à une période : il est remarquable d'observer sur ce plan l'apport des jeunes historiens américains.

Robert Wohl, de l'Université de Californie, s'est attaché à l'histoire du communisme français de 1914 à 1924 : c'est-à-dire à la période des origines, avant le tournant décisif de la « bolchevisation »<sup>3</sup>. Daniel

1. David Caute, *Communism and the French intellectuals. 1914-1960*, London, Macmillan, 1964. Trad. franç. revue et augmentée : *Le Communisme et les Intellectuels français (1914-1966)*, Paris, Gallimard, 1967.

2. Nicole Racine, *les Écrivains communistes en France, 1920-1936*, Paris, 1963 (Thèse. Fondation nationale des sciences politiques. Inédit). Chapitres remaniés et publiés dans *le Mouvement social* (54, janv.-mars 1966) et la *Revue française de science politique* (17-3, juin 1967).

3. Robert Wohl, *French communism in the making. 1914-1924*, Stanford U.P. 1966.



R. Brower, appartenant à Oberlin College, a étudié le parti communiste et le Front populaire (1934-1938) <sup>1</sup>. Ces deux recherches de type universitaire répondent bien aux critères de la science historique américaine : information aussi étendue et soignée qu'il est imaginable, très probe établissement des faits, récit linéaire d'une grande finesse dans le détail, marqué d'un évident effort de sympathie et de compréhension pour le sujet traité, d'une grande modération dans les conclusions. Ce sont des travaux qui, conduits au demeurant dans un style aisé, font honneur à l'école historique américaine.

Les périodes plus récentes sont également abordées : les cinq années de 1939 à 1944 font l'objet d'une polémique quasi-permanente <sup>2</sup>. Les dix années qui ont suivi le XX<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. ont donné à François Fejtö l'occasion d'établir une chronique détaillée, probe et mesurée <sup>3</sup>.

## ORIENTATIONS DE RECHERCHE

Il reste que, volontairement soumises aux contraintes du récit et de l'événement, ces recherches n'abordent qu'assez peu les phénomènes de profondeur, comme il arrive souvent dans ce domaine où l'établissement des faits les plus apparents exige des mises au point considérables.

Quels phénomènes de profondeur? Il est peut-être possible de les regrouper sous trois rubriques.

La première : quels sont les rapports du parti communiste avec la classe ouvrière? Autrement dit, dans quelle mesure le parti communiste est le « parti de la classe ouvrière »? Problème complexe : qui ne saurait se résoudre par la seule analyse de la composition sociale du Parti mais par l'analyse corrélative de son audience, de sa politique, de ses objectifs, de l'interpénétration des mentalités et des rôles du Parti et de la classe. De façon à préciser, par exemple, les limites dans lesquelles on peut identifier classe et groupes sociaux d'une part, formation politique d'autre part.

Seconde rubrique : quelle est la place du parti communiste dans le mouvement ouvrier français? Sa place telle qu'il la conçoit en doctrine, telle qu'elle est en pratique : c'est-à-dire les relations d'hostilité, de coopération, d'hégémonie qu'il entretient avec les autres formations

1. Daniel R. Brower, *The new Jacobins. The French Communist party and the Popular Front 1934-1938*, thèse, Université de Columbia, Cornell. U. P. 1968.

2. Cf. supra, chap. V, note 12, p. 314 dressant un aperçu bibliographique.

3. François Fejtö, *The French communist party and the crisis of international communism*, Cambridge (Mass.), Massachusetts Institute of Technology, 1967, Index.

politiques se réclamant de la classe ouvrière et du socialisme, les associations de pensée, les coopératives, les organisations syndicales, les groupements de défense qui, d'une manière ou d'une autre, s'adressent à une clientèle ouvrière et entendent participer à la promotion d'une société où l'exploitation capitaliste aurait disparu. De façon à préciser, par exemple, les modalités de passage, les conversions spirituelles, les mutations de pensée à l'intérieur d'une même grande famille idéologique.

Troisième rubrique : quels sont les facteurs, les modalités, les mécanismes et les conséquences de l'insertion du P.C. français dans le mouvement communiste international? De façon à préciser dans quelle mesure le produit original de la greffe du bolchevisme sur le corps du socialisme français a tenu compte, au cours de son histoire, de son héritage français et de son modèle extérieur.

Au demeurant, ces problèmes, ainsi groupés sous trois rubriques, ne sauraient être étudiés dans l'abstrait, mais appellent des recherches précisément *datées*.

Recherches quantitatives : le premier effort est de dénombrement. Savoir *combien* il y a eu de communistes; mieux : comparer les trois séries chiffrées du nombre des *adhérents*, du nombre des *lecteurs* de la presse, du nombre des *électeurs* pour tenter de définir les rapports entre l'audience, l'influence et la structure d'un parti politique du type du P.C. Recherches quantitatives encore : mais qui visent à cerner l'implantation du phénomène communiste. La préoccupation n'est plus de faire des totaux, mais, au contraire, en descendant au niveau de l'usine ou du village, d'établir *où* sont les communistes : partant, *qui* est communiste. Les variantes régionales, sociales, culturelles de ce *qui*? conduisant au diagnostic différentiel du *pourquoi*?

Surgissent alors les recherches qualitatives : de ce *qui*? et de ce *pourquoi*? dérivent les études sur les hommes qui ont donné un visage à ce parti; il s'en dégagera, outre des lumières sur les rapports internes entre dirigeants et dirigés, les traits stables d'une mentalité, et, par conséquent, les caractères spécifiques de cette micro-société qu'est un parti à ambition totale comme le P.C.F.

# Index

- Abramovitch-Zalewski, 142, 285.  
Althusser (Louis), 125.  
Ansart, 302.  
Aragon (Louis), 262, 313.  
Armand (Inessa), 51.  
Arrachart, 173, 301.  
Arthaud (René), 303.  
Auriol (Vincent), 154.
- Balabanova (Angelica), 51.  
Ballanger (Robert), 171.  
Barbé (Henri), 46, 160, 173, 191, 192, 276, 277, 302, 308.  
Barbusse (Henri), 308, 313.  
Barel (Virgile), 308.  
Baroux (Clotaire), 72.  
Berlioz (Johanny), 169.  
Bernard, 173, 302.  
Besse (Guy), 302.  
Bichon (Martial), 73.  
Billoux (François), 45, 46, 169, 171, 173, 174, 191, 192, 227, 264, 293, 301, 302, 303.  
Blum (Léon), 227, 290.  
Bir (Fantômas), 220, 223.  
Body (Marcel), 309.  
Bonte (Florimond), 169, 309.  
Boukharine (Nicolas), 178, 291.  
Bouthonnier (Paul), 288.  
Brejnev (Léonid), 150.
- Cachin (Marcel), 83, 167, 169, 173, 174, 191, 301, 302, 308.  
Cadras (Félix), 280.
- Casanova (Laurent), 87, 155, 174, 302, 303.  
Catelas (Jean), 224, 280.  
Célor (Pierre), 46, 173, 191, 301, 308.  
Chaintron (Jean), 87.  
Chalmette, 161.  
Chasseigne (François), 191.  
Chaumeil (Jean), 286.  
Chomat (Claudine), 187.  
Codovilla, 85.  
Cogniot (Georges), 182, 289.  
Connaly, 198.  
Cornavin (Gaston), 169.  
Costes (Alfred), 169.  
Cotton (Eugénie), 204.  
Crémet (Pierre), 85, 173, 192, 220, 302.  
Croizat (Ambroise), 100, 303.
- Daix (Pierre), 123.  
Daniel, 123.  
Delgado (Castro), 198, 199, 291.  
Denis (Jacques), 204.  
Dimitrov (Georges), 199, 291.  
Doriot (Jacques), 46, 151, 154, 155, 169, 173, 174, 191, 301.  
Duclos (Jacques), 71, 114, 170, 171, 173, 174, 187, 191, 192, 214, 221, 226, 276, 278, 280, 292, 301, 302, 309.  
Dudillieux (Raymond), 173, 302.  
Dumont (Yvonne), 171.  
Dunois (Amédée), 103, 142.

- Dupont, 160.  
 Dupuy (Marc), 173, 302.  
 Durkheim (Émile), 39.
- Eberlein, 222.  
 Eluard (Paul), 123.
- Fajon (Étienne), 21, 171, 173, 174, 185, 259, 260, 286, 288, 302.  
 Fay (Victor), 288.  
 Feix (Léon), 60, 171, 266, 302.  
 Ferrat (André), 46, 153, 173, 174, 192, 285, 289, 309.  
 Figuères (Léo), 171.  
 Foissin (Robert), 279.  
 Frachon (Benoît), 100, 110, 112, 113, 114, 171, 173, 191, 227, 283, 301, 302.  
 Fried (Clément), 153, 160, 194, 223.  
 Friedmann (Georges), 289.  
 Frischmann (Georges), 302.  
 Frossard (Ludovic-Oscar), 134.
- Gaillard (Roger), 59.  
 Galopin, 46.  
 Garaudy (Roger), 171, 182, 302, 309.  
 Général de Gaulle, 17, 34, 83, 154, 155, 217, 218, 241, 245.  
 Geroe (Ernst), 194, 223.  
 Giovoni (Arthur), 87.  
 Girault (Suzanne), 51, 191.  
 Gitton (Marcel), 114, 174, 260, 274, 301.  
 Goguel (François), 14.  
 Gomulka (Wladislas), 275.  
 Gosnat (Georges), 303.  
 Gourdeaux (Henri), 160, 169.
- Gramsci (Antonio), 125.  
 Grenier (Fernand), 187, 303.  
 Guralski, 137, 191.  
 Guesde (Jules), 125.  
 Guingouin (Georges), 87.  
 Guyot (Raymond), 45, 46, 171, 174, 187, 302.
- Hermann (Jean-Marie), 204.  
 Hernandez (Jésus), 199, 291.  
 Hervé (Pierre), 87, 309.  
 Hilsum (François), 264.  
 Hitler (Adolf), 82, 198.  
 Humbert-Droz (Jules), 85, 194, 276, 284, 290, 308.  
 Jaurès (Jean), 34, 125, 135.
- Ibarruri (Dolorès), 199.
- Jean (Renaud), 169, 173, 174, 302.  
 Jerram (Guy), 191, 286.  
 Joannès (Victor), 171.  
 Joinville (Alfred Malleret dit), 87.  
 Joliot-Curie (Frédéric), 123, 204.
- Jouhaux (Léon), 75.  
 Julliard (Jacques), 5.
- Kagan (Georges), 194.  
 Ker, 142.  
 Kolarov, 197.  
 Kollontaï (Alexandre), 51.  
 Kostov, 123.  
 Krasuki (Henri), 302.  
 Kriegel-Valrimont (Maurice), 87.  
 Kroupskaïa (Nadejda), 51.  
 Kroutchev (Nikita), 150, 204, 205, 312.

- Laurent (Paul), 302.  
 Lecœur (Auguste), 87, 90, 155,  
 174, 227, 261, 279, 280, 286,  
 287, 292, 293, 302, 303, 309.  
 Lefebvre (Henri), 309.  
 Lefebvre (Raymond), 124, 313.  
 Lénine (Vladimir Illitch), 30,  
 34, 68, 82, 96, 97, 125, 133,  
 135, 140, 145, 178, 183, 189,  
 190, 231, 232, 235, 263, 284,  
 286.  
 Leroy (Roland), 285, 302.  
 London (Arthur), 281.  
 Longo (Luigi), 150.  
 Lozeray (Henri), 46, 143, 173,  
 301.  
 Lozovsky (Salomon), 191.  
 Luxembourg (Rosa), 51.  
 Lissenko, 123.  
 Manioulsky (Dimitri), 103,  
 191, 194, 199, 286.  
 Mao (Tsé-toung), 48, 126, 201,  
 239.  
 Marchais (Georges), 41, 48,  
 54, 247, 261, 262, 263, 264,  
 265, 266, 267, 268, 273, 274,  
 275, 276, 277, 283, 287, 298,  
 299, 300, 302.  
 Marion (Paul), 187.  
 Markos, 123.  
 Marrane (Georges), 170, 303.  
 Martel (Henri), 173, 301.  
 Martinet (Marcel), 308.  
 Marty (André), 169, 173, 174,  
 191, 192, 227, 280, 301, 302,  
 308, 309.  
 Marx (Karl), 125, 133, 183.  
 Mauriac (François), 89.  
 Mauvais (Léon), 171, 173, 227,  
 260, 264, 274, 280, 302.  
 Mendès-France (Pierre), 217,  
 218, 245.  
 Meunier (Pierre), 142.  
 Michaut (Victor), 320.  
 Michel (Henri), 84.  
 Midol (Lucien), 160, 169, 302.  
 Mikhaïlov-Williams, 193.  
 Monatte (Pierre), 59, 134, 308.  
 Monmousseau (Gaston), 114,  
 170, 173, 174, 191, 227, 301,  
 302.  
 Morin (Edgar), 309.  
 Moussinac (Léon), 308.  
 Nedelec (Charles), 280.  
 Nizan (Paul), 123, 290, 313.  
 Nordmann (Joé), 204.  
 Ollivier (Marcel), 309.  
 Oursin (Henri), 271.  
 Pajetta, 124.  
 Patinaud (Marius), 303.  
 Pauker (Anna), 194, 199.  
 Paul (Marcel), 303.  
 Péri (Gabriel), 169, 280.  
 Pétain (Philippe), 227.  
 Petrovsky, 192, 290.  
 Philip (André), 5.  
 Piatnitsky (Joseph), 143, 274.  
 Picasso (Pablo), 92, 123.  
 Piquet (René), 302.  
 Plissonnier (Gaston), 302.  
 Politzer (Georges), 289.  
 Pourmann, 194.  
 Prenant (Marcel), 289.  
 Rabaté (Octave), 108, 220.  
 Racamond (Julien), 110, 173,  
 302.



- Rajk, 123.  
 Rakosi, 199.  
 Ramette (Arthur), 173, 301, 302.  
 Ramier (Barthélémy), 280.  
 Raynaud (Henri), 169.  
 Rebière (André), 280.  
 Rappoport (Charles), 308.  
 Rochet (Waldeck), 76, 150, 156, 171, 173, 174, 187, 211, 217, 247, 254, 255, 258, 277, 300, 302.  
 Rol-Tanguy, 87.  
 Rosmer (Alfred), 134, 309.  
 Rousset (David), 123.  
  
 Sacco, 85.  
 Saillant (Louis), 204.  
 Sarrault (Albert), 84.  
 Schueller, 194.  
 Seguy (Georges), 112, 113, 114, 115, 302.  
 Sellier (Louis), 169, 173, 174, 191, 302.  
 Sémard (Pierre), 32, 55, 59, 85, 107, 169, 173, 191, 274, 280, 301, 302.  
 Servet (Claude), 288.  
 Servin (Marcel), 174, 227, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 269, 275, 282, 297, 299, 302.  
 Siniavski, 123.  
 Slanski, 123.  
 Soljenitsine, 123.  
 Souvarine (Boris), 134, 192, 284, 308.  
 Stepanov, 191.  
 Stil (André), 123.  
 Staline, 34, 78, 123, 139, 150, 290, 291, 307, 312.  
  
 Stassova (Elena), 51.  
  
 Tasca (Angelo), 309.  
 Thorez (Maurice), 82, 100, 143, 148, 150, 151, 152, 154, 155, 167, 169, 173, 174, 180, 183, 191, 192, 196, 201, 223, 227, 228, 229, 261, 278, 285, 286, 288, 301, 302, 303, 306, 309.  
 Tillon (Charles), 87, 107, 173, 174, 227, 280, 301, 302, 303, 309.  
 Tito, 123, 201, 204.  
 Togliatti (Palmiro), 150, 199.  
 Tourgueniev (Ivan), 69.  
 Tournemaine (Raymond), 114.  
 Tréand (Maurice), 223, 224, 279.  
 Treint (Albert), 191, 192.  
 Trotsky (Léon), 141, 191, 232, 233, 235, 284, 289.  
  
 Vaillant-Couturier (Marie-Claude), 171.  
 Vaillant-Couturier (Paul), 169.  
 Valignat (Fernande), 171.  
 Vassart (Albert), 114, 143, 153, 170, 173, 192, 276, 283, 285, 286, 289, 290, 301, 308.  
 Vermeersch-Thorez (Jeanette), 42, 51, 52, 171, 263, 265, 266, 268, 288, 297, 302.  
 Vieuguet (André), 302.  
 Villon (Pierre), 171.  
 Vlahovitch (Veljko), 198, 291.  
 Wallon (Henri), 289.  
 Wodli (Georges), 280.  
  
 Zetkin (Klara), 51, 193.

# Table

<b>Sigles . . . . .</b>	<b>4</b>
<b>Introduction . . . . .</b>	<b>5</b>
<b>1. Les couronnes extérieures. . . . .</b>	<b>9</b>
1. Les électeurs communistes. . . . .	11
2. Les lecteurs de la presse communiste . . . .	19
<b>2. Le peuple communiste. . . . .</b>	<b>27</b>
3. Dénombrement. . . . .	29
4. Les critères conventionnels. . . . .	39
5. Stratification . . . . .	69
6. La pluralité des pratiques militantes. . . .	92
7. Les degrés d'adhésion. . . . .	117
Conclusion. . . . .	127
<b>3. L'appareil . . . . .</b>	<b>129</b>
8. Un corps consacré. . . . .	131
9. Des hommes quelconques. . . . .	148
10. Les mécanismes de sélection. . . . .	158
11. Les processus de formation. . . . .	178
12. Centres du pouvoir et mécanismes de décision	189
13. Secrets et secret de parti. . . . .	214
Conclusion . . . . .	231
<b>Notes . . . . .</b>	<b>257</b>
<b>Annexes . . . . .</b>	<b>294</b>
<b>Index . . . . .</b>	<b>316</b>

TRENT UNIVERSITY



0 1164 0279423 8



**POLITIQUE** COLLECTION DIRIGÉE PAR JACQUES JULLIARD

Les problèmes politiques sont les problèmes de tout le monde ;  
les problèmes de tout le monde sont des problèmes politiques.

- 1 La Démocratie**, par Georges Burdeau •
- 2 L'Afrique noire est mal partie**, par René Dumont ••
- 3 Communisme, anarchie et personnalisme**, par E. Mounier •
- 4 Que faire ?** par Lénine •••
- 5 Machiavel**, par Georges Mounin ••
- 6 Dans trente ans la Chine**, par Robert Guillaïn ••
- 7 Citations du président Mao Tsé-toung** •
- 8 Pour une réforme de l'entreprise**, par Fr. Bloch-Lainé •
- 9 Les Socialistes**, par André Philip ••
- 10 Hô Chi Minh**, par Jean Lacouture ••
- 11 Histoire de la Révolution russe**, 1. Février, par Trotsky ••••
- 12 Histoire de la Révolution russe**, 2. Octobre, par Trotsky ••••
- 13 Réflexions sur l'histoire d'aujourd'hui**, par Tibor Mende ••
- 14 Histoire du syndicalisme britannique**, par Henry Pelling •
- 15 Trois encycliques sociales**, de Jean XXIII et Paul VI ••
- 16 Bilan de l'U.R.S.S., 1917-1967**, par J.-P. Nettl •••
- 17 Mahomet**, par Maxime Rodinson •••
- 18 Citations du président de Gaulle**, par Jean Lacouture •
- 19 Les Sans-culottes**, par Albert Soboul ••
- 20 Les Libertés à l'abandon**, par Roger Errera ••
- 21 Qu'est-ce que la politique**, par Julien Freud •
- 22 Citations de Fidel Castro**, par Henri de la Vega et Raphaël Sorin •
- 23 Les Lycéens gardent la parole** •

• volume simple •• volume double ••• volume triple •••• volume quadruple

## **Annie Kriegel**

Membre de la direction des Jeunesses communistes (M.O.I.) de la région Rhône-Alpes en 1943-44 ; élève de l'Ecole normale supérieure de Sèvres (1945-1949) ; Agrégée d'histoire (1948). Thèse de doctorat d'Etat sur les origines du communisme français (1964). Actuellement professeur à la faculté des Lettres et Sciences humaines de Reims.